

Ministère de la Justice



Renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

Justice
Québec 

Avril 2017
Document préparé par
le Service de la gestion budgétaire et financière

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 2^E GROUPE D’OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L’ANNÉE 2016-2017 INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU’ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.	1
P.2	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L’OBTENTION D’UNE CERTIFICATION OU D’UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D’ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELEVANT AU COURS DE L’ANNÉE 2016-2017. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ORGANISME AYANT OFFERT L’ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L’ACTIVITÉ.	10
P.3	SOMMES DÉPENSÉES EN 2016-2017 (ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S’IL S’AGIT D’ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D’ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	48
P.4	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2016-2017, EN INDIQUANT POUR CHACUN : A. SON MANDAT; B. LA LISTE DES MEMBRES; C. LE BUDGET DÉPENSÉ; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES; E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.	51
P.5	NOMBRE ET POURCENTAGE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEURS AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2016-2017 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D’EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	70
P.6	COPIE ET DÉTAIL DE TOUTE DEMANDE DE RÉDUCTION, DE CONSOLIDATION, D’OPTIMISATION DES RESSOURCES ET DE MOYENS OU DE COMPRESSIONS DE DÉPENSES, REÇUE PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2016-2017. FOURNIR L’ENSEMBLE DES ÉCHANGES, CORRESPONDANCES OU AUTRES À CE SUJETS. FOURNIR ÉGALEMENT LA VENTILATION DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELEVANT DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L’ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2015-2016 ET 2016-2017, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	73
P.7	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2016-2017, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	74
P.8	NOMBRE TOTALE D’AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2016-2017 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR LA LISTE COMPLÈTE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L’ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L’AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION.	76
P.9	LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2016-2017. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.	77

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.10	LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2016-2017.	82
P.11	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2016-2017 : A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	86
P.12	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2016-2017 : A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.	87
P.13	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS, LE MONTANT GLOBAL ALLOUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2016-2017 : A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION; B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES; C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.	88
P.14	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2016-2017 : A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES; D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2016-2017 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES. E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2016-2017 AU SEIN DU CABINET DU MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES,	95
P.15	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS ET LES COÛTS RELIÉS À LA PRÉPARATION DE L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES (INCLUANT LES RÉPONSES AUX QUESTIONS ET LES PRÉSENCES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE).	98
P.16	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2011-2012 À 2016-2017, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	99
P.17	LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS, POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2012, IL Y A PRÉSENTEMENT DES POURSUITES JUDICIAIRES EN COURS. INDIQUER LE NOM DES PARTIES EN CAUSE, L'OBJET DÉTAILLÉ ET LA DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE, LES MONTANTS EN CAUSE ET S'IL Y A LIEU, LA DATE DU JUGEMENT (OU DÉSISTEMENT OU RÈGLEMENT HORS COURS). INDIQUER CLAIREMENT QUEL PROJET DU MINISTÈRE EST EN CAUSE.	103
P.18	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR GRANDES CATÉGORIES. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, PRÉVISIONS 2017-2018.	104
P.19	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES; B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES; C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT; D. LES RÉSULTATS OBTENUS. INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC 2013-2014 ET 2014-2015.	108
P.20	POUR CHAQUE ANNÉE ENTRE 2004 ET 2017, LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 000 \$ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMME ET NOMBRE DE DOSSIER) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.	109

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.21	POUR LES ANNÉES 2011 À 2017, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).	110
P.22	POUR LES ANNÉES 2004 À AUJOURD'HUI, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), LE NOMBRE DE DOSSIERS ÂGÉS D'UN AN OU MOINS, DE UN À DEUX ANS, DE DEUX À TROIS ANS, DE TROIS À QUATRE ANS, DE CINQ À SIX ANS, DE SIX À SEPT ANS, DE SEPT À HUIT ANS, DE HUIT À NEUF ANS, DE NEUF À DIX ANS, DE DIX ANS OU PLUS.	111
P.23	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	112
P.24	ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (TOJ) POUR 2015-2016 ET 2016-2017. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATE PRÉVUES POUR L'IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTALE DU PROGRAMME. INDIQUEZ LES SOMMES PRÉVUES EN 2017-2018. INDIQUEZ LES PROGRAMMES ORGANISATIONNELS « AUTOPORTANT » MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU PROGRAMME TOJ DEPUIS 2012.	115
P.25	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).	116
P.26	INDIQUER LES DÉMARCHES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA RÉFLEXION SUR LA CONCENTRATION DES CAUSES DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL ET LA RÉPARTITION DES JUGES ENTRE LES RÉGIONS, ET LE CAS ÉCHÉANT, LE DÉTAIL SUR LES TRAVAUX MENÉS ET LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2017-2018.	118
P.27	CONCERNANT L'INVESTISSEMENT DE 6.1 M\$ ANNONCÉ LE 4 NOVEMBRE 2015 SUR LES MESURES EN VUE D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES AUTOCHTONES, FOURNIR LES INFORMATIONS SUIVANTES : A. L'ENVELOPPE TOTALE FOURNIE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE SUR CE MONTANT; B. LA LISTE DES PROGRAMMES À PARTIR DESQUELS CES SOMMES ONT ÉTÉ DÉPENSÉES AVEC LE MONTANT POUR LEQUEL CHACUN EST RESPONSABLE; C. LES PROJETS AUXQUELS CETTE ENVELOPPE EST ASSIGNÉE; D. L'ÉCHÉANCE FIXÉE POUR CHAQUE PROJET; E. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX POUR CHAQUE PROJET; F. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS POUR CHAQUE PROJET, S'IL Y A LIEU.	119
P.28	CONCERNANT LE LANCEMENT DU PROJET D'ENRICHISSEMENT JURIDIQUE ET DÉCISIONNEL, INDIQUER : A. LES COÛTS DU PROJET-PILOTE TENU À L'ÉCOLE PIERRE-BOUCHER DE BOUCHERVILLE; B. TOUS LES COÛTS DE LA MISE EN OEUVRE DE CE PROJET; C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN «ETC» POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2017-2018; D. LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS AYANT PARTICIPÉ À CE PROJET POUR L'ANNÉE 2015-2016, VENTILÉ PAR ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	120
P.29	CONCERNANT LA CRÉATION DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE DES ORDRES PROFESSIONNELS, INDIQUER : A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN OEUVRE (LOCAUX, IMMOBILISATION, SALAIRES, ETC.) POUR L'ANNÉE 2016-2017; B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE BUREAU POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS 2017-2018; C. TOUS LES PRÉSIDENTS Y SIÉGEANT INCLUANT LEUR SALAIRE; D. S'IL Y A LIEU, LES EMPLOIS CRÉÉS À LA SUITE DE SA MISE EN OEUVRE.	212
P.30	VENTILATION DES BUDGETS 2015-2016 ET 2016-2017 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.	122
P.31	VENTILATION DES BUDGETS 2015-2016 ET 2016-2017 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.	123
P.32	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2017, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDIQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	124
P.33	DEPUIS LE 1ER AVRIL 2016 ET POUR CHACUN DES TRIBUNAUX SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.	125

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.34	MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016. A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR; B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ; C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.	127
P.35	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2015-2016 ET 2016-2017 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.	128
P.36	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	129
P.37	POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR : A. LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D’APPEL ; B. LES PROCUREURS DE LA COURONNE ; C. LES JURISTES DE L’ÉTAT.	130
P.38	POUR L’ANNÉE 2016-2017, LES ÉCONOMIES ESTIMÉES RELATIVEMENT À L’AUGMENTATION DE 7 % À 8 % DE LA PART COTISÉE PAR LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC À LEUR RÉGIME DE RETRAITE, EN RAISON DU PROJET DE LOI N° 33 MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRE.	132
P.39	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET POUR 2015-2016 ET 2016-2017, INDIQUER : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.	133
P.40	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS; C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES; D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS; E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISIONS, ETC.).	137
P.41	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D’UN DÉSISTEMENT ET LES RAISONS AYANT MENÉES AU DÉSISTEMENT (JUSTIFICATION DE LA PART DU REQUÉRANT).	152
P.42	POUR LES ANNÉES 2007 À AUJOURD’HUI, LE NOMBRE DE FOIS OU LE TRIBUNAL A DU FIXER UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LE JUSTICE ADMINISTRATIVE. INDIQUER LES MONTANTS POUR CHACUNE ANNÉE, AINSI QUE LES ORGANISMES QUI ÉTAIENT EN CAUSE.	154
P.43	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	155
P.44	EN 2016-2017, LE NOMBRE DE LOCAUX D’AUDIENCE DISPONIBLE AINSI QUE LEUR TAUX D’OCCUPATION..	156
P.45	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE; C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2004.	157
P.46	NOMBRE, RÉSULTAT ET NATURE DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.	161
P.47	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L’UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO). VENTILATION PAR ANNÉE.	162

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.48	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L’AIDE JURIDIQUE DE 2007 A 2017, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2017.	163
P.49	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DE 2007 A 2017 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	166
P.50	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D’IMMIGRATION DE 2007 A 2017 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	169
P.51	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DE 2007 A 2017 : A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	172
P.52	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DE 2007 A 2017 : A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS; B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES; C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; E. NOMBRE DE MANDATS D’AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER ET DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	175
P.53	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DE 2007 A 2017 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE	178
P.54	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DE 2007 A 2017 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	180
P.55	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DE 2007 A 2017 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	181

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.56	DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2007 : A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	183
P.57	DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2007, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.	184
P.58	DEPUIS 2006, COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE, PAR RÉGION ET SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	185
P.59	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2017-2018.	186
P.60	VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 MARS 2017, POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	187
P.61	LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2013 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉE AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES CHAQUE MOIS DEPUIS AVRIL 2013.	190
P.62	CONCERNANT LES REVENUS DÉCOULANT DE LA CONTRIBUTION PÉNALE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, INDIQUER : A. LE NOMBRE DE CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS TOTAUX ENREGISTRÉS; B. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 10 \$, DE 20 \$ ET DE 25 % D'UNE AMENDE VERSÉS AU FONDS D'AIDES AUX VICTIMES; C. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 8 \$ ET DE 4 \$ VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE; D. LES SOMMES VERSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVENANT DE CES CONTRIBUTIONS ET LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ FINANCÉS OU QUI SERONT FINANCÉS PAR ELLES.	191
P.63	BILAN DU FONDS ACCÈS JUSTICE (REVENUS ET DÉPENSES) POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISION POUR 2017-2018.	192
P.64	LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LES EFFECTIFS DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	193
P.65	LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LE SALAIRE DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	194
P.66	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE : A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS B. 2016-2017; C. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE FONDS POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS 2017-2018; D. LES MONTANTS RÉCOLTÉS DESTINÉS AU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE; E. LES PROJETS FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE; F. LES DERNIERS PROJETS ACCEPTÉS; G. LA STRUCTURE DE CE FONDS.	195
P.67	LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	196
P.68	CONCERNANT LE COMITÉ CONSULTATIF EN DROIT DE LA FAMILLE CONSTITUÉ EN AVRIL 2013, INDIQUER : A. LE COÛT TOTAL DU PROJET JUSQU'À LA REMISE DU RAPPORT FINAL; B. LES COÛTS D'OPÉRATION DE CE COMITÉ LOCAUX, PAPETERIE, REPAS, IMMOBILISATION, INFORMATIQUES, ETC.); C. LE NOMBRE DE PERSONNES SIÉGEANT À UN COMITÉ; D. LES COMPENSATIONS FINANCIÈRES DE CHACUN DES MEMBRES SIÉGEANT À UN COMITÉ.	197
P.69	POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017, SUBVENTIONS ACCORDÉES AU TERME D'UN APPEL DE PROJETS À TOUTE PERSONNE OU À TOUT ORGANISME POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS OU D'ACTIVITÉS VISÉS PAR L'ARTICLE 32.0.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	198

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.70	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2015-2016 ET 2016-2017 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;</p> <p>B. L'INSCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;</p> <p>C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT À DATE, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2017-2018 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;</p> <p>E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;</p> <p>F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉE FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.</p>	199
P.71	LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017.	244
P.72	LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.	245
P.73	<p>POUR 2015-2016 ET 2016-2017, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES:</p> <p>A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;</p> <p>B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2015-2016 ET 2016-2017, EN INDiquANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.</p>	247
P.74	LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2015-2016 ET EN 2016-2017.	249
P.75	<p>BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR L'ANNÉE 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;</p> <p>C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;</p> <p>E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.</p>	250
P.76	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	252
P.77	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	253
P.78	<p>PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PRÉVUS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, QU'ILS SOIENT EN RÉALISATION, EN PLANIFICATION OU À L'ÉTUDE, INCLUANT :</p> <p>A. L'ÉCHÉANCIER PRÉVU ET DÉTAILLÉ DES TRAVAUX ET DE LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>B. L'ESTIMATION INITIALE ET ACTUALISÉE (LA PLUS RÉCENTE) DES COÛTS;</p> <p>C. LISTE ET COPIE DE TOUTE ÉTUDE (INCLUANT LES ÉTUDES D'OPPORTUNITÉ ET DE BESOINS), ANALYSE, RAPPORT OU AUTRE RÉALISÉE OU COMMANDÉE PAR LE MINISTÈRE À CE JOUR;</p> <p>D. ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DE LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>E. BILAN DES SOMMES INVESTIES POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2010 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.</p>	254
P.79	BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017. PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	256
P.80	COÛT D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2015-2016 ET 2016-2017 PAR RÉGION.	257

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.81	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN : A. CHAMBRE CIVILE; B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES; C. CHAMBRE CRIMINELLE; D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	258
P.82	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 (OU ANNÉES CIVILES). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.	259
P.83	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS; B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L’EXÉCUTION DU JUGEMENT S’EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE; C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT; D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L’AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT.	260
P.84	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017(OU ANNÉES CIVILES).	261
P.85	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 (OU ANNÉES CIVILES).	262
P.86	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR L’ANNÉE 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017.	263
P.87	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») POUR L’ANNÉE 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017.	264
P.88	TAUX D’UTILISATION MOYEN DES SALLES D’AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.	265
P.89	NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE AU 31 MARS 2017. COMPARAISON DU TOTAL DE SUBSTITUTS AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.	267
P.90	POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).	270
P.91	POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L’OBJET D’UNE RÉAFFECTATION.	271
P.92	NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2015-2016 ET 2016-2017. (EX. : GANGS DE RUES, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	272
P.93	NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS RELATIFS AUX GANGS DE RUE EN 2015-2016 ET 2016-2017. PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	275
P.94	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS ET EN MATIÈRE PÉNALE.	276
P.95	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L’ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.	279
P.96	EN 2015-2016 ET 2016-2017, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D’INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	282
P.97	BILAN ET VENTILATION POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISIONS 2017-2018 DES COÛTS POUR LES GRANDS PROCÈS (HONORAIRES VERSÉS PAR L’AIDE JURIDIQUE, ETC.).	284
P.98	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	285
P.99	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2015-2016 ET 2016-2017. INDIQUER LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA POUR 2017-2018.	286
P.100	BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	287

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.101	BILAN POUR 2015-2016, 2016-2017 ET PRÉVISIONS 2017-2018 DES COÛTS POUR LES PROCÈS RELIÉS À L'OPÉRATION SHARQC. FOURNIR ÉGALEMENT LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS ET PRÉVUS (PROCUREURS DE LA COURONNE, ETC.)	288
P.102	CONCERNANT LA RESTRUCTURATION AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), INDiquer : A. LE NOMBRE DE PERTE D'EMPLOI ET DE RELOCALISATION D'EMPLOI EN 2016-2017 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, VENTILÉ PAR TYPE D'EMPLOI (OCCASIONNEL, TEMPS PLEIN, PERMANENTS, ETC.) ET PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS; B. LE NOMBRE DE DÉMISSION POUR 2016-2017; C. LE NOMBRE DE TRANSFERTS CONSENSUELS ET FORCÉS AINSI QUE LEURS COÛTS; D. LES COÛTS TOTAUX DE LA RESTRUCTURATION DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE; E. PORTRAIT ACTUEL DES AFFECTATIONS PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS; F. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION.	289
P.103	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE, CRIMINELLE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	290
P.104	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉSOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.	299
P.105	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	300
P.106	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDiquer LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	301
P.107	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	303
P.108	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	304
P.109	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.	305
P.110	BILAN AU 31 MARS 2017 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	307
P.111	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	309
P.112	LE DÉFICIT ACTUARIEL (COÛT POUR TOUT PAYER D'UN COUP) DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2017 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.	310
P.113	LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉE, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉ SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.	311
P.114	LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2003 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2017. INDiquer LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDiquer S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.	312

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.115	<p>BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017 :</p> <p>A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATIONS;</p> <p>B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE;</p> <p>C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.</p>	313
P.116	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2015-2016 ET 2016-2017 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	314
P.117	EN 2015-2016 ET 2016-2017, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE DES CONTRAVENTIONS.	315
P.118	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	321
P.119	VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	322
P.120	SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS SEXUELLES POUR 2015-2016 ET 2016-2017, NOTAMMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES, ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018. BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU'À MAINTENANT.	324
P.121	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D'HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 437 DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX EN 2015-2016 ET 2016-2017, VENTILÉ PAR RÉGION.	325
P.122	POUR 2015-2016 ET 2016-2017, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2017-2018.	326
P.123	NOMBRE DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2015-2016 ET 2016-2017. INDIQUER LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2017-2018.	327
P.124	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	329
P.125	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	330
P.126	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2015-2016 ET 2016-2017.	331
P.127	NOMBRE, COÛT ET NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	332
P.128	<p>POUR 2015-2016 ET 2016-2017, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :</p> <p>A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;</p> <p>B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.</p>	335
P.129	<p>CONCERNANT LE REISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES ÉLABORÉ AVEC LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :</p> <p>A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L'ANNÉE 2016-2017;</p> <p>B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE;</p> <p>C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE;</p> <p>D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2017-2018;</p> <p>E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.</p>	336

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.130	<p>CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCESSIBLE EN LIGNE INDIQUER :</p> <p>A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN OEUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L'ANNÉE 2016-2017;</p> <p>B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE;</p> <p>C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE;</p> <p>D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2017-2018;</p> <p>LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.</p>	337
P.131	<p>CONCERNANT LE REGISTRE DES VENTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, INDIQUER;</p> <p>A. LES COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE DES VENTES;</p> <p>B. LES RECETTES ANNUELLES DE CES VENTES;</p> <p>C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2017-2018;</p> <p>D. LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS À DES FIRMES EXTERNES POUR LA MISE SUR PIED DE CE REGISTRE (CONTRAT, COÛTS, ETC.).</p>	338
P.132	CONCERNANT LE RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION DU NUNAVIK PUBLIÉ LE 18 FÉVRIER 2016, VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LES BUDGETS ET LES ETC PRÉVUS POUR 2017-2018 POUR METTRE EN OEUVRE LES RECOMMANDATIONS. VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LE PLAN D'ACTION ET L'ÉCHÉANCIER DU GOUVERNEMENT EN CETTE MATIÈRE.	339
P.133	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2015-2016 ET 2016-2017. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	340
P.134	LISTE DES RECOMMANDATIONS ET/OU AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2015-2016 ET 2016-2017, ET SUIVI APPORTÉ.	343
P.135	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES EN 2015-2016 ET 2016-2017.	345
P.136	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, COMMISSIONS SCOLAIRES, MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2017 ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN EMPLOI À CE JOUR.	347
P.137	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT PRIVÉ AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION ETHNIQUE.	365
P.138	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2015-2016 ET 2016-2017. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	366
P.139	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2016-2017.	369
P.140	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2015-2016 ET 2016-2017.	372
P.141	EFFECTIFS POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISIONS 2017-2018 DES POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	374
P.142	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS ENTRE 2011-2012 ET 2016-2017, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	376
P.143	NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	377
P.144	<p>NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 :</p> <p>A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;</p> <p>B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;</p> <p>INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :</p> <p>C. L'OBJET DE LA POURSUITE;</p> <p>D. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;</p> <p>E. LES SUITES ACCORDÉES.</p>	378

- P.1 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2016-2017 INDiquer :**
- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
 - B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉ OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
 - C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL :

- M^E MORTON S. MINC, PRÉSIDENT DU CONSEIL (NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE MÊME JOUR);
- M^{ME} MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E HÉLÈNE BÉDARD, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 1^{ER} JUIN 2016);
- M^E JOSÉE BÉDARD, NOTAIRE CHOISIE APRÈS CONSULTATION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES (NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 1^{ER} JUIN 2016);
- M^E MARIE CHAREST, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 8 SEPTEMBRE 2016);
- M^{ME} SUZANNE DANINO, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^{ME} JILL LESLIE GOLDBERG, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 6 MAI 2015);
- M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2015);
- M^E NATALIE LEJEUNE, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 18 JUILLET 2016);
- M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E ANNE MORIN, PRÉSIDENTE DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 3 JUILLET 2015);
- M^{ME} NANCY RHÉAUME, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016);
- M^E PATRICK SIMARD, RÉGISSEUR À LA RÉGIE DU LOGEMENT (NOMMÉ DEPUIS LE 22 AOÛT 2013 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016);
- SECRÉTAIRE DU CONSEIL :
M^{ME} NATHALIE DIAMOND, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (À PARTIR DU 10 NOVEMBRE 2014).
- EMPLOYÉS RÉGULIERS :
- M^E NATHALIE LACHANCE, ADJOINTE AU PRÉSIDENT (DEPUIS LE 21 DÉCEMBRE 2009);
- POSTE VACANT, AGENT DE RECHERCHE EN DROIT;
- M^{ME} SUZANNE DUPONT, SECRÉTAIRE PRINCIPALE (DEPUIS LE 20 JUIN 2016).

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
PATRICK SIMARD	RÉGISSEUR RDL	30-11-2016	01-12-2019	0 \$
MORTON S. MINC	AVOCAT, PRÉSIDENT	30-11-2016	01-12-2019	585 \$ PAR JOUR/MAX. 130 JOURS PAR ANNÉE
HÉLÈNE BÉDARD	MEMBRE DU TAT	01-06-2016	02-06-2019	0 \$
JOSÉE BÉDARD	NOTAIRE	01-06-2016	02-06-2019	0 \$
MARIE CHAREST	MEMBRE DU TAQ	08-09-2016	09-09-2019	0 \$
NANCY RHÉAUME	MEMBRE CITOYEN	30-11-2016	01-12-2019	0 \$

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MARIE AUGER	MEMBRE CITOYEN	235,20 \$	60,74 \$	0,00 \$
HÉLÈNE BÉDARD	MEMBRE DU TAT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
JOSÉE BÉDARD	NOTAIRE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MARIE CHAREST	MEMBRE DU TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE CITOYEN	453,22 \$	87,74 \$	0,00 \$
JILL LESLIE GOLDBERG	MEMBRE CITOYEN	0.00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE CITOYEN	213,30 \$	0,00 \$	0,00 \$
MARIE LAMARRE	PRÉSIDENTE DU TAT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
NATALIE LEJEUNE	PRÉSIDENTE DU TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE CITOYEN	712,32 \$	0,00 \$	0,00 \$
MORTON S. MINC	AVOCAT, PRÉSIDENT	1 326,26 \$	825,17 \$	0,00 \$
ANNE MORIN	PRÉSIDENTE DE LA RDL	0,00\$	0,00 \$	0,00 \$
NANCY RHÉAUME	MEMBRE CITOYEN	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
PATRICK SIMARD	RÉGISSEUR À LA RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
NATHALIE DIAMOND	SECRÉTAIRE DU CJA	254,56 \$	0,00 \$	0,00 \$
NATHALIE LACHANCE	ADJOINTE	0,00 \$	176,65 \$	0,00 \$
SUZANNE DUPONT	SECRÉTAIRE PRINCIPALE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

LA COMMISSION N’A PAS DE CONSEIL D’ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L’ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L’ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L’APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L’ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L’ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENT :** FRÉMONT, JACQUES (Me), NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 720-2013)
DÉMISSION LE 13 AVRIL 2016
- **PRÉSIDENTE :** THERMITUS, TAMARA (Me), Ad.E., NOMMÉE LE 14 FÉVRIER 2017 (DÉCRET 82-2017)
- **VICE-PRÉSIDENT :** PICARD, CAMIL, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 721-2013)
PRÉSIDENT PAR INTÉRIM DU 14 AVRIL 2016 AU 19 FÉVRIER 2017 (DÉCRET 306-2016)
- **VICE-PRÉSIDENTE :** DUPUIS, RENÉE(Me), Ad.E., NOMMÉE LE 15 JUIN 2011 (DÉCRET 626-2011) EN POSTE JUSQU’AU 21 OCTOBRE 2016

MEMBRES

- BLACKETT, ADÈLE (JUSQU’AU 26 MAI 2016)
- DOUYON, EMERSON (JUSQU’AU 27 JUILLET 2016)
- FORTIN, GILLES (DR)
- FOURNIER, PASCALE (Me)
- GIROUX, MARTIAL (Me)
- IASENZA, ISA
- MYRE, JOCELYNE
- OTTAWA, EVA (JUSQU’AU 7 SEPTEMBRE 2016)
- SIOUI, BRUNO

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000\$ ET DES HONORAIRES DE 200\$ PAR JOUR DE RÉUNION (100\$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST UN EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980).

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE	PRÉSIDENT PAR INTÉRIM	2016-04-14	2017-02-19	78 680 \$
Me TAMARA THERMITUS, Ad.E.	PRÉSIDENTE	2017-02-20	2022-02-19	161 900 \$

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
THERMITUS, TAMARA		0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DUPUIS, RENÉE	VICE-PRÉSIDENTE	1 364,00 \$	0,00 \$	96,00 \$
PICARD, CAMIL	VICE-PRÉSIDENT	11 640,00 \$	0,00 \$	2 149,00 \$
BLACKETT, ADÈLE	MEMBRE	154,00 \$	0,00 \$	NIL
DOUYON, EMERSON	MEMBRE	0,00 \$	0,00 \$	NIL
FORTIN, GILLES	MEMBRE	0,00 \$	0,00 \$	NIL
FOURNIER, PASCALE	MEMBRE	342,00 \$	0,00 \$	NIL
GIROUX, MARTIAL	MEMBRE	4 199,00 \$	0,00 \$	NIL
IASENZA, ISA	MEMBRE	195,00 \$	0,00 \$	NIL
MYRE, JOCELYNE	MEMBRE	9 122,00 \$	0,00 \$	NIL
OTTAWA, EVA	MEMBRE	1 178,00 \$	0,00 \$	NIL
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	3 225,00 \$	0,00 \$	NIL

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME DENIS ROY (PRÉSIDENT) SORTANT
- ME YVAN NIQUETTE (PRÉSIDENT)
- ME DANIEL LAFRANCE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREAULT (COMMISSAIRE)
- ME BENOÎT ROBERGE (COMMISSAIRE) SORTANT
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL (COMMISSAIRE)
- ME AMÉLIE BINETTE (COMMISSAIRE)
- ME JOHANNE BRODEUR (COMMISSAIRE)
- ME MARIE-JOSÉE HÉTU (COMMISSAIRE)
- MME NADINE LEGAL (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- MME SARAH JUNEAU (COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	8 AOÛT 2016	7 AOÛT 2021	DÉCRET 487-2016
ME DANIEL LAFRANCE	VICE-PRÉSIDENT	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2021	DÉCRET 913-2016
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2019	DÉCRET 914-2016
ME JOHANNE BRODEUR	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2019	DÉCRET 914-2016
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2019	DÉCRET 914-2016
MME NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2019	DÉCRET 914-2016
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2019	DÉCRET 914-2016

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME DENIS ROY	PRÉSIDENT SORTANT	1 973,00 \$	546,00 \$	DÉCRET 583-2012
ME YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	1 088,00 \$	614,00 \$	DÉCRET 487-2016
ME DANIEL LAFRANCE	VICE-PRÉSIDENT	358,00 \$	292,00 \$	DÉCRET 913-2016
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	3 422,00 \$	555,00 \$	0,00 \$
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	289,00 \$	92,00 \$	0,00 \$
ME JANICK PERREAULT	COMMISSAIRE	0,00 \$	73,00 \$	0,00 \$
ME BENOÎT ROBERGE	COMMISSAIRE	0,00 \$	55,00 \$	0,00 \$
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	1 570,00 \$	177,00 \$	0,00 \$
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	791,00 \$	222,00 \$	0,00 \$
ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL	COMMISSAIRE	1 017,00 \$	385,00 \$	0,00 \$
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	286,00 \$	68,00 \$	0,00 \$
ME JOHANNE BRODEUR	COMMISSAIRE	0,00 \$	49,00 \$	0,00 \$
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	0,00 \$	49,00 \$	0,00 \$
MME NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	27,00 \$	49,00 \$	0,00 \$

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
M. JEAN-PAUL BERGERON	COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	0,00 \$	49,00 \$	0,00 \$
MME SARAH JUNEAU	COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE	0,00 \$	102,00 \$	0,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
 NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- ME BEATRIZ CAROU, AVOCATE
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- MME AIDA SHURDHA, AGENTE DE SECRÉTARIAT
- M. JACQUES PARENT, C.R., ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- MME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- M. DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		17 600,00 \$
MME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		15 800,00 \$
M. DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		16 000,00 \$

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
M. JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	7 595,22 \$	1 305,62 \$	601,57 \$
MME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	3 373,59 \$	1 566,75 \$	0,00 \$
M. DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	6 605,65 \$	1 271,85 \$	0,00 \$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 28 FÉVRIER 2017

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ARIANE CHARBONNEAU
- PIERRE COUTURE
- CHRISTIAN FORTIN
- GINETTE GALARNEAU
- JOCELYNE LÉVESQUE
- GABRIELE ROEHL
- GENEVIÈVE SAUMIER
- LAURIER THIBAULT
- AUDREY VILLENEUVE

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUN MEMBRE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE N’A ÉTÉ NOMMÉ EN 2016-2017 ET AUCUN MEMBRE N’A VU SON MANDAT RENOUELÉ AU COURS DE CETTE MÊME ANNÉE.

LES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE MEURENT EN POSTE TANT QU’ILS N’ONT PAS ÉTÉ RENOUELÉS. ILS NE SONT PAS RÉMUNÉRÉS.

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ARIANE CHARBONNEAU	DIRECTRICE GÉNÉRALE D’ÉDUCALOI	229,40 \$	27,40 \$	0,00 \$
PIERRE COUTURE	PRÉSIDENT DE L’AGENCE DE PROMOTION ET DE GESTION PCDV INC.	271,21 \$	0.00 \$	0,00 \$
CHRISTIAN FORTIN	CONSEILLER EN SÉCURITÉ FINANCIÈRE À DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	602,07 \$	110,19 \$	0,00 \$
GINETTE GALARNEAU	PRÉSIDENTE DE L’OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
JOCELYNE LÉVESQUE	RESPONSABLE DE LA FORMATION PRATIQUE AU DÉPARTEMENT D’ÉCONOMIE AGROALIMENTAIRE ET DES SCIENCES DE LA CONSOMMATION DE L’UNIVERSITÉ LAVAL	354,76 \$	0,00 \$	0,00 \$
GABRIELE ROEHL	CONSEILLÈRE BUDGÉTAIRE À L’ASSOCIATION COOPÉRATIVE D’ÉCONOMIE FAMILIALE DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL	AUCUN FRAIS DE DÉPLACEMENT RÉCLAMÉ	0,00 \$	0,00 \$
GENEVIÈVE SAUMIER	PROFESSEURE TITULAIRE À LA FACULTÉ DE DROIT DE L’UNIVERSITÉ MCGILL	AUCUN FRAIS DE DÉPLACEMENT RÉCLAMÉ	0,00 \$	0,00 \$
LAURIER THIBAUT	PRÉSIDENT DE THIBAUT INTERNATIONAL INC.	500,21 \$	49,48 \$	0,00 \$
AUDREY VILLENEUVE	DIRECTRICE DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	AUCUN FRAIS DE DÉPLACEMENT RÉCLAMÉ	0,00 \$	0,00 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
ADAM	JULIE	P	AVOCATE
BISSON	MARC-OLIVIER	F	TECHNICIEN EN DROIT
BOIVIN	STÉPHAN	P	AGENT D’INFORMATION
BOUCHER	CATHERINE-ÈVE	F	TECHNICIENNE EN DROIT
BOULET	JACQUES	P	ANALYSTE DE L’INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
CABANA	MARIE-NOËLLE	P	AVOCATE
CARRÉ	NANCY	F	TECH. ADMINISTRATION
CARRIER	DENIS	P	AGENT DE RECHERCHE
CHALANDON	ÉVELYNE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
CHAUMEL	CHRISTINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
CHAUVEAU-LAVOIE	MARIE-RENÉE	P	AGENTE DE RECHERCHE
CHOVINARD	MARIE-ÈVE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
CORRIVEAU	MARIE-CHRISTINE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
DE BILLY	MARTINE	P	AVOCATE
DÉSIR	MARIE-ADELINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
DESJARDINS	CAROLINE	P	AVOCATE
DOIRON	ANNIE	F	TECH. ADMINISTRATION
DUCHARME	MICHEL	P	AGENT DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
DUQUETTE	CINDY	P	AGENTE DE RECHERCHE
DUSABLON	DANIEL	P	ANALYSTE DE L’INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
FONTAINE	GABRIEL	P	AGENT DE RECHERCHE
FRENETTE	JOSÉE	F	TECH. ADMINISTRATION
GARNIER	ANTOINE	P	AVOCAT
GRAÇA	CÉLINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
GUÉVIN	ROXANNE	P	AGENTE DE RECHERCHE
HADIRI	MYRIAM	P	AGENTE DE RECHERCHE
HAMEL	GABRIELLE	F	TECHNICIENNE EN DROIT
HUNLÉDÉ	JEAN-LUC AYIKOÉ	P	AVOCAT
ISAMENE	M’BANZE ÉVELYNE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LAFLEUR	ISABELLE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LALONDE	FRANCINE	P	CONSEILLÈRE EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, CL. 1
LAPOINTE	LISE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
LAROSE	CARMEN	F	TECH. ADMINISTRATION, CL. 5
LAVOIE-SERGERIE	MARIE-FRANCE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LEBLANC	GINA	P	AVOCATE, NIVEAU EXPERT
LEBREUX	FRANCE	P	AVOCATE, NIVEAU EXPERT
LESSARD	DENIS	P	AGENT DE RECHERCHE
LÉTOURNEAU	SIMON-PIERRE	P	AGENT DE RECHERCHE
MARCOTTE	NADINE	P	AGENTE DE RECHERCHE
MARCOUX	CATHERINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
MICHAUD	CÉLINE	F	TECH. ADMINISTRATION
MORENCY	GEORGETTE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
MOURA	CÉLINE	F	TECH. ADMINISTRATION
MOURA	DAVID	P	ANALYSTE DE L’INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
NOLIN	PATRICK	P	AVOCAT, NIVEAU EXPERT
OUELLETTE	MÉLANIE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
RICHARD	ALEXANDRE	F	AGENT DE BUREAU
ROCHEFORT	LAURIANNE	P	AVOCATE

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
ROUZIER	RALPH	P	AGENT DE RECHERCHE
ROY	DANIELLE	F	TECH. ADMINISTRATION
VALLIÈRES	JOSÉE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT

LISTE DU PERSONNEL D’ENCADREMENT

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
CORNEAU	ODETTE	CADRE	DIRECTRICE DE LA RECHERCHE ET DE L’ANALYSE
COUTURE	GUYLAINE	CADRE JURIDIQUE	DIRECTRICE DES AFFAIRES JURIDIQUES
GARIÉPY	ANDRÉ	CADRE	COMMISSAIRE AUX PLAINTES
LAFLAMME	JACQUES	CADRE	DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS

LISTE DES TITULAIRES D’UN EMPLOI SUPÉRIEUR

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
CHAMPAGNE	CAROLINE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
CHARBONNEAU	JULIE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
CORRIVEAU	MARIE-JOSÉE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE EN CHEF DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE
DUTRISAC	JEAN PAUL	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE L’OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
GAGNON	CHRISTIANE	EMPLOI SUPÉRIEUR	VICE-PRÉSIDENTE DE L’OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
GIGUÈRE	GUY	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE
GIROUX-DEL ZOTTO	MYRIAM	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LAVERGNE	LYNE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LEDoux	GEORGES	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LÉGARÉ	JEAN-GUY	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LORD	DANIEL Y.	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT EN CHEF ADJOINT DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE
MILAZZO	LYDIA	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
PERREAULT	CHANTAL	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
SICOTTE	PIERRE R.	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE

LISTE DES MEMBRES DE L’OFFICE (CONSEIL D’ADMINISTRATION) :

- JEAN PAUL DUTRISAC
- CHRISTIANE GAGNON
- JAMES ARCHIBALD
- CHRISTINE MONTAMAT
- ANDRÉ JACQUES

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUN.

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
JEAN PAUL DUTRISAC	PRÉSIDENT	5 192,00 \$	0,00 \$	2 256,00 \$
CHRISTIANE GAGNON	VICE-PRÉSIDENTE	8 479,00 \$	0,00 \$	719,00 \$
JAMES ARCHIBALD	MEMBRE DE L'OFFICE	265,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ANDRÉ JACQUES	MEMBRE DE L'OFFICE	2 044,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
CHRISTINE MONTAMAT	MEMBRE DE L'OFFICE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NON APPLICABLE.

P.2 **LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2016-2017. INDIQUER :**

- A. **LE LIEU;**
- B. **LE COÛT;**
- C. **LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;**
- D. **LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;**
- E. **LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;**
- F. **LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.**

MINISTÈRE

VOIR PAGE SUIVANTE

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
14th National Symposium on Search and Seizure Law in Canada	3 102,38 \$	1
Osgoode Professional Development	3 102,38 \$	1
19th Annual Constitutional Cases Conference	2 376,52 \$	2
Université York	2 376,52 \$	2
5e Symposium en fiscalité - La transparence du savoir	790,84 \$	2
Université Laval	790,84 \$	2
Acomba	682,13 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	682,13 \$	6
Adjointe à la magistrature	27 622,68 \$	29
Ministère de la Justice du Québec	27 622,68 \$	29
Adobe-Captivate - Conception de e-learning	1 721,58 \$	2
AFI Expertise	1 721,58 \$	2
ADO-LSJPA - Groupes 1, 2 et 3	2 359,50 \$	51
Ministère de la Justice du Québec	2 359,50 \$	51
Agent de bureau-Archives, Civil/serv. popul., Coordination, Criminel, Pénal, Pet.Créances, Jeunesse, Manutentionnaire	82 106,75 \$	156
Ministère de la Justice du Québec	82 106,75 \$	156
Analyste de l'informatique et des procédés administratifs - Formation à la tâche	729,20 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	729,20 \$	1
Anglais de base (CEGL 102)	1 079,04 \$	1
Université McGill	1 079,04 \$	1
Approche juridique en relations industrielles	7 644,00 \$	2
Université de Montréal	7 644,00 \$	2
Architecture orientée service	1 566,04 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 566,04 \$	1
Atelier préparatoire au concours cadre 4	48,63 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	48,63 \$	1
Attaché judiciaire	245,30 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	245,30 \$	2
Attestation spécialisation professionnelle (ASP) - Secrétariat juridique	415,00 \$	1
Commission scolaire des Découvreurs	415,00 \$	1
Audit interne : un leader de l'apprentissage organisationnel	281,55 \$	1
Forum des responsables de la vérification interne	281,55 \$	1
Autorisations judiciaires - Groupes 1 à 4	7 484,98 \$	99
Ministère de la Justice du Québec	7 484,98 \$	99
Avoir le dernier mot...? Mythe ou réalité	66,80 \$	1
Université Laval	66,80 \$	1
Baccalauréat en droit international public	4 288,84 \$	1
Université du Québec	4 288,84 \$	1
Baccalauréat en gestion profil management	16 422,57 \$	1
Université du Québec à Montréal	16 422,57 \$	1
Bibliothèque notariale	153,24 \$	2
Chambre des notaires du Québec	153,24 \$	2
Bien jouer son rôle-conseil à l'interne	687,81 \$	1
Université Laval	687,81 \$	1
Calcul du sursis	259,50 \$	8
Ministère de la Sécurité publique	259,50 \$	8
Catalogue d'offres infonuagiques - volet courriel	156,64 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	156,64 \$	1
Célébrant de mariage ou d'union civile	383,35 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	383,35 \$	3
Cercle de la haute fonction publique	126,30 \$	1
Ministère du Conseil exécutif	126,30 \$	1
Cercles de Leadership	1 827,09 \$	8
Ministère de la Justice du Québec	1 827,09 \$	8

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Cérémonies en agilité	520,70 \$	4
Agilia Solutions	520,70 \$	4
Certificat Compétence Français pour la communication professionnelle	2 179,32 \$	1
Université McGill	2 179,32 \$	1
Certificat d'informatique appliquée	917,40 \$	4
TÉLUQ	917,40 \$	4
Certificat en droit	3 451,00 \$	1
Université de Montréal	3 451,00 \$	1
Certificat en gestion financière	1 117,45 \$	2
HEC (École des hautes études commerciales)	1 117,45 \$	2
Certificat en leadership organisationnel	4 587,42 \$	2
HEC (École des hautes études commerciales)	4 587,42 \$	2
CF - Cycle budgétaire et budget de dépenses	250,95 \$	1
Ministère des Finances	250,95 \$	1
CF - Immobilisations au gouvernement du Québec	499,95 \$	2
Contrôleur des finances	499,95 \$	2
CF - SAGIR - Comptes à fin déterminée	125,48 \$	1
Ministère des Finances	125,48 \$	1
CF - SAGIR - Dépenses de rémunération	249,55 \$	1
Contrôleur des finances	249,55 \$	1
Changements technologiques et gestion RH	3 816,90 \$	2
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	3 816,90 \$	2
Chartre des droits et libertés de la personne du Québec	150,78 \$	1
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)	150,78 \$	1
Chef d'équipe, tout un art	53,80 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	53,80 \$	1
Coaching en développement des compétences	678,66 \$	1
Entrevues Conseils	678,66 \$	1
COBIT5-audit et conformité	289,94 \$	1
ISACA Québec	289,94 \$	1
Code annoté Petites créances	937,10 \$	16
Ministère de la Justice du Québec	937,10 \$	16
Colloque - Droit et santé en fin de vie	239,54 \$	1
Université de Sherbrooke à Longueuil	239,54 \$	1
Colloque : Le procès environnemental	2 423,38 \$	5
Université Laval	2 423,38 \$	5
Colloque 2016 - Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	1 337,51 \$	4
Forum des jeunes	1 337,51 \$	4
Colloque 2017 de droit du travail et de l'emploi	783,16 \$	5
Langlois avocats	783,16 \$	5
Colloque ACCCDP	239,54 \$	1
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)	239,54 \$	1
Colloque CPA Parlementaire 2016	755,82 \$	2
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	755,82 \$	2
Colloque CPA secteur public et parapublic	535,79 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	535,79 \$	1
Colloque Droit du travail patronal-syndical	933,45 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	933,45 \$	1
Colloque du GRAEP	194,68 \$	1
GRAEP (Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme)	194,68 \$	1
Colloque en droit de la santé mentale	409,87 \$	1
Barreau de Québec	409,87 \$	1
Commission d'enquête et enquête administrative : comprendre les règles du jeu	188,21 \$	2
Barreau du Québec	188,21 \$	2

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Communications publiques interactions avec les médias et décisions	1 970,85 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	1 970,85 \$	1
Compétence de gestion et développement de carrière	1 989,90 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	1 989,90 \$	1
Comprendre le coût des technologies de l'information	95,55 \$	1
DECIMAL	95,55 \$	1
Comptia - Network+	3 529,35 \$	1
AFI Expertise	3 529,35 \$	1
Concours cadres classe 2	227,60 \$	1
Alliance des cadres de l'État	227,60 \$	1
Conférence : Trois conceptions des rapports entre la rédaction de la loi et son interprétation	242,71 \$	5
Université Laval	242,71 \$	5
Conférence de gestion à l'amiable	73,95 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	73,95 \$	1
Conférence de l'ASIQ	486,16 \$	1
Association de la sécurité de l'information du Québec (ASIQ)	486,16 \$	1
Conférence Gosecure en cybersécurité	1 317,52 \$	2
GoSecure	1 317,52 \$	2
Conférence portant sur le Devoir de débattre	188,52 \$	1
Le Devoir	188,52 \$	1
Conférence sur la rédaction législative - Le nouveau conseiller législatif	2 460,60 \$	1
Institut Canadien d'administration de la justice	2 460,60 \$	1
Congrès de l'Association des archivistes du Québec	1 011,77 \$	1
Association des Archivistes du Québec (AAQ)	1 011,77 \$	1
Congrès de L'Autorité des marchés financiers	834,98 \$	1
Autorité des marchés financiers (L')	834,98 \$	1
Congrès Jeune Barreau de Montréal	275,45 \$	1
Barreau de Montréal	275,45 \$	1
Contrats usuels de l'entreprise	398,19 \$	1
Barreau du Québec	398,19 \$	1
Cour en psychologie et leadership du changement	3 179,40 \$	1
HEC (École des hautes études commerciales)	3 179,40 \$	1
Cours : Gestion financière 1	390,40 \$	1
HEC (École des hautes études commerciales)	390,40 \$	1
Cybersécurité	238,87 \$	1
ISACA Québec	238,87 \$	1
De conseiller RH à partenaire RH intrapreneur fonction publique	754,23 \$	6
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	754,23 \$	6
Déployer vos compétences pour faire face aux problématiques	2 146,03 \$	6
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	2 146,03 \$	6
Design Thinking	618,60 \$	4
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	618,60 \$	4
Développements récents en droit de la famille	290,16 \$	1
Barreau du Québec	290,16 \$	1
Devenir un meilleur négociateur pour ses clients	81,50 \$	1
Barreau de Québec	81,50 \$	1
Dispositions anti-briseurs de grève du Code du travail : Mise à jour des enjeux juridiques	1 066,18 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	1 066,18 \$	9
Dossier de vices cachés ou de vices de construction	166,62 \$	2
Barreau de Québec	166,62 \$	2
Droit du travail 2016 : Les développements majeurs en droit du travail dans la dernière année ainsi que leur impact pour les employeurs et les syndicats	953,45 \$	1
Centre de formation patronale-syndicale	953,45 \$	1
Droit judiciaire privé 1	632,70 \$	1
Université de Montréal	632,70 \$	1
Dynamique humaine des organisations	4 243,36 \$	3
Université du Québec à Rimouski - Campus de Lévis	4 243,36 \$	3

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
École d'été au Laboratoire de Cyberjustice	506,10 \$	2
Université de Montréal	506,10 \$	2
Élément clé d'une saine gouvernance	194,68 \$	1
Forum des responsables de la vérification interne	194,68 \$	1
Ergonomie	195,58 \$	1
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	195,58 \$	1
Études de cas en santé physique	226,58 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	226,58 \$	2
Euthanasie c. Soins fin de vie : échos croisés d'Ottawa et de Québec	166,18 \$	1
Université Laval	166,18 \$	1
Excel 2010/2013/2016 Intermédiaire : fonctions et listes de données	812,23 \$	1
AFI Expertise	812,23 \$	1
Excel 2013 avancé	22,16 \$	1
AFI Expertise	22,16 \$	1
Excel VBA 2013	873,20 \$	1
Versalys	873,20 \$	1
Faillite et insolvabilité - Notions incontournables et Jurisprudence récente 2016	1 656,46 \$	2
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	1 656,46 \$	2
Fédéralisme canadien et environnement : un équilibre des pouvoirs	153,47 \$	1
Université Laval	153,47 \$	1
Fonctionnement - Civil, manutentionnaire, service financier	4 659,27 \$	20
Ministère de la Justice du Québec	4 659,27 \$	20
Fonctions juge de paix fonctionnaire, cat. 2	2 693,91 \$	32
Ministère de la Justice du Québec	2 693,91 \$	32
Formation AMX	160,44 \$	1
AMX Canada	160,44 \$	1
Formation en santé psychologique : Le DSM5 ainsi que les troubles d'adaptation et dépressifs	371,39 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	371,39 \$	2
Formation pénale, Services de garde éducatifs à l'enfance	258,01 \$	1
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	258,01 \$	1
Formation Powershell	1 905,17 \$	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 905,17 \$	1
Formation sur la banque spécialisée en droit notarial	64,10 \$	1
Chambre des notaires du Québec	64,10 \$	1
Forum en droit du travail 2016	261,42 \$	1
Fasken Martineau	261,42 \$	1
Français au bureau	2 252,22 \$	12
Groupe Intelli inc.	2 252,22 \$	12
Français écrit et perfectionnement	1 910,83 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	1 910,83 \$	9
Gartner CIO&IT Executive Summit	4 080,31 \$	2
Gartner Inc.	4 080,31 \$	2
Gestion	4 056,75 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	4 056,75 \$	4
Gestion de caisse	1 974,79 \$	8
Ministère de la Justice du Québec	1 974,79 \$	8
Gestion de la discipline et négociation collective	2 986,06 \$	2
Université du Québec à Rimouski - Campus de Lévis	2 986,06 \$	2
Gestion de projets en mode Agile	302,84 \$	2
Forum des responsables de la vérification interne	302,84 \$	2
Gestion des employés qui font problèmes	583,57 \$	4
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	431,72 \$	3
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	151,85 \$	1
Gestion des ressources humaines 101	568,40 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	568,40 \$	2

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Gestion des risques	207,84 \$	1
Forum des responsables de la vérification interne	207,84 \$	1
Gestion des situations délicates	340,80 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	340,80 \$	4
Gestion documentaire	82,18 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	82,18 \$	1
Gestion par les résultats	1 989,90 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	1 989,90 \$	1
Grammaire française et communication orale	2 179,32 \$	1
Université McGill	2 179,32 \$	1
Grand événement RH 2016	4 488,88 \$	9
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	4 488,88 \$	9
Greffier auciencier jeunesse,civil/pet.créances,criminel, pénal,serv.popul.,Cour Sup.	63 377,80 \$	101
Ministère de la Justice du Québec	63 377,80 \$	101
Huissier-audienier	5 920,34 \$	18
Ministère de la Justice du Québec	5 920,34 \$	18
IGF - Conférence Québec	83,54 \$	1
IGF Québec	83,54 \$	1
IGF - Expérience d'une commission d'enquête	153,40 \$	1
IGF Québec	153,40 \$	1
IGF - Orientations stratégiques du Vérificateur général du Québec	149,11 \$	1
IGF Québec	149,11 \$	1
IGF - Pour un état plus performant	793,96 \$	2
IGF Québec	793,96 \$	2
Infonuagique : dissiper le brouillard déontologique	265,32 \$	2
Barreau du Québec	265,32 \$	2
Information juridique donnée aux citoyens	166,77 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	166,77 \$	1
Infrastructures technologiques (DAT-802)	1 114,75 \$	1
Université de Sherbrooke	1 114,75 \$	1
Initiation à l'aspect budgétaire	138,78 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	138,78 \$	1
Initiation à PowerPoint	30,53 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	30,53 \$	1
Initiation au droit pénal	831,24 \$	7
Ville de Québec	831,24 \$	7
Initiation aux services de justice	3 651,24 \$	47
Ministère de la Justice du Québec	3 651,24 \$	47
Introduction à la pratique en droit de la jeunesse	150,78 \$	1
Commission des services juridiques	150,78 \$	1
Introduction à l'intervention en situation de crise suicidaire-homicide	1 107,70 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	501,23 \$	4
Versalys	606,47 \$	1
Introduction à l'univers juridique	2 483,75 \$	1
Université Laval	2 483,75 \$	1
Introduction aux relations industrielles	4 368,00 \$	1
Université de Montréal	4 368,00 \$	1
JIQ - À la vitesse TI	10 350,46 \$	17
Réseau ACTION TI	10 350,46 \$	17
Journée conférences sur la continuité des opérations	264,71 \$	1
RECO Québec	264,71 \$	1
Journée de sensibilisation à la réalité autochtone	1 004,08 \$	3
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	1 004,08 \$	3
Journée d'étude - Les 40 ans de la Charte Québécoise	3 061,64 \$	6
Université Laval	3 061,64 \$	6

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Journée professionnelle en AIPRP	1 852,59 \$	3
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	1 852,59 \$	3
Journée thématique du Groupe d'expertise en gestion des documents (GEGD)	671,09 \$	3
BAnQ-Groupe d'expertise en gestion des documents (GEGD)	671,09 \$	3
Jugement	883,12 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	883,12 \$	5
La communication non-verbale	142,52 \$	1
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	142,52 \$	1
La conciliation travail - vie personnelle (CTVP)	412,38 \$	5
Barreau de Québec	412,38 \$	5
La cour municipale : Un tribunal de proximité	16 866,36 \$	95
Ministère de la Justice du Québec	16 866,36 \$	95
La gestion de portefeuille - une vision intégrée de vos projets	417,24 \$	3
GP Québec - Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec	417,24 \$	3
La gestion des personnes dans le changement	839,10 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	839,10 \$	9
La gestion efficace du temps et des priorités	1 000,82 \$	5
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	1 000,82 \$	5
La propriété intellectuelle - Un portefeuille bien géré, ça rapporte	59,43 \$	1
BCF avocats d'affaires	59,43 \$	1
La protection contre la discrimination avant l'embauche	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1
L'adoption d'enfant au Québec et à l'international	443,40 \$	1
L'Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc)	443,40 \$	1
L'avenir du litige dans un nouvel environnement législatif	89,15 \$	1
BCF avocats d'affaires	89,15 \$	1
Le Code de déontologie fait peau neuve	2 295,48 \$	12
Barreau du Québec	2 295,48 \$	12
Le droit criminel économique : Jurisprudence nouvelle et changements législatifs récents	279,44 \$	1
Barreau du Québec	279,44 \$	1
Le DSM-5 ainsi que les troubles d'adaptation et dépressif	222,04 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	222,04 \$	2
Le jugement : Qualité du français et rédaction I et II	1 717,38 \$	10
Ministère de la Justice du Québec	1 717,38 \$	10
Légistique automne 2016	25 104,00 \$	11
Université Laval	25 104,00 \$	11
Les Ateliers Schuman - Colloque international	665,71 \$	1
Université Laval	665,71 \$	1
Les décisions récentes qui changent notre regard sur les indemnités de départ et de fin d'emploi au Québec	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1
Les développements récents en droit de l'environnement 2016	2 040,21 \$	2
Barreau du Québec	2 040,21 \$	2
Les enjeux du CSPQ en matière de technologies de l'information	217,85 \$	1
Réseau ACTION TI	217,85 \$	1
Les maladies psychiatriques IVAC-Médical	30 615,67 \$	30
Ministère de la Justice du Québec	30 615,67 \$	30
Les milieux humides et la contestation des exigences du MDDELCC	198,03 \$	2
L'Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc)	198,03 \$	2
Les nouveaux développements dans le secteur des contrats publics	501,78 \$	2
Barreau de Québec	501,78 \$	2
Les nouveaux risques sur le radar	172,72 \$	2
GP Québec - Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec	172,72 \$	2
Les officiers de justice	1 379,42 \$	20
Ministère de la Justice du Québec	1 379,42 \$	20

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Les personnalités difficiles et entrevues téléphoniques en cours d'invalidité	332,28 \$	4
Secrétariat du Conseil du trésor	332,28 \$	4
Les principes fonctionnels de la gestion I et II	4 541,17 \$	4
L'Académie de Trans-Formation	4 541,17 \$	4
Les relations de travail à l'ère du 2.0	146,72 \$	4
Langlois avocats	146,72 \$	4
Les technologies dans le monde juridique	102,53 \$	1
Barreau de Québec	102,53 \$	1
L'évaluation de la perte de profit d'une entreprise : survol de la jurisprudence pertinente	1 864,89 \$	33
Ministère de la Justice du Québec	1 864,89 \$	33
L'impact de la charte canadienne en droit pénal et criminel 2013-2016	768,00 \$	2
Barreau du Québec	768,00 \$	2
L'injonction	3 228,51 \$	36
Ministère de la Justice du Québec	3 228,51 \$	36
L'obligation de confidentialité	284,55 \$	1
Barreau du Québec	284,55 \$	1
L'obligation de considérer les modes de prévention et de règlements des différends (PRD)	205,05 \$	2
Me Céline Vallières, médiatrice et formatrice	205,05 \$	2
Loi anti-pourriel : Exposé sur une loi nouvelle	284,55 \$	1
Barreau du Québec	284,55 \$	1
Loi sur la surveillance des contrats publics et instituant l'Autorité des marchés publics (Loi 108)	128,58 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	128,58 \$	1
Loi sur les infrastructures et les activités de la Société québécoises des infrastructures	2 326,52 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	2 326,52 \$	6
Maître à bord en période de turbulence : résilience	437,09 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	437,09 \$	1
Maître des rôles criminel/pénal, civil	2 569,27 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	2 569,27 \$	4
Maîtres en mémoire	205,05 \$	1
Barreau du Québec	205,05 \$	1
Maîtrise en droit avec mémoire - Le droit de l'urbanisme	430,70 \$	1
Université Laval	430,70 \$	1
Maîtrise en droit des affaires L.L.M.	553,97 \$	1
Université de Montréal	553,97 \$	1
Maîtriser la reddition de compte un pas vers l'excellence	2 695,42 \$	5
GP Québec - Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec	2 695,42 \$	5
Management en 2016	581,55 \$	1
Formations Qualitemps inc	581,55 \$	1
Mandats 524	159,47 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	159,47 \$	7
Marketing	1 842,96 \$	1
Université du Québec à Rimouski - Campus de Lévis	1 842,96 \$	1
Meilleures pratiques et tendances en audit interne et conformité	608,31 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	608,31 \$	1
Mesures administratives et disciplinaires	289,44 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	289,44 \$	2
Mesures internes de sécurité	918,92 \$	17
Société québécoise des infrastructures (SQI)	918,92 \$	17
Méthodes de recherche et intervention en milieu organisationnel	1 989,90 \$	1
École du Barreau	1 989,90 \$	1
MJQ-Atelier sensibilisation Éthique et lobbyisme	372,02 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	372,02 \$	7
MJQ-Communication en situation difficile avec la clientèle	1 477,02 \$	22
Ministère de la Justice du Québec	1 477,02 \$	22
Modélisation des processus	1 167,96 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 167,96 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Modification aux conventions collectives fonctionnaires et ouvriers	388,83 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	388,83 \$	6
Modification dans M107	70,29 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	70,29 \$	3
NCPC - Séance d'information	193,47 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	193,47 \$	2
NCPC : Impact sur la procédure d'instance; l'interdisciplinarité et le complément à la pratique	698,50 \$	3
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	698,50 \$	3
NCPC : La gestion de l'instance	188,07 \$	2
Barreau de Québec	188,07 \$	2
NCPC : Le Nouveau Code de procédure civile	3 264,24 \$	21
Barreau de Québec	198,12 \$	1
Jeune Barreau de Québec	699,96 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	2 366,16 \$	14
NCPC : Les technologies à l'heure du nouveau code de procédure civile	3 377,61 \$	17
Barreau de Québec	2 917,69 \$	14
Barreau du Québec	131,30 \$	1
Université Laval	328,63 \$	2
NCPC : Regard neuf sur le Nouveau Code de procédure civile	157,71 \$	1
Barreau de Québec	157,71 \$	1
NCPC : Approche spécifique pour les greffiers spéciaux et greffiers	221,97 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	221,97 \$	2
NCPC : Les premiers pas de la procédure technologique : regard techno	272,51 \$	2
Barreau de Québec	157,71 \$	1
Barreau du Québec	114,80 \$	1
NCPC-Gestion de l'instance, le cœur du changement	376,08 \$	10
Ministère de la Justice du Québec	376,08 \$	10
Nouveau gestionnaire	717,03 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	717,03 \$	2
OARL 2016-2017 parties 1 et 2	10 898,66 \$	11
Ministère de la Justice du Québec	10 898,66 \$	11
PAP - Le leadership, la mobilisation et le coaching	591,68 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	591,68 \$	1
PAP- Communications interpersonnelles et la conduite de réunion	589,59 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	589,59 \$	1
PAP-CE : L'éthique, un outil moderne et efficace	4 149,62 \$	3
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	4 149,62 \$	3
PAP-CE Être efficace tout en gardant l'équilibre	315,43 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	315,43 \$	1
PAP-CE La coordination des opérations et le suivi des résultats	590,08 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	590,08 \$	1
PAP-CE L'intervention en situation complexe	590,09 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	590,09 \$	1
PAQSF - Parties 1 et 2 - Groupes 1 à 5	4 438,64 \$	38
Ministère de la Justice du Québec	4 438,64 \$	38
PER-324 Powershell : automatiser la gestion du parc informatique	1 529,50 \$	3
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 529,50 \$	3
Petites créances - Code annoté - Groupes 1 à 4	5 098,88 \$	75
Ministère de la Justice du Québec	5 098,88 \$	75
Petites créances - Séance d'information	37,62 \$	1
'Centre de justice de proximité de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	37,62 \$	1
PGAGL - Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader	78 035,94 \$	56
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	78 035,94 \$	56
Plaideurs querulents : guide pratique pour survivre au supplice de la goutte d'eau	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Planification stratégique I et II	1 952,51 \$	3
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	1 952,51 \$	3
PMET - Transition avancée Office 2013	19 793,36 \$	290
AFI Expertise	19 793,36 \$	290
PMET - 10747 - Administration et gestion de System Center 2012 R2 Configuration Manager	5 888,40 \$	6
Versalys	5 888,40 \$	6
PMET - Capsules d'autoformation - Nouveautés Office 2013	4 658,88 \$	39
Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC du CSPQ)	4 658,88 \$	39
PMET - Capsules d'autoformation - Windows 8,1	24 263,62 \$	166
Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC du CSPQ)	24 263,62 \$	166
PMET - Visio Formation de transition avancée Office 2013	1 087,96 \$	3
Versalys	1 087,96 \$	3
Portrait des approches et des défis associés à la mesure de la performance dans les diverses administrations publiques	125,48 \$	1
Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	125,48 \$	1
Présentation du plan stratégique 2015-2020	4 720,72 \$	14
Ministère de la Justice du Québec	4 720,72 \$	14
Prévenir les conflits par une communication efficace	6 612,45 \$	90
Ministère de la Justice du Québec	6 612,45 \$	90
Procédure non-contentieuse	754,92 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	754,92 \$	9
Processus de pré-embauche - Journée SOQUIJ	985,25 \$	1
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	985,25 \$	1
Programme d'accueil à la gestion	212,03 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	212,03 \$	2
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	15 665,42 \$	22
Cégep Marie-Victorin	5 817,29 \$	9
Cégep régional de Lanaudière à Joliette	314,72 \$	1
Centre Louis-Joliett	834,78 \$	1
Commission scolaire de la Capitale	7 885,49 \$	10
Retraite Québec	813,14 \$	1
Programmes gouvernementaux de prestations ASR1100	2 878,35 \$	1
Université Laval	2 878,35 \$	1
Projet visio phase 3	6 701,12 \$	32
Ministère de la Justice du Québec	6 701,12 \$	32
Recherche à la Cour supérieure	2 566,20 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	2 566,20 \$	2
Rédaction efficace en matière d'enquêtes	807,82 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	807,82 \$	1
Regard avisé sur les dommages moraux et punitifs à la suite de la résiliation d'un contrat de travail	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1
Regard changeant : Le juridique à l'ère de l'univers numérique et des médias sociaux	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1
Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1
Rencontre annuelle des cadres	523,72 \$	1
Alliance des cadres de l'État	523,72 \$	1
Rencontre interactive de la relève	127,32 \$	1
Ministère du Conseil exécutif	127,32 \$	1
Rentrée Judiciaire du Barreau de Québec / Conférence Claire L'Heureux-Dubé	409,01 \$	1
Barreau de Québec	409,01 \$	1
Revue annuelle de jurisprudence en droit administratif (2015)	162,53 \$	1
L'Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc)	162,53 \$	1
Revue concepts fondamentaux en technologies de l'information	780,16 \$	4
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	780,16 \$	4

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Revue des concepts fondamentaux en élaboration de politiques et procédures-contrôle interne	1 172,65 \$	2
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	1 172,65 \$	2
Rôle conseil	2 605,65 \$	11
Ministère de la Justice du Québec	2 605,65 \$	11
Sagesse	1 945,78 \$	10
Ministère de la Justice du Québec	1 945,78 \$	10
SAGIR - Mandataire	418,24 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	418,24 \$	3
SAGIR - Transfert de connaissances	91,59 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	91,59 \$	1
Saisie de factures	23,48 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	23,48 \$	1
Saisie informatique	1 256,07 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	1 256,07 \$	4
Sanctions administratives pécuniaires	3 062,96 \$	37
Ministère de la Justice du Québec	3 062,96 \$	37
Santé psychologique au travail	432,70 \$	1
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	432,70 \$	1
Se préparer aux épreuves d'évaluations	440,83 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	440,83 \$	1
Secourisme en milieu de travail	6 809,53 \$	21
Académie Paramédicale du Québec inc.	677,04 \$	1
Actions secours	284,62 \$	1
Centre de formation en secourisme du Québec	784,84 \$	2
CNESST	971,88 \$	3
Formation Prévention Secours Inc.	1 236,62 \$	3
Formation Urgence-Vie inc.	640,92 \$	2
Gestion ParaMédical inc.	571,41 \$	3
Opti-Soins	314,72 \$	1
Santinel inc.	1 327,48 \$	5
Secrétariat	85,96 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	85,96 \$	1
Secrétariat juridique - Litige	5 503,64 \$	8
École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration de Montréal (ÉMICA)	5 503,64 \$	8
Séminaire de transfert	368,50 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	368,50 \$	1
Séminaire Oracle : Oracle Management Cloud	74,06 \$	1
ORACLE	74,06 \$	1
Séminaire-fonctionnement processus décisionnel	279,69 \$	1
Ministère du Conseil exécutif	279,69 \$	1
Séminaire-politique et processus budgétaire	399,55 \$	1
Ministère du Conseil exécutif	399,55 \$	1
Sens politique et pouvoir d'influence (Niveau 1)	1 621,51 \$	1
Groupe CFC	1 621,51 \$	1
Sept étapes de base en amélioration continue	1 286,10 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 286,10 \$	1
Services financiers	30 239,49 \$	26
Ministère de la Justice du Québec	30 239,49 \$	26
Sharepoint	7 798,48 \$	5
Les solutions Victrix inc.	7 798,48 \$	5
SIRA - Coordination	345,10 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	345,10 \$	1
Soquij (jugements)	656,88 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	656,88 \$	4
Soutien administratif	351,74 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	351,74 \$	4

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Suivi budgétaire	1 721,54 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	1 721,54 \$	2
Sujets spéciaux en droit international et transnational 1 - DRT 7106	2 338,60 \$	1
Université Laval	2 338,60 \$	1
Symposium GIA 2017	692,65 \$	1
ISACA Québec	692,65 \$	1
Table de la normalisation de la signalisation	1 407,03 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	1 407,03 \$	2
Table d'échange : Inspections et enquêtes	1 143,50 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	1 143,50 \$	3
Table d'échange et de concertation du ministère de la justice en matière d'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	191,22 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	191,22 \$	1
Table d'échange et de perfectionnement / Territoire et affaires immobilières	1 459,76 \$	17
Ministère de la Justice du Québec	1 459,76 \$	17
Table d'échange et de perfectionnement en accès à l'information et en protection des renseignements personnels	1 221,85 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	1 221,85 \$	6
Table en législation	896,68 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	896,68 \$	2
Tandem sur les meilleures pratiques devant la Cour d'appel	169,32 \$	2
Barreau de Québec	169,32 \$	2
Tarif civil - Groupes 1, 2, 3 et 4	4 451,38 \$	68
Ministère de la Justice du Québec	4 451,38 \$	68
Tarif criminel Groupes 1, 2 et 3	4 928,95 \$	84
Ministère de la Justice du Québec	4 928,95 \$	84
Tarif des témoins - Groupes 1, 2 et 3	3 632,60 \$	61
Ministère de la Justice du Québec	3 632,60 \$	61
Technicien criminel	110,72 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	110,72 \$	2
Technicien en administration	6 823,10 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	6 823,10 \$	5
Technicien en administration civil/serv population	226,23 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	226,23 \$	1
Technicien en administration-organisateur de voyages (logistique Cour itinérante)	8 067,85 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	8 067,85 \$	3
Technicien en droit	36,42 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	36,42 \$	1
Technicien en droit civil/petites créances, serv. pop., criminel/pénal	3 658,98 \$	12
Ministère de la Justice du Québec	3 658,98 \$	12
Technicien en informatique - Formation à la tâche	231,36 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	231,36 \$	1
Technique d'entrevue comportementale	2 019,36 \$	7
Université Laval	2 019,36 \$	7
Technique juridique	614,00 \$	2
Collège Ahuntsic	614,00 \$	2
Techniques de plaidoirie été 2016	20 665,87 \$	3
Barreau du Québec	20 665,87 \$	3
Tests et assurance qualité en agilité	782,38 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	782,38 \$	1
Tireur Actif	909,39 \$	18
Ministère de la Sécurité publique	909,39 \$	18
TMS-Agir pour prévenir	1 373,82 \$	37
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1 373,82 \$	37
TPC3 - Dépôt et paiement en ligne - Groupes 1 à 11	11 855,05 \$	179
Ministère de la Justice du Québec	11 855,05 \$	179

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Trousse des petites créances 3	285,03 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	285,03 \$	3
Trouver l'équilibre entre écoute et rigueur	981,16 \$	2
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	981,16 \$	2
Une gestion de projet à la fine pointe : un levier stratégique à la performance des organisations	275,04 \$	1
Réseau ACTION TI	275,04 \$	1
Visio/audio	272,69 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	272,69 \$	9
Webinaire Panier de gestion et planification stratégique	744,94 \$	2
Alliance des cadres de l'État	744,94 \$	2
Webinaire AliForm 2016	1 281,52 \$	4
Wolters Kluwer	1 281,52 \$	4
Total général	856 724,86 \$	2905

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels (0872)
entre le 1er avril 2016 au 28 février 2017

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
La cour municipale : Un tribunal de proximité	205,05 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	205,05 \$	1
NCPC : Le Nouveau Code de procédure civile	102,53 \$	1
Chambre des huissiers de justice du Québec	102,53 \$	1
Total général	307,58 \$	2

**Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Fonds Accès Justice (0771) entre le 1er avril 2016
au 28 février 2017**

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
CF - Lois et intervenants en matière de gestion financière	317,62 \$	1
Contrôleur des finances	317,62 \$	1
Impact des modes de PRD sur la gouvernance des organisations	93,19 \$	1
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)	93,19 \$	1
Médiation civile et commerciale	1 910,75 \$	1
Université de Sherbrooke	1 910,75 \$	1
Total général	2 321,55 \$	3

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
CF - Comptes publics du gouvernement du Québec	391,44 \$	1
Contrôleur des finances	391,44 \$	1
CF - Initiation aux normes comptables du secteur public	83,88 \$	1
Contrôleur des finances	83,88 \$	1
CF - Modèle de présentation des états financiers	363,79 \$	3
Contrôleur des finances	363,79 \$	3
Conférence sur les sûretés	1 221,65 \$	1
Openforumouvert Communications HS	1 221,65 \$	1
Connaissance du GCC - Juridique	382,20 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	382,20 \$	1
Connaissance du RDPRM - Juridique et technique	4 208,72 \$	41
Ministère de la Justice du Québec	4 208,72 \$	41
Connaissance du registre des commissaires à l'assermentation - Juridique, opérationnel et technique	538,49 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	538,49 \$	7
Connaissance du registre des lobbyistes - Juridique et technique	3 106,80 \$	18
Ministère de la Justice du Québec	3 106,80 \$	18
Connaissance du registre des ventes	1 633,94 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	1 633,94 \$	5
Connaissance du RLPF - Juridique	212,24 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	212,24 \$	3
ITIL	1 902,20 \$	4
CGI	1 902,20 \$	4
Le dialogue en droit civil	1 166,97 \$	6
Université de Montréal	1 166,97 \$	6
Notification	651,98 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	651,98 \$	4
OPGRC	1 042,72 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	1 042,72 \$	5
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	829,88 \$	1
Retraite Québec	829,88 \$	1
Quelle famille pour demain ?	2 379,93 \$	6
Université de Montréal	2 379,93 \$	6
Successions - Juridique et laboratoire	1 568,85 \$	12
Ministère de la Justice du Québec	1 568,85 \$	12
Webinaires	231,35 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	231,35 \$	1
Total général	21 917,02 \$	120

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LIEU	COÛT DE LA FORMATION	DATE DE PARTICIPATION	NOMBRE DE PARTICIPANTS	NOM DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ
EN LIGNE	82,00 \$	30 MARS 2017	1	BARREAU DU QUÉBEC	PERSONNALITÉS DIFFICILES – QUI SONT-ELLES ?
EN LIGNE	69,00 \$	30 MARS 2017	1	BARREAU DU QUÉBEC	COMMENT NÉGOCIER AVEC LES PERSONNALITÉS DIFFICILES ?
QUÉBEC	117,00 \$	28 OCTOBRE 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	L'ÉTHIQUE AU-DELÀ DE LA DÉONTOLOGIE

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coût
MONTRÉAL		
CLIC_MARC		
17/05/2016	3	0 \$
08/06/2016	3	0 \$
16/08/2016	3	0 \$
02/08/2016	3	0 \$
31/08/2016	2	0 \$
20/10/2016	2	0 \$
13/12/2016	2	0 \$
22/02/2017	16	0 \$
27/02/2017	3	0 \$
APPELLATION DES DOCUMENTS		
15/12/2016	3	0 \$
01/12/2016	11	0 \$
LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES (2016)		
03/02/2017	1	489 \$
REVUE JURISPRUDENTIELLE EN PRÉJUDICE CORPOREL		
29/04/2016	1	95 \$
XVIIe JOURNÉE EN DROIT SOCIAL ET DU TRAVAIL		
08/04/2016	1	139 \$
PIWASEHA - LA CULTURE ET LES RÉALITÉS AUTOCHTONES		
27/04/2016	1	257 \$
CONCEPTION, DÉPLOIEMENT DE SYSTÈMES DE GESTION DOCUMENTAIRE		
18/04/2016	1	0 \$
LEADERSHIP D'INFLUENCE		
20/05/2016	1	390 \$
COLLOQUE ACCÈS À L'INFORMATION		
10/05/2016	1	628 \$
TRANSGENRES DE PAR LE MONDE		
10/05/2016	1	0 \$
COLLOQUE CASHRA 2016		
16/05/2016	51	1 427 \$
LES 40 ANS DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE : BILAN ET PERSPECTIVES D'AVENIR		
10/06/2016	1	100 \$
FORMATION SHAREPOINT 2013		
30/05/2016	1	0 \$
IMMOBILISATIONS AU GOUVERNEMENT (POUR LES INITIÉS)		
18/11/2016	1	0 \$
21/10/2016	1	0 \$
RENCONTRE DU RÉSEAU INTERNATIONAL ÉDUCATION ET DIVERSITÉ		
28/10/2016	1	0 \$
TECHNIQUES ET STRATÉGIES D'UN PROCÈS CIVIL		
04/10/2016	1	495 \$

FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coût
ENJEUX ACTUELS ET LES DÉCISIONS RÉCENTES EN MATIÈRE DES DROITS		
27/10/2016	1	90 \$
COLLOQUE INTERVENTIONS EN CONTEXTE DE DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE		
19/10/2016	1	139 \$
JOURNÉE D'ÉTUDE LES 40 ANS DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE		
10/06/2016	1	100 \$
OUTLOOK 2010 - INTERMÉDIAIRE		
26/10/2016	1	99 \$
LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE SOUS LA LOUPE : LE DÉROULEMENT DE L'INSTANCE		
20/09/2016	1	455 \$
PRATIQUE DE LA COMMUNICATION		
10/06/2016	1	0 \$
CONCEPTS ET MÉTHODES ARCHIVISTIQUES		
13/12/2016	1	315 \$
STAGE INTERNATIONAL OU INTERCULTUREL		
21/07/2016	1	387 \$
COLLOQUE DROIT DU TRAVAIL 2016		
01/11/2016	1	575 \$
RAFRAÎCHISSEMENT SECOURISTE		
27/10/2016	1	29 \$
RELATION D'AIDE 1		
18/11/2016	1	244 \$
APSSAP - PERSONNES-RESSOURCES EN ADAPTATION DE POSTE DE TRAVAIL		
30/11/2016	1	14 \$
CONGRÈS INTERNATIONAL SUR L'IMMIGRATION, L'INTÉGRATION ET L'INCLUSION		
19/10/2016	1	155 \$
CONFÉRENCE-MIDI - TRAJECTOIRE SOCIO-PROFESSIONNELLE DES DESCENDANTS DE MIGRANTS		
18/01/2017	1	0 \$
OUTILS D'AIDE AU TRAITEMENT DES PLAINTES (9 ATELIERS)		
07/12/2016	45	600 \$
CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC : MANDAT, SERVICES ET RECOURS OFFERTS PAR LA CDPDJ		
18/11/2016	1	0 \$
FORMATION CONTINUE EN AIPVP (ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE)		
16/01/2017	1	731 \$
LES RELATIONS DIFFICILES AVEC CERTAINS CITOYENS		
24/01/2017	45	0 \$
25/01/2017	32	0 \$
COMPRENDRE ET OPTIMISER LE RÉFÉRENCIEMENT NATUREL (SEO)		
31/01/2017	1	195 \$
MOTIFS EXPRESSION DE GENRE ET IDENTITÉ DE GENRE		
01/02/2017	84	0 \$
LES RENDEZ-VOUS JURIDIQUES - LE POINT SUR LA SURVEILLANCE POLICIÈRE		
15/02/2017	1	25 \$
OPTIMISER SON TEMPS		
21/02/2017	12	0 \$
VISIO 2010/2013 DÉBUTANT		
27/02/2017	1	120 \$
BROSSARD		
COLLOQUE ACCÈS À L'INFORMATION		
13/05/2016	1	500 \$
WENDAKE		
COLLOQUE DE L'ASSOCIATION DE LA PÉDAGOGIE COLLÉGIALE - PREMIERS PEUPLES - COLLÈGES		
08/06/2016	1	12 \$

FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coût
MONCTON		
COURS D'ÉTÉ INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'ENFANT		
02/07/2016	1	2 788 \$
TOTAL	356	11 593 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LIEU	Coûts	DATE	Nb DE PARTICIPANTS	ORGANISATEUR (PERSONNE OU ORGANISME)	NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	400 \$	1ER AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	1	C.I.E.M.M. INC.	DIVERS FORMATIONS.
MONTRÉAL	48 \$	6 AVRIL 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION WEB ("QUAND UN PARENT DÉMÉNAGE...")
MONTRÉAL	109 \$	8 AVRIL 2016	1	UQAM	"JOURNÉE DE DROIT SOCIAL ET DU TRAVAIL"
MONTRÉAL	175 \$	28 AVRIL 2016	3	BARREAU DU QUÉBEC	JOURNÉE DU BARREAU 2016
BROSSARD	494 \$	16 MAI 2016	1	WOLTERS KLUWER	"COLLOQUE: ACCÈS À L'INFORMATION".
MONTRÉAL	3 375 \$	3 JUIN 2016	305	PRODUCTIONS QUÉBEC MULTIMÉDIA INC.	WEBINAIRE ÉVÉNEMENT 2
MONTRÉAL	160 \$	28 JUILLET 2016	2	BARREAU DE MONTRÉAL	JOURNÉE DU BARREAU
MONTRÉAL	255 \$	1 AOÛT 2016	1	LES EDITIONS YVON BLAIS INC.	"LOI SUR LE DIVORCE "
MONTRÉAL	455 \$	1 AOÛT 2016	1	LES EDITIONS YVON BLAIS INC.	"COMBO "
MAGOG	707 \$	31 AOÛT 2016	2	AAP	CONGRÈS DE L'AAP 2016
MONTRÉAL	117 \$	27 SEPTEMBRE 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	"ABC DU RÉGIME PRODUITS CRIM... "
MONTRÉAL	645 \$	30 SEPTEMBRE 2016	10	VALÉRIE GERVAIS	FORMATION SPÉCIALE POUR LE LOGICIEL WORD
MONTRÉAL	52 \$	13 OCTOBRE 2016	1	AAADFQ	LA RÉFORME DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE : ÉTAT DE LA JURISPRUDENCE.
MONTRÉAL	190 \$	18 OCTOBRE 2016	2	LES EDITIONS YVON BLAIS INC.	"PENSION ALIM. HOMME"
MONTRÉAL	45 \$	19 OCTOBRE 2016	1	AADM	LA NOUVELLE NORME CONSTITUTIONNELLE ÉNONCÉE PAR LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS R.C. JORDAN QUANT AU DÉLAI RAISONNABLE POUR SUBIR UN PROCÈS CRIMINEL: IMPLICATION SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE AU CANADA.
MONTRÉAL	3 375 \$	26 OCTOBRE 2016	240	PRODUCTIONS QUÉBEC MULTIMÉDIA INC.	WEBINAIRE ÉVÉNEMENT 3
MONTRÉAL	90 \$	27 OCTOBRE 2016	2	ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	"L'HUISSIER DE JUSTICE ET LE NCPC"
LONGUEUIL	52 948 \$	2 AU 5 NOVEMBRE 2016	397	COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	JOURNÉES DE FORMATION ANNUELLES DES AVOCATS DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE.
MONTRÉAL	170 \$	9 NOVEMBRE 2016	2	L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC	LE PARTAGE DE COMPÉTENCES ENTRE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC ET LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE DE LA JEUNESSE, VIA LE NOUVEL ARTICLE 37 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE DU QUÉBEC.

LIEU	Coûts	DATE	Nb DE PARTICIPANTS	ORGANISATEUR (PERSONNE OU ORGANISME)	NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	3 035 \$	17 NOVEMBRE 2016	33	CHANTAL BLAIS, CATHERINE LEHOUX DUBOIS ET FRISCHKORN AUDIO VISUAL CORP	CONFÉRENCE "NOX CHOIX ALIMENTAIRES:AU COEUR DE LA SANTÉ"
MONTRÉAL	80 \$	23 NOVEMBRE 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	<i>"DROIT CRIMINEL & TROUBLES MENTAUX"</i>
MONTRÉAL	159 \$	4 JANVIER 2017	1	BARREAU DU QUÉBEC	<i>INTRODUCTION AU DROIT DE L' IMMIGRATION</i>
MONTRÉAL	26 \$	19 JANVIER 2017	1	BARREAU DE MONTRÉAL	<i>LE C.P.C. ET LA COUR DU QUÉBEC: UN AN DÉJÀ</i>
MONTRÉAL	160 \$	20 JANVIER 2017	1	BARREAU DU QUÉBEC	<i>RENDEZ-VOUS DE LA FORMATION CONTINUE: LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE, UN AN PLUS TARD...</i>
MONTRÉAL	52 \$	6 MARS 2017	1	AAADFQ	<i>RÉFORME DU CPC: ÉTAT DE LA JURISPRUDENCE DE LA PREMIÈRE ANNÉE.</i>
MONTRÉAL	635 \$	2 FÉVRIER 2017	14	CENTRE ST-PIERRE INC.	<i>ATELIER/PLANIFICATION STRATÉGIE</i>
QUÉBEC	500 \$	8 FÉVRIER 2017	1	A.Q.A.A.D.	<i>COLLOQUE 2017; 35E ANNIVERSAIRE DE LA CHARTE, SON IMPACT SUR LA PRATIQUE DES AVOCATS DE LA DÉFENSE.</i>

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du
Directeur des poursuites criminelles et pénales
du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

	Participants	Coût*
Extérieur du Québec (tableau 1)	9	18 405 \$
Au Québec (tableau 2)	2 521	1 192 080 \$
Total		1 210 485 \$

* LES COÛTS DE LA FORMATION INCLUENT LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION ET DE FONCTIONNEMENT. PAR AILLEURS, DANS CERTAINS CAS, IL EST POSSIBLE QUE LA DÉPENSE DE RÉMUNÉRATION NE SOIT PAS COMPTABILISÉE DANS LES COÛTS DE LA FORMATION.

DIRECTEURS DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Tableau 1 - Extérieur du Québec

	Nom de la formation	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
	Formation sur le programme québécois de protection des témoins au Collège canadien de police Une partie des dépenses ont été payées par la Gendarmerie Royale du Canada.	Ottawa (Ontario)	4 et 5 mai 2016	2	94 \$
	5 ^e édition des Journées des réseaux institutionnels de la Francophonie organisée par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et participations aux comités de gestion de l'Association des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF).	Paris (France)	29 mai au 5 juin 2016	1	4 080 \$
	Comité directeur et conférence annuelle de la « National District Attorneys Association » (NDAA).	Boston (Massachusetts)	15 au 20 juillet 2016	1	3 479 \$
	Rédaction de mémoire offerte par le Service des poursuites pénales du Canada (SPPC).	Ottawa (Ontario)	26 au 28 juillet 2016	1	682 \$
	21 ^e Conférence annuelle de l'Association internationale des procureurs et poursuivants (AIPP/IAIP) et l'Assemblée annuelle de l'Association des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF).	Dublin (Irlande)	9 au 15 septembre 2016	1	6 033 \$
	Conférence internationale sur la traite des personnes organisée par la « National District Attorneys Association » (NDAA).	Honolulu (Hawaii)	27 septembre au 1 ^{er} octobre 2016	1	4 037 \$
	Séances de formation avec les procureurs de la Colombie-Britannique.	Vancouver (Colombie-Britannique)	27 septembre au 2 octobre 2016	2	0 \$
	Total			9	18 405 \$

DIRECTEURS DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Tableau 2 - Au Québec

	Nom de la formation	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
	Intelligence juridique SOQUJD	SOQUJD (Société québécoise d'information juridique)	Montréal	29 novembre 2016	1	139 \$
	Access 2013	Versalys	Québec	20 et 26 septembre 2016	1	1 148 \$
	Adaptation des espaces physiques de travail et des éléments de cet espace (ergonomie)	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale	Montréal	14 février 2017	23	809 \$
	Administration des examens écrits	Centre de leadership et de développement des compétences	Québec	18 janvier 2017	1	329 \$
	Amélioration des relations professionnelles	Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	Rimouski	16 juin 2016	17	631 \$
	Amiante : quels sont les impacts du nouveau règlement sur l'amiante	Infirma Canada inc.	Formation en ligne	6 octobre 2016	1	1 572 \$
	Atelier de travail - Responsable des dossiers-personne	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Québec	16 novembre 2016	1	227 \$
	Atelier SAGIR - Bonnes pratiques pour responsable de l'assiduité	CSPQ	Québec	3 mai 2016	1	98 \$
	Ateliers sur la santé au travail	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	Longueuil	27 janvier 2017 et 7 février 2017	31	13 796 \$
			Sherbrooke			
	Biens infractionnels : Aspects pratiques	DPCP	Montréal	10 mai 2016	29	4 108 \$
	Bonnes pratiques du système informatisé des poursuites publiques	DPCP	Rimouski	15 juin 2016	20	5 887 \$
	Bureau des enquêtes indépendantes	Bureau des enquêtes indépendantes	Longueuil	1er avril 2016 au 31 mars 2017	1	877 \$
	Calcul des peines et le sursis	DPCP	Joliette	3 novembre 2016	27	3 168 \$
	Cheminement d'un dossier	DPCP	Montréal	21 septembre 2016	24	1 470 \$
	Circulation des renseignements personnels à l'intérieur d'un organisme public	Association des responsables de la gestion des plaintes	Québec	15 juin 2016	2	183 \$
	Colloque : Accès à l'information	Wolters Kluwer	Québec	10 mai 2016	1	1 076 \$
	Colloque 2016 - Lutte contre la maltraitance envers les aînés	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale	Montréal	20 octobre 2016	1	662 \$
	Colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Québec	10 mai 2016	2	724 \$
	Colloque de formation annuelle du Regroupement des communicateurs d'urgence	Regroupement des communicateurs d'urgence	Trois-Rivières	27 avril 2016	1	1 205 \$
	Communication au cœur des relations	Francine Dionne, consultante en gestion d'organisation	Rimouski	24 janvier 2017	17	8 918 \$
	Comptes publics du gouvernement du Québec	Contrôleur des finances	Québec	8 juin 2016	1	502 \$
	Congrès annuel des archivistes	Association des archivistes du Québec	Québec	14 juin 2016	1	505 \$
	Congrès du Barreau	Barreau du Québec	Rimouski	5-6-7 mai 2016	2	1 598 \$
			Rouyn-Noranda	28-29 avril 2016	7	6 724 \$
	Contrer l'exploitation sexuelle des femmes	Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)	Trois-Rivières	10 novembre 2016	1	564 \$

Nom de la formation	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
Cour suprême du Canada : Revue annuelle de la jurisprudence	DPCP	Québec	2 novembre 2016	29	3 841 \$
		Saguenay		9	1 058 \$
		Thetford-Mines		1	134 \$
		Saint-Joseph-de-Beauce		2	263 \$
		Montmagny		2	251 \$
Cour suprême du Canada : Revue de la jurisprudence 2015-2016	DPCP	Montréal	9 mai 2016	66	13 108 \$
Cycle budgétaire et budget de dépenses	Contrôleur des finances	Québec	29 novembre 2016	1	292 \$
Décisions jurisprudentielles de l'année 2015	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec	Québec	6 avril 2016	1	400 \$
Développement des habiletés d'interviewer	DPCP	Trois-Rivières	2 mars 2017	26	5 630 \$
Développements récents de la Cour suprême et de la Cour d'appel 2015-2016	DPCP	Longueuil	12 mai 2016	33	4 125 \$
		Sherbrooke	13 mai 2016	29	3 260 \$
		Québec	25 janvier 2017	1	57 \$
Dites NON à la formation	Réseau des professionnels de la formation du Québec	Québec	25 janvier 2017	1	57 \$
Divulgarion de la preuve	DPCP	L'ensemble des bureaux du DPCP	Mai et juin 2017	S.O.	869 \$
Dossiers de drogue, la pratique actuelle, les enjeux et les difficultés	DPCP	Québec	27 mai 2016	39	6 308 \$
Dossiers volumineux - Gestion physique et électronique (1251)	Lafortune Formation	Montréal	9 novembre 2016	1	543 \$
Droit du travail	Université du Québec à Rimouski à Lévis	Lévis	1 septembre 2016	2	1 360 \$
Droits linguistiques de l'accusé	DPCP	Montréal	9 mai 2016	54	10 457 \$
DVD - Contre-interrogatoire	DPCP	Bureau du DPCP	1er avril 2016 au 31 mars 2017	1	199 \$
DVD - Armes à feu				5	1 600 \$
DVD - Arrestation et détention				7	1 232 \$
DVD - Arrestation, détention et intrusions étatiques				1	1 231 \$
DVD - Assises criminelles				3	4 394 \$
DVD - Code de procédure pénale				8	1 674 \$
DVD - Contre-interrogatoire				18	2 596 \$
DVD - Crimes économiques				3	1 905 \$
DVD - Drogues et infractions connexes				2	1 847 \$
DVD - Droit de la jeunesse				3	1 901 \$
DVD - Droit pénal statutaire				2	1 194 \$
DVD - Expert				3	2 048 \$
DVD - Experts				2	1 693 \$

Nom de la formation	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
DVD - Formation aux mentors	DPCP	Bureau du DPCP	1er avril 2016 au 31 mars 2017	3	521 \$
DVD - Formation de base : représentation du poursuivant public devant les tribunaux				1	142 \$
DVD - Formation et sensibilisation aux bonnes pratiques pour un savoir partagé, protégé et durable				1	231 \$
DVD - Formation spécialisée : crimes économiques				1	481 \$
DVD - Formation spécialisée : infractions d'ordre sexuel et de maltraitance				4	923 \$
DVD - Gangs de rue et armes à feu				3	3 698 \$
DVD - Infractions d'ordre sexuel				6	859 \$
DVD - Infractions sexuelles				4	3 389 \$
DVD - La bienséance judiciaire				8	885 \$
DVD - La clientèle agressive				18	1 236 \$
DVD - L'assistance judiciaire en matière de déontologie et de poursuites en responsabilité civile				7	711 \$
DVD - Le processus judiciaire				4	285 \$
DVD - Le processus judiciaire				1	33 \$
DVD - Mandats et perquisitions				14	2 001 \$
DVD - Moyens de défense				4	3 109 \$
DVD - Peines				4	736 \$
DVD - Plaidiers quérulents				4	831 \$
DVD - Poursuites des infractions relatives à la conduite automobile sous l'effet de l'alcool ou de la drogue				1	1 308 \$
DVD - Procès en matière de conduite d'un véhicule moteur avec une alcoolémie supérieure à la limite légale				4	837 \$
DVD - Récupération d'actifs criminels et de gestion des biens				2	1 129 \$
DVD - Règles de preuve et de procédure criminelles				7	2 034 \$
DVD - Règles de preuve et de procédures criminelles				1	142 \$
DVD - Représentation du poursuivant public devant les tribunaux				7	1 151 \$
DVD - Savoir-être et la pratique du droit criminel				1	231 \$
DVD - Violence conjugale				6	1 937 \$

Nom de la formation	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
Éclairage à la Cour, liaison et prise en charge des personnes contrevenantes par les services correctionnels du Québec	DPCP	Montréal	15 décembre 2016	16	992 \$
Entraînement à la tâche pour les nouveaux employés (formation interne)	DPCP	L'ensemble des bureaux du DPCP	1er avril 2016 au 31 mars 2017	14	7 089 \$
Entrevue comportementale : s'outiller pour mesurer les critères pertinents à la décision d'embauche	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec	Brossard	27 octobre et 24 novembre 2016	1	1 783 \$
État du Québec et son fonctionnement	Contrôleur des finances	Québec	17-18 mai 2016	1	737 \$
Éthique et déontologie dans la fonction publique québécoise	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Québec	1er, 2 et 18 novembre 2016	1	1 346 \$
Étude de cas en santé physique	SCT	Québec	16 novembre 2016	1	134 \$
Évaluation des emplois de cadres de la fonction publique	SCT	Québec	5 et 6 avril 2016	1	488 \$
Excel 2007/2010/2013/2016 - Base	AFI Expertise	Québec	12 et 13 janvier 2017	1	1 279 \$
Excel 2013 - Formation en ligne	AFI Expertise	Formation en ligne	Automne 2016	10	316 \$
Excel 2013- Modules 2 et 3	MultiHexa informatique inc.	Montréal	27 février 2017	4	1 391 \$
Excel à votre service	Formations Qualitemps inc.	Québec	6 décembre 2016	2	857 \$
Exploitation sexuelle : Traite des personnes et proxénétisme	DPCP	Québec	3 novembre 2016	36	7 025 \$
Facteurs humains en gestion des risques	Groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec	Québec	8 juin 2016	1	127 \$
Femmes autochtones du Québec	Femmes autochtones du Québec	Montréal	21 juillet 2016	3	944 \$
Fermeture annuelle 2016-2017 - Report de vacances et heures supplémentaires excédentaires	CSPQ	Québec	9 février 2017	1	98 \$
Fonctionnement de la banque génétique	DPCP	Joliette	3 novembre 2016	18	2 987 \$
		Longueuil	23 novembre 2016	7	757 \$
		Sherbrooke	22 novembre 2016	3	408 \$
Formation de base pour technicien en droit	DPCP	Montréal	17 mai 2016	3	840 \$
Formation de transition avancée Office 2013	AFI Expertise	Québec	7 septembre 2016	5	352 \$
			8 septembre 2016	14	1 060 \$
			15 septembre 2016	1	84 \$
			20 septembre 2016	1	88 \$
Formation en rémunération et conciliation travail-famille	TELUQ	Québec	22 octobre 2016	1	3 100 \$
Formation Microsoft Excel	Formations Qualitemps inc.	Trois-Rivières	20 et 25 octobre 2016	2	1 008 \$
Formation pédagogique	DPCP	Québec	5 mai 2016	15	7 110 \$
			6 février 2017	13	8 639 \$

Nom de la formation	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
Formation SAGIR - sujets divers	CSPQ	Québec	10, 13 et 31 mai 2016	1	1 084 \$
Formations de l'ordre des conseillers en ressources humaines agréées	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec	Montréal	1er avril 2017 au 31 mars 2018	S.O.	900 \$
Gérer les employés avec succès	HEC Montréal	Montréal	18 avril 2016 25 mai 2016	16	35 518 \$
Gestion de l'application de la loi sur les archives	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Québec	15 juin 2016	2	208 \$
Gestion des comportements inacceptables	DPCP	Trois-Rivières	1 mars 2017	28	6 121 \$
Gestion du changement	Université Laval	Québec	29 septembre 2016	1	5 564 \$
	Gestion-conseil Manon Daigneault	Montréal	20 septembre 2016	6	593 \$
Gestion du stress au travail	Les Consultants Olympe inc.	Québec	8 décembre 2016	34	4 031 \$
Gestion du temps et des priorités	Manuri Formation	Montréal	4 novembre 2016	27	9 700 \$
Grand événement ressources humaines 2016	Association des conseillers en gestion des ressources humaines	Québec	27 avril 2016	1	442 \$
Implantation du plan de classification	DPCP	Québec	1 novembre 2016	27	2 000 \$
			17 novembre 2016	2	55 \$
			30 novembre 2016	1	46 \$
			14 décembre 2016	1	77 \$
			20 septembre 2016	1	992 \$
Initiation à l'implantation du Building Information Modeling dans vos projets	Contech inc.	Québec	26 janvier 2017	1	359 \$
Inscription du budget et des opérations budgétaires (SAGIR)	Contrôleur des finances	Québec			
Intervention préventive en situation d'agressivité, d'intimidation et de menace lors de nos échanges	Michel Oligny expertise-conseil inc.	Joliette	3 novembre 2016	30	8 134 \$
Interventions en situation spéciale et protocole de communications et bonification des échanges avec les corps policiers	DPCP	Longueuil	27 février 2017	17	4 408 \$
Jordan : Étapes du nouveau cadre d'analyse en lien avec la jurisprudence	DPCP	Montréal	4 novembre 2016	51	10 542 \$
		Québec	31 octobre 2016	43	7 993 \$
		Saguenay	15 avril 2016	4	1 509 \$
Journée de formation en droit criminel	Barreau du Saguenay-Lac-Saint-Jean				
Journée régionale sur l'itinérance dans Lanaudière	Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)	Joliette	17 juin 2016	1	566 \$
Journée thématique sur le système de justice pénale et la réalité autochtone	Gendarmerie Royale du Canada	Montréal	27 octobre 2016	1	388 \$
Justice criminelle et santé mentale : sa trajectoire	Barreau de Laval	Laval	5 mai 2016	1	56 \$
La clientèle agressive	DPCP	Québec	18 janvier 2017	1	23 \$
La gestion et l'analyse efficace des données avec Excel	AFI Expertise	Québec	7 février 2017	2	295 \$
La prévention, un instrument de lutte contre la corruption	Institut des auditeurs internes - Section Québec	Québec	14 décembre 2016	1	115 \$

Nom de la formation	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
Lancement du protocole d'intervention lavallois en santé mentale	Barreau de Laval	Laval	12 septembre 2016	4	423 \$
Mesure de l'efficience en évaluation de programme	Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme	Québec	21 avril 2016	2	150 \$
Mieux comprendre Sharepoint	Technologia Formation	Québec	24 octobre 2016	1	223 \$
Mise à jour des pratiques en matière jeunesse	DPCP	Joliette	16 juin 2016	17	421 \$
Mise à niveau dans la saisie des dossiers en matière jeunesse	DPCP	Montréal	14 juin 2016	1	2 839 \$
Nouveau code de déontologie du Barreau	Barreau du Québec	Formation en ligne	31 mars 2016	7	79 \$
Nouveau Code de procédure civile	Ministère de la Justice du Québec	Québec	20 mai 2016	12	2 548 \$
Nouvelles normes comptables en vigueur au 1 ^{er} avril 2017	Contrôleur des finances	Québec	31 janvier 2017	3	468 \$
Obligation de divulgation : révision générale et impact d'une enquête en cours	DPCP	Montréal	31 mai 2016	60	4 086 \$
Passeport Société pour comptables professionnels agréés (liste des formations suivies) :					
Communicateur d'impact	Ordre des comptables professionnels agréés (CPA)	Québec	1er avril 2016 au 31 mars 2017	3	5 972 \$
À chacun sa couleur - pour coéquipier					
Courage managérial					
Colloque des CPA du secteur public et parapublic					
Avantages et allocations imposables					
Colloque sur les meilleures pratiques et tendances en audit interne et conformité					
Personnalités difficiles et entrevues téléphoniques en cours d'invalidité	SCT	Québec	22 février 2017	1	78 \$
Personne-ressource en adaptation de poste de travail	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale	Longueuil	19 janvier 2017	2	414 \$
		Montréal	5 octobre 2016	1	226 \$
		Québec	6 octobre 2016	1	209 \$
			10 novembre 2016	2	356 \$
Plainte comme atout majeur dans la résolution des différends (ARGP)	Association des responsables de la gestion des plaintes	Québec	29 novembre 2016	1	800 \$
Plaintes et situations difficiles en service à la clientèle	Technologia Formation	Montréal	23 janvier 2017	1	2 378 \$
Politique sur la civilité et le règlement des situations de conflit et de harcèlement psychologique	DPCP	Longueuil	3 et 4 novembre 2016	10	768 \$
		Québec	26 mai 2016	69	3 682 \$
			14 juin 2016	19	435 \$
			15 juin 2016	38	1 873 \$
		Victoriaville	21 février 2017	1	265 \$
Pour une action concertée en violence sexuelle	Table de concertation du mouvement des femmes	Formation en ligne	1 novembre 2016	5	146 \$
PowerPoint 2013 - formation en ligne	AFI Expertise	Québec	24 février 2017	14	3 458 \$
Pratique de la collaboration en équipe	Réseau DOF inc.	Québec	14 juin 2016	1	84 \$
Préparation de formulaires avec Adobe Acrobat	Lafortune Formation				
Prévention des homicides intrafamiliaux	Comité Alerte Lanaudière	Mascouche	6 octobre 2016	2	708 \$
Principes de l'affaire Jarvis	Revenu Québec	Québec	10 mai 2016	1	102 \$

Nom de la formation	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
Procès en matière de conduite d'un véhicule moteur avec une alcoolémie supérieure à la limite légale	DPCP	Joliette	3 novembre 2016	49	10 035 \$
		Longueuil	12 mai 2016	34	4 183 \$
		Québec	27 mai 2016	37	6 209 \$
		Sherbrooke	13 mai 2016	26	3 153 \$
Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - adjointes et adjoints exécutifs	École nationale d'administration publique (ENAP)	Québec	1er avril 2016 au 31 mars 2017	1	3 695 \$
Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - chef d'équipe	ENAP	Québec	14 février 2017	2	379 \$
Programme de mentorat	DPCP	Bureau du DPCP	1er avril 2016 au 31 mars 2017	5	2 453 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader	ENAP	Montréal	1er avril 2016 au 31 mars 2017	1	5 327 \$
		Québec		1	1 836 \$
		Val-d'Or		3	315 \$
		Laval		2	418 \$
Rafraîchissement de personnes-ressources en ergonomie	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale	Longueuil	1er avril 2016 au 31 mars 2017	1	289 \$
		Montréal		1	111 \$
		Québec		1	190 \$
		Rimouski		1	196 \$
Réagir efficacement avec une personne agressive	DPCP	Rimouski	24 janvier 2017	17	635 \$
Reconnaissance au travail et santé psychologique des employés	RRSPT	Trois-Rivières	16 février 2017	9	2 938 \$
Reconnaissance, c'est l'affaire de tous	Société d'aide au développement	New Richmond	9 mars 2017	1	196 \$
Reconnaissance des formations du Barreau du Québec	Barreau du Québec	s.o.	1er avril 2016 au 31 mars 2017	S.O.	9 250 \$
Rédaction administrative - Écrire des textes structurés	Accent Formation	Québec	14 février 2017	1	335 \$
Rédaction de mémoires	Service des poursuites pénales du Canada	Ottawa	26 juillet 2016	1	1 616 \$
Registre des délinquants à haut risque	DPCP	Montréal	8 juin 2016	17	1 246 \$
Réintégration au travail : contribution essentielle du gestionnaire	DPCP	Trois-Rivières	28 février 2017	25	11 076 \$
Rencontre sur la prévention de la santé	DPCP	Trois-Rivières	28 février au 2 mars 2017	~ 30	556 \$
Répondant en ergonomie	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale	Victoriaville	1 février 2017	1	141 \$
Requêtes en vertu de la Charte : Fondements et stratégies	DPCP	Montréal	4 novembre 2016	27	5 229 \$
Résolution des tensions et des conflits	DPCP	Trois-Rivières	1 mars 2017	28	6 121 \$
Risques liés à la donnée financière	Contrôleur des finances	Québec	12 mai 2016	1	251 \$
			2 juin 2016	1	360 \$
Salon Événementiel Momentum	Groupe Stratégique en Communication Corporative	Laval	21 mars 2017	1	343 \$

	Nom de la formation	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
Santé psychologique au travail : des stratégies gagnantes à la portée des gestionnaires		RRSPT	Québec	10 novembre 2016	23	21 403 \$
		Santinel Inc.	Saint-Eustache	1 novembre 2016	2	1 024 \$
			Joliette	7 novembre 2016	1	376 \$
		Formation Prévention Secours inc.		6 juillet 2016	1	908 \$
				8 août 2016	1	1 444 \$
				7 novembre 2016	1	1 267 \$
				3 février 2017	1	702 \$
		Association de la sécurité de l'information	Québec	1 novembre 2016	1	489 \$
				12 décembre 2016	1	481 \$
				18 avril 2016	1	275 \$
		Forma-Soins inc.	Sept-Îles	18 janvier 2017	1	447 \$
		Formation secours GPAM	Laval	23 novembre 2016	1	428 \$
		Gestion paramédicale	Laval	19 décembre 2016	2	698 \$
			Montréal	2 décembre 2016	1	416 \$
			6 décembre 2016	1	317 \$	
Secouriste en milieu de travail		Centre de formation en secourisme du Québec	Québec	10 janvier 2017	1	374 \$
		Urgence Vie	New Carlisle	26 octobre 2016	1	415 \$
			Chandler	24 octobre 2016	1	419 \$
		SCT	Québec	30 novembre 2016	1	231 \$
		SCT	Québec	4 mai 2016	1	291 \$
		Association de la sécurité de l'information	Québec	16 novembre 2016	1	441 \$
		École nationale de police du Québec	Nicolet	6 avril 2016	2	1 121 \$
		Technologia Formation	Québec	14 février 2017	21	5 074 \$
				15 février 2017	21	5 607 \$
		DPCP	Montréal	10 mai 2016	23	1 575 \$
		Villégia Chéribourg	Magog	Automne 2017	~ 550	80 415 \$
		Technologia Formation	Québec	7 novembre 2016	1	1 264 \$
		École nationale de police du Québec	Nicolet	10 août 2016	1	28 \$
		SCT	Québec	26 avril 2016	1	127 \$
	SCT	Québec	25 novembre 2016	1	78 \$	
	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale	Montréal	28 mars 2017	1	1 034 \$	
	Tableau de bord et indicateurs de performance					
	Tableaux croisés dynamiques et graphiques avec Excel	Formations Qualitemps inc.	Québec	7 décembre 2016	2	942 \$

Nom de la formation	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
Technique de conciliation en matière de harcèlement et de conflit au travail	RRSPT	Québec	7 novembre 2016	1	678 \$
Tout ce que vous voulez savoir sur les biens infractionnels, mais n'avez jamais osé demander	DPCP	Longueuil	12 mai 2016	33	1 995 \$
		Sherbrooke	13 mai 2016	25	1 870 \$
		Donnacoona	26 mai 2016	12	2 288 \$
Traitement d'un détenu au pénitencier : de la réception à la libération	DPCP				
Trouver l'équilibre entre écoute et rigueur: adopter une pratique professionnelle et humaine dans vos interventions de soutien	RRSPT	Québec	29 novembre 2016	1	486 \$
Windows 8.1 - Formation en ligne	AFI Expertise	Formation en ligne	Automne 2016	51	3 534 \$
Word intermédiaire	Cégep de Shawinigan	La Tuque	28 février 2017	1	211 \$
Webinaire sur la reddition de comptes en gestion contractuelle	SCT	Formation en ligne	11 mai 2016	3	139 \$
Word 2013 - Formation en ligne	AFI Expertise	Formation en ligne	Hiver 2017	13	331 \$
École des poursuivants (session été 2016)					
Évaluation de la contribution	M. David Courchesne, IC Formation	L'école nationale de police de Nicolet	27 au 30 juin 2016 4 au 8 juillet 2016	21	624 173 \$
Pilotage du changement	M. Gilles Turcotte, ENAP			21	
Négociation, approche stratégique	DPCP			27	
Assises criminelles	DPCP			22	
Techniques de plaidoirie et de contre-interrogatoire	M ^e Jacques Mercier, Consultant JuriPro inc.			19	
Infractions sexuelles	M. Laval Tremblay, Sûreté du Québec			25	
Droit pénal statutaire	DPCP			36	
Droit de la jeunesse	DPCP			23	
Enquêtes indépendantes	M. Yves Bissonnette, expert-conseil, ENPQ M ^{me} Annie Gendron, chercheuse, ENPQ M. Bruno Poulin, expert-conseil, ENPQ			20	
Conférence-midi : Projet d'enrichissement juridique et décisionnel	DPCP			20	
Évaluation de la contribution	M. David Courchesne, IC Formation			21	
Pilotage du changement	M. Gilles Turcotte, ENAP			20	

Nom de la formation	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts *
Médias	M. Joël Goulet	L'école nationale de police de Nicolet	27 au 30 juin 2016 4 au 8 juillet 2016	6	
Procès impliquant des enfants	DPCP			28	
Poursuites des infractions relatives à la conduite automobile sous l'effet de l'alcool ou de la drogue	DPCP			19	
Récupération d'actifs criminels et de gestion des biens	DPCP			31	
Médias	M. Joël Goulet			7	
Arrestation, détention et intrusions étatiques	DPCP			36	
Appels : préparer et plaider un dossier à la Cour d'appel	DPCP			26	
Conférence-midi : Projet d'enrichissement juridique et décisionnel	DPCP			65	
Contre-interrogatoire (formation de base)	DPCP			34	
Code de procédure pénale (formation de base)	M ^{me} Nathalie Faucher, sergente à la Sûreté du Québec				
Violence conjugale (formation de base)	M ^{me} Nicole Coderre, agente de relations humaines au Service Côté Cour				
Infractions d'ordre sexuel (formation de base)	DPCP				
Mandats et perquisitions (formation de base)	DPCP				
Règles de preuve et de procédure criminelles (formation de base)	DPCP				
Arrestation et détention (formation de base)	DPCP				
Procès en matière de conduite d'un véhicule moteur avec une alcoolémie supérieure à la limite légale (formation de base)	DPCP				
Peines (formation de base)	DPCP				
Total				2521	1 192 080 \$

* LES COÛTS DE LA FORMATION INCLUENT LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION ET DE FONCTIONNEMENT. PAR AILLEURS, DANS CERTAINS CAS, IL EST POSSIBLE QUE LA DÉPENSE DE RÉMUNÉRATION NE SOIT PAS COMPTABILISÉE DANS LES COÛTS DE LA FORMATION.

** S/O : TOUS LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

LIEU	COÛT	DATE	NOMBRE	FORMATEUR	FORMATION
MONTRÉAL	0,00 \$	2016-04-06	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	MODÈLE DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS
MONTRÉAL	0,00 \$	2016-04-22	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 (ONB-FS)
MONTRÉAL	0,00 \$	2016-09-28 2016-09-29	1	COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL	FORMATION DES SECOURISTES EN MILIEU DE TRAVAIL
MONTRÉAL	0,00 \$	AUTOMNE 2016	3	FORMATION EN LIGNE	WINDOWS 8.1 ET SUITE OFFICE 2013
MONTRÉAL	0,00 \$	2017-01-20	1	SOQUIJ	FORMATION MIGRATION – RECHERCHE JURIDIQUE
MONTRÉAL	0,00 \$	2017-02-02	1	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	SURVOLE DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE: PARTIE 1
MONTRÉAL	0,00 \$	2017-02-04	1	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	INTRODUCTION AUX OUTILS DE RECHERCHE
MONTRÉAL	0,00 \$	2017-02-06	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (FACULTÉ DE DROIT)	LA RECHERCHE D'UNE LICENCE SOCIALE PAR LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES EST-ELLE UN LEURRE ?
MONTRÉAL	0,00 \$	2017-02-14	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (FACULTÉ DE DROIT)	CHANGEMENTS, DROITS ET ENVIRONNEMENT
MONTRÉAL	25,00 \$	2017-02-15	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (FACULTÉ DE DROIT)	LE POINT SUR LA SURVEILLANCE POLICIÈRE
MONTRÉAL	0,00 \$	2017-02-20	1	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	FORMATION DE RECHERCHE WESTLAW INTRODUCTIF
MONTRÉAL	0,00 \$	2017-02-22	1	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	FORMATION DE RECHERCHE ALIFORM INTRODUCTIF
MONTRÉAL	0,00 \$	2017-02-24	1	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	NOUVEAU CODE PROCÉDURE CIVILE: NIVEAU 2 INTERMÉDIAIRE
MONTRÉAL	635,00 \$	2017-03-23 2017-03-24	1	BARREAU DU QUÉBEC	COLLOQUE NATIONAL SUR L'ACTION COLLECTIVE

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

LIEU	Coût	DATE	PARTICIPANTS	FOURNISSEUR	TITRE
QUÉBEC	175,00 \$	2016-04-02	1	UNIVERSITÉ LAVAL	COLLOQUE SCIENCES DE LA CONSOMMATION
MONTRÉAL	1 000,00 \$	2016-04-06	1	CENTRE DE LIAISON SUR L'INTERVENTION ET LA PRÉVENTION PSYCHOSOCIALES	ÉVALUATION DE PROGRAMME
MONTRÉAL	8 650,00 \$	2016-04-26	2	ÉNAPE (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE - LEADER DE LA FONCTION PUBLIQUE
QUÉBEC	150,00 \$	2016-04-27	1	ACGRH (ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GRH)	GRAND ÉVÉNEMENT RH 2016-2017
SHERBROOKE QUÉBEC GATINEAU	3 749,85 \$	2016-05-01	5	TÉLUQ UNIVERSITÉ LAVAL	FRAIS DE SCOLARITÉ – DOMAINES PERTINENTS
MONTRÉAL	20,00 \$	2016-05-01	2	BARREAU DU QUÉBEC	LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS FAIT PEAU NEUVE
QUÉBEC	- \$	2016-05-03	1	AMF (AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS)	JOURNÉE DE L'ÉDUCATION DE L'AMF
QUÉBEC	- \$	2016-05-05	1	ÉNAPE (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	COMPRENDRE LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT
QUÉBEC ET MONTRÉAL	- \$	2016-05-06	18	FORMATEUR INTERNE	ACCUEIL STAGIAIRES ET NOUVEAUX EMPLOYÉS
QUÉBEC TROIS-RIVIÈRES ROUYN-NORANDA MONTRÉAL	- \$	2016-05-09	16	FORMATEUR INTERNE	ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE

LIEU	COÛT	DATE	PARTICIPANTS	FOURNISSEUR	TITRE
MONTRÉAL	42,75 \$	2016-05-10	1	DANIEL POLIQUIN	ATELIER EXPÉRIENTIEL SUR LE STORYTELLING
QUÉBEC ET MONTRÉAL	4 374,45 \$	2016-05-17 2016-06-08 2016-06-15	48	MICHEL TALBOT	HABILETÉS DES COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES (VOLET DÉVELOPPEMENT D'UNE FORMATION ET VOLET DIFFUSION AUPRÈS DES APC)
MONTRÉAL	42,75 \$	2016-05-17	1	CENTRE ST-PIERRE	CARTOGRAPHIE DE FLUX DE VALEUR
QUÉBEC	75,00 \$	2016-05-18	1	ASDEQ (ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS)	DÉJEUNER-CAUSERIE DE MICHAEL JOHN SABIA
QUÉBEC	- \$	2016-05-18	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	INDICATEUR
QUÉBEC	385,00 \$	2016-05-19	1	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE
QUÉBEC	280,00 \$	2016-05-24	1	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	SE PRÉPARER AUX ÉPREUVES D'ÉVALUATION
QUÉBEC	- \$	2016-05-25	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	COMPTABILITÉ PAR ACTIVITÉ (COÛT DE REVIENT)
QUÉBEC	- \$	2016-06-02	1	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	FORMATION SECRÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS
MONTRÉAL	5 800,00 \$	2016-07-04	9	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	ÉCOLE D'ÉTÉ EN DROIT DE LA CONSOMMATION
QUÉBEC	1 499,00 \$	2016-07-14	1	ORDRE DES COMPTABLES DU QUÉBEC	PASSEPORT MULTI-CPA 2016-2017
QUÉBEC	- \$	2016-09-22	2	AMBULANCE ST-JEAN	SECOURISME
MONTRÉAL	- \$	2016-09-29	4	BARREAU DU QUÉBEC	DISPOSITION DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE EN MATIÈRE D'ACTION COLLECTIVE : MIRAGE DE LA NOUVEAUTÉ
MONTRÉAL	- \$	2016-09-29	5	FONDATION CLAUDE MASSE	CONFÉRENCE CLAUDE MASSE
MONTRÉAL	395,25 \$	2016-09-29	1	UNIVERSITÉ LAVAL	GESTION DU CHANGEMENT
MONTRÉAL	170,00 \$	2016-10-14	1	SQÉP (SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME)	COLLOQUE SQÉP 2016
QUÉBEC	- \$	2016-11-01	2	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE
QUÉBEC	- \$	2016-11-10	2	APSSAP	ERGONOMIE - ADAPTATION POSTES DE TRAVAIL
QUÉBEC	3 400,00 \$	2016-11-16	1	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	PROGRAMME D'APPRENTISSAGE POUR PERSONNEL PROFESSIONNEL
MONTRÉAL	- \$	2016-11-16	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	DÉMARCHE D'ÉTABLISSEMENT D'INDICATEURS DE PERFORMANCE
MONTRÉAL	750,00 \$	2016-11-21	3	CÉGEP MARIE-VICTORIN	PRÉPARATION À LA RETRAITE
MONTRÉAL	170,00 \$	2016-11-23	2	FONDATION POUR LES CONSOMMATEURS	DÎNER-CONFÉRENCE SUR LE THÈME DE LA PLANIFICATION FINANCIÈRE
QUÉBEC	480,00 \$	2016-12-08	4	KAP TACTIQUES NUMÉRIQUES	WEB ANALYTIQUE
MONTRÉAL	- \$	2017-02-03	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	CONFÉRENCE LABO CYBERJUSTICE
TOTAL	31 609,05 \$				

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

LIEU	TITRE DE L'ACTIVITÉ	ORGANISME	DATES	NOMBRE DE PERSONNES	Coût TOTAL
BROMONT	8E COLLOQUE SUR L'INTERDISCIPLINARITÉ «LA COLLABORATION INTERORDRES : LA CLEF DE L'INTERDISCIPLINARITÉ»	REGROUPEMENT DE 20 ORDRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR DE LA SANTÉ	2016-11-17 ET 2016-11-18	5	2 500,00 \$
QUÉBEC	ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES EN ARCHITECTURE ET GESTION DE RÉSEAUX (SESSION D'AUTOMNE 2016)	CÉGEP DE LIMOILOU	AUTOMNE 2016	1	140,00 \$
QUÉBEC	COLLOQUE 2016 DU FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE «GÈRE TA CARRIÈRE!»	FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE	2016-05-10	2	200,00 \$
QUÉBEC	COLLOQUE «ENJEUX RH QUÉBEC 2017	ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	2017-02-16	1	297,00 \$
QUÉBEC	ÉTUDES SUPÉRIEURES EN ADMINISTRATION PUBLIQUE «INDIVIDUS ET GROUPES EN MILIEU ORGANISATIONNEL»	ÉNAPE (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	AUTOMNE 2016	1	343,74 \$
QUÉBEC	ÉTUDES UNIVERSITAIRES EN DROIT	UNIVERSITÉ LAVAL	HIVER 2016	1	811,47 \$
MONTRÉAL	ÉTUDES UNIVERSITAIRES EN DROIT	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	AUTOMNE 2016	1	854,91 \$
MONTRÉAL	ÉTUDES UNIVERSITAIRES EN DROIT SOCIAL ET DU TRAVAIL	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	HIVER 2016	1	813,04 \$
QUÉBEC	ÉTUDES UNIVERSITAIRES EN PHILOSOPHIE	UNIVERSITÉ LAVAL	HIVER2016	1	1 287,33 \$
QUÉBEC	ÉTUDES UNIVERSITAIRES EN RELATIONS INDUSTRIELLES	UNIVERSITÉ LAVAL	HIVER 2016	1	827,57 \$
QUÉBEC	ÉTUDES UNIVERSITAIRES EN RELATIONS INDUSTRIELLES	UNIVERSITÉ LAVAL	ÉTÉ 2016	1	605,20 \$
QUÉBEC	FINANCEMENT DES SERVICES OFFERTS PAR LE SECRÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS AUX TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ET D'ACCOMPAGNEMENT (COTISATION ANNUELLE DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017)	ÉNAPE (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	N/A	2	1 400,00 \$
QUÉBEC	FORMATION CONTINUE 2017 - AAPI	ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (AAPI)	2017-01-17 AU 2017-01-18	1	550,00 \$
MONTRÉAL	FORUM «DROIT DISCIPLINAIRE»	OPENFORUMOUVERT	2016-05-31	6	3 000,00 \$
QUÉBEC	HORS SÉRIE POUR ADJOINTS(ES) ADMINISTRATIFS(VES)	MANURI FORMATION	2016-04-27	1	495,00 \$
QUÉBEC	JOURNÉE PROFESSIONNELLE EN AIPRP (ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS)	ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (AAPI)	2016-05-04	1	300,00 \$
EN LIGNE	LE CODE DE DÉONTOLOGUE DES AVOCATS FAIT PEAU NEUVE	BARREAU DU QUÉBEC	N/A	1	10,00 \$
MONTRÉAL	LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DÉONTOLOGIE, DROIT PROFESSIONNEL ET DISCIPLINAIRE (2016)	BARREAU DU QUÉBEC	2016-05-13	10	5 250,00 \$
MONTRÉAL	LES JOURNÉES DE L'INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC «COMPRENDRE POUR MIEUX INTERVENIR»	INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC (IMAQ)	2016-11-24	2	700,00 \$
MONTRÉAL	LA PREUVE DEVANT LES TRIBUNAUX DISCIPLINAIRES (PARTIE 1)	MONTY SYLVESTRE CONSEILLERS JURIDIQUES INC.	2016-11-28	12	1 500,00 \$
MONTRÉAL	LA PREUVE DEVANT LES TRIBUNAUX DISCIPLINAIRES (PARTIE 2)	MONTY SYLVESTRE CONSEILLERS JURIDIQUES INC.	2017-01-19	12	1 500,00 \$
MONTRÉAL	LES MOTS POUR LE DIRE	CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC	2016-05-02	3	195,00 \$
EN LIGNE	L'INTERFACE POLITICO-ADMINISTRATIVE	CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	N/A	1	25,00 \$
LONGUEUIL	MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	2016-08-15 AU 16-08-18	1	1 940,00 \$

LIEU	TITRE DE L'ACTIVITÉ	ORGANISME	DATES	NOMBRE DE PERSONNES	COÛT TOTAL
EN LIGNE	PANIER DE GESTION ET JUGEMENT SITUATIONNEL - CADRES CLASSE 3	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	2016-11-17	1	100,00 \$
MONTRÉAL	POINTS SAILLANTS EN DROIT DISCIPLINAIRE	ME LOUISE PROVOST	2016-04-01	12	3 000,00 \$
QUÉBEC	PROGRAMME D'APPRENTISSAGE POUR LE PERSONNEL PROFESSIONNEL - ADJOINTES ET ADJOINTS EXÉCUTIFS	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	2016-10-26 AU 2017-03-23	1	1 950,00 \$
QUÉBEC	PROGRAMME D'APPRENTISSAGE POUR LE PERSONNEL PROFESSIONNEL - CHEFS D'ÉQUIPE	ÉNAP (ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE)	2016-04-19 AU 2016-11-24	1	3 400,00 \$
EN LIGNE	REGARD SUR LE RÔLE DE L'AVOCAT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	BARREAU DU QUÉBEC	N/A	1	48,00 \$
QUÉBEC	RELATIONS AVEC LES MÉDIAS	RTCOMM (R. THIBAUT COMMUNICATIONS INC.)	2016-09-14	1	850,00 \$
QUÉBEC	SÉMINAIRE «HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE 2016 - DÉCISIONS RÉCENTES IMPORTANTES EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE ET LEUR IMPACT SUR LES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX ET PATRONAUX»	CENTRE DE FORMATION PATRONALE-SYNDICALE	2016-04-27	1	475,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LIEU	COÛT	NOM DE LA FORMATION	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NOMBRE DE PARTICIPANTS
QUÉBEC	62,50 \$	ASSIDUITÉ.	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1
QUÉBEC	199,00 \$	ATELIER DE FORMATION SUR LA RETRAITE : AVENTURE OU MÉSAVENTURE.	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	1
QUÉBEC	600,00 \$	CERTIFICATION CISCO CCNA-3 HYBRIDE.	CÉGEP LIMOILOU	1
EN LIGNE	552,76 \$	CERTIFICATION GAIC (GLOBAL INFORMATION ASSURANCE CERTIFICATION).	THE SANS INSTITUTE	1
EN LIGNE	60,00 \$	CODE DE DÉONTOLOGIE.	BARREAU DU QUEBEC	6
MONTRÉAL	250,00 \$	COLLOQUE ANNUEL SUR LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	ASSOCIATION DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	1
MONTRÉAL	285,28 \$	COLLOQUE: "L'ÈRE NUMÉRIQUE: TRANSFORMER L'ORGANISATION EN GÉRANT ADÉQUATEMENT LE RISQUES".	ISACA-MONTRÉAL	1
OTTAWA	5 975,00 \$	COLLOQUE: "RETOUR VERS LE FUTUR: REDÉFINIR L'EXCELLENCE DES TRIBUNAUX."	CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS	5
MONTRÉAL	637,00 \$	COLLOQUE: LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN MATIÈRE D'ACCIDENTS D'AUTOS (2016).	BARREAU DU QUEBEC	1
MONTRÉAL	800,00 \$	COLLOQUE: LES LIMITATIONS FONCTIONNELLES-VOLET PSYCHIQUE.	SOCIÉTÉ DES EXPERTS EN ÉVALUATION MÉDICO-LÉGALE DU QUÉBEC	2
LAVAL	710,00 \$	CONCEPTION D'APPLICATIONS VBA SOUS EXCEL.	AFI EXPERTISE	1
MONTRÉAL	500,00 \$	CONFÉRENCE: DÉPENDANCE AUX PSYCHOTROPES ET SANTÉ MENTALE : DE LA DANGÉROSITÉ À L'ADHÉSION AUX SOINS.	BUJOLD, STÉPHANE	35
DRUMMONDVILLE	717,00 \$	CONFÉRENCE: ASPECTS JURIDIQUES DU DOUBLE STATUT.	LEBLANC, LUCIEN	36
QUÉBEC	229,35 \$	DÉPENDANCES ET RÉSEAU SOCIAL.	UNIVERSITÉ LAVAL	1
MONTRÉAL	300,00 \$	DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES UTILES À LA DIFFUSION DE FORMATIONS.	DA SILVA ROSA, SIRLÉIA FERREIRA	14
MONTRÉAL	\$	ENGLISH COMMUNICATION PRATICE 2.	UNIVERSITÉ MCGILL	1

LIEU	COÛT	NOM DE LA FORMATION	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NOMBRE DE PARTICIPANTS
MONTRÉAL	800,00 \$	ÉVALUATION DES LIMITATIONS FONCTIONNELLES: J'EN AI PLEIN LE DOS.	FÉDÉRATION DES MÉDECINS SPÉCIALISTES DU QUÉBEC	2
QUÉBEC	688,05 \$	FORCES POLITIQUES. POLITIQUE ET DÉMOCRATIE AU CANADA ET AU QUÉBEC.	UNIVERSITÉ LAVAL	1
MONTRÉAL	375,00 \$	FORMATION DE PERFECTIONNEMENT EN RÉDACTION.	ACCENT FORMATION	1
QUÉBEC	\$	FORMATION SUR LE LOGICIEL CHECKPOINT.	CHECK POINT SOFTWARE TECHNOLOGIES LTD	1
MONTRÉAL	2 200,00 \$	FORUM: DROIT ADMINISTRATIF.	FORUM OUVERT HS	5
QUÉBEC	232,80 \$	GESTION DES CONFLITS AU TRAVAIL.	UNIVERSITÉ LAVAL	1
MONTRÉAL	465,60 \$	GESTION DES RH, ET INTRODUCTION À LA GESTION DE LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1
EN LIGNE	229,35 \$	GESTION DU DOSSIER DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL.	UNIVERSITÉ TÉLUQ	1
QUÉBEC	600,00 \$	GRAND ÉVÉNEMENT RH 2016.	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GRH DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	3
EN LIGNE	229,35 \$	INITIATION À LA GESTION.	UNIVERSITÉ TÉLUQ	1
MONTRÉAL	465,60 \$	INTRODUCTION: ÉTUDE DU DROIT, ET PRATIQUE DU JURISTE.	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1
QUÉBEC	535,00 \$	JIQ 2016: À LA VITESSE TI.	RÉSEAU ACTION TI	2
MONTRÉAL	600,00 \$	LE DIAGNOSTIC ET LA PRISE EN CHARGE DE LA CÉPHALÉE POST-TRAUMATIQUE.	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL	8
MONTRÉAL	50,00 \$	LE RISQUE TECHNOLOGIQUE DANS LES PROCESSUS D'AFFAIRES.	INFORMATION SYSTEMS AUDIT AND CONTROL ASSOCIATION	1
MONTRÉAL	356,60 \$	LES TROUBLES DU SOMMEIL ET LA DOULEUR CHRONIQUE.	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1
MONTRÉAL	\$	LIEN SOCIAL ET ENJEUX DU TRAVAIL SOCIAL CONTEMPORAIN.	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	1
MONTRÉAL	175,00 \$	LIVREZ UN MESSAGE CONVAINCANT, SOYEZ UN EXPERT CRÉDIBLE ET DEVEZ INCONTOURNABLE.	COMMUNICATION FUTÉE INC.	1
EN LIGNE	\$	PANIER DE GESTION ET JUGEMENT SITUATIONNEL, CADRES 3.	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	3
EN LIGNE	100,00 \$	PANIER DE GESTION ET PLANIFICATION STRATÉGIQUE, CADRES 1 ET 2.	ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	1
QUÉBEC	1 595,00 \$	PERFECTIONNEMENT EN RÉDACTION.	ACCENT FORMATION	10
MONTRÉAL	1 595,00 \$	PERFECTIONNEMENT EN RÉDACTION.	ACCENT FORMATION	13
QUÉBEC	229,35 \$	PRINCIPES D'HYGIÈNE INDUSTRIELLE ET DE TOXICOLOGIE.	UNIVERSITÉ LAVAL	1
QUÉBEC	229,35 \$	PSYCHOLOGIE ET TRAVAIL.	UNIVERSITÉ LAVAL	1
EN LIGNE	48,00 \$	REGARD SUR LE RÔLE DE L'AVOCAT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.	BARREAU DU QUÉBEC	1
QUÉBEC	1 120,00 \$	SE PRÉPARER AUX ÉPREUVES D'ÉVALUATION : POUR UNE PERFORMANCE À LA HAUTEUR DE SES COMPÉTENCES.	ÉCOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	4
MONTRÉAL	750,00 \$	SESSION DE PLANIFICATION DE LA RETRAITE.	CÉGEP MARIE-VICTORIN	3
QUÉBEC	250,00 \$	SESSION DE PLANIFICATION DE LA RETRAITE.	COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	1

LIEU	COÛT	NOM DE LA FORMATION	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NOMBRE DE PARTICIPANTS
MONTREAL	130,47 \$	TABLE RONDE: LA JUSTICE PARTICIPATIVE: DE LA THEORIE A LA PRATIQUE, SOMMES-NOUS PRETS?	BARREAU DE MONTREAL	1
	25 679,74 \$	TOTAL		94

P.3 SOMMES DÉPENSÉES EN 2016-2017 (ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	4 995 900,00 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	25 689 500,00 \$
PROJETS	18 112 800,00 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	48 798 200,00 \$

SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017.

NOTE : LES DONNÉES DU MINISTÈRE INCLUENT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AINSI QUE LE FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

FONDS DES REGISTRES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	2 645,00 \$ (ACQUISITIONS)
MATÉRIEL	42 782,00 \$ (ACQUISITIONS)
SERVICES PROFESSIONNELS	1 863 103,00 \$ (RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL)
▪ INTERNE	0,00 \$ (SERVICES INTERNES MJQ)
▪ EXTERNE	173 391,00 \$ (CSPQ)
▪ CSPQ	4 090 388,00 \$ (SERVICES EXTERNES)
TOTAL	6 172 309,00 \$

NOTE : DONNÉES PRÉLIMINAIRES AU 28 FÉVRIER 2017.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	80 200,00 \$
MATÉRIEL	88 400,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	0,00 \$
▪ INTERNE	34 200,00 \$
▪ EXTERNE	86 600,00 \$
▪ CSPQ	
TOTAL	289 400,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	22 364,00 \$
MATÉRIEL	35 308,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	0,00 \$
▪ EXTERNE	12 532,00 \$
▪ CSPQ	0,00 \$
TOTAL	70 204,00 \$

NOTE : DONNÉES DE LA CSJ SEULEMENT EXCLUANT LES SOMMES DISTRIBUÉES DANS LE RÉSEAU DANS LE CADRE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE. (VOIR DÉTAIL DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE À LA QUESTION P. 23)

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	7 758,00 \$
MATÉRIEL	257 206,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	4 746 060,00 \$
▪ EXTERNE	451 590,00 \$
▪ CSPQ	0,00 \$
TOTAL	5 462 613,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	0,00 \$
MATÉRIEL	0,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	
▪ EXTERNE	
▪ CSPQ	2 166,72 \$
TOTAL	2 166,72 \$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 28 FÉVRIER 2017.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION¹

	2016-2017
LOGICIELS	65 910,85 \$
MATÉRIEL	35 814,92 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	0,00 \$
▪ EXTERNE	28 811,88 \$
▪ CSPQ	1 656,02 \$
TOTAL	132 193,67 \$

NOTE 1 : DÉPENSES AU SERVICE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET AU SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉDUCATION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	39 200,00 \$
MATÉRIEL	45 800,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	256 000,00 \$
▪ INTERNE	58 000,00 \$
▪ EXTERNE	73 000,00 \$
▪ CSPQ	
TOTAL	472 000,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	25 507,00 \$
MATÉRIEL	29 521,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	335 500,00 \$
▪ INTERNE	148 198,00 \$
▪ EXTERNE	252 083,00 \$
▪ CSPQ	
TOTAL	790 809,00 \$

P.4 Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2016-2017, en indiquant pour chacun :

- A. son mandat;
- B. la liste des membres;
- C. le budget dépensé;
- D. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- E. les résultats atteints.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Assurer la coordination de l'action gouvernementale en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle.	France Lynch	0	N/A	Le comité ne s'est pas réuni mais les deux sous-comités (violences sexuelles et violence conjugale) ont tenu des rencontres.
Comités Services Québec: Comités des dirigeants gouvernementaux, Comité exécutif et Comité des services communs et simplification administrative	Les comités ont pour mandat d'assurer le suivi quant aux orientations stratégiques du projet qui vise à faire en sorte que Services Québec soit la porte d'entrée des services gouvernementaux pour les citoyens et les entreprises sur tout le territoire québécois.	France Lynch Jasmin Bédard	Plus de 10	N/A	Sous la responsabilité de Services Québec, les travaux se poursuivent.
Saqjuq (Vent qui tourne)	Le Bureau de gouvernance présidé par la ministre déléguée aux Services sociaux et une représentante des principales instances du milieu Inuit regroupe le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Justice, le ministère de la Sécurité publique, le Secrétariat aux affaires autochtones de même que des représentants de la Société Makivik et l'Administration régionale Kativik. Ce projet consiste principalement à favoriser le développement d'approches innovatrices pouvant répondre aux nombreux problèmes sociaux, dont particulièrement ceux liés à la consommation d'alcool et de drogues et la violence familiale. Le projet prévoit également une Table des partenaires composée des mêmes instances responsables d'analyser les actions et de les mettre en œuvre.	France Lynch Jacques Prigent	2	N/A	Sous la responsabilité de la ministre déléguée aux Services sociaux et une représentante des principales instances du milieu Inuit, les travaux se poursuivent.
	La table de pilotage regroupe des représentants de plusieurs ministères et a pour mandat d'encadrer les travaux de la table des partenaires en vue de l'élaboration d'un plan d'action pour le développement économique du Nord québécois et prenant en compte les problématiques et les enjeux sociaux.	France Lynch Jacques Prigent	1	N/A	Sous la responsabilité de la Société du Plan Nord, plusieurs rencontres ont eu lieu et les travaux se poursuivent.
Table des secrétaires généraux	Échange sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	Yan Paquette	1	N/A	N/A
Comité interministériel des responsables de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels	Examiner toutes les questions relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.	Yan Paquette Martine Thibault	1	N/A	N/A
Comité de suivi interministériel de lutte contre l'homophobie	Veiller à la mise en œuvre de chacune des mesures du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie.	Roger Noël	6	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le plan d'action a été reconduit pour l'année 2016-2017 et nous travaillons à l'élaboration du bilan du plan d'action.
Réseau des répondants ministériels sur l'allègement réglementaire	Assurer le suivi des mesures gouvernementales d'allègement réglementaire et administratif.	Michel Paquette	4	N/A	N/A

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité interministériel pour une révision en profondeur de l'action du Québec en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion	Ce comité a pour mandat de doter le Québec d'une nouvelle politique en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion.	Renée Madore Marie Trahan	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'inclusion, les travaux se poursuivent. La stratégie d'action en matière d'immigration, de participation d'inclusion 2016-2021 a été rendue publique le 7 mars 2016.
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Le ministère de la Justice est représenté sur ce Comité qui relève du ministère de la Sécurité publique. Ce comité a pour mandat, notamment, de coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie, de favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions et d'assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants.	Anthony Colnoir	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, deux rencontres ont eu lieu, les travaux se poursuivent.
Table interministérielle en itinérance	Cette Table regroupe des représentants de divers ministères. Après avoir eu le mandat d'élaborer, puis d'assurer le suivi du Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013, elle est maintenant chargée de l'élaboration d'une politique en itinérance et d'un nouveau Plan d'action interministériel en itinérance 2014-2019.	Renée Madore Pierre Nadeau	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent dans le cadre de la Politique nationale de lutte à l'itinérance (février 2014) et du Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 (décembre 2014).
Comité accompagnement Justice-itinérance	Ce comité regroupe des représentants de la Ville de Montréal, de la Cour municipale de la Ville de Montréal, du MSP, de la CDPDJ, du SPVM, du CIUSSS-CENTRE-EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTREAL et du RAPSIM.	Pierre Nadeau	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Comités régionaux en itinérance	Des comités régionaux ont été mis sur pied par le MSSS, sous la responsabilité du centre intégré de santé et de services sociaux, pour coordonner les actions en itinérance au Québec.	Marie Trahan Marjorie Théberge Pierre Nadeau	Plus de 20	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent au sein des comités régionaux.
Comité pilote protocole d'entente MSSS/MSP Région de la Capitale Nationale	Ce comité constitue une table de concertation régionale intersectorielle sur tous les aspects de « justice et santé mentale ».	Pierre Nadeau	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Comité provincial du programme de traitement de la toxicomanie	Ce comité est composé de représentants de la Cour du Québec ainsi que des ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de la Santé et des Services sociaux, de l'emploi et de la Solidarité sociale de même que du DPCP et d'avocats de la défense. Il a pour mandat de voir à l'élaboration et au déploiement dans l'ensemble de la province du PTTCQ.	Josée Lemieux	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité opérationnel du programme de traitement de la toxicomanie PTTCQ-MTL	Ce comité, composé de l'Association des intervenants en toxicomanie du Québec, CCJM et des avocats de la défense, CCQ, DPCP, MSP, de même que des représentants de la Santé (CRDM-IU), a pour mandat de veiller à la coordination et au bon fonctionnement des opérations quotidiennes du PTTCQ du programme de Montréal.	Josée Lemieux	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le comité se réunit une fois par mois environ et les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Sous-comité responsable du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale – volet autochtone	Le sous-comité interministériel, présidé par le MJQ, a pour objectif de faire le suivi des mesures prévues au Plan d'action gouvernemental visant le milieu autochtone.	Marie-Ève Thériault Jade Cabana	1	N/A	Le nouveau plan d'action 2012-2017 a été lancé le 6 décembre 2012. Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le sous-comité veille à la mise en oeuvre des 35 mesures du volet autochtone de ce plan d'action.
Comité consultatif Cri-Québec sur la Justice	Le comité a pour mandat d'identifier les besoins et de faire les recommandations quant aux priorités et stratégies en matière d'administration de la justice en milieu cri. Il est composé de représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, du Secrétariat aux affaires autochtones, du Gouvernement de la nation cri et du Grand conseil des Cris.	Jacques Prigent Nathalie Oulmet	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur la justice au Nunavik	Le groupe de travail a pour objectif d'analyser l'état de l'administration de la justice au Nunavik et de proposer des actions en vue d'améliorer son accès et d'offrir des services répondant davantage aux besoins des Inuits. Ce groupe de travail est composé de représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, de même que de la Société Makivik et de l'Administration régionale Kativik.	Jacques Prigent	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Forum sociojudiciaire autochtone	Structure ayant pour mandat de mettre de l'avant, en collaboration avec certains ministères et intervenants judiciaires, des mesures visant à optimiser l'utilisation des ressources actuelles consacrées à la justice en milieu autochtone ainsi que des actions novatrices. Un Comité directeur composé des sous-ministres et des représentants du MJQ, MSP du MSSS et du SAA fait le suivi des travaux du Forum.	Jacques Prigent Chantal Couturier Marie-Ève Thériault	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, deux rencontres du Forum ont eu lieu, les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle	Ce comité est présidé par le Secrétariat à la condition féminine et le ministre de la Sécurité publique. Il a pour mandat de proposer des actions au gouvernement en vue de prévenir l'exploitation sexuelle (hypersexualisation, prostitution, traite de femmes à l'intérieur et à l'extérieur du pays et de venir en aide aux personnes qui veulent quitter le milieu de la prostitution).	Josée Lemieux	6	N/A	La stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 a été rendue publique le 28 octobre 2016. Sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine et du ministère de la Sécurité publique, les travaux de mise en oeuvre de la stratégie se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Le mandat de ce comité interministériel concerne la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale: Prévenir, dépister, contrer et des Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle ainsi que des plans d'action s'y rattachant.	Josée Lemieux	1	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine et du ministère de la Justice, les travaux sont en cours afin d'élaborer le prochain plan d'action en matière de violence conjugale.
Groupe de recherche et d'analyse sur le traitement judiciaire de la violence conjugale	Analyser la question et dégager des pistes de solution	Dominique Maléza Josée Lemieux	4		Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des mesures 78 et 92 du plan d'action en violence conjugale.
Comité intersectoriel sur l'application de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Assurer la cohérence et la coordination requises entre les ministères et organismes en regard de la LSIPA (politiques, procédures et pratiques respectives ainsi que formation intégrée pour les intervenants policiers sociaux et judiciaires.	Marie Trahan	1	N/A	Sous la responsabilité des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, une rencontre a eu lieu et les travaux se poursuivent.
Sous-comité intersectoriel sur les mesures extrajudiciaires en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Revoir le cadre et conditions d'application des mesures extrajudiciaires par les policiers.	Marie Trahan	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, le cadre et conditions d'application des mesures extrajudiciaires par les policiers ont été revus.
Sous-comité intersectoriel sur les sanctions extrajudiciaires en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Revoir le Programme de mesures de rechange autorisé par le MJQ et le MSSS.	Marie Trahan	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le Programme de mesures de rechange autorisé par le MJQ et le MSSS a été revu et fait l'objet d'un suivi par le comité. Les travaux se poursuivent.
Sous-comité interministériel sur le Registre de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Rédiger une entente en bonne et due forme sur la propriété du registre, son utilisation, la sécurité des données et le partage des coûts.	Marie Trahan Arnaud Gingras-Tremblay Pascal Lefebvre-Baril Gabriel Tremblay-Parent	7	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent et plusieurs rencontres ont eu lieu avec les partenaires du MSSS, du MSP et du DPCP.
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire	Mise sur pied en septembre 1995 par l'Association des cadres scolaires du Québec (ASCO) la Table est la réponse à l'une des recommandations émises par le comité organisateur du colloque « Agir ensemble contre la violence chez les jeunes » organisé par l'ASCO. Son mandat est de sensibiliser la population et de mobiliser les intervenants à la promotion des comportements pacifiques, à la prévention ou à la diminution de la violence chez les jeunes en milieu scolaire par l'organisation d'activités provinciales ou régionales qui favorisent un réinvestissement des outils de prévention et d'intervention au niveau local.	Marie Trahan	4	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, les travaux se poursuivent en vue d'élaborer un cadre de référence sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire.
Comité interministériel de concertation sur la violence à l'école	Favoriser la cohérence, l'intégration et la complémentarité des actions nationales en ce qui a trait à la prévention et au traitement de la violence.	Marie Trahan	4	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, les travaux se poursuivent en lien avec les travaux de la Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité interministériel du jeu en territoire autochtone	Un groupe de travail interministériel dirigé par le MSP examine la question du jeu notamment en territoire autochtone en vue de proposer des recommandations au gouvernement du Québec.	Hélène Mathieu Patrick Gingras	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique le comité a tenu des conférences téléphoniques. Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel pour l'harmonisation des activités éducatives destinées au réseau scolaire	Favoriser une meilleure compréhension du système de justice par les jeunes en participant à ce comité interministériel dont le mandat comporte deux volets : favoriser l'harmonisation entre les documents et programmes de différentes provenances et faciliter l'accès des écoles à ces documents.	Marie Trahan	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, les travaux se poursuivent.
Comité interministériel de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les aînés	Faire le suivi des mesures annoncées au Plan d'action gouvernemental pour contrer les abus et la maltraitance envers les personnes aînées.	Rosgarlys Mercado	7	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat aux Aînés, les travaux se poursuivent afin de rédiger un nouveau plan d'action.
Comité d'implantation stratégique pour le Plan d'action maltraitance envers les personnes aînées des communautés culturelles	S'assurer que les mesures du plan d'action soient applicables pour les aînés des communautés culturelles.	Rosgarlys Mercado	3	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat aux Aînés, les travaux se poursuivent.
Comité Plan d'action régional pour contrer la violence envers les aînés	En collaboration avec le CIUSSS-CAPITALE NATIONALE, assister et participer à la mise en place de mesures concrètes de protection pour les aînés.	Rosgarlys Mercado	10	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat aux Aînés, le Ministère participe aux rencontres mensuelles, et collabore à la résolution de problèmes liés à l'échange de renseignements confidentiels et au secret professionnel.
Comité interministériel de l'action communautaire	Assurer la cohérence des interventions gouvernementales en matière d'action communautaire.	André Couture	6	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le Ministère collabore aux travaux du Comité interministériel qui est responsable du suivi de la mise en oeuvre du déploiement de la Stratégie gouvernementale en action bénévole 2016-2022. Il élabore notamment un nouveau cadre de référence sur l'action communautaire.
Comité des pratiques policières	Comité présidé par le ministère de la Sécurité publique qui veille à tenir à jour les pratiques policières élaborées à l'intention de l'ensemble des corps de police du Québec, au regard de l'évolution de la réalité de l'intervention policière et des changements juridiques ayant des impacts sur le travail policier. Le répondant du ministère de la Justice conseille le comité sur les aspects juridiques.	Hélène Mathieu	5	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, le comité a mis à jour et élaboré un certain nombre de pratiques policières; les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité de coordination – projet-pilote de cinéomètres photographiques et de caméras aux feux rouges	Assurer la coordination ministérielle de ce dossier par rapport aux responsabilités qui relèvent du ministère de la Justice.	Marie-Andrée Allard Amélie Couture-Roy Karen Bédard Pierre Nadeau Kathy Bergeron	5	N/A	Sous la responsabilité du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, les travaux se poursuivent dans le cadre du projet-pilote.
Comité sur les frais de garde des biens saisis	Nouveau comité chargé de rationaliser les frais de garde d'exhibits et de déterminer qui doit payer ces frais.	Lorie Pépin Nancy Sylvestre Isabelle Gagné	6	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le comité s'est réuni à six reprises, les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur les détentions issues d'erreurs administratives	Proposer un modèle d'indemnisation administratif au bénéfice des personnes détenues à la suite d'erreurs administratives commises par le personnel des greffes ou des services correctionnels.	Alexandre Guyon-Martin Caroline Landry	1		Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité de suivi sur l'implantation de la médiation familiale	Institué en mai 1998, ce comité est chargé de vérifier le degré d'atteinte des objectifs qui sont à la base de la Loi instituant au Code de procédure civile la médiation préalable en matière familiale et modifiant d'autres dispositions de ce code. Le comité doit, notamment, évaluer les services dispensés aux plans qualitatif et quantitatif, les résultats obtenus entre la médiation et le processus judiciaire, et l'appréciation des services par la clientèle.	Marie-Hélène Filteau Annie Gauthier	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux sont en cours afin d'évaluer l'appréciation des services par la clientèle.
Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Ce comité a pour mandat, notamment, d'assurer le suivi du plan de travail 2013-2015 afin d'améliorer la coordination, l'accessibilité et la qualité des services de SDA.	Marie-Hélène Filteau	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent. Le comité interministériel a ciblé des actions prioritaires à mettre en oeuvre afin de réaliser le plan de travail 2013-2015. Ce plan a été reconduit jusqu'en 2017.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Groupe de travail interministériel sur le recouvrement international des aliments	Ce groupe de travail, formé de représentants du MJO, du MRI et de Revenu Québec, étudie la Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, vérifie sa compatibilité avec le droit québécois et élabore des propositions de mise en œuvre.	France Rémillard Laurence Bergeron Frédérique Sabourin Sarah Juneau Observateur : Vincent-W. Roy	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Forum Justice et santé mentale	Participer à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie gouvernementale visant l'accessibilité et l'accompagnement de clientèles fragiles et vulnérables confrontées au système de Justice et présentant des problèmes de santé mentale.	Amélie Couture-Roy Renée Madore Pierre Nadeau	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité Programme de mesures de rechange (art. 717, code criminel) (PMR)	Conception et mise en œuvre d'un PMR en collaboration avec le DPCP, MSP, MSSS et cours municipales de Montréal et Québec.	Pierre Nadeau Audrey Turmel Marie Trahan Hélène Mathieu Marie-Ève Thériault	4	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité sur l'introduction des mesures de rechange au Code de procédure pénale	Proposition d'amendements au CPP en collaboration avec le DPCP, MSP et cours municipales de Montréal et Québec.	Pierre Nadeau Amélie Couture-Roy Marie Trahan Audrey Turmel Hélène Mathieu	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité de travail sur l'application de la Loi sur la protection de la jeunesse	Depuis l'entrée en vigueur des modifications à la LPJ, différents rapports, avis ou commentaires sur l'application de la LPJ ont été soumis au gouvernement du Québec. Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le ministère de la Justice du Québec (MJQ) considèrent qu'il y a lieu d'examiner les recommandations formulées et de se pencher sur les solutions à mettre de l'avant.	Audrey Turmel Marie Trahan Amélie Gagnon Emmanuelle Savois-LeBlanc Johanne Destrempe	Plus de 30	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice et de la Santé et des Services sociaux, le projet de loi 99 a été déposé le 3 juin 2016. Les consultations particulières ont eu lieu du 20 septembre au 5 octobre 2016 et l'adoption de principes a eu lieu le 19 octobre 2016. Plusieurs rencontres avec chaque partenaire et avec le MSSS.
Comité sur la concordance Code de procédure civile et Loi sur la protection de la jeunesse	Ce comité a été formé pour s'assurer de l'arrimage entre le nouveau Code de procédure civile et la procédure en protection de la Jeunesse.	Audrey Turmel Marie Trahan Amélie Gagnon Johanne Destrempe Emmanuelle Savois-LeBlanc	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent suite au dépôt du projet de loi 99.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle	Ce comité a pour mandat de s'assurer du bon fonctionnement de l'entente multisectorielle et du partage des bonnes pratiques entre les régions. Il veille également à la mise à jour de l'entente. L'entente multisectorielle a pour but de garantir une meilleure protection et apporter l'aide nécessaire aux enfants victimes d'abus sexuel, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique en assurant une concertation efficace entre les ministères, les établissements et les organismes intéressés.	Dominique Maléza	8	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Groupe de travail interministériel sur les tarifs	Ce groupe de travail a été mis sur pied afin d'étudier les enjeux liés à la cohérence et à l'équité des tarifs et les modalités d'indemnisation des régimes publics. Le Groupe de travail interministériel doit analyser la faisabilité d'harmoniser la tarification et expliquer les écarts entre les régimes d'indemnisation.	Audrey Turmel	0	N/A	Sous la responsabilité de la Société d'assurance automobile du Québec, les travaux se poursuivent. La SAAQ et la CNESST tiennent informé le Ministère de manière régulière quant à aux projets de divers règlements liés aux tarifs.
Groupe interministériel sur la Convention de 1996 sur la protection des enfants	Ce groupe interministériel étudie la Convention, élabore des scénarios opérationnels, vérifie sa compatibilité avec le droit québécois, étudie l'opportunité de la mettre en œuvre au Québec et dans cette hypothèse, élabore des propositions de mise en œuvre.	Frédérique Sabourin France Remillard Sylvie Scherrer Marie-Claude Parent	Plus de 10	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le comité interministériel ne s'est pas réuni en 2016-2017. Seul un sous-comité de travail s'est réuni durant cette période.
Comité de travail sur les ordonnances de soins	Ce comité regroupe des représentants du MJO, du MSSS, de l'Aide juridique. Ils ont comme mandat d'analyser les ordonnances de soins.	Dominique Maléza Marie Trahan	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité d'évaluation et de suivi du programme à la Cour municipale de la Ville de Montréal d'intervention multidisciplinaire pour les contrevenants souffrant de troubles mentaux (PAJ-SM) anciennement Tribunal de la santé mentale	Ce comité regroupe des représentants de la Ville de Montréal, des ministères de la Justice, de la Sécurité publique et de la Santé et des Services sociaux ainsi que d'organisations qui s'intéressent aux problèmes de santé mentale.	Marie Trahan Pierre Nadeau	1	N/A	Sous la responsabilité de la cour municipale de Montréal, les travaux se poursuivent afin de s'assurer du bon fonctionnement du programme.
Comité interministériel de suivi de la mise en oeuvre du plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018	Assurer le suivi de la mise en oeuvre du plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018 « Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée » Assurer la coordination des mesures communes ou transversales en tenant compte des besoins et des réalités des différents ministères et organismes Veiller à la cohérence des actions en matière d'intimidation en collaboration avec les organismes gouvernementaux et les partenaires Rendre compte de la mise en oeuvre des engagements du plan d'action	Rosgarlys Mercado	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de Famille, les travaux de reddition de compte sont en cours.
Comité sur les caméras corporelles	Comité chargé de l'évaluation des aspects techniques et juridiques liés au port de caméras corporelles par les policiers.	Hélène Mathieu Dominique A. Jobin Jean-Vincent Lacroix Isabelle Gagné	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, les travaux se poursuivent. Deux rencontres ont eu lieu en 2016.
Comité de liaison MJQ/DPCP	Comité dont le mandat général consiste à assurer le traitement des dossiers soulevant des questions juridiques d'intérêt commun.	François Darveau Audrey Turmel Hélène Mathieu Alain Loubier Normand Lavole	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent. Deux réunions ont été tenues au cours de l'exercice financier 2016-2017.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité interministériel sur la légalisation de la possession simple de marijuana aux fins de consommation personnelle	Le mandat du Comité consiste à définir une position québécoise en matière de légalisation de marijuana (prohibition, décriminalisation ou légalisation).	Anthony Colnoir	8	N/A	A la lumière du projet de loi déposé par le gouvernement fédéral le 13 avril 2017 et sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Sous-comité sur la révision de l'entente multisectorielle	En collaboration avec le MSSS, le MELS, le MSP et le DPCP.	Dominique Maléza	8	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur la révision de l'Entente multisectorielle en regard de la confidentialité et de l'accès aux renseignements	En collaboration avec le MSSS, le MELS, le MSP et le DPCP.	Dominique Maléza	8	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur la mise à jour de l'entente multisectorielle au regard de la LPJ	A la responsabilité de recommander les changements nécessaires pour assurer la concordance de l'Entente multisectorielle aux modifications apportées à la LPJ.	Dominique Maléza	4	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Comité sur la pédiatrie sociale	Bien que la responsabilité du financement ait été confiée au Ministère de la Famille, les ministères de la Santé et des Services sociaux, de la Justice et de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont interpellés dans le déploiement de la pédiatrie sociale en communauté, notamment au regard de l'apport de ressources du milieu de la santé et des services sociaux (médecins, infirmiers et travailleurs sociaux) et du milieu juridique, et de l'arrimage à assurer entre le milieu scolaire et les centres.	Audrey Turmel Marie Trahan	Plus de 5	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Famille, les travaux d'implantation sont en cours.
Table centrale de coordination sur l'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones	Coordonner les travaux réalisés par les tables locales afin d'assurer la cohérence et la cohésion des démarches en cours et de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les Autochtones. Cette table supervise également la réalisation d'une recherche/évaluation sur l'accessibilité et la continuité des services offerts en milieu urbain pour la population autochtone en matière de santé, de services sociaux et de justice.	Marie-Ève Thériault	4	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones, les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité sur la recherche et l'innovation	Sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, le comité assure la disponibilité des ressources et des informations requises dans les ministères pour l'élaboration de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation (SQR). Identifier des répondants dans les ministères pour la production des livrables, prendre connaissance des livrables et au besoin proposer des ajustements, informer leurs autorités de l'avancement des travaux, collaborer au processus d'approbation de la Stratégie (préconsultation et consultation DOSSDEC), assure et suit la mise en œuvre des mesures relevant de leur ministère.	Renée Madore	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, plusieurs rencontres ont eu lieu, les travaux se poursuivent.
La Table interministérielle en dépendance	Le mandat de la Table interministérielle en dépendance consiste à assumer un leadership dans l'élaboration du plan d'action, et ce, de façon concertée. Dans cette perspective, le comité de coordination de la Table, composé de décideurs (soit principalement de directeurs) provenant des ministères et organismes gouvernementaux concernés, doit s'assurer de la planification et de la réalisation des travaux, en tenant compte des échéanciers prévus.	Pierre Nadeau	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), les travaux se poursuivent.
Groupe de travail-Forum de discussion sur les Mégaprojets (Rapport Bouchard-« Pour que les procès se tiennent et se terminent. »)	Le mandat du groupe de travail sera approuvé à la prochaine rencontre du Forum de discussion sur les mégaprojets qui aura lieu en juin. Le projet de mandat prévoit ce qui suit : Le groupe de travail s'assure que les organisations collaborent et s'impliquent dans les travaux. Il suit l'évolution des travaux des diverses tables de partenaires responsables de mener à terme les mesures contenues dans les recommandations du rapport produit par le comité d'examen sur les mégaprojets. Il mène les travaux relatifs à l'identification des changements à apporter aux interventions de chacun dans le processus judiciaire en matière criminelle spécialement dans la gestion des mégaprojets. Il traite toute autre question relative au mégaprojets. Il rend compte de ses travaux et assure la coordination et la cohérence des divers travaux. Le groupe de travail sera formé au cours du printemps 2017.	Anthony Cotnoir	1	N/A	Création du Forum de discussion le 6 mars 2017.
Comité de liaison pour le suivi du rapport du Protecteur du citoyen sur le Nunavik	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, le comité a pour mandat de coordonner les travaux afin de s'assurer de la mise en œuvre des recommandations formulées par la protectrice du citoyen.	Jacques Prigent	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, les travaux se poursuivent afin de donner suite aux recommandations de la protectrice du citoyen.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité de coordination pour le suivi des travaux des commissions d'enquête autochtones	Sous la responsabilité conjointe du secrétariat aux Affaires autochtones et du ministère de la Justice le comité a pour mandat d'assurer le bon déroulement des travaux afin de bien répondre aux demandes et besoins formulés par les autorités ministérielles, d'informer le Comité directeur du suivi des travaux lorsqu'opportun et d'assurer la coordination des activités en cours au sein du Groupe de travail FPT à l'appui de l'Enquête nationale sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées et du Comité de liaison pour les victimes et leurs proches.	Marie-Ève Thériault	1	N/A	Sous la responsabilité conjointe du Secrétariat aux affaires autochtones et du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité de travail interministériel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Travailler à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.	Audrey Turmel Josée Lemieux	2	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine les travaux sont en cours afin d'élaborer le prochain plan.
Comité de travail sur les expertises psychosociales	Le comité s'assure que les expertises psychosociales soient réalisées dans les meilleurs délais en matière familiale à la Cour supérieure.	Audrey Turmel Gervais Brassard	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, une première rencontre a eu lieu.
Comité sur le troisième plan d'action visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Voir à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Pierre Nadeau	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, les travaux sont en cours afin d'élaborer le prochain plan.
Comité-conseil IVAC	Comité chargé d'examiner et de statuer de l'admissibilité de certaines demandes qui requièrent des interprétations inhabituelles ou complexes.	Audrey Turmel	3	N/A	Sous la responsabilité de la CNESST(DIVAC), plusieurs rencontres ont été tenues afin d'assurer le suivi des recommandations suite au rapport du protecteur du citoyen.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité sur l'assurance collective des dommages	Ce comité a pour mandat de permettre que les assurances de dommages puissent être offertes sous la forme d'assurance collective.	Pierre Nadeau	1	N/A	Sous la responsabilité conjointe du ministère de la Justice, des Finances et de l'Autorité des marchés financiers, les travaux se poursuivent.
Table des partenaires ayant des initiatives technologiques	La table vise à favoriser la mobilisation, la confiance et l'adhésion des partenaires du ministère de la Justice et s'inscrit dans la logique de gestion et de prévention des risques juridiques mis de l'avant dans les projets de transformation.	Patrick Gingras	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur le plan d'action gouvernemental en matière de développement social autochtone	Le Secrétariat aux affaires autochtones a la responsabilité de coordonner l'élaboration et le suivi de la mise en oeuvre d'un plan d'action gouvernemental en matière de développement social autochtone. La démarche vise à proposer dans un seul et unique plan, l'ensemble des mesures proposées par les ministères et organismes en matière d'intervention auprès des Autochtones. Les objectifs visés par la démarche qui mènera ultimement à déposer dans un seul et unique plan, l'ensemble des mesures proposées par les ministères et organismes en matière d'intervention auprès des Autochtones, sont : - Voir forte d'améliorer les conditions de vie des Autochtones;- Dégager un portrait d'ensemble de l'action gouvernementale;- Elaborer une action gouvernementale plus cohérente;- Bonifier l'aide gouvernementale; et- Assurer une meilleure visibilité l'action gouvernementale.	Jacques Prigent	3	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble ».	Ce comité interministériel réunit les représentants de tous les ministères et organismes responsables d'une mesure dans le Plan d'action gouvernemental 2015-2018, afin de permettre la coordination des mesures qui y figurent. Le secrétariat est assumé par le ministère de l'Immigration de la diversité et de l'inclusion.	Audrey Turmel Marie Trahan	0		Le plan d'action gouvernemental 2015-2018 « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble » a été déposé en juin 2015. Sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, les travaux se poursuivent notamment quant à la mise en oeuvre des mesures.
Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS) et le Sous-comité assujettissement /détachement (SCAD)	Négociation des ententes en matière de sécurité sociale et coordination des actions des ministères et organismes visés en matière d'assujettissement et de détachement	Julien Frenette	2	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel concernant les expertises historiques en matière autochtone (CIEH)	Faire des recommandations aux autorités décisionnelles relativement à la nature et à la portée des expertises requises en matière autochtone. Assurer un suivi de la réalisation des expertises	Francis Demers Stéphane Marsolais Jennifer Tremblay François Girard	4	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur la mise en œuvre de la Convention du CIRDI	Participer au processus de mise en œuvre de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États avec le gouvernement fédéral et les provinces en veillant au respect des compétences constitutionnelles des gouvernements.	Nathalie Latulippe Frédérique Sabourin Pascale Brière	N/A	N/A	Les travaux avec le gouvernement fédéral et les provinces sont terminés. Il reste à assurer la mise en œuvre au Québec de la Convention du CIRDI. Ces travaux sont en cours.
Comité interministériel sur la diversité des expressions culturelles	Participer au processus de mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles	Nathalie Latulippe		N/A	Plusieurs réunions sont organisées annuellement par le ministère de la Culture et des Communications, qui dirige le Comité, notamment en vue de préparer les réunions annuelles du Comité intergouvernemental et les réunions biennales de la Conférence des Parties.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Groupe de travail interministériel sur la consultation en matière autochtone (GIS)	Coordonner l'action gouvernementale en matière de consultation et développer des outils pour faciliter l'analyse des dossiers pouvant nécessiter une consultation dans le respect des enseignements de la Cour suprême	Sophie Lépine Zaruba Geneviève Verreault-Tremblay	6	N/A	Mise en œuvre du guide intérimaire de consultation auprès des communautés autochtones et élaboration ou mise à jour de différents outils d'aide à la décision. Les travaux se poursuivent.
Table de concertation en matière pénale	Favoriser la concertation entre les membres sur différents sujets en matière de justice, notamment en ce qui a trait à l'évolution du traitement des dossiers en matière pénale. Poursuivre le suivi des indicateurs relatifs aux audiences en matière pénale pour les régions les plus à risque.	Gervais Brassard Marius Lupu Paul Charbonneau Jacques Vachon Gaétan Rancourt	2	N/A	Les travaux se poursuivent. Ces rencontres visent à favoriser les échanges entre les intervenants en ce qui a trait à l'amélioration du traitement des dossiers en matière pénale. Cette table est coordonnée par la Direction générale des services de justice.
Comité provincial de liaison avec le MSP	Favoriser les échanges entre les ministères concernés afin de trouver des solutions concertées aux problématiques soulevées par les deux organisations.	Gervais Brassard Claudia Lacroix	1	N/A	Travaux en continu
Table centrale de sécurité	Forum où sont discutés et proposés des orientations et sujets d'intérêt provincial. Suivi de façon générale des travaux effectués par les tables régionales.	Chantal Couturier Gervais Brassard Christian G. Siros Gaétan Rancourt Annie Turcotte	2	N/A	Travaux en continu.
Tables de sécurité régionales	Identifier les problématiques de sécurité vécues, proposer des solutions adaptées aux réalités locales ou régionales, établir les priorités d'action et en assurer le suivi.	Directeurs régionaux Annie Turcotte	7	N/A	Travaux en continu.
Comités régionaux de liaison avec le MSP.	Favoriser les échanges afin de trouver des solutions concertées aux problématiques locales soulevées par les deux organisations.	Directeurs des palais de justice	4	N/A	Travaux en continu.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité directeur – rehaussement et modernisation des équipements de sécurité au palais de justice de Montréal	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	Caroline Landry Chantal Couturier Mélanie Coderre Marie-Claude Parent Carole Picard Christian G. Sirois Donald Tremblay Annie Turcotte	3	N/A	Revue de projet Table centrale de sécurité Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
Comité directeur Palais de justice de Rimouski	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	Chantal Couturier Gervais Brassard Gaétan Rancourt Viateur Cyr Caroline Landry Marie-Claude Parent	3	N/A	Revue de projet Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
Comité directeur Édifice L.-P.-Pigeon	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	Chantal Couturier André Blanchet Marie-Claude Parent Gaétan Rancourt Caroline Landry Florence Asselin	6	N/A	Revue de projet Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité directeur 85, de Martigny - Construction d'un nouvel édifice gouvernemental	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	Chantal Couturier Lucie Giguère Marie-Claude Parent Christian G. Siros Caroline Landry Gaëtan Rancourt	1	N/A	Revue de projet Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
Table des responsables organisationnels de la sécurité de l'information	Exerce un rôle conseil auprès du dirigeant principal de l'information dans la définition, la mise en œuvre et le suivi de l'application des politiques, des directives et des orientations gouvernementales de sécurité de l'information	Marcel Boudreault	N/D	N/A	En continu.
CERT/AQ	Analyser les dernières alertes de sécurité et d'activités virales qui peuvent toucher le réseau gouvernemental	Karine Gagnon Gérard Tremblay Chafik Hadjoud Tan Loc Nguyen	41	Aucun frais	Prévention, réaction et amélioration de la sécurité de l'information
Forum des responsables de la vérification interne (FRVI)	Favoriser une gestion efficace dans les ministères et les organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne. Renforcer et soutenir les responsables de la vérification interne dans la pratique professionnelle ainsi que leur équipe.	Francine Asselin	7	N/A	Organisation d'activités de formation. Échange sur les enjeux en VI et les différents dossiers à mettre de l'avant. Travaux pour le développement d'outils/guides en collaboration avec le SCT. Réseautage entre les vérificateurs internes.
Comité interministériel sur l'adoption internationale	A comme principal mandat d'analyser la situation et les enjeux liés à l'adoption d'enfants domiciliés hors du Québec par des personnes domiciliées au Québec. Solutions en matière d'adoption internationale à envisager.	Marc G. Lavigne, Sophie Leroux, Anne-Marie Wilson, Sylvie Scherrer, Amélie Pelletier-Desrosters	0	N/A	Propositions partielles du comité 18 mai 2012. Le comité a demandé une extension de son mandat.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité tripartite sur le plan de sécurité incendie et des mesures d'urgence (PSIMU) des palais de justice	Réviser le PSIMU et proposer un modèle unique pour l'ensemble des palais de justice	Brigitte Levesque Annie Turcotte Michel Falardeau Carole Picard	12	N/A	Modèle complété à 100%
Comité de travail sur les services en région	Travaux visant à optimiser et regrouper la prestation de services gouvernementaux aux citoyens sur le territoire québécois	Chantal Couturier	3	N/A	Travaux en cours.
Comité de travail sur le transport des détenus (visiocomparutions au palais de justice de Montréal)	Travaux visant à implanter l'utilisation de la visioconférence pour les premières comparutions au palais de justice de Montréal	Chantal Couturier Paul Charbonneau Marius Lupu Christian G. Sirois	4	N/A	Le comité de visiocomparution a déployé notamment de la comparaison par visioconférence pour les détenus de Bordeaux et Rivière-des-Prairies. L'implantation de la visiocomparution à Bordeaux a été effectuée en octobre 2016. La visiocomparution avec le centre de détention de Rivière-des-Prairies a été implantée en décembre 2016. Une phase 2 est en cours afin d'analyser la possibilité d'étendre la visiocomparution à d'autres étapes.
Table gouvernementale aux affaires territoriales et gouvernementales	Table ayant pour mission d'assurer l'occupation et la vitalité des territoires du Québec	Chantal Couturier	1	N/A	Travaux en cours.
Legal Review Working Group	Soutien juridique sur des questions ponctuelles lors de la négociation du nouvel accord sur le commerce intérieur (devenu l'Accord de libre-échange canadien) et révision juridique du projet d'accord	Sylvie Scherrer Marc-Antoine Couet	N/D	N/A	Travaux en cours.
Comité interministériel de développement durable (cidd)	Comité conseil en matière de développement durable auprès des ministères ou organismes du gouvernement du Québec. Le comité est sous la responsabilité du DD du MDDELCC.	Marie-Claude Fontaine Guillaume Paré	2	N/A	Travaux en continu
Comité interministériel sur l'aménagement du territoire (SAIC)	Le comité interministériel a pour mandat d'identifier des solutions visant à éliminer les entraves créées par le chevauchement de certaines compétences relevant exclusivement du gouvernement fédéral et de celles attribuées au Québec ou du moins à en atténuer les effets néfastes pour la planification territoriale dans son ensemble.	Jean-François Routhier	2	N/A	Le comité a tenu sa première rencontre en janvier 2017. La rencontre a permis de convenir du mandat, des objectifs, des modalités de fonctionnement ainsi que du plan de travail du comité. La 2e rencontre a eu lieu en mars 2017. Le comité a statué sur les enjeux qui doivent être traités.
Comité relatif au Réseau électrique métropolitain (REM)	Assurer le suivi des ententes devant être conclues dans le cadre du projet de Réseau électrique métropolitain.	Jean-François Routhier	1	N/A	Des rencontres de suivi ont eu lieu et les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité de travail sur les services communs gouvernementaux et la simplification administrative des Services Québec - Groupe de travail sur les lignes de prestation et la cartographie des services	Identifier les principes de prestation de services de 1re et de 2e lignes, et dresser le portrait des clientèles, des modes de prestation et des services gouvernementaux auprès des citoyens et des entreprises.	Jacques Vachon	5	N/A	Travaux en cours
Comité consultatif portant sur le regroupement des créances dans l'administration publique québécoise	Réviser les activités de recouvrement de créances dans l'administration publique québécoise en examinant notamment l'opportunité d'en revoir l'organisation	Jacques Vachon	1	N/A	Une rencontre s'est tenue en juillet 2016. Des travaux ont eu lieu dans les différents organismes impliqués. En attente d'un rapport qui sera produit par le Bureau de révision de programme.
Comité consultatif sur le dossier d'affaires du Service d'authentification gouvernementale	Détermination des exigences liées au SAG et établissement du scénario de mise en œuvre de la solution cible retenue	Myriam Cyr Daniel Tremblay Dominique Pelletier Carole Ferron	3		3 rencontres en 2016-2017. Le comité a terminé son mandat.
Comité consultatif sur les règles d'encadrement du lobbyisme	Contribuer à l'évolution des règles d'encadrement du lobbyisme, y compris les questions relatives au Registre des lobbyistes.	Céline Héту Élisabeth Geoffroy Isabelle Gasse	1	58,27 \$	Partage des nouveautés en regard du registre des lobbyistes, suivi sur le projet de loi no 56 – Loi sur la transparence en matière de lobbyisme et sur le Code de déontologie des lobbyistes.
Comité Services Québec – Groupe de travail sur les grands registres de l'État	Préparer un plan de travail en vue de réaliser le regroupement des grands registres de l'État au sein de Services Québec, sous le nom de Registres Québec; Réaliser une étude de faisabilité pour faire déclarer le MJQ pôle d'expertise en matière de registres de droits; Mettre en réseau les six registres de droits du MJQ et ceux de Services Québec.	Céline Héту Élisabeth Geoffroy Julien Rondeau-Cross	2		Procéder à une analyse et préparer les documents devant être déposés.

P.5 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEURS, AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2016-2017 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

MINISTÈRE

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2016-2017	1 555	3 406	51 %

2016-2017	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL MJQ	35	1 555	2,2
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE (DGSJ)	13	1 292	1,0
DIRECTION GÉNÉRALE DES REGISTRES, DES INFRACTIONS ET AMENDES ET DES TECHNOLOGIES (DGRIAT)	11	70	13,6
DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES (DGAJL)	0	99	0,0
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE (DGAJ)	1	4	20,0
BUREAU DE LA JUGE EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC (BJCCQ)	2	12	1,4
BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE (BSM)	0	0	0,0
COUR D'APPEL	1	59	1,7
DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE (DVI)	0	0	0,0
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)	1	4	25,0
DIRECTION DE LA GESTION BUDGÉTAIRE, FINANCIÈRE ET DES CONTRATS (DGBFC)	1	4	25,0
FONDS ACCÈS JUSTICE	0	0	0,0
FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	1	0	100,0
FONDS DES REGISTRES	4	11	26,7
FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS	0	2	0,0
BUREAU DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRES CRIMINELLES ET PÉNALES	0	0	0,0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2017, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION, SERVICE DE LA GESTION DE MAIN-D'ŒUVRE.

EXCLUSION, S'IL Y A LIEU : LES JUGES, JUGES DE PAIX MAGISTRATS, LE PERSONNEL DE CABINET ET LES ÉTUDIANTS SONT EXCLUS DE L'EFFECTIF.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2016-2017	1 (55 JOURS)	3	33.33 %

AUCUN EMPLOYÉ OCCASIONNEL DEVENU PERMANENT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (RLRQ, C. F-3.1.1).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (RLRQ. C. F-3.1.1).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2016-2017	126	1 037	12 %

EXCLUSION, S'IL Y A LIEU : ÉTUDIANTS, STAGIAIRES

2016-2017	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	62	126	33
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	9	4	69
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	0	0	0
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	8	20
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	7	25	22
BUREAU DE LA DIRECTRICE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	4	1	80
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	1	1	50
BUREAU DU CENTRE-DU-QUÉBEC	6	18	25
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION	5	4	56
BUREAU DE L'EST DU QUÉBEC	2	5	29
BUREAU DE MONTRÉAL	5	14	26
BUREAU DU NORD-DU-QUÉBEC	8	5	62
BUREAU DE L'OUEST DU QUÉBEC	2	8	20
BUREAU DE QUÉBEC	4	15	21
BUREAU DU SUD DU QUÉBEC	7	18	28

Source : SAGIP, 17 FÉVRIER 2017

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2016-2017	12	121	10 %

2016-2017	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL	2	12	14
PRÉSIDENTE	-	-	-
AFFAIRES PUBLIQUES, INSTITUTIONNELLES ET ORGANISATIONNELLES	2	3	40
AFFAIRES JURIDIQUES	-	1	-
SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET À LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE	-	8	-

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2016-2017	3	55	5,5 %

2016-2017	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
2016-2017	2	3	40 %

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2016-2017	17	170	10%

2016-2017	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	5	17	29.41%

P.6 COPIE ET DÉTAIL DE TOUTE DEMANDE DE RÉDUCTION, DE CONSOLIDATION, D'OPTIMISATION DES RESSOURCES ET DE MOYENS OU DE COMPRESSIONS DE DÉPENSES, REÇUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2016-2017. FOURNIR L'ENSEMBLE DES ÉCHANGES, CORRESPONDANCES OU AUTRES À CE SUJET.

FOURNIR ÉGALEMENT LA VENTILATION DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2015-2016 ET 2016-2017, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P.7 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2016-2017, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

MINISTÈRE

SUJET DU SONDAGE	FIRME	Coût
SONDAGE SUR LES PERCEPTIONS DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE À L'ÉGARD DES MINORITÉS SEXUELLES	INFRAS INTERNATIONAL	16 200 \$
SONDAGE AUPRÈS DES PARENTS AYANT UTILISÉ LES SERVICES DE MÉDIATION FAMILIALE	SOM	21 350 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

SUJET DU SONDAGE	FIRME	Coût
SONDAGE AUPRÈS DES UTILISATEURS DES CJP	SEGMA RECHERCHE	10 250 \$
ANALYSE QUALITATIVE DES PERCEPTIONS, CONNAISSANCE, ATTITUDES ET COMPORTEMENTS DES CITOYENS ENVERS LES FAÇONS DE RÉGLER DES PROBLÈMES LÉGAUX À L'EXTÉRIEUR DES TRIBUNAUX	INFRAS INTERNATIONAL	17 450 \$

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

SUJET DU SONDAGE	FIRME	Coût
SONDAGE SUR LES BESOINS ET ATTENTES DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EU ÉGARD À L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE RENCONTRE AVEC LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, CONFORMÉMENT À L'AXE DU SOUCI DES VICTIMES ET DES TÉMOINS DU PLAN STRATÉGIQUE 2014-2019 DU DPCP	LÉGER	7 700 \$
SONDAGE RÉALISÉ PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES SUR LA SATISFACTION DU PERSONNEL PERMANENT ET OCCASIONNEL (PLUS D'UN AN), CONFORMÉMENT À L'AXE DE LA QUALITÉ DE VIE ET BIEN-ÊTRE DU PERSONNEL DU PLAN STRATÉGIQUE 2014-2019 DU DPCP	AUCUNE	AUCUN

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.8 NOMBRE TOTAL D'AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2016-2017 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR LA LISTE COMPLÈTE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION.

MINISTÈRE

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES CONCLU AVEC UN AVOCAT OU UN NOTAIRE DE LA PRATIQUE PRIVÉE SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL. SEULES LES INFORMATIONS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉES¹.

POUR CONNAÎTRE LES INFORMATIONS ACCESSIBLES AU SUJET DES MANDATS CONFIÉS EN 2016-2017 À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.70 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

¹ PROTECTION DES AVIS JURIDIQUES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES :

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN MINISTÈRE

LA *LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE* PRÉVOIT QUE LE MINISTRE DE LA JUSTICE EST LE JURISCONSULTE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR ET LE MEMBRE JURISCONSULTE DU CONSEIL EXÉCUTIF DU QUÉBEC. C'EST À CE TITRE QU'IL DONNE SES AVIS JURIDIQUES AUX DIVERS MINISTÈRES.

LES AVIS JURIDIQUES DEMANDÉS PAR UN MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTÈRE SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA *CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE*.

DANS LE CAS DES MINISTÈRES, LE DROIT AU SECRET PROFESSIONNEL APPARTIENT AU GOUVERNEMENT QUI SEUL PEUT Y RENONCER. LE MINISTÈRE OU MINISTRE, QUI A DEMANDÉ UN AVIS JURIDIQUE, NE PEUT PRENDRE LA DÉCISION DE RENONCER À LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL AU NOM DU GOUVERNEMENT. SELON LA PRATIQUE TRADITIONNELLE ÉTABLIE, C'EST LE MINISTRE DE LA JUSTICE QUI GÈRE CETTE SITUATION POUR ASSURER LA COHÉRENCE DES DOSSIERS JURIDIQUES ET QUI PREND LA DÉCISION DE RENDRE ACCESSIBLES LES RENSEIGNEMENTS PROTÉGÉS, EN CONCERTATION AVEC LES MINISTÈRES CONCERNÉS.

GÉNÉRALEMENT, LE MINISTRE DE LA JUSTICE NE RENONCE PAS À LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL PARCE QUE LA DIFFUSION DES AVIS JURIDIQUES RISQUERAIT DE NUIRE SÉRIEUSEMENT AUX INTÉRÊTS DE L'ÉTAT. EN EFFET, LA COMMUNICATION DES AVIS JURIDIQUES POURRAIT CAUSER PRÉJUDICE À DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES, À DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ACTUELLEMENT EN COURS AINSI QU'ÀUX MOYENS DE DÉFENSE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC OU À D'AUTRES INTÉRÊTS DE L'ÉTAT.

POUR CES RAISONS, LE MINISTÈRE OU LE CABINET NE PEUT DONNER SUITE À LA DEMANDE DE COMMUNIQUER LES INFORMATIONS REQUISES SUR LES AVIS JURIDIQUES INTERNES COMMANDÉS EN 2016-2017 DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN ORGANISME

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS PAR LES ORGANISMES SONT PAREILLEMENT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL ET SEUL L'ORGANISME/CLIENT PEUT RENONCER À LEUR DIVULGATION.

AVIS JURIDIQUES EXTERNES

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES CONCLU ENTRE UN AVOCAT OU UN NOTAIRE DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL. SEULES LES INFORMATIONS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉES.

P.9 LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2016-2017. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.

MINISTÈRE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE	DOCUMENTS, DÉPLIANTS, RAPPORTS, SITE INTERNET	4 871,00 \$
AD COMMUNICATIONS	COMMUNIQUÉ	75,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ÉTRANGÈRE D’UN DOCUMENT JURIDIQUE	573,48 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION FRANÇAIS/ANGLAIS DE RÈGLEMENTS, DE DOCUMENTS JURIDIQUES, ETC.	477 353,22 \$
DESMARAIS, JOSÉE	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	2 460,00 \$
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	3 658,00 \$
TRADUCTIONS KLM INC.	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	2 417,00 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L’ANGLAIS DE LETTRES ET DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	2 470,89 \$
HARRIET KELEUTAK	TRADUCTION CONTRAT- PROTECTEUR DU CITOYEN	392,40 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION	1 318,50 \$

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION COMPTE RENDU DE RÉUNION (FR.-ANG.)	1 418,31 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION COMPTE RENDU DE RÉUNION (FR.-ANG.)	643,79 \$*
TRADUC-TEXTE ENR.	AJUSTEMENT CONVENTION CAVAC DU NUNAVIK (FR.-ANG.)	40,00 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION COMPTE RENDU DE RÉUNION (FR.-ANG.)	801,05 \$*
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION COMPTE RENDU DE RÉUNION (FR.-ANG.)	1 370,54 \$

* TRADUCTION POUR LE RÉSEAU DES CAVAC

FONDS ACCÈS JUSTICE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS FRANÇAIS/ANGLAIS	587,00 \$

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
ANGLOCOM	TRADUCTIONS ET RÉVISION LINGUISTIQUE	163,00 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DE LA DÉCISION # 818 + LETTRE DOSSIER	239,40 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DE LA DÉCISION # 806 ET DE LA DÉCISION # 833	332,50 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DE LA DÉCISION # 650	349,79 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DE LA DÉCISION # 878	201,59 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BILODEAU, COLLEEN	SERVICES DE TRADUCTION, FRANÇAIS/ANGLAIS, DE DIVERS DOCUMENTS : RAPPORTS D'ENQUÊTE, RÉOLUTIONS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET AUTRES. CONTRAT OUVERT À TARIF NÉGOCIÉ SUR APPEL DE SOUMISSIONS, POUR L'ENSEMBLE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE LA CDPDJ	2 465,00 \$
CAISSEY TRANSLATIONS	SERVICES DE TRADUCTION, FRANÇAIS/ANGLAIS, DE DIVERS DOCUMENTS : RAPPORTS D'ENQUÊTE, RÉOLUTIONS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET AUTRES. CONTRAT OUVERT À TARIF NÉGOCIÉ SUR APPEL DE SOUMISSIONS, POUR L'ENSEMBLE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE LA CDPDJ	4 422,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	SERVICES DE TRADUCTION, AUTRE QUE FRANÇAIS/ANGLAIS, DE DIVERS DOCUMENTS	2 692,00 \$
DENISE BABIN COMMUNICATION	SERVICES DE TRADUCTION ET DE RÉVISION, FRANÇAIS/ANGLAIS, DE DIVERS DOCUMENTS ET RAPPORTS CONTRAT OUVERT À TARIF NÉGOCIÉ SUR APPEL DE SOUMISSIONS, POUR L'ENSEMBLE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE LA CDPDJ	4 240,00 \$
ÉDUCALOI	TRADUCTION VERS L'ANGLAIS DE LA CHARTE SIMPLIFIÉE	1 538,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " LES PRESTATIONS POUR ENFANTS ET LES ENTENTES ENTRE PARENTS : EST-CE UNE BONNE IDÉE?"	254,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " LES PRÉCAUTIONS À PRENDRE LORSQUE VOUS EFFECTUEZ UN ACHAT EN LIGNE"	256,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " LES PRESTATAIRES D'AIDE DE DERNIER RECOURS ET LES SÉJOURS À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC"	128,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " MON PROPRIÉTAIRE PEUT-IL AVOIR ACCÈS À MON LOGEMENT ?"	125,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " UN HUISSIER EST À MA PORTE "	245,00 \$
BETTINA KARPEL	TEXTE SUR LES "FAITS SAILLANTS 2015-2016".	335,00 \$
BETTINA KARPEL	COMMUNIQUÉ CONCERNANT LE PRIX MÉRITE 2016.	129,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "SUIS-JE RESPONSABLE DE MON ANIMAL?"	75,00 \$
BETTINA KARPEL	DÉCISIONS DANS DES DOSSIERS DU COMITÉ DE RÉVISION.	1 417,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 010,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 397,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	944,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ALLEMAND	608,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ESPAGNOL	2 266,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'HÉBREU AU FRANÇAIS	2 720,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	757,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ALLEMAND AU FRANÇAIS	4 644,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	119,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	254,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ITALIEN	2 014,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ITALIEN	60,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU MANDARIN	60,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ITALIEN	406,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ITALIEN	1 625,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU MANDARIN	1 952,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU BULGARE	2 288,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ITALIEN	2 467,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	60,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	391,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	834,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ITALIEN	143,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU POLONAIS	3 069,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ESPAGNOL	4 048,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	78,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	310,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'HÉBREU À L'ANGLAIS	2 384,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	722,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 229,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	87,00 \$
MCLAUCHLIN, MATTHEW	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	2 722,00 \$
SCHWARTZ, ANNABEL	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	2 580,00 \$
SCRIBES A.T.	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 800,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 028,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	2 046,00 \$

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	158,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	283,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	327,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	97,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 440,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	2 785,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	468,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 089,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 169,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 022,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	2 649,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	849,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	342,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	237,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 445,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 748,00 \$

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
PAUL RAYMOND CÔTÉ CONTRAT : 3 000 \$	TRADUCTION DE FEUILLETS POUR LES TROUSSES D’INFORMATION : <ul style="list-style-type: none"> VENTES ITINÉRANTES POLITIQUE D’EXACTITUDE DES PRIX ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES FUNÉRAIRES ET ACHAT PRÉALABLE DE SÉPULTURE PRATIQUES COMMERCIALES INTERDITES CENTRES D’ENTRAÎNEMENT OU DE CONTRÔLE DU POIDS COURS DE LANGUES, DE CONDUITE, DE DANSE, ETC. 	25,50 \$ 33,25 \$ 25,50 \$ 309,25 \$ 76,50 \$ 38,25 \$
	TRADUCTION DE TEXTES POUR LE CENTRE VIRTUEL DE RENSEIGNEMENTS	66,50 \$
	TRADUCTION DE DÉCISIONS SANS EXAMEN	145,75 \$
	TRADUCTION DU CERTIFICAT DE CONSEILLER EN VOYAGES ET DE MODÈLES DE CORRESPONDANCE	365,25 \$
	TRADUCTION POUR LE SYSTÈME DE RÉPONSE VOCALE INTERACTIVE (SERVICE AUX CONSOMMATEURS)	659,00 \$
	TRADUCTION POUR LE SITE WEB	40,00 \$
	TRADUCTION DE TEXTES POUR LE SYSTÈME DE RÉPONSE VOCALE INTERACTIVE (PERMIS ET INDEMNISATION)	227,75 \$
ROSS & SHEEHAN INC. CONTRAT : 5 000 \$	TRADUCTION DE PLUSIEURS TEXTES DANS LE SITE WEB	585,10 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	RÈGLEMENTS DES ORDRES PROFESSIONNELS	10 268 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BANQUE REGIONALE DES INTERPRÈTES LINGUISTIQUES ET CULTURELS	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	775,00 \$
CIUSSS CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	410,00 \$
COMPAGNIE KELENY	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	7 985,00 \$
JENNIFER SCALLEN	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	240,00 \$
NATIVE FRIENDSHIP CENTER OF MONTRÉAL	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	100,00 \$
ROBERT, JEAN-GUY	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	250,00 \$
SERVICE REGIONAL D'INTEPR L'EST QUEBEC INC.	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	240,00 \$
SERVICE RÉGIONAL D'INTERPRÉTARIAT DE LANAUDIÈRE	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	377,00 \$
SIVET SERVICE D'INTERPRETATION VISUELLE & TACTILE	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	440,00 \$
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	111 671,00 \$
THACH HAI	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	681,00 \$

P.10 LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2016-2017.

MINISTÈRE

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT			DÉPENSES 2016-2017
2016-09-01	1	PJ	L'ÎLE DU HAVRE-AUBERT	INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	19 135,45 \$
2017-02-01	1	PJ	LA MALBAIE	INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	13 795,84 \$
2016-09-01	1	ENT	QUÉBEC	MJQ – RÉTROCESSION – ENTREPÔT 1.09, 1645 HAMEL	(2 355,85)\$
2016-08-01	1	PJ	GRANBY	RELOCALISATION ET MISE À NIVEAU - SALLE DE TÉLÉTÉMOIGNAGE	4 502,56 \$
2016-04-01	1	PJ	QUÉBEC	PLAN DE MAINTIEN D'ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	9 601,20 \$
2016-04-01	1	PJ	QUÉBEC	CORRECTIF DES SUPERFICIES - PROJET DU GREFFE CIVIL ET DU BRIA	739,44 \$
2016-12-31	1	PJ	QUÉBEC	BUREAUX RECHERCHISTES, BIBLIOTHÈQUE COUR SUPÉRIEURE	3 594,92 \$
2017-02-28	1	PJ	QUÉBEC	PLAN DE MAINTIEN D'ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	16 424,46 \$
2017-02-28	1	PJ	QUÉBEC	PLAN DE MAINTIEN D'ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	6 305,59 \$
2017-02-28	1	PJ	QUÉBEC	PLAN DE MAINTIEN D'ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	997,93 \$
2017-02-28	1	PJ	QUÉBEC	PLAN DE MAINTIEN D'ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	4 992,25 \$
2016-10-01	1	ENT	SEPT-ÎLES	AJOUT D'UN ESPACE D'ENTREPÔT	2 569,20 \$
2016-04-01	1	PJ	LA TUQUE	ACTIVATION DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	416,88 \$
2016-07-01	1	PJ	TROIS-RIVIÈRES	INSTALLATION DES CÂBLES RÉSEAUX POUR SALLE D'AUDIENCE	13 105,48 \$
2016-12-01	1	PJ	TROIS-RIVIÈRES	MODIFICATION AU SYSTÈME D'ALARME INCENDIE	1 338,00 \$
2016-04-01	1	PJ	TROIS-RIVIÈRES	MODIFICATION DE LA TRIBUNE DU JUGE ET AJOUT D'UNE PORTE À LA SALLE 1.12	12 505,92 \$
2016-04-01	1	PJ	TROIS-RIVIÈRES	MODIFICATION DE LA TRIBUNE DU JUGE ET AJOUT D'UNE PORTE À LA SALLE 1.12	390,25 \$
2017-01-01	1	PJ	GATINEAU	INSTALLATION DES CÂBLES RÉSEAUX POUR SALLE D'AUDIENCE	15 500,46 \$
2016-09-01	1	PJ	MANIWAKI	AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE TEMPORAIRE - CAVAC	100,35 \$
2016-08-01	1	PJ	CHICOUTIMI	INSTALLATION DE NOUVEAUX TAPIS DANS LES SALLES D'AUDIENCE DU PALAIS DE JUSTICE	23 406,64 \$
2016-06-01	1	JPM	RIMOUSKI	RÉTROCESSION BUREAU DU JUGE DE PAIX MAGISTRAT	(8 732,20) \$
2016-07-01	1	PJ	DRUMMONDVILLE	TRAVAUX RELATIFS À L'AJOUT D'UNE SALLE D'ENTREVUE (JEUNESSE)	7 491,06 \$
2016-08-01	1	PJ	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	TRAVAUX DE SÉCURITÉ - CORRIDOR RESTREINT POUR LA MAGISTRATURE	1 591,50 \$
2016-08-01	1	PJ	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	TRAVAUX TECHNIQUES RELATIFS À LA MISE EN PLACE DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LA SALLE 8	557,50 \$
2016-06-01	1	PJ	MONTREAL	MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ -PQI	14 925,12 \$
2016-06-01	1	PJ	MONTREAL	MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ -PQI	(23 748,96) \$
2016-06-01	1	PJ	MONTREAL	MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ -PQI	8 704,68 \$
2016-06-01	1	PJ	MONTREAL	MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ -PQI	65 478,12 \$
2016-06-01	1	PJ	MONTREAL	MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ -PQI	45 802,92 \$
2016-06-01	1	PJ	MONTREAL	REHAUSSEMENT DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ PQI	9 202,56 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT			DÉPENSES 2016-2017
2016-06-01	1	PJ	MONTRÉAL	REHAUSSEMENT DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ PQI	111 022,32 \$
2016-06-01	1	PJ	MONTRÉAL	REHAUSSEMENT DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ PQI	66 520,68 \$
2016-06-01	1	PJ	MONTRÉAL	REHAUSSEMENT DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ PQI	93 056,76 \$
2016-04-01	1	PJ	MONTRÉAL	PLAN DE MAINTIEN D'ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	15 386,40 \$
2016-12-01	1	PJ	MONTRÉAL	AMÉNAGEMENT DE 2 POSTES DE TRAVAIL, LOCAL 10.35	3 874,63 \$
2016-06-01	1	PJ	MONTRÉAL	DÉGÂT D'EAU FÉVRIER 2016 - ARCHIVES DU GREFFE CRIMINEL	5 576,12 \$
2016-12-01	1	PJ	MONTRÉAL	ACCROISSEMENT D'ESPACE POUR LE LOCAL 8.93 ET RÉTROCESSION LOCAL S3.150	2 787,50 \$
2016-12-05	1	PJ	MONTRÉAL	TRAVAUX RELATIFS AU PROJET DE VISIO COMPARUTION AVEC LE CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL (BORDEAUX)	1 553,06 \$
2016-12-05	1	PJ	MONTRÉAL	TRAVAUX RELATIFS AU PROJET DE VISIO COMPARUTION AVEC LE CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL (BORDEAUX)	2 974,22 \$
2016-12-05	1	PJ	MONTRÉAL	TRAVAUX RELATIFS AU PROJET DE VISIO COMPARUTION AVEC LE CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL (BORDEAUX)	3 731,72
2017-01-01	1	PJ	MONTRÉAL	TRAVAUX ÉLECTRIQUES AUX 3.01B ET 4.01B	1 378,57 \$
2016-12-01	1	CHJ	MONTRÉAL	MISE À NIVEAU DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	260,91 \$
2016-10-01	1	CHJ	MONTRÉAL	ENTRETIEN DU PORTILLON	390,25 \$
2016-10-01	1	PJ	LONGUEUIL	MODIFIER SYSTÈME DE GICLEURS (RÉGIE) ET TESTS ACOUSTIQUES SALLE 1.36	3 650,16 \$
2016-09-01	1	PJ	LONGUEUIL	AMÉNAGEMENT SALLE 1.30 POUR PROCÈS AUX ASSISES	21 658,99 \$
2016-12-05	1	PJ	MONT-LAURIER	INSTALLATION DE CÂBLES RÉSEAUX POUR SALLE D'AUDIENCE	2 067,59 \$
2017-02-01	1	PJ	SAINT-JÉRÔME	AMÉNAGEMENT DE LA SALLE D'ENTREVUE	2 194,01 \$
2017-01-01	1	PJ	SAINT-JÉRÔME	TRAVAUX DIVERS SUITE AU PROJET MÉGA PROCÈS	2 714,76 \$
2017-02-16	1	PJ	LAVAL	TRAVAUX AU SYSTÈME D'APPEL DES PERSONNES	8 000,13 \$
2016-04-01	1	PJ	JOLIETTE	TRAVAUX DE SÉCURITÉ - ACCÈS AU COULOIR RESTREINT POUR LA MAGISTRATURE	52 726,20 \$
2016-07-01	1	BCM	MANIWAKI	TRANSFERT DE BAIL À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (BUREAU DE COMTÉ DE LA MINISTRE)	(14 707,08)\$
2016-12-01	1	CA	MONTRÉAL	MODIFICATION TRIBUNE DES JUGES	24 207,77 \$
2016-12-01	1	CA	MONTRÉAL	TRAVAUX AU NIVEAU ÉLECTRIQUE - LOCAL 2.04	473,88 \$
2016-12-01	1	CAD	MONTRÉAL	INSONORISATION DES SALLES DE MÉDIATION	6 384,18\$
2016-05-01	1	SS	QUÉBEC-1200	LOCATION D'UN LOCAL TEMPORAIRE POUR PROJET INFORMATIQUE PMET	118 580,88 \$
TOTAUX					806 742,85 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	DÉPENSES 2016-2017
01-02-2017	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – RIVE-SUD (STE-HYACINTHE)	12 623,00 \$
01-02-2017	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – LAURENTIDES-LANAUDIÈRE (ST-EUSTACHE)	8 185,00 \$
01-02-2017	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – MONTRÉAL (VILLE DE MONTRÉAL)	86 140,00 \$
27-10-2016	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – ESTRIE (MÉGANTIC)	10 918,00 \$
TOTAL			117 866,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

MANDATS DONNÉS À LA SQI

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
	1	PROJET IMMOBILIER - 450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	101 208,57 \$
	1	PROJET IMMOBILIER - 2800, BOULEVARD SAINT-MARTIN, LAVAL	877 526,26 \$
	1	PROJET IMMOBILIER - 266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	329 444,80 \$
	1	PROJET IMMOBILIER - 597, AVENUE DU PHARE EST, MATANE	201 974,96 \$
	1	PROJET IMMOBILIER - 380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	270 505,99 \$
	1	HONORAIRES POUR ÉVALUATION DE PROJET	982,89 \$
MULTIPLES	3	SIGNALISATION	100,83 \$
MULTIPLES	4	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	12 399,00 \$
MULTIPLES	3	TRAVAUX D'ENTRETIEN	3 923,50 \$
MULTIPLES	5	TRAVAUX DIVERS	998,45 \$
MULTIPLES	11	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	21 500,33 \$
TOTAL			1 820 565,58 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

MANDATS DONNÉS À LA SQI

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
2016-04-19	1	REPLACEMENT DE LA SIGANLISATION DU FONDS AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL (CHANGEMENT DE RAISON SOCIALE)	189,40 \$
2016-11-03	1	INSTALLATION DE PLUSIEURS SERRURES	226,40 \$
TOTAL			415,80 \$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 28 FÉVRIER 2017

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

DATE DE RÉALISATION	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
2016-12-01	1	AMÉNAGEMENT D'UN BUREAU DE SERVICE À LA CLIENTÈLE, D'UNE RÉCEPTION DES VISITEURS AVEC SALLE D'ATTENTE, D'UNE SALLE DES SERVEURS ET DE DEUX BUREAUX FERMÉS BUREAU RÉGIONAL MONTRÉAL – LAVAL – MONTÉRÉGIE	182 398,06 \$
2017-01-01	1	RÉTROCESSION DE L'ENTREPÔT LOUÉ DANS LE STATIONNEMENT DE L'ÉDIFICE ET LOCATION D'UN ENTREPÔT AU REZ-DE-CHAUSSÉE BUREAU RÉGIONAL MONTRÉAL – LAVAL – MONTÉRÉGIE	130,92 \$ (IMPACT ANNUEL)
TOTAL			182 528,98 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.11 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2016-2017 :

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
- C. L’OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
- D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMNISITRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A. PRIX DROITS ET LIBERTÉ 2016
- B. LE PRIX EST UNE SCULPTURE EN BRONZE, INTITULÉE L’ENVOL, D’UNE VALEUR APPROXIMATIVE DE 1 600 \$. DES PLAQUES EN VERRE ONT ÉTÉ REMISES AUX DEUX AUTRES FINALISTES, CHAQUE PLAQUE AVAIT UNE VALEUR APPROXIMATIVE DE 225\$.
- C. LA COMMISSION DÉCERNE CHAQUE ANNÉE DEPUIS 1988, LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS À DES PERSONNES, DES ENTREPRISES OU DES ORGANISMES AFIN DE SOULIGNER LEUR ENGAGEMENT ET LEUR CONTRIBUTION EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE DÉFENSE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE AU QUÉBEC.

CETTE ANNÉE, DANS LE BUT DE SOULIGNER LE 50E ANNIVERSAIRE DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, LA COMMISSION A CHOISI LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX COMME THÉMATIQUE POUR LA REMISE DU PRIX.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. PRIX MÉRITE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.
- B. UN BIJOU ÉPINGLETTE (VALEUR DE 200\$).
- C. LE PRIX MÉRITE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES SOULIGNE LE TRAVAIL MÉRITOIRE DES PERSONNES (EMPLOYÉS) DU RÉSEAU D’AIDE JURIDIQUE QUI SE SONT DISTINGUÉES PAR LEUR ENGAGEMENT, LEUR RÉALISATION ET ACCOMPLISSEMENT EN REGARD DE LA MISSION DE L’AIDE JURIDIQUE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.12 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2016-2017 :

- LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
- LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
- LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
- LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS DE LA CAMPAGNE (\$)	NOM DE LA FIRME	DATE DE DIFFUSION	OBJECTIFS
CAMPAGNE SUR LES GARANTIES	1 199,57 \$	RÉALISATION À L’INTERNE	OCTOBRE 2016	FAIRE LA PROMOTION DES DIFFÉRENTS TYPES DE GARANTIES
CAMPAGNE SUR LES ÉCHANTILLONS GRATUITS	1 000,00 \$	RÉALISATION À L’INTERNE	JUIN ET JUILLET 2016 JANVIER 2017	PRÉVENIR LES CONSOMMATEURS DES PROBLÉMATIQUES LIÉES AUX ÉCHANTILLONS GRATUITS OFFERTS SUR LE WEB

NOTE : DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.13 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2016-2017 :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
- B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
- C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

MINISTÈRE

PROGRAMME : LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE
MONTANT GLOBAL : 550 500 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE (BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE)

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
LES RENDEZ-VOUS DE LA DIVERSITÉ DU BAS SAINT-LAURENT	MAINS BAS-ST-LAURENT	18 000 \$
DE L'HOMOPHOBIE VERS L'OUVERTURE	TOXIC-ACTIONS	15 000 \$
S'ÉLEVER CONTRE L'HOMOPHOBIE... POUR UNE SOCIÉTÉ OUVERTE À LA DIVERSITÉ	ESCALE CENTRE-VILLE DU SECTEUR SAINT-FÉLICIEN	10 000 \$
LE GRIS-QUÉBEC EN RÉGION	GRIS-QUÉBEC	20 000 \$
CHARLEVOIX : VERS UNE RÉGION VISIBLEMENT OUVERTE À LA DIVERSITÉ	ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC	20 000 \$
FIÈRE LA FÊTE : CÉLÉBRATION DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE EN ESTRIE	GRIS-ESTRIE	20 000 \$
DÉMYSTIFICATION DES RÉALITÉS PROPRES AUX DIVERSES IDENTITÉS, RENFORCER LA RECONNAISSANCE ET LE SOUTIEN À LEURS DROITS	IRIS ESTRIE	15 000 \$
SENSIBILISATION À LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE EN RURALITÉ	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS	9 000 \$
UNE PLACE POUR TOUS : COMBATTRE L'HOMOPHOBIE DANS LES COURS D'ÉDUCATION PHYSIQUE	COALITION DES FAMILLES LGBT	25 000 \$
SONDAGE SUR LES VALEURS DES JEUNES LGBT (RÉGION QUÉBEC)	FONDATION JASMIN ROY	21 000 \$
JOURNÉE DE VISIBILITÉ LESBIENNE 2017	CENTRE DE SOLIDARITÉ LESBIENNE	10 000 \$
DES BIBLIOTHÈQUES OUVERTES À TOUTES ET À TOUS : GUIDE PRATIQUE VISANT À FACILITER L'INCLUSION DES ENJEUX LGBTQ DANS LES BIBLIOTHÈQUES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL AU QUÉBEC	CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GAIS ET LESBIENNES DE MONTRÉAL	10 000 \$
FORMATION ET TRANSFERT D'EXPERTISE DES INTERVENANTS DE PREMIÈRE LIGNE POUR METTRE EN PRATIQUE DE NOUVELLES MÉTHODES D'INTERVENTION AUPRÈS DES PERSONNES LGBTQ+ ETHNOCULTURELLES QUÉBÉCOISES	ARC-EN-CIEL D'AFRIQUE	20 000 \$
LA DIVERSITÉ SEXUELLE, J'EN PARLE ! – EN RÉGIONS ÉLOIGNÉES, INCLUANT LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES	ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ	30 000 \$
LA DIVERSITÉ SEXUELLE N'A PAS D'ÂGE, DÉMYSTIFIER L'HOMOSEXUALITÉ ET LA BISEXUALITÉ AUPRÈS DES AÎNÉS DE LA COURONNE NORD DE MONTRÉAL	GRIS-MONTRÉAL	16 000 \$
FORUM INTERRÉGIONAL SUR LES ENJEUX COMMUNAUTAIRES LGBTQ+ (FIREC)	CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	25 000 \$
UN 17 MAI À TOUTE ÉPREUVE !	FONDATION ÉMERGENCE	15 000 \$
AGIS (ALLIANCES DE TOUS LES GENRES, LES IDENTITÉS, LES SEXUALITÉS)	GAI ÉCOUTE	20 000 \$
SENSIBILISATION DES AUBERGES DU CŒUR AUX RÉALITÉS DES JEUNES LGBTQ+	COALITION MONTRÉLAISE DES GROUPES JEUNESSE LGBT (CMGJ-LGBT)	15 000 \$
NEURO/ DIVERSITÉS	ALTERHÉROS	9 000 \$

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
AWARENESS MATTERS : A PROGRAM TO COMBAT DISCRIMINATION AND PREVENT HOMOPHOBIA	CENTRE JEUNESSE LGBTQ YOUTH CENTRE	12 000 \$
PROGRAMME DE SENSIBILISATION AUX STÉRÉOTYPES ET PRÉJUGÉS RELIÉS À L’HOMOSEXUALITÉ VIA LA DANSE S’ADRESSANT AUX JEUNES DE RÉGION	ÉVÉNEMENTS PRIMA DANSE	9 000 \$
LE PROJET « LE TOI EN TOI » COMBATTRE LA TRANSPHOBIE AVANT QU’ELLE NE COMMENCE	ENFANTS TRANSGENRES CANADA	24 500 \$
UN MILIEU DE VIE DYNAMIQUE POUR LA JEUNESSE ALLOSEXUELLE + EN OUTAOUAIS	JEUNESSE IDEM	12 500 \$
J’AI LE DROIT D’AIMER QUI JE VEUX !	COALITION D’AIDE À LA DIVERSITÉ SEXUELLE DE L’ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	49 000 \$
PAS DE PLACE POUR L’HOMOPHOBIE	BUREAU RÉGIONAL D’INFORMATION EN SANTÉ SEXUELLE	15 000 \$
LES FONDEMENTS DU RÉSEAU ARC-EN-CIEL GASPÉSIEN-MADELINIEN	LGBT+ BAIE-DES-CHALEURS – ASSOCIATION POUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE	24 000 \$
UNISSONS NOS FORCES POUR UN LANGAGE COMMUN	CENTRE SIDA AMITIÉ	20 000 \$
AVEC FIERTÉ AGRICOLE, ON PEUT ÊTRE DIFFÉRENT DANS LE RANG	FIERTÉ AGRICOLE	30 000 \$
LUTTE POUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE	MAISON DES JEUNES LES CÈDRES	11 500 \$

PROGRAMME : SUBVENTIONS – JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU AUTOCHTONE
MONTANT GLOBAL : 583 345 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU INUIT	SOCIÉTÉ MAKIVIK	260 000 \$
SYSTÈME D’INTERVENTION D’AUTORITÉ ATIKAMEKW ET PROJET DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE ATIKAMEKW	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	107 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - KAHNAWAKE	MOHAWK OF KAHNAWAKE	52 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - AKWESASNE	MOHAWK OF AKWESASNE	23 575 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - KAWAWACHIKAMACH	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	22 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - LISTUGUJ	MI’GMAQ DE LISTUGUJ	35 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - OPITCIWAN	CONSEIL DES ATIKAMEKW D’OPITCIWAN	27 730 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KITIGAN ZIBI	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	19 540 \$

PROGRAMME : SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC
MONTANT GLOBAL : 1 371 600 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 371 600 \$

PROGRAMME : FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC
MONTANT GLOBAL : 60 000 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
COORDONNATRICE EN MATIÈRE DE JUSTICE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	60 000 \$

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

PROGRAMME : SOUTIEN FINANCIER À DES SERVICES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS¹

MONTANT GLOBAL : 21 865 996 \$

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BAVAC

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L’ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 054 070 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	1 232 030 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC*	940 010 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CÔTE-NORD	772 580 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L’ESTRIE	974 530 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	608 490 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LANAUDIÈRE	1 323 080 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DES LAURENTIDES	1 036 610 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LAVAL*	801 040 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MAURICIE	1 248 370 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	1 505 380 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE MONTRÉAL	2 837 450 \$
FINANCEMENT DE BASE	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK (CAVAC DU NUNAVIK)	776 197 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L’OUTAOUAIS*	1 268 790 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC – RÉGION DE QUÉBEC	1 389 590 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1 288 250 \$
FINANCEMENT DE BASE	GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE (CAVAC Cri)	278 147 \$
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	185 000 \$
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES*	265 631 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700 \$
FINANCEMENT DE BASE	SOS VIOLENCE CONJUGALE	839 210 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	755 841 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	65 000 \$

* LES SUBVENTIONS OCTROYÉES À CES ORGANISMES INCLUENT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL « ADAPTER LES SERVICES D’AIDE AUX PERSONNES VICTIMES EN FONCTION DE DIVERSES CLIENTÈLES ET VEILLER À LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES ».

¹ LE NOM DE CE PROGRAMME CORRESPOND AU PROGRAMME DE SUBVENTION DANS LEQUEL LES SUBVENTIONS SONT INSCRITES AU PORTAIL DU SACAIS POUR LA PRODUCTION DE L’ÉTAT DE SITUATION DE L’INTERVENTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE D’ACTION COMMUNAUTAIRE. CES SUBVENTIONS SONT VERSÉES EN VERTU DE L’ARTICLE 3 DU RÈGLEMENT SUR L’AIDE FINANCIÈRE.

PROGRAMME : PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L’INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

MONTANT GLOBAL : 1 499 820 \$

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BAVAC

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
SERVICE À L’AUDITION POUR IVAC	ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	9 900 \$
GUIDE DE RETOUR AU TRAVAIL	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	50 000 \$
AUX AÎNÉS – DES RÉPONSES À VOS QUESTIONS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES	50 000 \$
OUTILLER LES INTERVENANTS À MIEUX INTERVENIR	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	39 338 \$
TOUS ENSEMBLE POUR PRÉVENIR LA VIOLENCE SEXUELLE	CALACS DE L’OUEST DE L’ÎLE	50 000 \$
INFO-JUSTICE – LE SYSTÈME JUDICIAIRE EXPLIQUÉ	CALACS DE LA RIVE-SUD	55 637 \$
MA VIE APRÈS LA COUR, EN ROUTE VERS MA GUÉRISON	C.A.P.A.C.S. D’ABITIBI-OUEST	4 876 \$
ÉVALUER LES SERVICES CAVAC	CAVAC DE L’ESTRIE	147 796 \$
MODÈLE D’INTERVENTION CAVAC - HOMMES	CAVAC DE L’ESTRIE	26 303 \$

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
PIÈCE DE THÉÂTRE	CAVAC DE LANAUDIÈRE	40 000 \$
APPLICATION MOBILE	CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	37 000 \$
PROJET EXPÉRIMENTAL – THÉRAPIE ASSISTÉE PAR ANIMAL	SERVICE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS MARTHE VAILLANCOURT	25 000 \$
NON À LA CYBERVIOLENCE SEXUELLE	CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	50 000 \$
BONIFICATION, RECHERCHE ET RÉDACTION DU CAHIER DE PROGRAMME	CENTRE D’INTERVENTION EN ABUS SEXUELS POUR LA FAMILLE	35 000 \$
PROJET PILOTE DE PARTAGE D’EXPERTISES	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	166 065 \$
CRÉATION D’UNE BANQUE DE DONNÉES	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	50 000 \$
COLLOQUE SUR LA VIOLENCE FAMILIALE	COMITÉ DE JUSTICE SOCIALE D’OPITCIWAN	29 475 \$
PROGRAMME DE SOUTIEN ADAPTÉ AUX PROCHES	CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L’EXPLOITATION SEXUELLE	47 000 \$
PÉDAGOGIE D’EMPOWERMENT	LA MAISON DE MARTHE	98 825 \$
MIEUX SOUTENIR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	LA MAISON JEAN-MONBOURQUETTE	15 000 \$
PROJET –XOX-	LA MAISON D’HÉBERGEMENT L’ÉGIDE (2 ^E ÉTAPE)	49 750 \$
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION	POINT D’APPUI	21 361 \$
VICTIMES À VOS DROITS	REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	50 000 \$
JUSTICE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE	REGROUPEMENT DES MAISONS POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE	75 460 \$
CONNAÎTRE SES DROITS POUR MIEUX SE DÉFENDRE	REGROUPEMENT MAMIT INNUAT INC.	7 505 \$
PROMOTION DU SERVICE H.A.S.E.	RESSOURCE POUR HOMMES DE LA HAUTE-YAMASKA	10 000 \$
CONSULTATION ET MÉDIATION : ÉVALUATION DES PRATIQUES	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	28 950 \$
NUNAVIMMIUT ASSASSINÉS OU DISPARUS AU NUNAVIK	SATURVIIT INUIT WOMEN’S ASSOCIATION	64 995 \$
ACQUISITION ET IMPLANTATION DU PROGRAMME SEXUALITÉ ET INTIMITÉ	SOUTIEN AUX HOMMES ABUSÉS SEXUELLEMENT DURANT L’ENFANCE SHASE	24 374 \$
VIDÉOS INFORMATIVES SUR LE PROCESSUS JUDICIAIRE	SOCIÉTÉ MAKIVIK	40 210 \$
ENTRE NOUS : CE QU’IL FAUT SAVOIR SUR LA PROBLÉMATIQUE DES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL	TRÊVE POUR ELLES CALACS	50 000 \$
RÉPONDRE AUX BESOINS DES VICTIMES MASCULINES DE VIOLENCE CONJUGALE	VIA L’ANSE	50 000 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME : AIDE FINANCIÈRE-ACCÈS JUSTICE
MONTANT GLOBAL : 1 000 000 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE DU SUROIT	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	TRAJET	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE LAC-SAINT-JEAN	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	L’ALTER ÉGAUX ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION	14 000 \$
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE SUD INC.	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	AVENUES CITOYENNES ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE PIERRE-DE-SAUREL INC.	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE RICHELIEU-YAMASKA	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE SAGUENAY	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	MESURES ALTERNATIVES DES BASSES-LAURENTIDES	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	L’INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
ACCÈS JUSTICE	L'AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
ACCÈS JUSTICE	JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE NORD/ILES-DE-LA MADELEINE INC.	40 000 \$
ACCÈS JUSTICE	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL	30 000 \$
ACCÈS JUSTICE	CLINIQUE D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	48 350 \$
ACCÈS JUSTICE	MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL	35 832 \$
ACCÈS JUSTICE	AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES	40 000 \$
ACCÈS JUSTICE	ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DU QUÉBEC	49 737 \$
ACCÈS JUSTICE	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	49 350 \$
ACCÈS JUSTICE	REPÈRE, RELATION D'ENTRAIDE POUR UNE PATERNITÉ RENOUVELÉE	28 076 \$
ACCÈS JUSTICE	CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE-EST	50 000 \$
ACCÈS JUSTICE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	18 035 \$
ACCÈS JUSTICE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	32 449 \$
ACCÈS JUSTICE	SERVICES JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES DE POINTE-ST-CHARLES ET DE PETITE BOURGOGNE	40 183 \$
ACCÈS JUSTICE	ÉDUCALOI	48 775 \$
ACCÈS JUSTICE	COLLECTIF DE DÉFENSE DES DROITS DE LA MONTÉRÉGIE	49 450 \$
ACCÈS JUSTICE	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	22 425 \$
ACCÈS JUSTICE	LE PETIT PONT	16 954 \$
ACCÈS JUSTICE	ACEF CENTRE DE MONTRÉAL	45 000 \$
ACCÈS JUSTICE	CLINIQUE DROIT DEVANT	50 000 \$
ACCÈS JUSTICE	CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	25 000 \$
ACCÈS JUSTICE	CENTRE PRO BONO QUÉBEC	37 226 \$
ACCÈS JUSTICE	INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL ¹	49 158 \$

¹ PORTEUR DU PROJET « OBSERVATOIRE INTERDISCIPLINAIRE EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE » EN REMPLACEMENT DU CENTRE DE RECHERCHE DE L'HÔPITAL DOUGLAS, VU LE CHANGEMENT DE POSTE DE LA CHERCHEURE PRINCIPALE AU PROJET.

PROGRAMME : CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ
MONTANT GLOBAL : 2 019 934 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	266 733\$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	476 342\$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	436 487\$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	313 305\$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN	269 768\$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE ÎLES-DE-LA-MADELEINE	257 299\$

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

PROGRAMME : PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX PROJETS D’ÉDUCATION, D’INFORMATION ET DE PARTENARIAT

MONTANT GLOBAL : 100 000,00 \$

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
ATELIERS : BOÎTE À OUTILS POUR LES INTERVENANTS SOCIAUX : CRÉER UN OUTIL ET OFFRIR DES ATELIERS S'ADRESSANT AUX INTERVENANTS SOCIAUX DU RÉSEAU PUBLIC AU SUJET DU BUDGET FAMILIAL.	ACEF DES BOIS-FRANCS	12 000,00 \$
FORMATION DESTINÉ AUX INTERVENANTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES POUR ACCOMPAGNER LEUR CLIENTÈLE EN DIFFICULTÉS FINANCIÈRES : POURSUIVRE LA FORMATION ÉLABORÉE DANS LE CADRE DU PROJET FINANCÉ EN 2015-2016. ABORDER DES SUJETS TELS QUE : LES DIFFÉRENTS TYPES DE DETTES, LES ENTENTES AVEC LES CRÉANCIERS, LES AGENCES DE RECOUVREMENT, LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS ET LES PROCÉDURES JURIDIQUES.	ACEF DES BASSES-LAURENTIDES	4 000,00 \$
RÉFLÉCHIR ET CHOISIR SES ARRANGEMENTS FUNÉRAIRES : DÉVELOPPER ET OFFRIR 10 À 15 ATELIERS DESTINÉS AUX AÎNÉS ET À LEURS PROCHES AU SUJET DES ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES FUNÉRAIRES.	ACEF DE LANAUDIÈRE	7 450,00 \$
GARANTIES : ENQUÊTER, RECENSER, INFORMER : RECENSER ET ANALYSER LA JURISPRUDENCE CONCERNANT LES GARANTIES. MIEUX INFORMER LE PUBLIC ET CERTAINS GROUPES PLUS VULNÉRABLES SUR LES DIFFÉRENTS TYPES DE GARANTIES.	ACEF ESTRIE	8 000,00 \$
VISION JUSTE D'UNE CONSOMMATION POUR MOINS DE DETTES, MOINS DE STRESS - PHASE 2 : TRANSPOSER AUX CONSULTATIONS INDIVIDUELLES LES ACQUIS DU PROJET VISANT À DIMINUER LES TENSIONS ÉMOTIONNELLES LIÉES AU STRESS CAUSÉ PAR LES PROBLÉMATIQUES FINANCIÈRES.	ACEF DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL	13 650,00 \$
LE PRÊT SUR SALAIRE : UNE ÉTUDE DE CAS : DRESSER UN PORTRAIT DES INDIVIDUS AYANT CONTRACTÉ UN PRÊT SUR SALAIRE ET DES ORGANISATIONS OFFRANT CES PRÊTS AFIN DE CRÉER UN OUTIL D'INFORMATION ET DE PRÉVENTION.	CIBES DE LA MAURICIE	12 000,00 \$

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
MISE À JOUR DU PORTAIL DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS ET DU MANUEL DES CONSEILLERS BUDGÉTAIRES : RÉVISION DES CONTENUS DISPONIBLES SUR LE PORTAIL DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS ET DANS LE MANUEL DES CONSEILLERS BUDGÉTAIRES EN FONCTION DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET DE L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES COMMERCIALES.	UNION DES CONSOMMATEURS	7 500,00 \$
SOLUTIONNER MES DETTES, UN PAS VERS LA SANTÉ FINANCIÈRE : OFFRIR DES ATELIERS DE GROUPE SUR LES SOLUTIONS À L'ENDETTEMENT EN INTRODUCTION À LA CONSULTATION BUDGÉTAIRE INDIVIDUELLE.	ACEF RIVE-SUD DE QUÉBEC	6 400,00 \$
PRIX DU CŒUR DE LA PUBLICITÉ - 14 ^E ÉDITION : SENSIBILISER LES CONSOMMATEURS, NOTAMMENT LES JEUNES, AU PHÉNOMÈNE DE LA PUBLICITÉ ET DÉVELOPPER LEUR SENS CRITIQUE FACE À CELLE-CI.	ACEF RIVE-SUD DE QUÉBEC	7 000,00 \$
CAPSULES VIDÉO SUR LES RISQUES DU FINANCEMENT À LONG TERME : RÉALISER 3 CAPSULES D'INFORMATION DE 45 SECONDES SUR LES RISQUES ASSOCIÉS AUX PRODUITS FINANCIERS COMPORTANT DE LONGUES PÉRIODES D'AMORTISSEMENT.	OPTION CONSOMMATEURS	15 000,00 \$
DEUX INFOGRAPHIES ANIMÉES PORTANT SUR LES COÛTS DU CRÉDIT PARALLÈLE : RÉALISER DEUX INFOGRAPHIES POUR INFORMER LES CONSOMMATEURS SUR LES COÛTS ASSOCIÉS AUX DIVERSES OFFRES DE PRÊTS ET SUR LES FRAIS EXIGÉS PAR LES PRÊTEURS SUR GAGES.	OPTION CONSOMMATEURS	7 000,00 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

PROGRAMME : FONDS D’APPUI À LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D’ŒUVRE

OBJET : LE FONDS D’APPUI À LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D’ŒUVRE (FAMMO), CRÉÉ EN VERTU DU DÉCRET 241-2008 DU 17 MARS 2008, EST DESTINÉ À SOUTENIR DES PROJETS DES ORDRES PROFESSIONNELS ET DES ORGANISMES RÉGISSANT L’ACCÈS AUX MÉTIERS RÉGLEMENTÉS DE LA CONSTRUCTION ET HORS CONSTRUCTION, POUR FACILITER ET ACCÉLÉRER LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DES PERSONNES FORMÉES À L’EXTÉRIEUR DU QUÉBEC ET QUI SE PORTENT CANDIDATES À L’EXERCICE D’UNE PROFESSION OU D’UN MÉTIER RÉGLEMENTÉ AU QUÉBEC.

MONTANT GLOBAL : 10 850 \$

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : L’OFFICE GÈRE LE FONDS JUSQU’AU 31 MARS 2022.

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
RÉALISER UNE MISSION EN FRANCE EN VUE DE RENOUVELER DES ENTENTES ARM-FRANCE (CA ET CGA) SUITE À L’UNIFICATION DE LA PROFESSION COMPTABLE AU QUÉBEC	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	3 200 \$
RÉALISER UNE MISSION EN FRANCE VISANT À RENCONTRER LA COMMISSION DES TITRES D’INGÉNIEURS (CTI) AFIN DE NÉGOCIER LES MODALITÉS D’UN DEUXIÈME AVENANT À L’ARM	ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	7 650 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.14 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2016-2017 :

- A. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D’AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES.
- D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2016-2017 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;
- E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2016-2017 AU SEIN DU CABINET DU MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

MINISTÈRE

- A. OUTRE LE DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS, M. PIERRE TESSIER, LES 13 PERSONNES SUIVANTES COMPOSENT LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS :
 - a. DEUX TECHNICIENNES EN ADMINISTRATION (MANON GUIMONT ET DANIELLE SAINT-PIERRE);
 - b. UN CONSEILLER STRATÉGIQUE ET ADJOINT EXÉCUTIF (GUILLAUME PLANTE);
 - c. UNE CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION GRAPHISTE (MANON DALLAIRE);
 - d. UN CONSEILLER EN COMMUNICATION ÉDIMESTRE DU SITE WEB (ERIC MAILLOUX);
 - e. UN CONSEILLER EN COMMUNICATION WEBMESTRE (DENIS VILLEMURE);
 - f. DEUX CONSEILLERS EN COMMUNICATION AUX RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET À LA RÉTRO INFORMATION (PAUL-JEAN CHAREST ET SYLVIE LECLERC);
 - g. UNE CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS INTERNES ET DE L’INTRANET (ISABELLE ST-PIERRE);
 - h. QUATRE CONSEILLERS EN COMMUNICATIONS EN SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DU MINISTÈRE (CAROLINE VACHON, LYDIE BUSSIÈRES, OLIVIER BERSELLI, GABY AUDET).
- B. 158 371,30 \$ (AU 21 MARS 2017)
- C. IL N’Y A EU AUCUNE RENCONTRE ENTRE LES MEMBRES DU PERSONNEL DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET D’AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS IMPLIQUANT DES FRAIS.
- D. LES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2016-2017 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS SONT VENTILÉES DE LA FAÇON SUIVANTE :
 - EUREKA-CEDROM SNI INC. : 12 625,62 \$ (DONT 10 365,42 \$ DÉFRAYÉ PAR LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS);
 - COMMUNICATION DÉMO (REVUE DE LA PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE) : 45 194,59 \$
- E. AUCUNE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

- A. AUCUN
- B. 20 334,74 \$*
- C. NON APPLICABLE
- D. AUCUN
- E. NON APPLICABLE

*COÛTS RELIÉS À L’EMBAUCHE DE RESSOURCES CONTRACTUELLES.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

- A. AUCUN EMPLOYÉ AFFECTÉ AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES
- B. AUCUN
- C. AUCUNE RENCONTRE
- D. AUCUNE
- E. NON APPLICABLE

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. SERVICE DES COMMUNICATIONS (6)

PATRICIA POIRIER, COORDONNATRICE
SOPHIE AMBROSI, AGENTE D’INFORMATION
MEISSOON AZZARIA, AGENTE D’INFORMATION
JEAN-FRANÇOIS GAGNON, AGENT D’INFORMATION
FRANÇOIS LABERGE, AGENT D’INFORMATION
JOHANNE RICARD, TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION

B. 33 760\$

C. AUCUNE

D. COMMUNICATIONS DÉMO : 5 920 \$

E. NON APPLICABLE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. NOMBRE D’EMPLOYÉS : 8

NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES :

- M^E LISA LABOSSIÈRE : PROCUREURE EN CHEF ET SECRÉTAIRE GÉNÉRALE (GESTIONNAIRE DES COMMUNICATIONS);
- M^E JOANNE MARCEAU : PROCUREURE EN CHEF ET SECRÉTAIRE GÉNÉRALE PAR INTÉRIM DEPUIS LE 17 JANVIER 2017 (GESTIONNAIRE DES COMMUNICATIONS);
- M^E CLAUDINE LAURIN : PROCUREURE EN CHEF ADJOINTE (GESTIONNAIRE ET RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS);
- M^E MARTINE BÉRUBÉ : PROCUREURE AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET CONSEILLÈRE AUX COMMUNICATIONS;
- M^E RENÉ VERRET : PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET PORTE-PAROLE;
- M^E JEAN PASCAL BOUCHER : PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET PORTE-PAROLE;
- M^{ME} VALÉRIE SAVARD : COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS;
- M^{ME} ANNIE BILODEAU : TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION.

B. 5 676 \$

C. AUCUNE

D.

FOURNISSEUR	MONTANT
LA DOSE PRO	16 800 \$
TOTAL	16 800 \$

SUJETS QUI FONT OU ONT FAIT L’OBJET D’UNE VEILLE MÉDIATIQUE :

- DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES;
- AFFAIRES CRIMINELLES ET POLICIÈRES;
- PROCÈS;
- TRAGÉDIE LAC-MÉGANTIC;
- ENQUÊTE VAL-D’OR;
- TRIBUNAUX ET SYSTÈMES JUDICIAIRES;
- MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE;
- PROJETS DE LOI FÉDÉRAUX EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL;
- DROIT ET SOCIÉTÉ.

E. NON APPLICABLE

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

- A. LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET DE LA PLANIFICATION SONT AU NOMBRE DE 10. IL S’AGIT DE MME JULIE BILODEAU, MME MARIE-CLAUDE CARMICHAEL, MME JULIE COUTURE, MME DENISE DESCHÊNES, MME MARIE-PIER DUPLESSIS, MME AMÉLIE MICHAUD, M. MARTIN MURPHY, MME CAROLINE NAPPERT, MME CAROLINE PELLETIER ET M. CHARLES TANGUAY.
- B. LES DÉPENSES EN COMMUNICATIONS POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 S’ÉLÈVENT À 88 166,70 \$.
- C. LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET DE LA PLANIFICATION DE L’OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR N’A PARTICIPÉ À AUCUNE RENCONTRE AVEC D’AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS.
- D. UNE REVUE DE PRESSE QUOTIDIENNE EST FAITE À PARTIR D’EXTRAITS DE LA PRESSE ÉCRITE ET DE LA PRESSE ÉLECTRONIQUE FOURNIS PAR DES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES.

NOM DE L’ENTREPRISE	Coût
COMMUNICATION DEMO INC.	11 892,31 \$
CEDROM-SNI INC.	11 965,77 \$
TOTAL	23 858,08 \$

POUR LA DIFFUSION DE SES COMMUNIQUÉS, L’OFFICE UTILISE LES SERVICES DE CNW TELBEC. POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, LA DÉPENSE S’ÉLÈVE À 4 563,50 \$.

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017

E. NON APPLICABLE

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

- A. STÉPHANE BOIVIN : TÂCHE REPRÉSENTANT 0,5 ETC
- B FRAIS DE DÉPLACEMENTS : 0 \$
- C. AUCUNE.
- D. REVUE DE PRESSE : 18 459 \$
- E. NON APPLICABLE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

- A. AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC, UNE SEULE PERSONNE EST AFFECTÉE AUX AFFAIRES PUBLIQUES. IL S’AGIT DE MME PATRICIA LÉVESQUE, LA RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS. ENVIRON LE TIERS DE SON TEMPS EST CONSACRÉ AUX AFFAIRES PUBLIQUES, C’EST-À-DIRE À LA REVUE DE PRESSE, À LA DIFFUSION SUR LE SITE INTERNET, AUX COMMUNIQUÉS SUR CNW/TELBEC ET AUX RELATIONS AVEC LES MÉDIAS.
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ EN 2016-2017 EST D’ENVIRON 25 000 \$.
- C. AUCUNE RENCONTRE N’A EU LIEU.
- D. LE MONTANT INVESTI PAR LE TRIBUNAL POUR PRODUIRE ET TRANSMETTRE LA REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE EST DE 5 422 \$. AUCUNE FIRME EXTERNE OU CONSULTANT N’A ÉTÉ ENGAGÉ POUR DE LA VEILLE MÉDIATIQUE ET AUCUN SUJET N’A FAIT L’OBJET D’UNE TELLE VEILLE.
- E. NON APPLICABLE

P.15 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS ET LES COÛTS RELIÉS À LA PRÉPARATION DE L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES (INCLUANT LES RÉPONSES AUX QUESTIONS ET LES PRÉSENCES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE).

	MJQ	FAVAC	FAJ	FDR	FRCP	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
NOMBRE D'ETC	1,79	0,04	0,04	0,16	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ	0,03	0,20	0,11	0,62	0,05	0,42	0,20	0,26
TOTAL DES COÛTS	142 513,07 \$	3 065,79 \$	2 554,83 \$	11 660,00 \$		2 793,00 \$	18 510,00 \$	9 540,00 \$	55 043,00 \$	5 247,25 \$	31 497,78 \$	15 485,00 \$	20 176,72 \$

P.16 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2011-2012 À 2016-2017, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

DÉBITEURS AU 28 FÉVRIER 2017

DÉBITEURS — REVENUS DIVERS

VENTES DE BIENS ET SERVICES

FORMULES ET DOCUMENTS	28 497 \$
ACTES JUDICIAIRES	3 593 881 \$
ACTES JURIDIQUES	<u>46 280 214 \$</u>
	49 902 592 \$

AMENDES, CONFISCATIONS ET RECOUVREMENTS

INFRACTIONS — CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	31 402 944 \$
INFRACTIONS — CODE CRIMINEL	32 249 861 \$
INFRACTIONS - DIVERSES LOIS	105 927 273 \$
AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	1 877 334 \$
CONTRIBUTIONS PÉNALES	1 169 047 \$
SURPLUS - FONDS SPÉCIAUX	<u>2 000 000 \$</u>
	174 626 459 \$

TOTAL - DÉBITEURS — REVENUS DIVERS **224 529 051 \$**

DÉBITEURS — TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

AIDE JURIDIQUE	12 655 414 \$
CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES	52 969 \$
MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE	<u>274 219 \$</u>

TOTAL - DÉBITEURS — TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL **12 982 602 \$**

TOTAL DÉBITEURS AU 28 FÉVRIER 2017 **237 511 653 \$**

NOTE : DONNÉES PROVENANT DES ÉTATS FINANCIERS DU MJQ AU 28 FÉVRIER 2017, EXCLUANT LES ÉCRITURES DE RADIATION, QUI SERONT COMPTABILISÉES EN FIN D'EXERCICE.

Bureau des Infractions et Amendes						
COMPTES À RECEVOIR						
au 28 Février 2017						
CLASSIFI- CATION	ÂGE DES COMPTES	COMPTES À RECEVOIR			TOTAL	
		actifs GIPA	fermés GIPA			
ACTES	Courants	14 364 283,25	94 629,01		14 458 912,26	
JURIDIQUES	+ 1 AN	6 535 277,92	235 481,25		6 770 759,17	
	+ 2 ANS	4 893 202,39	207 730,67		5 100 933,06	
	+ 3 ANS	4 100 685,37	292 765,26		4 393 450,63	
	+ 4 ANS	13 400 907,79	1 582 342,02		14 983 249,81	
		43 294 356,72	2 412 948,21		45 707 304,93	
CODE DE	Courants	11 163 197,17	15 099,01		11 178 296,18	
LA ROUTE	+ 1 AN	4 039 613,78	23 389,43		4 063 003,21	
	+ 2 ANS	2 588 816,68	35 207,67		2 624 024,35	
	+ 3 ANS	2 262 750,66	47 759,92		2 310 510,58	
	+ 4 ANS	9 670 005,62	1 124 815,87		10 794 821,49	
		29 724 383,91	1 246 271,90		30 970 655,81	
CODE	Courants	11 635 068,16	1 000,00		11 636 068,16	
CRIMINEL	+ 1 AN	5 397 876,76	4 384,50		5 402 261,26	
	+ 2 ANS	3 765 559,81	23 250,00		3 788 809,81	
	+ 3 ANS	2 385 796,05	22 334,15		2 408 130,20	
	+ 4 ANS	8 817 805,74	102 942,08		8 920 747,82	
		32 002 106,52	153 910,73		32 156 017,25	
AUTRES	Courants	25 061 488,19	350 755,92		25 412 244,11	
LOIS	+ 1 AN	16 099 966,63	652 250,41		16 752 217,04	
	+ 2 ANS	14 358 634,99	534 129,55		14 892 764,54	
	+ 3 ANS	11 968 901,58	628 669,91		12 597 571,49	
	+ 4 ANS	40 078 375,56	3 054 121,18		43 132 496,74	
		107 567 366,95	5 219 926,97		112 787 293,92	
Contribution	Courants	444 069,63	2 100,47		446 170,10	
10 \$	+ 1 AN	297 923,47	6 682,70		304 606,17	
	+ 2 ANS	209 001,00	7 570,81		216 571,81	
	+ 3 ANS	178 500,05	8 452,22		186 952,27	
	+ 4 ANS	611 721,45	73 944,98		685 666,43	
		1 741 215,60	98 751,18		1 839 966,78	
Contribution	Courants	1 122 865,76	1 265,52		1 124 131,28	
Pénale	+ 1 AN	44 365,00	463,98		44 828,98	
	+ 2 ANS	0,00	0,00		0,00	
	+ 3 ANS	0,00	0,00		0,00	
	+ 4 ANS	0,00	0,00		0,00	
		1 167 230,76	1 729,50		1 168 960,26	
SOMMAIRE	Courants	63 790 972,16	464 849,93		64 255 822,09	
	+ 1 AN	32 415 023,56	922 652,27		33 337 675,83	
	+ 2 ANS	25 815 214,87	807 888,70		26 623 103,57	
	+ 3 ANS	20 896 633,71	999 981,46		21 896 615,17	
	+ 4 ANS	72 578 816,16	5 938 166,13		78 516 982,29	
		215 496 660,46	9 133 538,49		224 630 198,95	
Données provenant du Système SGIPA (Système de Gestion des Infractions et de Perception des Amendes)						
Ces créances ont été diminuées d'un montant de 3 001 377 \$, qui représente les dossiers radiés en 2016-2017						

MOYENS ENTREPRIS POUR RECOUVRER CES MONTANTS

AU 28 FÉVRIER 2017, LE BIA A REÇU PRÈS DE 15 000 JUGEMENTS DE PLUS QU'EN 2015-2016. LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES EXÉCUTE LES JUGEMENTS SUIVANTS LES DISPOSITIONS DU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. CRÉANCES À RECEVOIR:	FÉVRIER 2017
VOLET CONTRIBUTIF	692 782 \$
RECOUVREMENT DES COÛTS	<u>651 646 \$</u>
TOTAL	<u>1 344 428 \$</u>
2. PROCÉDURE DE RECOUVREMENT:	
RÉCLAMATIONS ÉCRITES, RELANCES TÉLÉPHONIQUES, DEUXIÈME ENVOI ÉCRIT (MISE EN DEMEURE).	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L’OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR PERÇOIT DES REVENUS DE PERMIS ET DES AMENDES DÉCOULANT D’INFRACTIONS AUX LOIS ET RÈGLEMENTS SOUS SA RESPONSABILITÉ.

EN CE QUI A TRAIT AUX REVENUS DE PERMIS, ILS SONT CONSTATÉS AU MOMENT DU PAIEMENT. EN EFFET, UN PERMIS NE PEUT ÊTRE DÉLIVRÉ S’IL N’EST PAS PAYÉ. POUR CETTE RAISON, IL N’Y A PAS DE « CRÉANCE À RECEVOIR (ET À RECOUVRER) POUR LES PERMIS ».

QUANT AUX AMENDES IMPOSÉES PAR LES TRIBUNAUX À LA SUITE DU DÉPÔT DE POURSUITES DE NATURE PÉNALES, SEULE UNE PARTIE DE CELLES-CI SONT PERÇUES PAR L’OFFICE.

LORSQUE LE DÉFENDEUR A PLAIDÉ COUPABLE AUX INFRACTIONS REPROCHÉES AVANT QUE LE DOSSIER SOIT TRANSMIS AU PALAIS DE JUSTICE DU DISTRICT CONCERNÉ, L’OFFICE PERCEVRA LE MONTANT DES AMENDES. À DÉFAUT D’AVOIR REÇU UN TEL PLAIDOYER OU LORSQUE LE DÉFENDEUR FAIT DÉFAUT DE RÉPONDRE AUX ACCUSATIONS (IL EST ALORS RÉPUTÉ AVOIR PLAIDÉ NON-COUPABLE), LE GREFFE PÉNAL TRANSMET DIRECTEMENT AUX GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE CONCERNÉS LE DOSSIER JUDICIAIRE AFIN QU’IL SOIT TRAITÉ PAR LES TRIBUNAUX (LE DPCP PREND ALORS EN CHARGE LE DOSSIER). À PARTIR DE CE MOMENT, L’OFFICE N’EST PLUS RESPONSABLE DE LA GESTION DU DOSSIER, Y COMPRIS LES AMENDES QUI PEUVENT EN DÉCOULER. LE BUREAU DE LA PERCEPTION DES AMENDES DEVIENT AUTOMATIQUEMENT LE SEUL RESPONSABLE DE LA GESTION DES AMENDES EN PROVENANCE DES DOSSIERS DE L’OFFICE.

ENFIN, DANS LES RARES CAS OÙ UN COMMERÇANT OMET DE PAYER L'AMENDE À L'OFFICE MALGRÉ SON PLAIDOYER DE CULPABILITÉ, LE DOSSIER EST TRANSMIS AU PALAIS DE JUSTICE CONCERNÉ PAR L'OFFICE POUR LE TRAITEMENT DU DOSSIER. ENCORE UNE FOIS, À PARTIR DE CE STADE, L'OFFICE PERD LA RESPONSABILITÉ DU DOSSIER ET DE LA PERCEPTION DES AMENDES QUI EN DÉCOULENT.

À TITRE INFORMATIF, AU 28 FÉVRIER 2017, L'OFFICE AVAIT PERÇU 66 236 \$ D'AMENDES POUR L'ANNÉE 2016-2017. IL S'AGIT PAR CONSÉQUENT DE REVENUS LIÉS À DES DOSSIERS POUR LESQUELS L'OFFICE A REÇU UN PLAIDOYER DE CULPABILITÉ.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.17 LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS, POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2012, IL Y A PRÉSENTEMENT DES POURSUITES JUDICIAIRES EN COURS. INDIQUER LE NOM DES PARTIES EN CAUSE, L’OBJET DÉTAILLÉ ET LA DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE, LES MONTANTS EN CAUSE ET S’IL Y A LIEU, LA DATE DU JUGEMENT (OU DÉSISTEMENT OU RÈGLEMENT HORS COURS). INDIQUER CLAIREMENT QUEL PROJET DU MINISTÈRE EST EN CAUSE.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.18 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR GRANDES CATÉGORIES. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, PRÉVISIONS 2017-2018.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (RECouvreMENT -HONORAIRES JUDICIAIRES)	220 720,00 \$
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	38 740 476,00 \$
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	32 819 117,00 \$
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	341 047,00 \$
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CSPQ QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS)	2 282,00 \$
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE. AU TOTAL LE MINISTÈRE A TERMINÉ L'ANNÉE AVEC UN GAIN)	945,00 \$
04-02-34	INTÉRÊTS SUR LES DÉBITEURS (INTÉRÊTS IMPOSÉS SUR CERTAINS TYPES DE CRÉANCES DU MJQ)	42 872,00 \$
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE)	48 058 341,00 \$
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES)	13 352 732,00 \$
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST DÉSORMAIS ÉTABLIE EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 \$ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 \$; 40 \$ POUR AMENDE ENTRE 100 ET 500 \$ ET 25% DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500\$. LE PREMIER 10\$ DE CONTRIBUTION VA AU FAVAC, 8 \$ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FAJ ET L'EXCÉDENT DE 18 \$ EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.)	9 444 716,00 \$
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE CODE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. (EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)	29 358 509,00 \$
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 \$ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION PÉNALE RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, CE MONTANT EST DISTRIBUÉ DIRECTEMENT AU FAVAC)	985 262,00 \$
04-04-01	RECouvreMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECouvreMENTS DE DÉPENSES REÇUS DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. NOUS DEVONS PROCÉDER AINSI SELON UNE CONVENTION COMPTABLE AFIN DE RESPECTER LES CRÉDITS VOTÉS CAR SI ON IMPUTE LE RECouvreMENT CONTRE UNE DÉPENSE DE L'ANNÉE COURANTE CELA AURA POUR EFFET DE LIBÉRER DES CRÉDITS DÉJÀ DÉPENSÉS. À CE MOMENT, LE MJQ UTILISERAIT DEUX FOIS LES CRÉDITS)	546 996,00 \$

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
04-04-03	RECOUVREMENT – SUBVENTIONS D'ANNÉES ANTÉRIEURES (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «TRANSFERT» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	2 000,00 \$
04-04-04	RECOUVREMENT – RÉMUNÉRATION (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	51 795,00 \$
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES SUITE AU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE) MONTANT NÉGATIF AU 28 FÉVRIER 2017, CAR NOUS AVONS LIQUIDÉ EN 16-17 UNE PARTIE DU COMPTE À RECEVOIR COMPTABILISÉ EN FIN D'EXERCICE 15-16, ET LE COMPTE À RECEVOIR DE L'ANNÉE COURANTE N'EST PAS ENCORE COMPTABILISÉ)	(7 002,00 \$)
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 829 694 \$ POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2016-2017 ET 2017-2018 À LA SUITE D'UNE ENTENTE CONCLUE AVEC LE FÉDÉRAL. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. EN 2016-2017, LE MJQ A VERSÉ UNE SUBVENTION DE 1 371 600 \$ À CET ORGANISME)	264 847,00 \$
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES, REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES (26,69\$ PAR CASSETTE EN 2016-2017)	41 191,00 \$
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$)	26 478,00 \$
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE)	9 717,00 \$
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE) (RÉFÉRER À LA QUESTION G-37 POUR LE DÉTAIL DU CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE)	25 811 068,00 \$
TOTAL REVENUS		200 114 109,00 \$

NOTE : REVENUS COMPTABILISÉS AU 28 FÉVRIER 2017.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
540336	CONTRIBUTION PÉNALE 10 \$ ¹	16 153 092,00 \$
540315	SURAMENDE COMPENSATOIRE ²	8 540 748,00 \$
540316	CONTRIBUTION PÉNALE	650,00 \$
540318	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ ³	1 250 000,00 \$
040201	INTÉRÊTS ⁴	47 294,00 \$
5403150203	SURAMENDE COMPENSATOIRE (15 % ADOLESCENT) ⁵	2 419,00\$
TOTAL REVENUS		25 994 203,00 \$

¹ LE MONTANT CORRESPOND À LA CONTRIBUTION PÉNALE REÇUE ET TRAITÉE ENTRE LE 1ER AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017.
² LE MONTANT CORRESPOND AUX SURAMENDES COMPENSATOIRES REÇUES ET TRAITÉES ENTRE LE 1ER AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017.
³ LE MONTANT EST DÉTERMINÉ PAR DÉCRET (NO 349-99 DU 31 MARS 1999).
⁴ LE MONTANT CORRESPOND AUX INTÉRÊTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1ER AVRIL ET LE 31 DÉCEMBRE 2016
⁵ LE MONTANT CORRESPOND AUX SURAMENDES COMPENSATOIRES POUR ADOLESCENT AU 28 FÉVRIER 2017.

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
04-03-AJ (442066)	AMENDES ET CONFISCATION (CONTRIBUTION 8\$)	12 372 089,00 \$
06-04-32 (471340)	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	(9 717,00 \$)
04-02-01 (441210)	REVENUS D'INTÉRÊTS	11 123,00 \$
(443010)	RECouvreMENT	1 270,00 \$
TOTAL REVENUS		12 374 765,00 \$

NOTE : REVENUS AU 28 FÉVRIER 2017.

D'ICI LE 31 MARS 2017, UN COMPTE À RECEVOIR AU MONTANT DE 2 540 960 \$ SERA ENREGISTRÉ CONCERNANT LE TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE).

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)	32 568 872,00 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	4 328,00 \$
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG)	194 030,00 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION	532 689,00 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	4 208,00 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRES DES VENTES	1 635 690,00 \$
TOTAL REVENUS		34 939 817,00 \$

NOTE : CES MONTANTS REPRÉSENTENT LES REVENUS COMPTABILISÉES AU 28 FÉVRIER 2017.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
04-04-RV	RECouvreMENT – REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	1 016 026,11 \$
TOTAL REVENUS		1 016 026,11 \$

NOTE : CES MONTANTS REPRÉSENTENT LES REVENUS EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

P.19 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
 - B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
 - C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
 - D. LES RÉSULTATS OBTENUS.
- INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC 2013-2014 ET 2014-2015.

MINISTÈRE

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES DONT LA PERCEPTION EST CONFIEE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES ET D. LES RÉSULTATS OBTENUS.

	28 FÉVRIER 2017 \$ MILLIONS
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	201,6
REVENUS	130,4
RECETTES	111,6
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	217,4
RATIO RECETTE/REVENUS	85,6 %

COMMENTAIRES :

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE, ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS À LA PPNRR (PROVISION POUR NON RÉALISATION DE REVENU).

LES COMPTES À RECEVOIR À LA FIN (AU 28 FÉVRIER 2017) ONT ÉTÉ RÉDUITS D'UN MONTANT DE 3 M \$, QUI REPRÉSENTE LA RADIATION DE L'EXERCICE 2016-2017.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES A POUR MANDAT D’EXÉCUTER LES JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX TANT EN MATIÈRE PÉNALE QUE CRIMINELLE COMPORTANT UNE AMENDE, UNE SURAMENDE, UN MONTANT CONTRIBUTOIRE ET DES FRAIS JUDICIAIRES CONFORMÉMENT AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LES MESURES EN PLACE POUR EXÉCUTER LES JUGEMENTS SONT :

- TRAITER LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE QUI DÉSIRE CONVENIR D’UN MODE DE PAIEMENT (ENTENTE DE PAIEMENT OU, SELON L'ÉLIGIBILITÉ, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES).
- ENTREPRENDRE DES MESURES D’EXÉCUTION FORCÉE EN CE QUI CONCERNE LES SOMMES NON ACQUITTÉES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LE TRIBUNAL NOTAMMENT PAR :
 - LA TRANSMISSION D'UN AVIS DE NON-PAIEMENT D'AMENDE À LA SAAQ;
 - L'ÉMISSION DE SAISIES;
 - LA DEMANDE D'IMPOSITION D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT.

DES MESURES D’OPTIMISATION ONT ÉGALEMENT ÉTÉ MISE EN PLACE AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES :

- DÉMARRAGE DE PROCESSUS D’EMPRISONNEMENT EN MATIÈRE CRIMINELLE DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES;
- PRIVILÉGIER LE CONTACT TÉLÉPHONIQUE POUR LES DOSSIERS ET ENTENTES NON RESPECTÉS;
- PRIORISATION DES DOSSIERS DES PERSONNES MORALES;
- ASSIGNATION À UN MÊME PERCEPTEUR POUR TOUT LE PROCESSUS LORSQU’IL S’AGIT D’UN DOSSIER DE GRANDES CRÉANCES DE PLUS DE 25,0 K\$.

LA VOLUMÉTRIE DES JUGEMENTS REÇUS EST CONTINUELLEMENT EN HAUSSE DEPUIS 2012-2013. LE BIA A REÇU 301 160 JUGEMENTS EN 2016-2017, UNE HAUSSE DE 14,6% PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2015-2016. CONSÉQUEMMENT, LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE SONT ÉGALEMENT EN HAUSSE ET LA PRIORITÉ EST DE RÉPONDRE À CES DEMANDES. IL EST RECONNU QUE PLUS ON AGIT TÔT, MEILLEURES SONT LES CHANCES DE RÉCUPÉRER LES SOMMES. POUR L'EXERCICE 2016-2017, 185 804 APPELS TÉLÉPHONIQUES ONT ÉTÉ RÉPONDUS PAR LES PERCEPTEURS DES AMENDES. LES EFFORTS CONSTANTS ONT FAIT EN SORTE D'AUGMENTER LE NOMBRE DE JUGEMENTS FERMÉS DE 9,5% À 250 454 POUR L'ANNÉE 2016-2017 PAR RAPPORT À 228 655 EN 2015-2016. 47% DES 301 160 JUGEMENTS REÇUS EN 2016-2017 ONT DÉJÀ ÉTÉ RÉGLÉS EN TOTALITÉ.

L’AUGMENTATION DES REVENUS ET DES COMPTES À RECEVOIR EST DIRECTEMENT RELIÉE À LA HAUSSE DE LA VOLUMÉTRIE.

P.20 POUR CHAQUE ANNÉE ENTRE 2004 ET 2017, LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 000 \$ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMME ET NOMBRE DE DOSSIER) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.

MINISTÈRE

TYPE DE CRÉANCES	DOSSIERS DE 50 K\$ ET MOINS		DOSSIERS + DE 50 K\$	TOTAL
	DOSSIERS ACTIFS	DOSSIERS FERMÉS		
Actes juridiques	48 722 499 \$	2 454 743 \$	4 564 885 \$	55 742 127 \$
Infractions - Code sécurité routière	34 624 919 \$	1 278 993 \$	- \$	35 903 912 \$
Infractions - Code criminel	92 977 926 \$	212 007 \$	3 058 138 \$	96 248 071 \$
Infractions - Diverses lois	308 114 757 \$	9 055 172 \$	210 349 166 \$	527 519 094 \$
Aide aux victimes d'actes criminels	1 741 216 \$	98 751 \$	10 740 \$	1 850 707 \$
Contribution pénale	1 167 231 \$	1 730 \$	- \$	1 168 960 \$
	487 348 547 \$	13 101 395 \$	217 982 929 \$	718 432 872 \$

NOTE : DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2017

LES DOSSIERS FERMÉS DE MOINS DE 50 000\$ AINSI QUE LES DOSSIERS DE 50 000\$ ET PLUS SONT CONSIDÉRÉS COMME DES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.

P.21 POUR LES ANNÉES 2011 À 2017, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).

MINISTÈRE

CES DONNÉES NE SONT PAS DISPONIBLES.

P.22 POUR LES ANNÉES 2004 À AUJOURD’HUI, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), LE NOMBRE DE DOSSIERS ÂGÉS D’UN AN AU MOINS, DE UN À DEUX ANS, DE DEUX À TROIS ANS, DE TROIS À QUATRE ANS, DE CINQ À SIX ANS, DE SIX À SEPT ANS, DE SEPT À HUIT ANS, DE HUIT À NEUF ANS, DE NEUF À DIX ANS, DE DIX ANS OU PLUS.

MINISTÈRE

VALEUR TOTALE DES CRÉANCES DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES PAR TRANCHE D'ÂGE AU 28 FÉVRIER 2017					
ÂGE	TYPE DE CRÉANCES	DOSSIERS DE 50 K\$ ET MOINS		DOSSIERS + DE 50 K\$	
		DOSSIERS ACTIFS	DOSSIERS FERMÉS		TOTAL
1 an et moins	Actes juridiques	17 202 143,21 \$	99 437,74 \$	1 022 063,27 \$	18 323 644,22 \$
	Infractions - Code sécurité routière	14 286 653,14 \$	19 490,00 \$	- \$	14 306 143,14 \$
	Infractions - Code criminel	28 883 176,12 \$	6 300,00 \$	2 336 138,02 \$	31 225 614,14 \$
	Infractions - Diverses lois	54 501 172,01 \$	367 328,67 \$	32 495 399,18 \$	87 363 899,86 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	444 069,63 \$	2 100,47 \$	2 920,00 \$	449 090,10 \$
	Contribution pénale	1 122 865,76 \$	1 265,52 \$	- \$	1 124 131,28 \$
	Sous-total - 1 an et moins	116 440 079,87 \$	495 922,40 \$	35 856 520,47 \$	152 792 522,74 \$
1 - 2 ans	Actes juridiques	7 307 321,10 \$	241 371,82 \$	1 206 674,86 \$	8 755 367,78 \$
	Infractions - Code sécurité routière	4 574 109,09 \$	27 998,12 \$	- \$	4 602 107,21 \$
	Infractions - Code criminel	24 537 971,45 \$	13 404,50 \$	- \$	24 551 375,95 \$
	Infractions - Diverses lois	42 912 167,60 \$	1 083 951,03 \$	32 628 776,21 \$	76 624 894,84 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	297 923,47 \$	6 682,70 \$	2 050,30 \$	306 656,47 \$
	Contribution pénale	44 365,00 \$	463,98 \$	- \$	44 828,98 \$
	Sous-total 1 - 2 ans	79 673 857,71 \$	1 373 872,15 \$	33 837 501,37 \$	114 885 231,23 \$
2 - 3 ans	Actes juridiques	5 381 404,20 \$	210 211,95 \$	643 193,53 \$	6 234 809,68 \$
	Infractions - Code sécurité routière	2 976 001,44 \$	38 497,92 \$	- \$	3 014 499,36 \$
	Infractions - Code criminel	9 041 306,04 \$	44 582,15 \$	- \$	9 085 888,19 \$
	Infractions - Diverses lois	33 819 060,76 \$	650 690,88 \$	35 500 867,93 \$	69 970 619,57 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	209 001,00 \$	7 570,81 \$	2 590,00 \$	219 161,81 \$
	Contribution pénale	- \$	- \$	- \$	- \$
	Sous-total 2 - 3 ans	51 426 773,44 \$	951 553,71 \$	36 146 651,46 \$	88 524 978,61 \$
3 - 4 ans	Actes juridiques	4 464 278,41 \$	295 080,08 \$	255 190,30 \$	5 014 548,79 \$
	Infractions - Code sécurité routière	2 482 676,83 \$	49 162,78 \$	- \$	2 531 839,61 \$
	Infractions - Code criminel	4 134 184,34 \$	28 629,15 \$	240 000,00 \$	4 402 813,49 \$
	Infractions - Diverses lois	40 082 427,33 \$	2 111 122,42 \$	31 630 879,63 \$	73 824 429,38 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	178 500,05 \$	8 452,22 \$	1 440,00 \$	188 392,27 \$
	Contribution pénale	- \$	- \$	- \$	- \$
	Sous-total 3 - 4 ans	51 342 066,96 \$	2 492 446,65 \$	32 127 509,93 \$	85 962 023,54 \$
4 - 5 ans	Actes juridiques	3 643 110,74 \$	235 021,83 \$	412 447,75 \$	4 290 580,32 \$
	Infractions - Code sécurité routière	2 223 761,94 \$	71 817,14 \$	- \$	2 295 579,08 \$
	Infractions - Code criminel	3 206 652,39 \$	17 429,75 \$	137 000,00 \$	3 361 082,14 \$
	Infractions - Diverses lois	19 863 924,89 \$	1 249 427,42 \$	22 746 110,84 \$	43 859 463,15 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	160 890,44 \$	7 958,90 \$	890,00 \$	169 739,34 \$
	Contribution pénale	- \$	- \$	- \$	- \$
	Sous-total 4 - 5 ans	29 098 340,40 \$	1 581 655,04 \$	23 296 448,59 \$	53 976 444,03 \$
5 ans et plus	Actes juridiques	10 724 241,21 \$	1 373 619,64 \$	1 025 315,25 \$	13 123 176,10 \$
	Infractions - Code sécurité routière	8 081 716,83 \$	1 072 026,69 \$	- \$	9 153 743,52 \$
	Infractions - Code criminel	23 174 635,47 \$	101 661,87 \$	345 000,00 \$	23 621 297,34 \$
	Infractions - Diverses lois	116 936 004,58 \$	3 592 651,08 \$	55 347 132,02 \$	175 875 787,68 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	450 831,01 \$	65 986,08 \$	850,00 \$	517 667,09 \$
	Contribution pénale	- \$	- \$	- \$	- \$
	Sous-total 5 ans et plus	159 367 429,10 \$	6 205 945,36 \$	56 718 297,27 \$	222 291 671,73 \$
Total	Actes juridiques	48 722 498,87 \$	2 454 743,06 \$	4 564 884,96 \$	55 742 126,89 \$
	Infractions - Code sécurité routière	34 624 919,27 \$	1 278 992,65 \$	- \$	35 903 911,92 \$
	Infractions - Code criminel	92 977 925,81 \$	212 007,42 \$	3 058 138,02 \$	96 248 071,25 \$
	Infractions - Diverses lois	308 114 757,17 \$	9 055 171,50 \$	210 349 165,81 \$	527 519 094,48 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	1 741 215,60 \$	98 751,18 \$	10 740,30 \$	1 850 707,08 \$
	Contribution pénale	1 167 230,76 \$	1 729,50 \$	- \$	1 168 960,26 \$
	TOTAL	487 348 547,48 \$	13 101 395,31 \$	217 982 929,09 \$	718 432 871,88 \$

LE NOMBRE DE DOSSIERS PAR TYPE DE CRÉANCE PAR ANNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

P.23 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

- REFONTE DU SITE WEB – (RÉALISATION EN COURS)
- REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) – (RÉALISATION EN COURS)
- REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (INFOTRAC) – (RÉALISATION EN COURS)
- DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES– (VOLET « DEMANDE » COMPLÉTÉ, CONCEPTION VOLET « RÉPONSE » EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET PRINCIPAL – (RÉALISATION EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET CONNEXE – (RÉALISATION EN COURS)

LE MJQ N'À REÇU AUCUNE SOMME DU FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION EN 2016-2017.

FONDS DES REGISTRES

EN 2016-2017, AUCUNE SOMME N'À ÉTÉ AVANCÉE AU FONDS DES REGISTRES PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

LES RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 2016-2017 DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION (DRC) SONT :

- **POUR L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES DE LA DRC :**
 - RÉALISATION DES TRAVAUX D'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE ORIENTÉE « SERVICES »;
 - FINALISATION DES PROCESSUS DE GESTION DES TECHNOLOGIES UTILISANT LA NORME ITIL (INFORMATION TECHNOLOGY INFRASTRUCTURE LIBRARY).
- **POUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES :**

MISE EN PLACE D'UN ÉCHANGE DE DONNÉES ENTRE LE REGISTRES DES LOBBYISTES ET LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME.
- **POUR LE REGISTRE DES VENTES :**

FINALISATION DE L'IMPLANTATION DU SITE WEB INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL DU REGISTRE DES VENTES : LES TRAVAUX RÉALISÉS EN DÉBUT 2016-2017 ONT PERMIS DE LIVRER LA VERSION COMPATIBLE AVEC LA MOBILITÉ POUR LA CONSULTATION.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS, TELS QU’INDIQUÉS LORS DES COLLECTES D’INFORMATION SUR LES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (PARI, PTPARI ET BARRI), ET RÉELS EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017 :

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS (000 \$)	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS(000 \$)	ÉCART	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS D’ENCADREMENT	139,3	96.6	42,7	RÉORGANISATION TEMPORAIRE
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	985,9	821.0	164,9	DONNÉES AU 28 FÉVRIER : INCOMPLET
PROJETS	0,0	0,0	0,0	
TOTAL	1 125,2	917.6	207,6	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

SOMMES DISTRIBUÉES DANS LE RÉSEAU D’AIDE JURIDIQUE

RÉGIONS	2016-2017
	PHASE 17
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	15 715
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	52 005
CÔTE-NORD	34 561
ESTRIE	23 309
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	71 846
MAURICIE-BOIS-FRANCS	11 863
MONTRÉAL	121 831
OUTAOUAIS	16 318
QUÉBEC	42 846
RIVE-SUD	65 557
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	42 311
CSJ	9 560
TOTAL	507 722 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

PLAN ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

PLAN TRIENNAL DE L’OPQ TEL QUE TRANSMIS AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR :

	RÉALISÉ
	2016-2017
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	472 000 \$
PROJETS INFORMATIQUES	-
	472 000 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT (AU 28-02-2017)	RÉALISATION EN 2016-2017
001_MISE À JOUR DES SALLES DES SERVEURS	REHAUSSEMENT D’INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – EN RÉALISATION (TERMINÉ)	LIVRAISON TERMINÉE : REA-L9-SECURISATION_INFRASTRUCTURES_MISSION
003_PVÉ – PROCÈS- VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L7-PV CONFÉRENCE DE GESTION SAI ET SAS• REA-L7-PV APPEL DU RÔLE EN SAI• REA-L6-PV AUDIENCE SAI, SAS, SAE ET STE• REA-L12-PV FORMULAIRE DE REMISE
002_GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L5-DÉPÔTS ÉLECTRONIQUES LIVRAISONS PROGRESSÉES : <ul style="list-style-type: none">• REA-L2-SAS• REA-L3.2-SAI• REA-L4-DÉPÔTS ÉLECTRONIQUES
006_SÉCURITÉ DE L’INFORMATION - PLAN D’ACTION	MISE EN PLACE DES ÉLÉMENTS POUR SOUTENIR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• PREA-L3-SENSIBILISATION ET FORMATION EN SI LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• PREA-L2-GOUVERNANCE DE LA SI
038_GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES	MISE EN PLACE D’UNE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L3-CRÉATION DE LA FONCTION GIR LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L4-MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS GIR• REA-L5-AMÉLIORATION DE LA FONCTION GIR• REA-L6-SENSIBILISATION ET COMMUNICATION EN GIR

P.24 ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (TOJ) POUR 2015-2016 ET 2016-2017. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATE PRÉVUES POUR L'IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTALE DU PROGRAMME. INDIQUEZ LES SOMMES PRÉVUES EN 2017-2018. INDIQUEZ LES PROGRAMMES ORGANISATIONNELS « AUTOPORTANT » MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU PROGRAMME TOJ DEPUIS 2012.

MINISTÈRE

TEL QUE CELA EST PRÉVU DANS SON PLAN DE TRANSFORMATION, LE MINISTÈRE A POURSUIVI LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS ET D'ACTIVITÉS PERMETTANT DE RENDRE LA JUSTICE PLUS ACCESSIBLE DE FAÇON CONCRÈTE POUR LES CITOYENS.

LE TABLEAU QUI SUIT REPRÉSENTE LES SOMMES CONSACRÉES À LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

PROJET	COÛT EN 2016-2017 (AU 28 FÉVRIER 2017)
DÉPÔT DE PIÈCES SUR SUPPORT TECHNOLOGIQUE AUX PETITES CRÉANCES ET AU PÉNAL	317 447,00 \$
GESTION DES DISPONIBILITÉS DES RENCONTRES (CALENDRIER)	33 367,00 \$
GESTION DES DISPONIBILITÉS DES RENCONTRES (FORMULAIRE)	42 660,00 \$
PROTOCOLE D'INSTANCE ÉLECTRONIQUE	25 460,00 \$
DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES	792 016,00 \$
PROJET DE DÉPLOIEMENT D'UN WIFI PUBLIC DANS LES PALAIS DE JUSTICE	240 249,00 \$
UTILISATION DE LA VISIO-CONFÉRENCE EN ABITIBI	6 833,00 \$
ENTENTE	
ENTENTE CADRE AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	40 856,88 \$
ÉTUDE	
ÉTUDE RELATIVE À L'INCIDENCE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS SUR LA GESTION DE L'INFORMATION DANS L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE QUÉBÉCOISE	86 643,67 \$

P.25 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).

MINISTÈRE

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2016-2017
GROSSESSE	1
HANDICAP ET/OU MALADIE	3
MOTIF RELIGIEUX	
AUTRES*	1
TOTAL	5

*PROLONGATION D'UN STAGE PROBATOIRE

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2016-2017
GROSSESSE	0
HANDICAP ET/OU MALADIE	5
AUTRE	4
TOTAL	9

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOICI UNE LISTE INDIQUANT LA NATURE ET LE NOMBRE D'ACCOMMODEMENTS RÉPERTORIÉS PAR LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 17 FÉVRIER 2017.

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2016-2017
GROSSESSE	4
HANDICAP OU MALADIE	11
TOTAL	15

GROSSESSE

- MODIFICATION TEMPORAIRE DE CERTAINES TÂCHES DE TRAVAIL DANS LE CADRE DU PROGRAMME « POUR UNE MATERNITÉ SANS DANGER » DE LA COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL (CNESST), LEQUEL EST INTÉGRÉ DANS LE « PROGRAMME D'ASSIGNATION OU D'AFFECTATION TEMPORAIRE POUR LE PERSONNEL AYANT UNE CONDITION MÉDICALE PARTICULIÈRE »
- DIMINUTION DU NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL PAR SEMAINE

HANDICAP OU MALADIE

- AUTORISATION DE RESTRICTIONS MÉDICALES À LA SUITE D'UN CONGÉ EN INVALIDITÉ OU D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL
- AUTORISATION DU RETOUR AU TRAVAIL EN DEHORS DE LA PÉRIODE DE 104 SEMAINES PRÉVUE EN VERTU DU RÉGIME D'ASSURANCE TRAITEMENT

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2016-2017
GROSSESSE	
HANDICAP ET/OU MALADIE	1
TOTAL	1

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2017

NOTE : UN (1) ACCOMMODEMENT A ÉTÉ ACCORDÉ À UNE EMPLOYÉE (ADMINISTRATION D'EXAMENS À LA SUITE DE SON ADMISSIBILITÉ À UN PROCESSUS DE QUALIFICATION).

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.26 INDiquer les démarches entreprises dans le cadre de la réflexion sur la concentration des causes dans le district de Montréal et la répartition des juges entre les régions, et le cas échéant, le détail sur les travaux menés et les actions prévues pour 2017-2018.

MINISTÈRE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

- P.27 CONCERNANT L'INVESTISSEMENT DE 6.1 M\$ ANNONCÉ LE 4 NOVEMBRE 2015 SUR LES MESURES EN VUE D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES AUTOCHTONES, FOURNIR LES INFORMATIONS SUIVANTES :**
- A. L'ENVELOPPE TOTALE FOURNIE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE SUR CE MONTANT;**
 - B. LA LISTE DES PROGRAMMES À PARTIR DESQUELS CES SOMMES ONT ÉTÉ DÉPENSÉES AVEC LE MONTANT POUR LEQUEL CHACUN EST RESPONSABLE;**
 - C. LES PROJETS AUXQUELS CETTE ENVELOPPE EST ASSIGNÉE;**
 - D. L'ÉCHÉANCE FIXÉE POUR CHAQUE PROJET;**
 - E. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX POUR CHAQUE PROJET;**
 - F. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS POUR CHAQUE PROJET, S'IL Y A LIEU.**
-

MINISTÈRE

L'INVESTISSEMENT DE 6.1 M\$ ANNONCÉ LE 4 NOVEMBRE 2015 NE COMPRENAIT PAS LES MESURES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. EN VUE D'OFFRIR UN SOUTIEN EN MATIÈRE DE JUSTICE QUI PUISSE RÉPONDRE AUX DIFFÉRENTS BESOINS QUE POUVAIT AVOIR LA POPULATION AUTOCHTONE, TROIS PROPOSITIONS ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES AU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR.

- 1. OFFRIR DES SERVICES AUPRÈS DES VICTIMES:** UNE (1) PERSONNE RESSOURCE DU CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (CAVAC-AT) A ÉTÉ DÉDIÉE POUR INTERVENIR DIRECTEMENT DANS LES LOCAUX DU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR AU BESOIN. CETTE RESSOURCE POUVAIT AINSI FOURNIR L'ENSEMBLE DES SERVICES DU CAVAC DIRECTEMENT DANS LES LOCAUX DU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR AFIN DE GARANTIR UNE APPROCHE CULTURELLEMENT SÉCURISANTE.
- 2. OFFRIR DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE** PAR L'ENTREMISE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DE VAL D'OR ET DE PRO-BONO QUI ONT OFFERT LES SERVICES D'ASSISTANCE JURIDIQUE AUPRÈS DU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE. DES SERVICES ÉTAIENT DISPONIBLES SUR DEMANDE.
- 3. OFFRIR DES SERVICES D'INDEMNISATION DES PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)** PAR LA MISE EN PLACE D'UN MÉCANISME SPÉCIFIQUE POUR TRAITER LES DEMANDES D'INDEMNISATION LIÉES AUX ÉVÈNEMENTS DE VAL D'OR.

- P.28 CONCERNANT LE LANCEMENT DU PROJET D'ENRICHISSEMENT JURIDIQUE ET DÉCISIONNEL, INDICER :**
- A. LES COÛTS DU PROJET-PILOTE TENU À L'ÉCOLE PIERRE-BOUCHER DE BOUCHERVILLE;**
 - B. TOUS LES COÛTS DE LA MISE EN OEUVRE DE CE PROJET;**
 - C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2017-2018;**
 - D. LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS AYANT PARTICIPÉ À CE PROJET POUR L'ANNÉE 2016-2017, VENTILLÉ PAR ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE, ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.**

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. LES COÛTS DU PROJET-PILOTE TENU À L'ÉCOLE PIERRE-BOUCHER DE BOUCHERVILLE¹

AUCUN.

B. TOUS LES COÛTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE CE PROJET

	2016-2017
DÉPENSES TOTALES	798 \$

C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2016-2017

AUCUN EFFECTIF SUPPLÉMENTAIRE POUR L'ANNÉE 2016-2017.

D. LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS AYANT PARTICIPÉ À CE PROJET POUR L'ANNÉE 2016-2017, VENTILÉ PAR ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE

NOM DES ÉCOLES	VILLE	NOMBRE D'ÉTUDIANTS TOTAL
SAINT-GABRIEL-LALEMANT	MONTRÉAL	33
MAISONNEUVE	MONTRÉAL	21
LOUIS-HIPPOLYTE-LAFONTAINE	MONTRÉAL	24
SAINT-FRANÇOIS-SOLANO	MONTRÉAL	36
MARGUERITE-BOURGEOYS	POINTE-CLAIRE	25
NOTRE-DAME-DE-LA-PAIX	VERDUN	30
FERNAND-SEGUIN	QUÉBEC	26
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY	QUÉBEC	31
ÉCOLE INTERNATIONALE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER	RIVIÈRES-DU-LOUP	25
GENTILLY	LONGUEUIL	22
ARMAND-RACICOT	LONGUEUIL	46
SAINTE-AGNÈS	VALLEYFIELD	17
LES EXPLORATEURS	LAVAL	25
TOTAL		361

¹ LES FORMATEURS SONT DES VOLONTAIRES. AUCUNE DÉPENSE N'EST ASSOCIÉE À LEURS DÉPLACEMENTS. LE PROJET-PILOTE A ÉTÉ RÉALISÉ EN 2015-2016 SEULEMENT.

- P.29 CONCERNANT LA CRÉATION DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE DES ORDRES PROFESSIONNELS, INDIQUER :**
- A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN OEUVRE (LOCAUX, IMMOBILISATION, SALAIRES, ETC.) POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET 2016-2017;**
 - B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE BUREAU POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS 2017-2018;**
 - C. TOUS LES PRÉSIDENTS Y SIÉGEANT INCLUANT LEUR SALAIRE;**
 - D. S'IL Y A LIEU, LES EMPLOIS CRÉÉS À LA SUITE DE SA MISE EN OEUVRE.**

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

A. COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (DEPUIS LA CRÉATION DU BUREAU)

AMÉNAGEMENTS DE LOCAUX (SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES)	356 100 \$
MOBILIER (RÉCUPÉRÉ D'UN AUTRE ORGANISME)	9 968 \$
ACQUISITIONS INFORMATIQUES	44 179 \$
HONORAIRES DU COMITÉ DE SÉLECTION DES PRÉSIDENTS (COMITÉ FORMÉ PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF)	113 200 \$
TOTAL	523 447 \$

B. COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE BUREAU

	2016-2017
RÉMUNÉRATION	2 000 000 \$
FONCTIONNEMENT	269 000 \$
TOTAL	2 269 000 \$

C. TOUS LES PRÉSIDENTS Y SIÉGEANT INCLUANT LEUR SALAIRE

MARIE-JOSÉE CORRIVEAU, PRÉSIDENTE EN CHEF	140 117 \$
DANIEL LORD, PRÉSIDENT EN CHEF ADJOINT	127 242 \$
CAROLINE CHAMPAGNE	127 242 \$
JULIE CHARBONNEAU	127 242 \$
MYRIAM GIROUX-DEL ZOTTO	120 887 \$
GUY GIGUÈRE	127 242 \$
LYNE LAVERGNE	103 681 \$
GEORGES LEDOUX	127 242 \$
JEAN-GUY LÉGARÉ	127 242 \$
LYDIA MILAZZO	103 681 \$
CHANTAL PERREAULT	127 242 \$
PIERRE SICOTTE	127 242 \$

D. S'IL Y A LIEU, LES EMPLOIS CRÉÉS À LA SUITE DE SA MISE EN ŒUVRE

- EFFECTIFS EN SOUTIEN :
- QUATRE AGENTES DE SECRÉTARIAT
 - DEUX TECHNICIENNES

P.30 VENTILATION DES BUDGETS 2015-2016 ET 2016-2017 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.

MINISTÈRE

PERFECTIONNEMENT DES JUGES SOUS LA JURIDICTION DU CONSEIL (INCLUANT COLLOQUE ANNUEL) ET DOCUMENTATION JURIDIQUE.

BUDGET ALLOUÉ AU CONSEIL DE LA MAGISTRATURE POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EN 2016-2017 : 1 303 600 \$

DOCUMENTATION JURIDIQUE	465 292 \$
ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT	838 308 \$

À CE MONTANT S’AJOUTE UNE SUBVENTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EN LANGUE ANGLAISE AU MONTANT DE 108 000 \$.

P.31 VENTILATION DES BUDGETS 2015-2016 ET 2016-2017 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L’ACHAT ET L’INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDiquer LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.

MINISTÈRE

DÉPENSES ESTIMÉES POUR 2016-2017

TYPE D'ÉQUIPEMENT	COUR D'APPEL	COUR SUPÉRIEURE	COUR DU QUÉBEC
ORDINATEUR PORTABLE	24 301,00 \$	166 461,85 \$	341 429,05 \$
BLACKBERRY	0,00 \$	0,00 \$	4 198,65 \$
DICTAPHONE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

P.33 DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET POUR CHACUN DES TRIBUNAUX SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.

MINISTÈRE

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017 COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
SAVARD, ANNIE	MONTRÉAL	JEUNESSE	2016-04-13
ST-ARNAUD, BERTRAND	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-13
TÉTREULT, MARTIN	ESTRIE	CIVILE ET JEUNESSE	2016-04-13
BEAUMONT, KATHY	SAGUENAY/LAC-ST-JEAN	JEUNESSE	2016-05-18
VAILLANCOURT, JEAN-SÉBASTIEN	MONTÉRÉGIE	CIVILE	2016-05-18
BACHAND, LINE	MONTRÉAL	JEUNESSE	2016-08-17
BOILLAT, ISABELLE	SAGUENAY/LAC-ST-JEAN	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-08-17
COTNAM, GENEVIÈVE	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2016-08-17
GOSSELIN, CHANTAL	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2016-08-17
GREFFE, JULIE-MAUDE	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE	2016-08-17
GRZELA, PAUL	MONTRÉAL	JEUNESSE	2016-08-17
STE-MARIE, FRANÇOIS	MONTRÉAL	JEUNESSE	2016-08-17
BÉLANGER, MARIE-CLAUDE	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE/ NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2016-10-05
CÔTE, SYLVIE	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	JEUNESSE	2016-10-05
CÔTES, FANNIE	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	JEUNESSE	2016-10-05
FORLINI, ENRICO	MONTRÉAL	CIVILE	2016-10-05
POIRIER, LUC	MONTÉRÉGIE	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-10-05
RHÉAUME, JOSÉE	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	JEUNESSE	2016-10-05
THIBAULT, CARL	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-10-05
ZAOR, JO ANN	MONTRÉAL	CIVILE	2016-10-05
COSTOM, SUZANNE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-11-30
GIGUÈRE, KARINE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-01-25
GUÉNARD, STEVE	OUTAOUAIS	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-01-25
LAVERGNE, SOPHIE	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE, JEUNESSE	2017-01-25
LARAMÉE, YANICK	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE, JEUNESSE	2017-01-25
ALBANESE, MARIA	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
BÉLANGER, CLAUDIE	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
CIMON, SERGE	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
COMPAGNONE, PATRICIA	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
DALMAU, ALEXANDRE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
DAGENAIS, MARC-ANDRÉ	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
DEL NEGRO, MANLIO	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
DUDEMAINE, DOMINIQUE	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
DUPRAS, PIERRE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
GRÉGOIRE, MYLÈNE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
HÉBERT, MÉLANIE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
LANCTÔT, ANNE-MARIE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
LEPAGE, MAGALI	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
LONGO, FLAVIA K.	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
PHILIPPE, MARK	OUTAOUAIS	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
RIVEST, GUYLAINE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
SIMON, DAVID-EMMANUEL	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
ST-ONGE, ALEXANDRE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017, COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC.

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
FONTAINE, JOSÉE	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-20
LALIBERTÉ, JULIE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-20
LECOMPTE, NANCY	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-20
ROUILLIER, JACQUES	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-20
ROY, CAROLINE	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-20
VANASSE, ANNIE	MAURICIE/CENTRE DU QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-08-17
LAPLANTE, LOUIS-PHILIPPE	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-10-19

P.34 MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2016.

- A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR;
- B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, INDICUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. INDICUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.

MINISTÈRE

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

NOM DU MANDATAIRE	CABINET	TAUX HORAIRE	OBJET
GAUTHIER, ANDRÉ	CAIN LAMARRE S.E.N.C.R.L.	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE DES PLAINTES PORTÉES À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
HÉBERT, JEAN-CLAUDE	JEAN-CLAUDE HÉBERT, AVOCAT	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE S.E.N.C.R.L.	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
MONTANT DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS :			31 328,05 \$

¹ MANDAT AYANT FAIT L’OBJET D’UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE.

AUCUN MANDAT N'A FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION.

P.35 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2015-2016 ET 2016-2017 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2016-2017

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES DÉONTOLOGIQUES À L'ÉGARD DE JUGES	105

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2016-2017

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES	69
• PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN	12
• PLAINTES NE JUSTIFIANT PAS UNE ENQUÊTE	2
• PLAINTES RETENUES POUR ENQUÊTE	2
• PLAINTES SOUS ÉTUDE	20

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2016-2017

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE À L'ÉGARD D'UN JUGE	1

P.36 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	1 ^{ER} JUILLET 2016
JUGE EN CHEF	29 034,60 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	26 615,05 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	21 775,95 \$
JUGES COORDONNATEURS	19 356,40 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	14 517,30 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	12 359,34 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	14 517,30 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	1 ^{ER} JUILLET 2016
JUGE EN CHEF	12 000 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000 \$
JUGES COORDONNATEURS	6 000 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000 \$

P.37 POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR :

- A. LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D'APPEL ;
- B. LES PROCUREURS DE LA COURONNE ;
- C. LES JURISTES DE L'ÉTAT.

MINISTÈRE

A) JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC ET DES COURS MUNICIPALES

ANNÉE	JUGE - COUR DU QUÉBEC	% D'AUGMENTATION SALARIALE	JUGES DES COURS MUNICIPALES	% D'AUGMENTATION SALARIALE
AU 1ER JUILLET				
2015	241 955 \$	1,5 %	205 987 \$	1,5 %
2016	250 000 \$	3,3 %	213 000 \$	3,4 %

C) JURISTES DE L'ÉTAT

ANNÉE	JURISTES DE L'ÉTAT	% D'AUGMENTATION SALARIALE
LE 31 MARS 2015	108 546 \$ (Max.)	1 %
2016	108 546 \$ (Max.)	NÉGOCIATIONS EN COURS

* DEPUIS LE 1ER AVRIL 2011, UN NIVEAU EXPERT EST INTRODUIT AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES JURISTES ET REPRÉSENTE 15 % DU TRAITEMENT MAXIMUM DE L'ÉCHELLE. LE JURISTE DOIT RÉPONDRE AUX DEUX CONDITIONS SUIVANTES POUR Y ACCÉDER : AVOIR SÉJOURNÉ DEUX ANNÉES AU DERNIER ÉCHELON (18) ET AVOIR EU UN RENDEMENT SATISFAISANT. CELA PORTE LE SALAIRE DU JURISTE À 124 828 \$ À COMPTER DU 31 MARS 2015.

NOTE : LES JUGES DE LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC SONT NOMMÉS SOUS JURIDICTION FÉDÉRALE, NOUS NE POSSÉDONS PAS LES DONNÉES RELATIVES À LEUR SALAIRE.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B) LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ÉCHELLES DE TRAITEMENT
FONCTION PUBLIQUE

915 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
(TAUX ANNUELS)

Heures: 35

Classe	Échelon	Taux du 2015-04-01 au 2016-03-31 (\$)	Taux du 2016-04-01 au 2017-03-31 (\$)	Taux du 2017-04-01 au 2018-03-31 (\$)	Taux à compter du 2018-04-01 (\$)
1	1	55 189	56 569	57 983	59 433
	2	57 513	58 951	60 425	61 936
	3	59 933	61 431	62 967	64 541
	4	62 456	64 017	65 617	67 257
	5	65 088	66 715	68 383	70 093
	6	67 828	69 524	71 262	73 044
	7	70 683	72 450	74 261	76 118
	8	73 661	75 503	77 391	79 326
	9	76 760	78 679	80 646	82 662
	10	79 993	81 993	84 043	86 144
	11	83 360	85 444	87 580	89 770
	12	86 871	89 043	91 269	93 551
	13	90 528	92 791	95 111	97 489
	14	94 340	96 699	99 116	101 594
	15	98 312	100 770	103 289	105 871
	16	102 451	105 012	107 637	110 328
	17	106 763	109 432	112 168	114 972
	18	111 260	114 042	116 893	119 815
15	0	127 949	131 148	134 427	137 787

SOURCE : ENTENTE RELATIVE AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES 2015-2019

ÉCHELLES DE TRAITEMENT
FONCTION PUBLIQUE

915 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
(TAUX ANNUELS)

	Taux au 2010-04-01 (\$)		Taux au 2011-04-01 (\$)		Taux au 2012-04-01 (\$)		Taux au 2012-04-25 (\$)		Taux au 2013-04-01 (\$)		Taux au 2014-04-01 (\$)		Taux au 2015-03-31 (\$)	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Procureur en chef adjoint	96 656	116 451	97 381	117 324	98 842	119 084	121 789	146 730	123 920	149 298	126 398	152 284	127 662	153 807
Procureur en chef	105 060	126 578	105 848	127 527	107 436	129 440	132 377	159 489	134 694	162 280	137 388	165 526	138 762	167 181

SOURCE : SITE INTERNET DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

P.38 POUR L'ANNÉE 2016-2017, LES ÉCONOMIES ESTIMÉES RELATIVEMENT À L'AUGMENTATION DE 7 % À 8 % DE LA PART COTISÉE PAR LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC À LEUR RÉGIME DE RETRAITE, EN RAISON DU PROJET DE LOI N° 33 MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES.

MINISTÈRE

LES ÉCONOMIES SONT DE L'ORDRE DE 0,5 M\$ POUR L'ANNÉE 2016-2017. CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 246.28 DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES, LES SOMMES PERÇUES SONT VERSÉES AU FOND CONSOLIDÉ ET TOUTES LES SOMMES VERSÉES POUR L'APPLICATION DU RÉGIME DE RETRAITE SONT PRISES ÉGALEMENT À MÊME LE FONS CONSOLIDÉ.

P.39 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET POUR 2015-2016 ET 2016-2017, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2017

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
LOUIS-ARMAND CORMIER	140 117 \$	SAE
STÉPHAN F. DULUDE	132 694 \$	SAE
PIERRE LANTHIER	140 117 \$	SAE
ODETTE LAVERDIÈRE	140 117 \$	SAE
GILLES RENY	140 117 \$	SAE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
FRANÇOIS BOUTIN	140 117 \$	STE
ODETTE LACROIX	140 117 \$	STE
SUZANNE LÉVESQUE	140 117 \$	STE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
LOUISE BÉLANGER V.-P.	155 795 \$	SAI
MARIO BOUCHARD	140 117 \$	SAI
SÉBASTIEN CARON	129 404 \$	SAI
MARIE CHAREST	140 117 \$	SAI
RÉAL COLLIN	140 117 \$	SAI
DANIEL CÔTÉ	110 554 \$	SAI
CLAUDE DE CHAMPLAIN	140 117 \$	SAI
HÉLÈNE DE KOVACHICH	140 117 \$	SAI
JEAN DION	140 117 \$	SAI
GUY GAGNON	140 117 \$	SAI
CHARLES GOSSELIN	140 117 \$	SAI
CLÉMENT GOULET	140 117 \$	SAI
MANON GOYER	140 117 \$	SAI
STEVEN LAVOIE	117 335 \$	SAI
VÉRONIQUE PELLETIER	140 117 \$	SAI
JOSÉE PROULX	138 870 \$	SAI
ROBERT SANCHE	140 117 \$	SAI
PIERRE SÉGUIN	140 117 \$	SAI

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
NATALIE LEJEUNE - PRÉSIDENTE	171 375 \$	SAS
CHAHÉ-PHILIPPE ARSLANIAN	140 117 \$	SAS
CAROLE BEAULIEU	107 783 \$	SAS
HÉLÈNE BEAUMIER	140 117 \$	SAS
LISE BIBEAU	140 117 \$	SAS
NATALIE BIBEAU	140 117 \$	SAS
BENOÎT BOISSY	145 385 \$	SAS
PRESHA BOTTINO	140 117 \$	SAS
CAROL BOUCHARD	124 577 \$	SAS
DIANE BOUCHARD	140 117 \$	SAS
JACQUES BOULANGER	140 117 \$	SAS
SYLVAIN BOURASSA	140 117 \$	SAS
ISABELLE BOURDAGES	107 783 \$	SAS
RICHARD BOURGALT	140 117 \$	SAS
JOSÉE CARON	145 385 \$	SAS
PIERRE CAUX	115 892 \$	SAS
CHRISTINE CÔTÉ	140 117 \$	SAS
SONIA COUTURE	107 783 \$	SAS
CLAUDIA DAO	130 314 \$	SAS
MICHEL DAVIAULT	140 117 \$	SAS
CLAIRE DESAULNIERS	140 117 \$	SAS
MARIE-JOSÉE DIONNE	123 401 \$	SAS
JEAN-MARC DUFOUR	140 117 \$	SAS
MARIO ÉVANGÉLISTE	140 117 \$	SAS
GILLES FONTAINE	123 401 \$	SAS
KATHYA GAGNON	140 117 \$	SAS
MARIE ANNIK GAGNON	140 117 \$	SAS
SYLVIE GAGNON	140 117 \$	SAS
SONIA GILBERT	92 784 \$	SAS
CAROLINE GONTHIER	140 117 \$	SAS
HÉLÈNE GOUIN	140 117 \$	SAS
LOUISE HAMEL	145 385 \$	SAS
MÉLISSA HOULE	131 664 \$	SAS
DANIEL LAGUEUX	140 117 \$	SAS
FRANÇOIS LANDRY	140 117 \$	SAS
MICHEL LAPORTE	140 117 \$	SAS
LUCIE LE FRANÇOIS - V.-P.	147 123 \$	SAS
GUY LEFRANÇOIS	116 678 \$	SAS
YVAN LE MOYNE	140 117 \$	SAS
CARL LECLERC	140 117 \$	SAS
GILLES LÉGARÉ	140 117 \$	SAS
ROBERT LESSARD	140 117 \$	SAS
ANNE LEYDET	140 117 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
DAVID PERRON	107 783 \$	SAS
STELLA PHANEUF	145 385 \$	SAS
YOLANDE PILETTE-KANE	101 457 \$	SAS
MICHÈLE RANDOIN	145 385 \$	SAS
MICHEL RIVARD	140 117 \$	SAS
DENIS SAUVÉ	140 117 \$	SAS
SOLANGE TARDY	145 385 \$	SAS
CLAUDE TURPIN	140 117 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
GISÈLE LACASSE - PRÉSIDENTE CETM	155 795 \$	CETM (SAS)
JOSEPH ANGLADE	140 117 \$	CETM (SAS)
DOMINIQUE AUDET	140 117 \$	CETM (SAS)
JEAN AUDET	140 117 \$	CETM (SAS)
ROBERT BORDUAS	140 117 \$	CETM (SAS)
JUDITH LAUZON	140 117 \$	CETM (SAS)
MARTINE LAVOIE	140 117 \$	CETM (SAS)
ÉRIC MORISSETTE	128 965 \$	CETM (SAS)
GERTRUDE ROCHELIN	140 117 \$	CETM (SAS)
MÉDARD SAUCIER	140 117 \$	CETM (SAS)

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2017

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JOCELYN CARPENTIER	SAS
ÉLIZABETH CZYIOW	SAS
BRUNO J. L'HEUREUX	SAS
LOUISE NOLET	SAS
DANIEL ROBERGE	SAS
GILLES THÉRIAULT	SAS

PRÉNOM ET NOM	SECTION
LOUISE M BLAIN	CETM (SAS)
CHANTAL CARON	CETM (SAS)
GÉRARD COURNOYER	CETM (SAS)
MARCEL COURTEMACHE	CETM (SAS)
KARINE GOULET	CETM (SAS)
JACQUES LABRIE	CETM (SAS)
JEAN-FRANÇOIS LACERTE	CETM (SAS)
LIONEL LAMBERT	CETM (SAS)
HÉLÈNE LE BLANC	CETM (SAS)
JEAN ROBERT LEROUX	CETM (SAS)
LOUISE MALTAIS	CETM (SAS)

PRÉNOM ET NOM	SECTION
PHILIPPE NOBÉCOURT	CETM (SAS)
YVES QUENNEVILLE	CETM (SAS)
MARIE-LUCE QUINTAL	CETM (SAS)
PIERRE TÉTREULT	CETM (SAS)
GUY TREMBLAY	CETM (SAS)
ANDRÉ VILLENEUVE	CETM (SAS)

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JACQUES FORGUES	SAI

B. PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
DEPUIS L’AMENDEMENT APPORTÉ À LA <i>LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</i> (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2006, NOMMÉS SELON BONNE CONDUITE.							

C. PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
BEAULIEU	CAROLE	TRAVAILLEUSE SOCIALE	SAS	2016-07-18			107 783 \$
BOURDAGES	ISABELLE	TRAVAILLEUSE SOCIALE	SAS	2016-07-18			107 783 \$
CARON	SÉBASTIEN	AVOCAT	SAI	2017-03-13			129 404 \$
CAUX	PIERRE	AVOCAT	SAS	2017-03-13			115 892 \$
COTÉ	DANIEL	ÉVALUATEUR AGRÉÉ	SAI	2016-11-28			110 554 \$
COUTURE	SONIA	TRAVAILLEUSE SOCIALE	SAS	2016-04-11			107 783 \$
DULUDE	STÉPHAN F.	AVOCAT	SAE	2017-03-13			132 694 \$
GILBERT	SONIA	TRAVAILLEUSE SOCIALE	SAS	2016-04-11			92 784 \$
GOULET	KARINE	MÉDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2017-03-21			JUGE À TEMPS PARTIEL
HOULE	MÉLISSA	AVOCATE	SAS	2017-03-13			131 664 \$
LAVOIE	STEVEN	ÉVALUATEUR AGRÉÉ	SAI	2016-11-28			117 335 \$
LE BLANC	HÉLÈNE	MÉDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2017-01-31			JUGE À TEMPS PARTIEL
LEFRANÇOIS	GUY	NOTAIRE	SAS	2017-03-13			116 678 \$
PERRON	DAVID	AVOCAT	SAS	2017-03-13			107 783 \$
QUENNEVILLE	YVES	MEDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2016-10-03			JUGE À TEMPS PARTIEL
TÉTREULT	PIERRE	MEDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2017-02-15			JUGE À TEMPS PARTIEL

P. 40 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER :

- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
- B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS;
- C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES;
- D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS;
- E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;
- F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF* (EN JOURS)

L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE MENTIONNE QUE L’AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DONT LA DÉCISION EST CONTESTÉE EST TENUE, DANS LES 30 JOURS SUIVANT LA RÉCEPTION DE LA COPIE DE LA REQUÊTE INTRODUCTIVE DU RECOURS, DE TRANSMETTRE AU SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ET AU REQUÉRANT UNE COPIE DU DOSSIER RELATIF À L’AFFAIRE.

SECTION/ MATIÈRE(s)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	17	20
IMMIGRATION	27	26
INDEMNISATIONS DIVERSES**	38	45
RÉGIME DE RENTES	41	35
SÉCURITÉ DU REVENU	35	32
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	20	21
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	52	128
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	19	22
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	34	37

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE L’ENVOI DE LA CORRESPONDANCE À LA PARTIE INTIMÉE JUSQU’À LA DATE DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF. ON SOUSTRAIT ENSUITE CINQ JOURS POUR LE DÉLAI DU COURRIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

2. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	4,3	4,1
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	8,3	8,9
RÉGIME DE RENTES	6,4	6,0
SÉCURITÉ DU REVENU	7,5	7,4
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	8,6	8,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	1,9	1,9
EXPROPRIATION	2,9	2,9
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	-	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	15,1	15,1

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L’INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L’ACCEPTATION DE L’OFFRE DE CONCILIATION JUSQU’À LA DATE DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

3. DÉLAI MOYEN POUR LES DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	10,6	10,7
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	12,1	10,4
RÉGIME DE RENTES	7,6	6,5
SÉCURITÉ DU REVENU	8,6	9,1
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	3,9	1,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	6,7	-
EXPROPRIATION	2,7	3,1
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	-	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	-	-

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L’INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L’ACCEPTATION DE L’OFFRE DE CONCILIATION JUSQU’À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER EN CONCILIATION.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(s)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	26,7	25,6
IMMIGRATION	7,4	7,5
INDEMNISATIONS DIVERSES**	21,3	22,5
RÉGIME DE RENTES	15,5	14,8
SÉCURITÉ DU REVENU	18,9	17,3
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	8,0	7,4
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	13,4	11,1
EXPROPRIATION ***	38,5	38,4
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	9,3	11,7
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	11,4	12,6

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF JUSQU’À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** EN MATIÈRE D’EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DE L’« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L’OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU’À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN JOURS)

L'ARTICLE 146 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* ÉNONCE QUE DANS TOUTE AFFAIRE, DE QUELQUE NATURE QU'ELLE SOIT, LA DÉCISION DOIT ÊTRE RENDUE DANS LES TROIS MOIS SUIVANT SA PRISE EN DÉLIBÉRÉ.

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	59	56
IMMIGRATION	25	22
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	61	55
RÉGIME DE RENTES	57	53
SÉCURITÉ DU REVENU	54	55
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	55	52
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	34	41
EXPROPRIATION	71	72
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	50	61
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	73	77

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉBUT DU DÉLIBÉRÉ (QUI CORRESPOND EN GÉNÉRAL AVEC LA DATE DE L’AUDIENCE TENUE) JUSQU’À LA DATE DE LA DÉCISION RENDUE.

B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN MOIS)

CE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DU RECOURS PAR LE REQUÉRANT JUSQU’À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D’UNE DÉCISION, D’UN RÈGLEMENT, D’UN DÉSISTEMENT OU D’UNE CONCILIATION.

SECTION/ MATIÈRE(s)	Du 1er avril 2016 au 28 février 2017	Du 1er avril au 30 septembre 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	28,6	29,3
IMMIGRATION	16,3	16,8
INDEMNISATIONS DIVERSES**	29,8	29,4
RÉGIME DE RENTES	21,1	21,1
SÉCURITÉ DU REVENU	18,2	18,1
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	10,4	10,5
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	21,2	15,7
EXPROPRIATION ***	45,5	46,5
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	12,6	11,7
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	15,4	14,5

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE RÉCEPTION DU RECOURS DE LA PART DU REQUÉRANT (OU À PARTIR DE LA DATE DE LA PREMIÈRE OFFRE OU RÉCLAMATION DÉTAILLÉE DANS LE CAS D’UNE EXPROPRIATION) JUSQU’À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** EN MATIÈRE D’EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE L’« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L’OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU’À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D’UNE DÉCISION, D’UN RÈGLEMENT, D’UN DÉSISTEMENT OU D’UNE CONCILIATION.

C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	3 348	2 761
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	597	513
RÉGIME DE RENTES	394	414
SÉCURITÉ DU REVENU	1 301	1 438
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	452	379
AUTRES RECOURS *	33	20
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE **	1 101	861
EXPROPRIATION	500	220
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	71	62
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	112	101
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	7 909	6 769

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS*

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	2 553	1 451
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	444	204
RÉGIME DE RENTES	472	265
SÉCURITÉ DU REVENU	3 509	1 717
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	547	336
AUTRES RECOURS **	50	29
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE ***	1 075	308
EXPROPRIATION	204	82
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	116	66
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	135	82
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	9 105	4 540

* COMPREND LES DOSSIERS OUVERTS ET RÉOUVERTS.

** COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

*** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

1. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉCISION

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	851	556
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	257	184
RÉGIME DE RENTES	319	220
SÉCURITÉ DU REVENU	1 685	847
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	285	201
AUTRES RECOURS *	30	24
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE **	494	278
EXPROPRIATION	38	20
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	45	18
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	43	27
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	4 047	2 375

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

2. DOSSIERS FERMÉS PAR ACCORD À LA SUITE D’UNE CONCILIATION

SECTION/ MATIÈRE(s)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	352	303
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	32	25
RÉGIME DE RENTES	20	13
SÉCURITÉ DU REVENU	717	402
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	-	-
AUTRES RECOURS *	-	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE **	6	-
EXPROPRIATION	8	4
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	-	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	-	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	1 135	747

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

3. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT À LA SUITE D’UNE CONCILIATION

SECTION/ MATIÈRE(s)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	10	10
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	3	3
RÉGIME DE RENTES	10	9
SÉCURITÉ DU REVENU	94	41
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	6	3
AUTRES RECOURS *	-	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE **	-	-
EXPROPRIATION	-	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	-	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	-	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	123	66

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

4. DOSSIERS FERMÉS PAR RÈGLEMENT SANS DÉCISION*

SECTION/ MATIÈRE(s)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	7	5
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	10	8
RÉGIME DE RENTES	9	7
SÉCURITÉ DU REVENU	12	10
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	2	2
AUTRES RECOURS **	-	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE ***	13	3
EXPROPRIATION	170	98
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	-	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	-	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	223	133

* AFIN D’UNIFORMISER LES PRATIQUES, UNE MODIFICATION A ÉTÉ APPORTÉE DANS LES PROCÉDURES DU TRIBUNAL OÙ, POUR CERTAINS CAS, LES DOSSIERS ONT ÉTÉ ORIENTÉS VERS L’« AVIS DE FIN DE LITIGE » PLUTÔT QUE LE « RÈGLEMENT HORS TRIBUNAL ».

** COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

*** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

5. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	341	233
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	49	35
RÉGIME DE RENTES	99	69
SÉCURITÉ DU REVENU	565	299
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	293	187
AUTRES RECOURS *	27	25
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE **	192	74
EXPROPRIATION	1	1
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	48	20
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	35	22
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	1 650	965

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

6. DOSSIERS FERMÉS – AUTRES MOTIFS

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	481	377
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	36	33
RÉGIME DE RENTES	6	5
SÉCURITÉ DU REVENU	40	20
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	54	41
AUTRES RECOURS *	1	1
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE **	7	5
EXPROPRIATION	6	2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	2	2
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	4	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	637	486

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

7. TOTAL DES DOSSIERS FERMÉS

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	2042	1 484
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	387	288
RÉGIME DE RENTES	463	323
SÉCURITÉ DU REVENU	3 113	1 619
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	640	434
AUTRES RECOURS *	58	50
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE **	712	360
EXPROPRIATION	223	125
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	95	40
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	82	49
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	7 815	4 772

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

1. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT À LA SUITE D’UNE CONCILIATION

SECTION/ MATIÈRE(s)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	10	10
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	3	3
RÉGIME DE RENTES	10	9
SÉCURITÉ DU REVENU	94	41
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	6	3
AUTRES RECOURS*	-	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE**	-	-
EXPROPRIATION	-	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	-	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	-	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	123	66

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC NE DÉTIENT PAS D’INFORMATION SUR LES RAISONS AYANT MENÉ AUX DÉSISTEMENTS.

2. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT (AUTRES QUE CEUX SURVENUS EN CONCILIATION)

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	341	233
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	49	35
RÉGIME DE RENTES	99	69
SÉCURITÉ DU REVENU	565	299
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	293	187
AUTRES RECOURS*	27	25
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE**	192	74
EXPROPRIATION	1	1
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	48	20
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT		
	35	22
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)		
	1 650	965

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L'IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

P. 42 POUR LES ANNÉES 2007 À AUJOURD’HUI, LE NOMBRE DE FOIS OU LE TRIBUNAL A DU FIXER UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LE JUSTICE ADMINISTRATIVE. INDiquer LES MONTANTS POUR CHACUNE ANNÉE, AINSI QUE LES ORGANISMES QUI ÉTAIENT EN CAUSE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, deux (2) requêtes pour fixation d’une indemnité en vertu de l’article 114.1 de la *Loi sur la justice administrative* (RLRQ, chapitre J-3) ont fait l’objet d’une décision du Tribunal administratif du Québec. La première requête impliquait la Commission des Normes, de l’Équité et de la Santé et Sécurité du Travail et elle a été rejetée. La deuxième impliquait le Ministre de l’Emploi et de la Solidarité sociale et elle a également été rejetée. Par conséquent, aucune indemnité n’a été fixée par le Tribunal.

P.43 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. **NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;**
- B. **NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;**
- C. **NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES :

TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
DOSSIERS TRAITÉS	2 738	2 041

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT :

CONCILIATION	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
ACCORDS	1 135	747
DÉSISTEMENTS	123	66
TOTAL	1 258	813

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC EST UN TRIBUNAL ITINÉRANT. LES JUGES ADMINISTRATIFS SE DÉPLACENT CONSTAMMENT SUR LE TERRITOIRE AFIN QUE LES CITOYENS AIENT GÉNÉRALEMENT ACCÈS À SES SERVICES DANS UN RAYON DE MOINS DE 100 KILOMÈTRES.

EN 2016-2017, LES JUGES ADMINISTRATIFS ONT SIÉGÉ DANS PRÈS DE 180 LIEUX D’AUDIENCES RÉPARTIS DANS ENVIRON 65 VILLES DU QUÉBEC. ILS ONT, ENTRE AUTRES, TRAVAILLÉ DANS LES LOCAUX DU TRIBUNAL, MAIS ÉGALEMENT DANS LES PALAIS DE JUSTICE, DANS LES SALLES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, DANS LES HÔPITAUX DÉSIGNÉS AINSI QUE DANS DES ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS. POUR SOUTENIR SON OFFRE DE SERVICE EN RÉGION, LE TRIBUNAL CONCLUT, ENTRE AUTRES, DES ENTENTES AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

PUISQUE LES LOCAUX OÙ SIÈGENT LES JUGES ADMINISTRATIFS N’APPARTIENNENT PAS AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC, IL NOUS EST IMPOSSIBLE D’AVOIR LE TAUX D’OCCUPATION DE CES LOCAUX.

P.45 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :

- A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN;
- B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE;
- C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2004.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN.

À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2017

TOTAL
5

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
CORMIER	LOUIS	SAE	1997-01-06
DULUDE	STÉPHAN	SAE	2017-03-13
LANTHIER	PIERRE	SAE	1992-01-20
LAVERDIÈRE	ODETTE	SAE	1997-10-14
RENY	GILLES	SAE	2010-03-01

TOTAL
3

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
LACROIX	ODETTE	STE	2006-07-17
LÉVESQUE	SUZANNE	STE	2008-10-14

TOTAL
18

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
BÉLANGER	LOUISE V.-P.	SAI	2006-07-17
BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
CARON	SÉBASTIEN	SAI	2017-03-13
CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
COLLIN	RÉAL	SAI	1981-03-11
CÔTÉ	DANIEL	SAI	2016-11-28
DE CHAMPLAIN	CLAUDE	SAI	1994-05-02
DE KOVACHICH	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
DION	JEAN	SAI	2009-03-02
GAGNON	GUY	SAI	1992-08-03
GOSSELIN	CHARLES	SAI	1992-08-03
GOULET	CLÉMENT	SAI	2011-04-04
GOYER	MANON	SAI	2006-10-30
LAVOIE	STEVEN	SAI	2016-11-28
PELLETIER	VÉRONIQUE	SAI	1994-07-18
PROULX	JOSÉE	SAI	2012-06-18
SANCHE	ROBERT	SAI	2008-03-25
SÉGUIN	PIERRE	SAI	2012-06-18

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
LEJEUNE	NATALIE, PRÉSIDENTE	SAS	2009-02-23
ARSLANIAN	CHAHÉ-PHILIPPE	SAS	1994-07-20
BEAULIEU	CAROLE	SAS	2016-07-18
BEAUMIER	HÉLÈNE	SAS	1998-01-05
BIBEAU	LISE	SAS	2006-07-17

TOTAL
51

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
BOISSY	BENOÎT	SAS	2009-04-14
BOTTINO	PRESHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	CAROL	SAS	2014-02-17
BOUCHARD	DIANE	SAS	2012-06-04
BOULANGER	JACQUES	SAS	2014-02-17
BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
BOURDAGES	ISABELLE	SAS	2016-07-18
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16
CAUX	PIERRE	SAS	2017-03-13
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
COUTURE	SONIA	SAS	2016-04-11
DAO	CLAUDIA	SAS	2015-06-01
DAVIAULT	MICHEL	SAS	1998-03-09
DESAULNIERS	CLAIRE	SAS	2007-10-01
DIONNE	MARIE-JOSÉE	SAS	2014-02-17
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
ÉVANGÉLISTE	MARIO	SAS	2012-06-18
FONTAINE	GILLES	SAS	2014-02-17
GAGNON	KATHYA	SAS	2008-10-14
GAGNON	MARIE ANNIK	SAS	2014-02-17
GAGNON	SYLVIE	SAS	2012-06-04
GILBERT	SONIA	SAS	2016-04-11
GONTHIER	CAROLINE	SAS	2009-02-23
GOUIN	HÉLÈNE	SAS	1989-04-03
HAMEL	LOUISE	SAS	2002-02-04
HOULE	MÉLISSA	SAS	2017-03-13
LAGUEUX	DANIEL	SAS	2007-10-29
LANDRY	FRANÇOIS	SAS	1998-03-09
LAPORTE	MICHEL	SAS	2006-05-01
LE FRANÇOIS	LUCIE V.-P.	SAS	2006-09-05
LEFRANÇOIS	GUY	SAS	2017-03-13
LE MOYNE	YVAN	SAS	2007-09-24
LECLERC	CARL	SAS	2014-02-17
LÉGARÉ	GILLES	SAS	1989-11-03
LESSARD	ROBERT	SAS	1994-07-18
LEYDET	ANNE	SAS	1998-03-23
PERRON	DAVID	SAS	2017-03-13
PHANEUF	STELLA	SAS	2004-12-01
PILETTE-KANE	YOLANDE	SAS	2014-02-17
RANDOIN	MICHÈLE	SAS	2009-03-23
SAUVÉ	DENIS	SAS	2009-02-23
RIVARD	MICHEL	SAS	2015-06-01
TARDY	SOLANGE	SAS	1999-08-23
TURPIN	CLAUDE	SAS	2011-04-11

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
LACASSE	GISÈLE – PRÉSIDENTE	CETM (SAS)	2011-03-28

TOTAL
10

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	CETM		
ANGLADE	JOSEPH	CETM (SAS)	1997-02-10
AUDET	DOMINIQUE	CETM (SAS)	1998-03-09
AUDET	JEAN	CETM (SAS)	2007-10-09
BORDUAS	ROBERT	CETM (SAS)	2008-10-14
LAUZON	JUDITH	CETM (SAS)	2011-04-18
LAVOIE	MARTINE	CETM (SAS)	2006-04-18
MORISSETTE	ÉRIC	CETM (SAS)	2014-02-17
ROCHELIN	GERTRUDE	CETM (SAS)	2010-07-19
SAUCIER	MÉDARD	CETM (SAS)	1992-07-06

À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2017

TOTAL
24

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
CARPENTIER	JOCELYN	SAS	2008-01-01
CZYIWI	ÉLIZABETH	SAS	2012-11-26
L'HEUREUX	BRUNO J.	SAS	2014-02-17
NOLET	LOUISE	SAS	2015-07-06
ROBERGE	DANIEL	SAS	2011-08-12
THÉRIAULT	GILLES	SAS	1977-11-16
BLAIN	LOUISE M	CETM (SAS)	1996-02-21
CARON	CHANTAL	CETM (SAS)	2010-01-10
COURNOYER	GÉRARD	CETM (SAS)	2012-11-26
COURTEMANCHE	MARCEL	CETM (SAS)	1993-01-20
GOULET	KARINE	CETM (SAS)	2017-03-21
LABRIE	JACQUES	CETM (SAS)	1981-02-09
LACERTE	JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)	2000-07-31
LAMBERT	LIONEL	CETM (SAS)	1993-01-20
LE BLANC	HÉLÈNE	CETM (SAS)	2017-01-31
LE ROUX	JEAN ROBERT	CETM (SAS)	2015-11-02
MALTAIS	LOUISE	CETM (SAS)	1998-03-23
NOBÉCOURT	PHILIPPE	CETM (SAS)	2011-03-28
QUENNEVILLE	YVES	CETM (SAS)	2016-10-03
QUINTAL	MARIE-LUCE	CETM (SAS)	2013-07-08
TÉTREAU	PIERRE	CETM (SAS)	2017-02-15
TREMBLAY	GUY	CETM (SAS)	2012-06-04
VILLENEUVE	ANDRÉ	CETM (SAS)	2003-03-10
FORGUES	JACQUES	SAI	2008-04-01

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS AU 31 MARS 2017 INCLUANT LA DATE

À TEMPS PLEIN

TOTAL 10	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	08015	2016-11-24
	08026	2016-02-11
	08030	2015-07-18
	08035	2016-12-30
	08040	2016-04-14
	08068	2012-10-06
	08083	2013-01-13
	08093	2014-07-11
	08095	2016-01-05
	08097	2013-03-16

À TEMPS PARTIEL

TOTAL 7	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	8904	2014-10-06
	8911	2016-01-01
	8914	2014-09-30
	8924	2016-06-01
	8926	2016-12-24
	8931	2016-07-01
	8932	2014-12-11

C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2004.

AU 31 MARS 2017

TOTAL 11	NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS	SECTION
	7	SAS
	1	CETM (SAS)
	2	SAI
	1	SAE-STE

P.46 NOMBRE, RÉSULTAT ET NATURE DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

2016-2017

NOMBRE	NATURE	RÉSULTATS
99	NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS DE PLAINTÉ POUR L'EXERCICE 2016-2017	
25	DOSSIERS DE PLAINTÉ REPORTÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	
74	DOSSIERS DE PLAINTÉ OUVERTS DANS L'EXERCICE 2016-2017	
53		PLAINTES DÉCLARÉES IRRECEVABLES
9		PLAINTES DÉCLARÉES RECEVABLES (RETENUES POUR ENQUÊTE)
3		PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
0		PLAINTES DÉCLARÉES SANS OBJET PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
2		PLAINTES JUGÉES FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
39		PLAINTES EN COURS DE TRAITEMENT

P.47 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO). VENTILATION PAR ANNÉE.

MINISTÈRE

2016-2017

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS ²	MONTANT ³
RADAR FIXES		
TOTAL FIXES ¹	91 084	10 947 735 \$
RADARS MOBILES ¹	136 925	16 573 122 \$
FEUX ROUGES		
TOTAL FEUX ROUGES ¹	3 416	576 794 \$
TOTAL	231 425	28 097 651 \$

¹ RÉPARTITION DES RADARS, DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL :
- ONZE RADARS FIXES VITESSE;
- VINGT-TROIS RADARS MOBILES OPÉRANT SUR 127 SITES (EXCLUANT LES ZONES SCOLAIRES ET LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION);
- DIX-SEPT RADARS FIXES FEUX ROUGES (DONT 8 FEUX ROUGES ET VITESSE).

² LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS.

³ LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 28 FÉVRIER 2017.

P.48 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L’AIDE JURIDIQUE DE 2007 À 2017, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2017.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION
Du 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12 106	10 743	88.7%	1 208	10.0%	155	1.3%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	11 105	9 988	89.9%	1 077	9.7%	40	0.4%
CÔTE-NORD	5 247	4 534	86.4%	490	9.3%	223	4.3%
ESTRIE	16 630	14 690	88.3%	1 727	10.4%	213	1.3%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	34 103	27 050	79.3%	6 654	19.5%	399	1.2%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	20 057	16 762	83.6%	3 094	15.4%	201	1.0%
MONTRÉAL	77 622	59 338	76.4%	17 348	22.3%	936	1.2%
OUTAOUAIS	16 323	13 906	85.2%	2 264	13.9%	153	0.9%
QUÉBEC	26 580	22 250	83.7%	3 976	15.0%	354	1.3%
RIVE-SUD	37 728	30 984	82.1%	6 610	17.5%	134	0.4%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	10 613	9 240	87.1%	1 039	9.8%	334	3.1%
TOTAL	268 114	219 485	81.9%	45 487	17.0%	3 142	1.2%

**2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
Du 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CAS CONFIÉS À DES AVOCATS	%	CAS CONFIÉS À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10 707	99.7%	36	0.3%	10 743
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	9 959	99.7%	29	0.3%	9 988
CÔTE-NORD	4 531	99.9%	3	0.1%	4 534
ESTRIE	14 673	99.9%	17	0.1%	14 690
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	27 021	99.9%	29	0.1%	27 050
MAURICIE-BOIS-FRANCS	16 717	99.7%	45	0.3%	16 762
MONTRÉAL	59 246	99.8%	92	0.2%	59 338
OUTAOUAIS	13 882	99.8%	24	0.2%	13 906
QUÉBEC	22 205	99.8%	45	0.2%	22 250
RIVE-SUD	30 903	99.7%	81	0.3%	30 984
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	9 220	99.8%	20	0.2%	9 240
TOTAL	219 064	99.8%	421	0.2%	219 485

3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4 720	44.1%	5 987	55.9%	10 707
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5 524	55.5%	4 435	44.5%	9 959
CÔTE-NORD	2 316	51.1%	2 215	48.9%	4 531
ESTRIE	7 425	50.6%	7 248	49.4%	14 673
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	10 117	37.4%	16 904	62.6%	27 021
MAURICIE-BOIS-FRANCS	8 128	48.6%	8 589	51.4%	16 717
MONTRÉAL	26 704	45.1%	32 542	54.9%	59 246
OUTAOUAIS	7 901	56.9%	5 981	43.1%	13 882
QUÉBEC	9 911	44.6%	12 294	55.4%	22 205
RIVE-SUD	13 378	43.3%	17 525	56.7%	30 903
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	4 715	51.1%	4 505	48.9%	9 220
TOTAL	100 839	46.0%	118 225	54.0%	219 064

4. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 200	99.3%	8	0.7%	1 208
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	1 067	99.1%	10	0.9%	1 077
CÔTE-NORD	490	100.0%	0	0.0%	490
ESTRIE	1 713	99.2%	14	0.8%	1 727
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6 628	99.6%	26	0.4%	6 654
MAURICIE-BOIS-FRANCS	3 052	98.6%	42	1.4%	3 094
MONTRÉAL	17 275	99.6%	73	0.4%	17 348
OUTAOUAIS	2 257	99.7%	7	0.3%	2 264
QUÉBEC	3 953	99.4%	23	0.6%	3 976
RIVE-SUD	6 578	99.5%	32	0.5%	6 610
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	1 034	99.5%	5	0.5%	1 039
TOTAL	45 247	99.5%	240	0.5%	45 487

5. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	488	40.4%	720	59.6%	1 208
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	508	47.2%	569	52.8%	1 077
CÔTE-NORD	211	43.1%	279	56.9%	490
ESTRIE	819	47.4%	908	52.6%	1 727
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2 170	32.6%	4 484	67.4%	6 654
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 259	40.7%	1 835	59.3%	3 094
MONTRÉAL	11 020	63.5%	6 328	36.5%	17 348
OUTAOUAIS	1 688	74.6%	576	25.4%	2 264
QUÉBEC	1 811	45.5%	2 165	54.5%	3 976
RIVE-SUD	3 365	50.9%	3 245	49.1%	6 610
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	522	50.2%	517	49.8%	1 039
TOTAL	23 861	52.5%	21 626	47.5%	45 487

6. RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU'ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLE OU EN SUSPENS PAR RÉGION
DU 1ER JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	0.6%	154	99.4%	155
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5	12.5%	35	87.5%	40
CÔTE-NORD	5	2.2%	218	97.8%	223
ESTRIE	4	1.9%	209	98.1%	213
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	42	10.5%	357	89.5%	399
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2	1.0%	199	99.0%	201
MONTRÉAL	188	20.1%	748	79.9%	936
OUTAOUAIS	8	5.2%	145	94.8%	153
QUÉBEC	29	8.2%	325	91.8%	354
RIVE-SUD	60	44.8%	74	55.2%	134
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	18	5.4%	316	94.6%	334
TOTAL	362	11.5%	2 780	88.5%	3 142

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2017

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2016 ÉTAIT LA SUIVANTE : L'AIDE JURIDIQUE AVAIT DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-ONZE (91) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT TREIZE UNITÉS (113) DONT QUATRE-VINGT-DIX (90) À TEMPS PLEIN ET VINGT-TROIS (23) À TEMPS PARTIEL. L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU EST D'ENVIRON 16.2 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU 31 MARS 2017.

P.49 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DE 2007 À 2017 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. TOTAL DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	469	458	97.7%	8	1.7%	3	0.6%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	437	430	98.4%	6	1.4%	1	0.2%
CÔTE-NORD	104	99	95.2%	4	3.8%	1	1.0%
ESTRIE	756	736	97.4%	10	1.3%	10	1.3%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 631	1 523	93.4%	97	5.9%	11	0.7%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	611	564	92.3%	42	6.9%	5	0.8%
MONTRÉAL	3 327	3 200	96.2%	103	3.1%	24	0.7%
OUTAOUAIS	754	746	98.9%	7	0.9%	1	0.1%
QUÉBEC	985	939	95.3%	33	3.4%	13	1.3%
RIVE-SUD	652	620	95.1%	28	4.3%	4	0.6%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	474	459	96.8%	7	1.5%	8	1.7%
TOTAL	10 200	9 774	95.8%	345	3.4%	81	0.8%

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS
DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE « MOTIF DE REFUS » CI-JOINTE.

C. RÉPARTITION DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	261	57.0%	197	43.0%	458
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	260	60.5%	170	39.5%	430
CÔTE-NORD	62	62.6%	37	37.4%	99
ESTRIE	507	68.9%	229	31.1%	736
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	706	46.4%	817	53.6%	1 523
MAURICIE-BOIS-FRANCS	313	55.5%	251	44.5%	564
MONTRÉAL	1 139	35.6%	2 061	64.4%	3 200
OUTAOUAIS	583	78.2%	163	21.8%	746
QUÉBEC	669	71.2%	270	28.8%	939
RIVE-SUD	363	58.5%	257	41.5%	620
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	188	41.0%	271	59.0%	459
TOTAL	5 051	51.7%	4 723	48.3%	9 774

D. Coût moyen

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER RELATIF AUX JEUNES CONTREVENANTS CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 EST DE 546 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11															Application de l'article 70				
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût d'exécution raisonnable	Refus règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de Renseign. fournir renseign.	Autre cas Art.70				
Civil et administratif	11,801	782	2,292	218	244	3,437	486	1,200	76	17	327	321	3	4,462	88				
Familial	10,139	997	3,518	4	6	209	151	208	6	3	25	238	2	5,508	75				
Protection de la jeunesse	1,621	130	259	2	0	11	16	18	2	0	3	74	0	1,117	22				
Immigration	577	33	63	0	0	38	5	20	0	0	2	16	0	412	3				
Homologation	298	1	8	0	0	8	4	5	0	31	3	16	0	50	2				
SARPA	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Civil	53.7% 24,437	1 943	6,141	224	250	3,703	662	1,451	84	51	360	665	5	11,549	193				
	100.0%	8.0%	25.1%	0.9%	1.0%	15.2%	2.7%	5.9%	0.3%	0.2%	1.5%	2.7%	0.0%	47.3%	0.8%				
Carcéral	808	22	47	0	1	40	2	3	0	0	2	24	0	681	13				
Criminel	5,460	179	773	9	0	261	10	10	0	0	2	94	2	4,126	44				
Criminel/Jeunesse	345	11	22	0	0	5	1	0	0	0	0	12	0	281	1				
Criminel/Sommaire	13,275	423	1,541	73	0	2,314	18	8	0	0	3	183	1	9,152	77				
Criminel	43.7% 19,888	635	2,383	82	1	2,620	31	21	0	0	7	313	3	14,240	136				
	100.0%	3.2%	12.0%	0.4%	0.0%	13.2%	0.2%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	1.6%	0.0%	71.6%	0.7%				
Notarial	240	4	20	1	0	184	3	0	0	1	3	4	0	34	3				
Notarial	0.5% 240	4	20	1	0	184	3	0	0	1	3	4	0	34	3				
	100.0%	1.7%	8.3%	0.4%	0.0%	76.7%	1.3%	0.0%	0.0%	0.4%	1.3%	1.7%	0.0%	14.2%	1.3%				
Données Incomplètes	922	13	101	5	0	38	6	2	0	0	0	35	0	757	6				
Données incomplètes	2.0% 922	13	101	5	0	38	6	2	0	0	0	35	0	757	6				
	100.0%	1.4%	11.0%	0.5%	0.0%	4.1%	0.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0.0%	3.8%	0.0%	82.1%	0.7%				
Grand Total	100.0% 45,487	2 595	8,645	312	251	6,545	702	1,474	84	52	370	1,017	8	26,580	338				
	100.0%	5.7%	19.0%	0.7%	0.6%	14.4%	1.5%	3.2%	0.2%	0.1%	0.8%	2.2%	0.0%	58.4%	0.7%				

P.50 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION DE 2007 À 2017 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. TOTAL DES DEMANDES EN IMMIGRATION, INCLUANT LES RÉFUGIÉS POLITIQUES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6	2	33.3%	4	66.7%	0	0.0%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5	4	80.0%	1	20.0%	0	0.0%
CÔTE-NORD	0	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%
ESTRIE	46	40	87.0%	5	10.9%	1	2.2%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	25	17	68.0%	8	32.0%	0	0.0%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	33	17	51.5%	16	48.5%	0	0.0%
MONTRÉAL	5 507	4 984	90.5%	506	9.2%	17	0.3%
OUTAOUAIS	81	70	86.4%	10	12.3%	1	1.2%
QUÉBEC	62	50	80.6%	12	19.4%	0	0.0%
RIVE-SUD	77	63	81.8%	14	18.2%	0	0.0%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	15	14	93.3%	1	6.7%	0	0.0%
TOTAL	5 857	5 261	89.8%	577	9.9%	19	0.3%

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION (INCLUANT RÉFUGIÉS POLITIQUES)

DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

C. RÉPARTITION DES DEMANDES EN IMMIGRATION ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	50.0%	1	50.0%	2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	3	75.0%	1	25.0%	4
CÔTE-NORD	0	0.0%	0	0.0%	0
ESTRIE	3	7.5%	37	92.5%	40
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	0	0.0%	17	100.0%	17
MAURICIE-BOIS-FRANCS	5	29.4%	12	70.6%	17
MONTRÉAL	1 185	23.8%	3 799	76.2%	4 984
OUTAOUAIS	5	7.1%	65	92.9%	70
QUÉBEC	3	6.0%	47	94.0%	50
RIVE-SUD	3	4.8%	60	95.2%	63
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	3	21.4%	11	78.6%	14
TOTAL	1 211	23.0%	4 050	77.0%	5 261

D. COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN IMMIGRATION CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 EST DE 711 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture au 13 février 2017

Analyse de l'évolution des demandes du 2016-01-01 au 2016-12-31

Volet contributif et gratuit

171

MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11															Application de l'article 70				
* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût d'exécution déraison- nable	Refus d'exécution réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Refus de fournir faux ou inexacts	Autre cas Art.70				
Civil et administratif	11,801	782	2,292	218	244	486	1,200	76	17	8	327	321	3	4,462	48	88			
Familial	10,139	997	3,518	4	6	151	208	6	3	1	25	238	2	5,508	42	75			
Protection de la jeunesse	1,621	130	259	2	0	16	18	2	0	0	3	74	0	1,117	19	22			
Immigration	577	33	63	0	0	5	20	0	0	0	2	16	0	412	3	4			
Homologation	298	1	8	0	0	4	5	0	31	0	3	16	0	50	2	4			
SARPA	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Civil	53.7%	1 943	6,141	224	250	662	1,451	84	51	9	360	665	5	11,549	114	193			
	100.0%	8,0%	25.1%	0.9%	1.0%	2.7%	5.9%	0.3%	0.2%	0.0%	1.5%	2.7%	0.0%	47.3%	0.5%	0.8%			
Carcéral	808	22	47	0	1	2	3	0	0	0	2	24	0	681	6	13			
Criminel	5,460	179	773	9	0	10	10	0	0	0	2	94	2	4,126	46	44			
Criminel/Jeunesse	345	11	22	0	0	1	0	0	0	0	0	12	0	281	1	2			
Criminel/Sommaire	13,275	423	1,541	73	0	18	8	0	0	0	3	183	1	9,152	68	77			
Criminel	43.7%	635	2,383	82	1	31	21	0	0	0	7	313	3	14,240	121	136			
	100.0%	3,2%	12.0%	0.4%	0.0%	0.2%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	1.6%	0.0%	71.6%	0.6%	0.7%			
Notarial	240	4	20	1	0	3	0	0	1	0	3	4	0	34	0	3			
Notarial	0.5%	4	20	1	0	3	0	0	1	0	3	4	0	34	0	3			
	100.0%	1,7%	8.3%	0.4%	0.0%	1.3%	0.0%	0.0%	0.4%	0.0%	1.3%	1.7%	0.0%	14.2%	0.0%	1.3%			
Données Incomplètes	922	13	101	5	0	6	2	0	0	1	0	35	0	757	2	6			
Données incomplètes	2.0%	13	101	5	0	6	2	0	0	1	0	35	0	757	2	6			
	100.0%	1,4%	11.0%	0.5%	0.0%	0.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0.1%	0	35	0	757	2	6			
Grand Total	100.0%	2 595	8,645	312	251	702	1,474	84	52	10	370	1,017	8	26,580	237	338			
	100.0%	5,7%	19.0%	0.7%	0.6%	1.5%	3.2%	0.2%	0.1%	0.0%	0.8%	2.2%	0.0%	58.4%	0.5%	0.7%			

P.51 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DE 2007 À 2017 :

- A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	51	45	88.2%	1	2.0%	5	9.8%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	85	78	91.8%	7	8.2%	0	0.0%
CÔTE-NORD	563	541	96.1%	5	0.9%	17	3.0%
ESTRIE	57	52	91.2%	5	8.8%	0	0.0%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 465	1 237	84.4%	213	14.5%	15	1.0%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	546	479	87.7%	67	12.3%	0	0.0%
MONTRÉAL	1 713	1 396	81.5%	306	17.9%	11	0.6%
OUTAOUAIS	16	15	93.8%	1	6.3%	0	0.0%
QUÉBEC	1 235	1 062	86.0%	159	12.9%	14	1.1%
RIVE-SUD	752	709	94.3%	43	5.7%	0	0.0%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	11	10	90.9%	1	9.1%	0	0.0%
TOTAL	6 494	5 624	86.6%	808	12.4%	62	1.0%

RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT

B. CARCÉRAL

DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

**C. RÉPARTITION DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
DU 1ER JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMAND ES ACCEPTÉ ES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2	4.4%	43	95.6%	45
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	14	17.9%	64	82.1%	78
CÔTE-NORD	330	61.0%	211	39.0%	541
ESTRIE	0	0.0%	52	100.0%	52
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	11	0.9%	1 226	99.1%	1 237
MAURICIE-BOIS-FRANCS	124	25.9%	355	74.1%	479
MONTRÉAL	258	18.5%	1 138	81.5%	1 396
OUTAOUAIS	1	6.7%	14	93.3%	15
QUÉBEC	3	0.3%	1 059	99.7%	1 062
RIVE-SUD	0	0.0%	709	100.0%	709
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	0	0.0%	10	100.0%	10
TOTAL	743	13.2%	4 881	86.8%	5 624

D. COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CARCÉRAL CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 EST DE 462 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11															Application de l'article 70				
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût d'exécution raisonnable	Refus d'appliquer règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Autre cas Art.70				
Civil et administratif	11,801	782	2,292	218	244	3,437	486	1,200	76	17	8	321	3	4,462	48				
Familial	10,139	997	3,518	4	6	209	151	208	6	3	1	25	2	5,508	42				
Protection de la jeunesse	1,621	130	259	2	0	11	16	18	2	0	0	74	0	1,117	19				
Immigration	577	33	63	0	0	38	5	20	0	0	0	16	0	412	3				
Homologation	298	1	8	0	0	8	4	5	0	31	0	16	0	50	2				
SARPA	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Civil	53.7% 24,437	1 943	6,141	224	250	3,703	662	1,451	84	51	9	665	5	11,549	114				
	100.0%	8.0%	25.1%	0.9%	1.0%	15.2%	2.7%	5.9%	0.3%	0.2%	0.0%	2.7%	0.0%	47.3%	0.5%				
Carcéral	808	22	47	0	1	40	2	3	0	0	0	24	0	681	6				
Criminel	5,460	179	773	9	0	261	10	10	0	0	0	94	2	4,126	46				
Criminel/Jeunesse	345	11	22	0	0	5	1	0	0	0	0	12	0	281	1				
Criminel/Sommaire	13,275	423	1,541	73	0	2,314	18	8	0	0	0	183	1	9,152	68				
Criminel	43.7% 19,888	635	2,383	82	1	2,620	31	21	0	0	0	313	3	14,240	121				
	100.0%	3.2%	12.0%	0.4%	0.0%	13.2%	0.2%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	1.6%	0.0%	71.6%	0.6%				
Notarial	240	4	20	1	0	184	3	0	0	1	0	4	0	34	0				
Notarial	0.5% 240	4	20	1	0	184	3	0	0	1	0	4	0	34	0				
	100.0%	1.7%	8.3%	0.4%	0.0%	76.7%	1.3%	0.0%	0.0%	0.4%	0.0%	1.7%	0.0%	14.2%	0.0%				
Données Incomplètes	922	13	101	5	0	38	6	2	0	0	1	35	0	757	2				
Données incomplètes	2.0% 922	13	101	5	0	38	6	2	0	0	1	35	0	757	2				
	100.0%	1.4%	11.0%	0.5%	0.0%	4.1%	0.7%	0.2%	0.0%	0.1%	0.0%	3.8%	0.0%	82.1%	0.2%				
Grand Total	100.0% 45,487	2 595	8,645	312	251	6,545	702	1,474	84	52	10	1,017	8	26,580	237				
	100.0%	5.7%	19.0%	0.7%	0.6%	14.4%	1.5%	3.2%	0.2%	0.1%	0.0%	2.2%	0.0%	58.4%	0.5%				

P.52 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DE 2007 À 2017 :

- A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS;
- B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES;
- C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- E. NOMBRE DE MANDATS D'AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER ET DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LE TARIF D'HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE A ÉTÉ NÉGOCIÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU DU QUÉBEC. IL A ÉTÉ PUBLIÉ À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC DU 27 MARS 2013 AUX PAGES 1109 ET SUIVANTES. CE TARIF PRÉVOIT, POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION, UNE RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES INCLUANT LA COMPARUTION, LA PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LA TENUE DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE AINSI QUE LA RENONCIATION À CETTE ENQUÊTE, LA COMMUNICATION DE LA PREUVE, LA PRÉPARATION DU PROCÈS ET LE PROCÈS DE MÊME QUE LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE À LAQUELLE S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE, S'IL Y A LIEU, ET DE PROCÈS. UN HONORAIRE ADDITIONNEL EST PRÉVU POUR LA TENUE DE L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT SEULEMENT POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION SI LA POURSUITE S'OBJECTE À LA REMISE EN LIBERTÉ ET QU'UNE ENQUÊTE EST EFFECTIVEMENT TENUE.

POUR LES POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE, UN TARIF EST PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES AUQUEL S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES DE PROCÈS. L'ENSEMBLE DES SERVICES COMPREND LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT S'IL Y A LIEU, LA PRÉPARATION DU PROCÈS, LE PROCÈS ET LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE.

QUANT AUX ACTES CRIMINELS RELEVANT DE LA JURIDICTION EXCLUSIVE DE LA COUR SUPÉRIEURE (ARTICLE 469 DU CODE CRIMINEL), LES MONTANTS SONT TOUJOURS ATTRIBUÉS ET PAYÉS POUR CHAQUE ÉTAPE ET/OU PROCÉDURE TELLES QUE DÉCRITES AUX ARTICLES T-105 À T-119 DU TARIF.

LE TARIF D'AIDE JURIDIQUE COMPORTE PRINCIPALEMENT DEUX MODES DE RÉMUNÉRATION, SOIT UN TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET PAR ÉTAPE EN MATIÈRE CIVILE.

B. RÉPARTITION DES MONTANTS PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE CONCERNANT LES MANDATS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS) PAR RÉGION

DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	MONTANTS PAYÉS	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 548 756	7.1%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	796 961	3.7%
CÔTE-NORD	558 980	2.6%
ESTRIE	1 195 400	5.5%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2 491 236	11.5%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 320 418	6.1%
MONTRÉAL	6 627 750	30.5%
OUTAOUAIS	1 159 308	5.3%
QUÉBEC	2 556 346	11.8%
RIVE-SUD	2 580 130	11.9%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	891 535	4.1%
TOTAL DES HONORAIRES ET DES DÉBOURSÉS	21 726 820	100.0%

C. DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)

POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE

DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
C)	E)				F)
66 135	31 837	2	22 165	195	430 \$

DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)

INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION

DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
C)	E)				F)
42 661	24 952	3	11 684	79	779 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

D. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL)

DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11														Application de l'article 70			
* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût d'exécution raisonnable	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de Renseign. fournir faux ou inexacts.	Autre cas Art.70			
Civil et administratif	11,801	782	2,292	218	244	486	1,200	76	17	8	321	3	4,462	48	88		
	10,139	997	3,518	4	6	151	208	6	3	1	238	2	5,508	42	75		
	1,621	130	259	2	0	16	18	2	0	0	74	0	1,117	19	22		
	577	33	63	0	0	5	20	0	0	0	16	0	412	3	4		
	298	1	8	0	0	4	5	0	31	0	16	0	50	2	4		
	SARPA	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Civil	53.7%	1 943	6,141	224	250	662	1,451	84	51	9	665	5	11,549	114	193		
	100.0%	8.0%	25.1%	0.9%	1.0%	2.7%	5.9%	0.3%	0.2%	0.0%	2.7%	0.0%	47.3%	0.5%	0.8%		
Carcéral	808	22	47	0	1	2	3	0	0	0	24	0	681	6	13		
Criminel	5,460	179	773	9	0	10	10	0	0	0	94	2	4,126	46	44		
Criminel/Jeunesse	345	11	22	0	0	1	0	0	0	0	12	0	281	1	2		
Criminel/Sommaire	13,275	423	1,541	73	0	18	8	0	0	0	183	1	9,152	68	77		
Criminel	43.7%	635	2,383	82	1	31	21	0	0	0	313	3	14,240	121	136		
	100.0%	3.2%	12.0%	0.4%	0.0%	0.2%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	1.6%	0.0%	71.6%	0.6%	0.7%		
Notarial	240	4	20	1	0	3	0	0	1	0	4	0	34	0	3		
Notarial	0.5%	4	20	1	0	3	0	0	1	0	4	0	34	0	3		
	100.0%	1.7%	8.3%	0.4%	0.0%	1.3%	0.0%	0.0%	0.4%	0.0%	1.7%	0.0%	14.2%	0.0%	1.3%		
Données Incomplètes	922	13	101	5	0	6	2	0	0	1	35	0	757	2	6		
Données incomplètes	2.0%	13	101	5	0	6	2	0	0	1	35	0	757	2	6		
	100.0%	1.4%	11.0%	0.5%	0.0%	0.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0.1%	3.8%	0.0%	82.1%	0.2%	0.7%		
Grand Total	45,487	2 595	8,645	312	251	702	1,474	84	52	10	1,017	8	26,580	237	338		
	100.0%	5.7%	19.0%	0.7%	0.6%	1.5%	3.2%	0.2%	0.1%	0.0%	2.2%	0.0%	58.4%	0.5%	0.7%		

P.53 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DE 2007 À 2017 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)
DU 1ER JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
	A.	C.		D.
DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF	43 626	8 388	22 126	464 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

**B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS
POUR LES DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)
DU 1ER JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS"
CI-JOINTE.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11															Application de l'article 70				
* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommé, exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût d'exécution raisonnable	Impossible d'exécution	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign. inexact	Autre cas Art.70				
Civil et administratif																			
Familial	11,801	782	2,292	244	3,437	486	1,200	76	17	8	327	321	3	4,462	88				
Protection de la jeunesse	10,139	997	3,518	6	209	151	208	6	3	1	25	238	2	5,508	75				
Immigration	1,621	130	259	0	11	16	18	2	0	0	3	74	0	1,117	22				
Homologation	577	33	63	0	38	5	20	0	0	0	2	16	0	412	4				
SARPA	298	1	8	0	8	4	5	0	31	0	3	16	0	50	4				
	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Civil	53.7%	1 943	6,141	250	3,703	662	1,451	84	51	9	360	665	5	11,549	193				
	100.0%	8,0%	25.1%	1.0%	15.2%	2.7%	5.9%	0.3%	0.2%	0.0%	1.5%	2.7%	0.0%	47.3%	0.8%				
Carcéral	808	22	47	1	40	2	3	0	0	0	2	24	0	681	13				
Criminel	5,460	179	773	0	261	10	10	0	0	0	2	94	2	4,126	44				
Criminel/Jeunesse	345	11	22	0	5	1	0	0	0	0	0	12	0	281	2				
Criminel/Sommaire	13,275	423	1,541	0	2,314	18	8	0	0	0	3	183	1	9,152	77				
Criminel	43.7%	635	2,383	1	2,620	31	21	0	0	0	7	313	3	14,240	136				
	100.0%	3,2%	12.0%	0.0%	13.2%	0.2%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	1.6%	0.0%	71.6%	0.7%				
Notarial	240	4	20	0	184	3	0	0	1	0	3	4	0	34	3				
Notarial	0.5%	4	20	0	184	3	0	0	1	0	3	4	0	34	3				
	100.0%	1,7%	8.3%	0.0%	76.7%	1.3%	0.0%	0.0%	0.4%	0.0%	1.3%	1.7%	0.0%	14.2%	1.3%				
Données Incomplètes	922	13	101	5	38	6	2	0	0	1	0	35	0	757	6				
Données incomplètes	2.0%	13	101	5	38	6	2	0	0	1	0	35	0	757	6				
	100.0%	1,4%	11.0%	0.0%	4.1%	0.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0.1%	0.0%	3.8%	0.0%	82.1%	0.7%				
Grand Total	45,487	2 595	8,645	312	6,545	702	1,474	84	52	10	370	1,017	8	26,580	338				
	100.0%	5,7%	19.0%	0.6%	14.4%	1.5%	3.2%	0.2%	0.1%	0.0%	0.8%	2.2%	0.0%	58.4%	0.7%				

- P.54 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DE 2007 À 2017 :**
- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.
-

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL
DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
	A.	C.		D.
CHANGEMENT DE NOM	186	21	102	216 \$
SUCCESSION (2)	1 551	305	650	268 \$
SERVICES NOTARIAUX (3)	668	421	0	320 \$
LOGEMENT	6 831	1 494	3 345	342 \$

- (1)** COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.
- (2)** INCLUANT LES DOSSIERS RELATIFS AU TESTAMENT.
- (3)** INCLUANT LES DOSSIERS DE SUCCESSIONS ASSUMÉS PAR LES NOTAIRES.

P.55 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DE 2007 À 2017 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**A. DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL
 Du 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

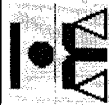
NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
	A.	C.		D.
DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL (2)	85 253	38 074	34 991	813 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL CONFIE ET PAYE AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

(2) INCLUANT LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

**B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL
 ET FAMILIAL
 Du 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.



MOTIFS de REFUS

Application de l'article 4.11																	Application de l'article 70				
* TOTAL REFUS		Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommé. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût d'excution dérailson- nable	Impossible d'exécution	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Autre faux ou inexacts	Autre cas Art.70				
Civil et administratif	11,801	782	2,292	218	244	3,437	486	1,200	76	17	8	327	321	3	4,462	48	88				
	10,139	997	3,518	4	6	209	151	208	6	3	1	25	238	2	5,508	42	75				
	1,621	130	259	2	0	11	16	18	2	0	0	3	74	0	1,117	19	22				
	577	33	63	0	0	38	5	20	0	0	0	2	16	0	412	3	4				
	298	1	8	0	0	8	4	5	0	31	0	3	16	0	50	2	4				
	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Civil	53.7%	1 943	6,141	224	250	3,703	662	1,451	84	51	9	360	665	5	11,549	114	193				
	100.0%	8,0%	25.1%	0.9%	1.0%	15.2%	2.7%	5.9%	0.3%	0.2%	0.0%	1.5%	2.7%	0.0%	47.3%	0.5%	0.8%				
Carcéral	808	22	47	0	1	40	2	3	0	0	0	2	24	0	681	6	13				
Criminel	5,460	179	773	9	0	261	10	10	0	0	0	2	94	2	4,126	46	44				
Criminel/Jeunesse	345	11	22	0	0	5	1	0	0	0	0	0	12	0	281	1	2				
Criminel/Sommaire	13,275	423	1,541	73	0	2,314	18	8	0	0	0	3	183	1	9,152	68	77				
Criminel	43.7%	635	2,383	82	1	2,620	31	21	0	0	0	7	313	3	14,240	121	136				
	100.0%	3,2%	12.0%	0.4%	0.0%	13.2%	0.2%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	1.6%	0.0%	71.6%	0.6%	0.7%				
Notarial	240	4	20	1	0	184	3	0	0	1	0	3	4	0	34	0	3				
Notarial	0.5%	4	20	1	0	184	3	0	0	1	0	3	4	0	34	0	3				
	100.0%	1,7%	8.3%	0.4%	0.0%	76.7%	1.3%	0.0%	0.0%	0.4%	0.0%	1.3%	1.7%	0.0%	14.2%	0.0%	1.3%				
Données Incomplètes	922	13	101	5	0	38	6	2	0	0	1	0	35	0	757	2	6				
Données incomplètes	2.0%	13	101	5	0	38	6	2	0	0	1	0	35	0	757	2	6				
	100.0%	1,4%	11.0%	0.5%	0.0%	4.1%	0.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0.1%	0.0%	3.8%	0.0%	82.1%	0.2%	0.7%				
Grand Total	100.0%	2 595	8,645	312	251	6,545	702	1,474	84	52	10	370	1,017	8	26,580	237	338				
	100.0%	5,7%	19,0%	0,7%	0,6%	14,4%	1,5%	3,2%	0,2%	0,1%	0,0%	0,8%	2,2%	0,0%	58,4%	0,5%	0,7%				

P.56 DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2007 :

- A. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - B. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - C. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - D. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - E. **NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.**
-

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. EN 2016-2017, AUCUNE DEMANDE A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX. L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- B. AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- C. 8 450 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9^O DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
- D. 4 528 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8^O DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
- E. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016, EST DE 2 572. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
 - 1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
 - 2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
 - 3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
 - 4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
 - 5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
 - 6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

P.57 DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2007, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	42 330	68.4%	19 557	31.6%	61 887
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	101 526	66.7%	50 610	33.3%	152 136
CÔTE-NORD	42 248	75.9%	13 419	24.1%	55 667
ESTRIE	149 905	96.5%	5 449	3.5%	155 354
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	165 350	84.2%	30 974	15.8%	196 324
MAURICIE-BOIS-FRANCS	136 509	86.3%	21 747	13.7%	158 256
MONTRÉAL	909 840	94.9%	48 920	5.1%	958 760
OUTAOUAIS	156 242	96.7%	5 308	3.3%	161 550
QUÉBEC	106 677	68.7%	48 524	31.3%	155 201
RIVE-SUD	268 424	94.0%	17 229	6.0%	285 653
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	62 493	89.4%	7 385	10.6%	69 878
TOTAL	2 141 544	88.8%	269 122	11.2%	2 410 666

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	40 981	43.7%	52 860	56.3%	93 841
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	74 842	70.1%	31 944	29.9%	106 786
CÔTE-NORD	16 561	22.9%	55 829	77.1%	72 390
ESTRIE	227 126	86.6%	35 150	13.4%	262 276
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	306 961	60.8%	197 836	39.2%	504 797
MAURICIE-BOIS-FRANCS	113 079	84.9%	20 053	15.1%	133 132
MONTRÉAL	749 909	75.8%	239 926	24.2%	989 835
OUTAOUAIS	48 873	83.6%	9 612	16.4%	58 485
QUÉBEC	118 227	36.3%	207 376	63.7%	325 603
RIVE-SUD	324 567	91.0%	31 958	9.0%	356 525
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	45 600	80.5%	11 039	19.5%	56 639
TOTAL	2 066 726	69.8%	893 583	30.2%	2 960 309

(1) INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.58 DEPUIS 2006, COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE, PAR RÉGIONS ET SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	15 807	54.7%	13 100	45.3%	28 907
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	41 260	52.3%	37 596	47.7%	78 856
CÔTE-NORD	2 773	34.3%	5 314	65.7%	8 087
ESTRIE	42 299	89.4%	5 027	10.6%	47 326
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	40 588	68.9%	18 315	31.1%	58 903
MAURICIE-BOIS-FRANCS	57 941	91.1%	5 668	8.9%	63 609
MONTRÉAL	306 701	92.0%	26 759	8.0%	333 460
OUTAOUAIS	28 843	88.1%	3 881	11.9%	32 724
QUÉBEC	24 528	39.6%	37 441	60.4%	61 969
RIVE-SUD	51 370	83.9%	9 874	16.1%	61 244
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	14 481	72.6%	5 454	27.4%	19 935
TOTAL	626 591	78.8%	168 429	21.2%	795 020

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	16 393	54.8%	13 500	45.2%	29 893
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	32 534	57.7%	23 825	42.3%	56 359
CÔTE-NORD	1 288	15.2%	7 209	84.8%	8 497
ESTRIE	25 913	53.8%	22 215	46.2%	48 128
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	115 625	55.6%	92 390	44.4%	208 015
MAURICIE-BOIS-FRANCS	30 318	87.8%	4 200	12.2%	34 518
MONTRÉAL	269 339	69.9%	115 891	30.1%	385 230
OUTAOUAIS	11 949	62.5%	7 175	37.5%	19 124
QUÉBEC	50 600	54.5%	42 210	45.5%	92 810
RIVE-SUD	111 115	84.4%	20 545	15.6%	131 660
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	12 149	72.6%	4 590	27.4%	16 739
TOTAL	677 223	65.7%	353 750	34.3%	1 030 973

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2016-2017 (κ\$)
SUBVENTION VERSÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	176 477,6
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	2 500,0
UTILISATION DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE	0,0
TOTAL	178 977,6

P.60 VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2017, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 31 MARS 2017

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
ABITIBI - TÉMISCAMINGUE				
ADMINISTRATION & AMOS	3,0	5,6		8,6
ROUYN-NORANDA	3,0	3,0		6,0
VILLE-MARIE	1,0	1,0		2,0
VAL D'OR	3,0	4,0		7,0
LA SARRE	1,0	1,6		2,6
NORD	3,0	2,0		5,0
KUUVJUAQ	1,0	1,0		2,0
CHIBOUGAMAU	1,0	1,0		2,0
	16,0	19,2	0,0	35,2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
RIMOUSKI	5,0	8,0	1,0	14,0
NEW RICHMOND	2,0	2,7		4,7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3,0	5,0	1,0	9,0
GASPÉ	1,0	1,5		2,5
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1,0	1,0		2,0
MATANE	2,0	2,5		4,5
CHANDLER	2,0	2,7		4,7
AMQUI	1,0	1,5		2,5
STE-ANNE-DES-MONTS	1,0	1,5		2,5
CABANO	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
SEPT-ÎLES	5,0	5,5	0,5	11,0
BAIE-COMEAU	4,0	4,0		8,0
FORESTVILLE	1,0	2,0		3,0
	10,0	11,5	0,5	22,0
ESTRIE				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	9,0	16,0	0,5	25,5
COATICOOK	1,0	1,0		2,0
THETFORD MINES	3,0	4,0		7,0
ASBESTOS	2,0	2,5		4,5
LAC MEGANTIC	1,0	1,0		2,0
MAGOG	2,0	2,5		4,5
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	8,0	6,5		14,5
	26,0	33,5	0,5	60,0

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
ST-JÉRÔME (30 OUEST, DE MARTIGNY)	13,0	14,1	1,5	28,6
JOLIETTE	9,0	10,0	0,5	19,5
MONT-LAURIER	2,0	2,2		4,2
STE-THÉRÈSE	2,0	4,0		6,0
REPENTIGNY	2,0	3,7		5,7
STE-AGATHE	1,0	1,6		2,6
LACHUTE	1,0	1,6		2,6
ST-EUSTACHE	1,0	1,9		2,9
TERREBONNE	1,0	1,5		2,5
ADMINISTRATION	1,0	4,0		5,0
	33,0	44,6	2,0	79,6
MAURICIE-BOIS-FRANCS				
TROIS-RIVIÈRES (1350 ROYALE)	9,0	10,0	0,5	19,5
SHAWINIGAN	4,0	5,0	0,5	9,5
LA TUQUE	1,0	1,0		2,0
DRUMMONDVILLE	5,0	6,5		11,5
VICTORIAVILLE	4,0	4,5	0,5	9,0
LOUISEVILLE	1,0	1,0		2,0
ADMINISTRATION	1,0	3,5		4,5
	25,0	31,5	1,5	58,0
MONTRÉAL				
LAVAL	12,0	10,0	0,5	22,5
CENTRE SUD	7,0	9,0	0,5	16,5
DIV. JEUNESSE (5800 ST-DENIS)	12,0	8,5	0,5	21,0
DIVISION CRIMINELLE	21,0	26,0	2,0	49,0
MAISONNEUVE-MERCIER	8,0	10,0	0,5	18,5
MONTRÉAL-NORD	8,0	10,0	0,5	18,5
CÔTE-DES-NEIGES	5,0	7,0	0,5	12,5
CRÉMAZIE	8,0	10,0	0,5	18,5
SUD-OUEST	9,0	11,0	0,5	20,5
ADMINISTRATION	3,0	23,5		26,5
IMMIGRATION	4,0	8,0		12,0
POINTE-ST-CHARLES	3,0	5,0		8,0
SANTÉ MENTALE	4,0	2,0		6,0
SERVICE DE GARDE	7,0	1,0		8,0
	111,0	141,0	6,0	258,0
OUTAOUAIS				
GATINEAU (CIVIL, FAMILLE, JEUNESSE & ADMINISTRATION)	9,0	14,0		23,0
MANIWAKI	2,0	2,5		4,5
CAMPBELL'S BAY	1,0	1,0		2,0
BUCKINGHAM	1,8	2,5		4,3
GATINEAU	5,0	6,5		11,5
GATINEAU - SECTION CRIMINELLE	6,0	6,0	0,5	12,5
AYLMER	1,0	1,0		2,0
ST-ANDRÉ AVELLIN	0,2			0,2
	26,0	33,5	0,5	60,0

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
QUÉBEC				
CHARLESBOURG (5350 H.-BOURASSA)	2,0	6,0		8,0
LA MALBAIE	1,0	1,0		2,0
LÉVIS	3,0	4,0		7,0
MONTMAGNY	2,0	2,0		4,0
ST-GEORGES-DE-BEAUCE	3,0	3,0		6,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	2,0	2,0		4,0
QC - SECTION JEUNESSE	7,0	6,0	1,0	14,0
QC - SECTION CRIMINELLE	9,0	10,0	1,0	20,0
CENTRE-VILLE	5,0	7,0		12,0
CHARLESBOURG (8500 H.-BOURASSA)	5,0	7,0		12,0
	39,0	48,0	2,0	89,0
RIVE-SUD				
LONGUEUIL (101 ROLAND-THERRIEN)	2,0	4,0	0,5	6,5
LONGUEUIL - AFFAIRES CIVILES	6,0	7,5	1,0	14,5
CHÂTEAUGUAY	2,0	3,0		5,0
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	3,0	4,0		7,0
ST-HYACINTHE	4,0	5,0		9,0
SOREL	3,0	4,0		7,0
GRANBY	4,0	4,0		8,0
VALLEYFIELD	5,0	5,0		10,0
COWANSVILLE	2,0	3,0		5,0
LONGUEUIL- CRIMINEL & JEUNESSE	10,0	7,0		17,0
BROSSARD	4,0	5,0		9,0
VAUDREUIL - DORION	1,0	1,0		2,0
	46,0	52,5	1,5	100,0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN				
CHICOUTIMI	6,0	9,0		15,0
ALMA	3,0	4,0		7,0
ROBERVAL	2,0	2,0		4,0
DOLBEAU-MISTASSINI	1,0	2,0		3,0
LA BAIE	1,0	1,0		2,0
JONQUIÈRE	3,0	4,0		7,0
	16,0	22,0	0,0	38,0
COMMISSION				
	12,0	46,0		58,0
TOTAL DES EFFECTIFS				
	379,0	511,3	16,5	906,8

P.61 LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2013 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉE AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDiquer LES SOMMES PERÇUES CHAQUE MOIS DEPUIS AVRIL 2013.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2016		MONTANT
AVRIL		318 830 \$
MAI		858 803 \$
JUIN		1 076 632 \$
JUILLET		1 556 553 \$
AOÛT		506 210 \$
SEPTEMBRE		1 395 417 \$
OCTOBRE		1 247 719 \$
NOVEMBRE		511 316 \$
DÉCEMBRE		2 499 317 \$
2017		
JANVIER		1 544 072 \$
FÉVRIER		857 222 \$
MARS		N/D
TOTAL		12 372 089 \$

- P.62 CONCERNANT LES REVENUS DÉCOULANT DE LA CONTRIBUTION PÉNALE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, INDIQUER :**
- A. LE NOMBRE DE CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS TOTAUX ENREGISTRÉS;**
 - B. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 10 \$, DE 20 \$ ET DE 25 % D'UNE AMENDE VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES;**
 - C. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 8 \$ ET DE 4 \$ VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE;**
 - D. LES SOMMES VERSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVENANT DE CES CONTRIBUTIONS ET LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ FINANCÉS OU QUI SERONT FINANCÉS PAR ELLES.;**
-

MINISTÈRE

- A - 37 970 897 \$
- B - FONDS D'AIDE AUX VICTIMES = 16 153 092 \$ (MONTANT REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017)
- C - FONDS ACCÈS JUSTICE = 12 373 089 \$ (MONTANT REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017)
- D - FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC = 9 444 716 \$

P.63 LE BILAN DU FONDS ACCÈS JUSTICE (REVENUS ET DÉPENSES) POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISION POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

SE RÉFÉRER AUX RÉSULTATS PROBABLES 2016-2017 DU DOCUMENT BUDGET DES DÉPENSES 2017-2018, BUDGET DES FONDS SPÉCIAUX 2017-2018.

P.64 LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LES EFFECTIFS DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

LES DÉPENSES DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE SONT DE 322 628 \$ AU 28 FÉVRIER 2017.
EFFECTIFS = 4,0

P.65 LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LE SALAIRE DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

RÉMUNÉRATION : 0 \$

BUDGET DE FONCTIONNEMENT : 1 606 \$

(SELON LES RÉSULTATS PROBABLES 2016-2017 DU BUDGET DE DÉPENSES 2017-2018, BUDGET DES FONDS SPÉCIAUX 2017-2018)

P.66 CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE :

- A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN OEUVRE POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018;**
- B. LE COÛTS ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE FONDS POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018;**
- C. LES MONTANTS RÉCOLTÉS DESTINÉS AU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILLÉS PAR ANNÉE;**
- D. LES PROJETS FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE;**
- E. LES DERNIERS PROJETS ACCEPTÉS;**
- F. LA STRUCTURE DE CE FONDS.**

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

POUR L'ANNÉE 2016-2017 (AU 28 FÉVRIER 2017)

DÉPENSES TOTALES DU FAJ :	10 673 850 \$
DÉPENSES DU BUREAU DU FAJ :	322 628 \$
REVENUS DU FAJ :	12 374 765 \$

POUR LES PROJETS FINANCÉS EN 2016-2017, SE RÉFÉRER À LA QUESTION P.127.

P.67 LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2015-2016 ET 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

UN PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE.

- P.68 CONCERNANT LE COMITÉ CONSULTATIF EN DROIT DE LA FAMILLE, CONSTITUÉ EN AVRIL 2013. INDIQUER :**
- A. LE COÛT TOTAL DU PROJET, JUSQU'À LA REMISE DU RAPPORT FINAL;**
 - B. LES COÛTS D'OPÉRATION DE CE COMITÉ LOCAUX, PAPETERIE, REPAS, IMMOBILISATIONS, INFORMATIQUES, ETC.;**
 - C. LE NOMBRE DE PERSONNES SIÉGEANT À UN COMITÉ;**
 - D. LES COMPENSATIONS FINANCIÈRES DE CHACUN DES MEMBRES SIÉGEANT À UN COMITÉ.**

MINISTÈRE

AUCUN.

P.69 POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017, SUBVENTIONS ACCORDÉES AU TERME D'UN APPEL DE PROJETS À TOUTE PERSONNE OU À TOUT ORGANISME POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS OU D'ACTIVITÉS VISÉS PAR L'ARTICLE 32.0.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2016-2017

PROGRAMME : AIDE FINANCIÈRE-ACCÈS JUSTICE
MONTANT GLOBAL : 1 000 000 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
JUSTICE ALTERNATIVE DU SUROIT	15 000 \$
TRAJET	15 000 \$
JUSTICE ALTERNATIVE LAC-SAINT-JEAN	15 000 \$
L'ALTER ÉGAUX ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION	14 000 \$
JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE SUD INC.	15 000 \$
AVENUES CITOYENNES ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
JUSTICE ALTERNATIVE PIERRE-DE-SAUREL INC.	15 000 \$
JUSTICE ALTERNATIVE RICHELIEU-YAMASKA	15 000 \$
JUSTICE ALTERNATIVE SAGUENAY	15 000 \$
MESURES ALTERNATIVES DES BASSES-LAURENTIDES	15 000 \$
L'INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
L'AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE NORD/ILES-DE-LA MADELEINE INC.	40 000 \$
MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL	30 000 \$
CLINIQUE D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	48 350 \$
MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL	35 832 \$
AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES	40 000 \$
ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DU QUÉBEC	49 737 \$
CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	49 350 \$
REPÈRE, RELATION D'ENTRAIDE POUR UNE PATERNITÉ RENOUVELÉE	28 076 \$
CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE-EST	50 000 \$
CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	18 035 \$
CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	32 449 \$
SERVICES JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES DE POINTE-ST-CHARLES ET DE PETITE BOURGOGNE	40 183 \$
ÉDUCALOI	48 775 \$
COLLECTIF DE DÉFENSE DES DROITS DE LA MONTÉRÉGIE	49 450 \$
REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	22 425 \$
LE PETIT PONT	16 954 \$
ACEF CENTRE DE MONTRÉAL	45 000 \$
CLINIQUE DROIT DEVANT	50 000 \$
CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	25 000 \$
CENTRE PRO BONO QUÉBEC	37 226 \$
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL ¹	49 158 \$

¹ PORTEUR DU PROJET « OBSERVATOIRE INTERDISCIPLINAIRE EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE » EN REMPLACEMENT DU CENTRE DE RECHERCHE DE L'HÔPITAL DOUGLAS, VU LE CHANGEMENT DE POSTE DE LA CHERCHEURE PRINCIPALE AU PROJET.

P.70 **LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2015-2016 ET 2016-2017 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :**

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. DESCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT, INDICUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDICUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2017-2018 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉE FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

MINISTÈRE

CETTE LISTE DIVULGUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS REÇUES DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX: NE FAITES ÉTAT QUE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$. POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.*
* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 «CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU»

LÉGENDE

TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES (C-65.1, R.11)
TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6. 2) B) DU TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES (C-65.1, R.11)

F MONTANT FORFAITAIRE
H TAUX HORAIRE

- 1 MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
- 2 MANDAT QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR
- 3 MANDAT HORS QUÉBEC

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L'EXERCICE 2016-2017 (DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES — RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
CARREAU, LYNE	100 \$/H	NOVEMBRE 2016	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET À L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'EFFECTUER UNE MISE EN RÉSERVE D'UN IMMEUBLE À DES FINS D'UTILITÉ PUBLIQUE.	0,00 \$
CATAPHARD, YVON	100 \$/H	AVRIL 2016	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES.	0,00 \$
CHIASSON-FOULEM, LIZON	MONTANT FORFAITAIRE ³ 700 \$ / CAN	MAI 2016	EXÉCUTER LES FORMALITÉS NÉCESSAIRES À LA VENTE D'UNE RÉSIDENCE DU QUÉBEC AU NOUVEAU-BRUNSWICK.	700,00 \$
COSSETTE, MARIE	100 \$/H	SEPTEMBRE 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DU PERSONNEL POLITIQUE DANS LE CADRE DE LA MISE EN DEMEURE REÇUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION.	3 110,00 \$
GÉLINAS, CLAUDE	100 \$/H	OCTOBRE 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE ET PARTICIPER À LA RÉDACTION DES PROJETS DE RÈGLEMENT POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION.	0,00 \$
GOBEIL, VALÉRIE	50 \$/H	DÉCEMBRE 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE DE L'ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE.	9 570,00 \$
L'ABBÉ, SYLVIE	70 \$/H ³	AVRIL 2016	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UN RECOURS EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS INSTITUÉ EN ONTARIO.	293,00 \$
LAGACÉ, ANDRÉ	100 \$/H	NOVEMBRE 2016	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES ET D'ÉTABLIR DES SERVITUDES.	0,00 \$
LANDRY, CHRISTINE	50 \$/H	SEPTEMBRE 2016	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	295,00 \$
LANDRY, PIERRE	100 \$/H ³	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CORRESPONDANT DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE.	15 483,00 \$
LEGAULT, FRANCE	100 \$/H	AVRIL 2016	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	13 440,00 \$
PASQUIER, ARIANE	100 \$/H	AVRIL 2016	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	1 017,50 \$
			TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES	43 908,50 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES — RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	70 \$/H	JUIN 2016	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	3 549,00 \$
BERGERON, MARTIN	50 \$/H	MAI 2016	REPRÉSENTER LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DANS LE CADRE DES DEMANDES D'ACCÈS.	140,00 \$
GAUTHIER, STÉPHANE	100 \$/H	OCTOBRE 2016	REPRÉSENTER LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX DANS UN RECOURS EN RESPONSABILITÉ CIVILE.	1 950,00 \$
JAAR, DOMINIC	100 \$/H	JUILLET 2016	FOURNIR UN AVIS JURIDIQUE AU CURATEUR PUBLIC.	1 460,00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	180 \$/H ¹	AVRIL 2016	FOURNIR UN AVIS JURIDIQUE À LA RÉGIE DU LOGEMENT.	11 905,00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	180 \$/H ¹	JUIN 2016	ASSISTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE ET SON COMITÉ D'ENQUÊTE DANS LE CADRE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	8 693,00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 \$/H	AOÛT 2016	FOURNIR UN AVIS JURIDIQUE À LA RÉGIE DU LOGEMENT.	0,00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 \$/H	SEPTEMBRE 2016	REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	1 450,00 \$
			TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES	29 147,00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL — FIN DE SECTION)
BATTISTA, GIUSEPPE	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2016	ASSISTER UN FONCTIONNAIRE DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE.	
BÉLANGER, ALEXANDRE	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2016	REPRÉSENTER UN FONCTIONNAIRE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ EN MATIÈRE CRIMINELLE.	
CHARBONNEAU, JEAN-FÉLIX	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL – FIN DE SECTION)
DE BLOIS, ROBERT	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
DORVAL, MICHEL	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
DUBÉ, JEAN-CLAUDE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
GAUTHIER, ANDRÉ	DÉROGATOIRE ¹	AOÛT 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE DES PLAINTES PORTÉES À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
HÉBERT, JEAN-CLAUDE	DÉROGATOIRE ¹	MAI 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
MASSON, LOUIS	DÉROGATOIRE ¹	MAI 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
ROBERGE, MICHEL	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
SCHNEIDER, PHILIP	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL	
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS				52 517,75 \$

GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS	125 573,25 \$
--	---------------

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

NOMS ET ADRESSES DES AVOCATS ET NOTAIRES

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	CLICHE MATTE JOLICOEUR INC.	1121, 6 ^E RUE	VAL-D'OR (QC)	J9P 3W8
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	388, RUE SAINT-JACQUES, 2 ^E ÉTAGE	MONTREAL (QC)	H2Y 1S1
BÉLANGER, ALEXANDRE	ALEXANDRE BÉLANGER, AVOCAT	1810, BOULEVARD JACQUES-CARTIER # 101	LONGUEUIL (QC)	J4N 0H4
BERGERON, MARTIN	LEX COMMERCIALIS AVOCATS	4020, RUE SAINT-AMBROISE, SUITE 487	MONTREAL (QC)	H4C 2C7
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	BOUCHER PARENT, CABINET D' AVOCATS	395, RUE BÉRUBÉ, BUREAU 110	QUÉBEC (QC)	G1M 1C7
CARREAU, LYNE	CARREAU & GINGRAS, NOTAIRES INC.	299, 2 ^E RUE EST	LA SARRE (QC)	J9Z 2H1
CATAPHARD, YVON	YVON CATAPHARD, NOTAIRE	3950, CHEMIN OKA	ST-JOSEPH-DU-LAC (QC)	J0N 1M0
CHARBONNEAU, JEAN-FÉLIX	THIBAUT, ROY AVOCATS	6860, BOUL. HENRI-BOURASSA	QUÉBEC (QC)	G1H 3C7
CHARETTE, STÉPHANIE	VERDON SAMSON LEMIEUX ARMANDA, AVOCATS S.E.N.C.R.L.	67, RUE SAINT-URSULE	QUÉBEC (QC)	G1R 4E7
CHIASSON-FOULEM, LIZON	MCINTYRE FINN	388 RUE CHAMPLAIN	DIEPPE, NOUVEAU-BRUNSWICK	E1A 1P3
COSSETTE, MARIE	LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.	925, GRANDE-ALLÉE OUEST, BUREAU 500	QUÉBEC (QC)	G1S 1C1
DE BLOIS, ROBERT	DE BLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.	2875, BOULEVARD LAURIER, 10 ^E ÉTAGE	QUÉBEC (QC)	G1V 2M2
DORVAL, MICHEL	LATOUR DORVAL	407, BOULEVARD SAINT-LAURENT, BUREAU 600	MONTREAL (QC)	H2Y 2Y5
DUBÉ, JEAN-CLAUDE	JEAN-CLAUDE DUBÉ, AVOCAT, S.A.	751, BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST	MONTREAL (QC)	H2J 1K3
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	ROY BÉLANGER DUPRAS AVOCATS S.E.N.C.R.L.S	300, RUE LÉO-PARISEAU, BUREAU 2500	MONTREAL (QC)	H2X 4B7
GAGGINO, MARCO	GAGGINO AVOCATS INC.	6555, BOUL. MÉTROPOLITAIN, BUREAU 204	SAINT-LÉONARD (QC)	H1P 3H3
GAUTHIER, ANDRÉ	CAIN LAMARRE S.E.N.C.R.L.	630, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUR 2780	MONTREAL (QC)	H3B 1S6
GAUTHIER, STÉPHANE	CAIN LAMARRE S.E.N.C.R.L.	630, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUR 2780	MONTREAL (QC)	H3B 1S6

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
GÉLINAS, CLAUDE	CLAUDE GÉLINAS AVOCAT INC.	887, RUE PHILIPPE-MÉTHÉ	QUÉBEC (QC)	G1X 2P1
GOBEIL, VALÉRIE	VALÉRIE GOBEIL, AVOCATE	1250, AVENUE DES PINS OUEST, # 1060	MONTREAL (QC)	H3G 2P5
HÉBERT, JEAN-CLAUDE	JEAN-CLAUDE HÉBERT, AVOCAT	1010, RUE DE LA GAUCHETIÈRE OUEST, BUREAU 1020	MONTREAL (QC)	H3B 2N2
JAAR, DOMINIC	KPMG S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	600, BOUL. DE MAISONNEUVE OUEST, SUITE 1500	MONTREAL (QC)	H3A 0A3
L'ABBÉ, SYLVIE	NOËL & ASSOCIÉS	111, RUE CHAMPLAIN	GATINEAU (QC)	J8X 3R1
LAGACÉ, ANDRÉ	ANDRÉ LAGACÉ, NOTAIRE	436, RUE LAFONTAINE	RIVIERE-DU-LOUP (QC)	G5R 3B8
LANDRY, CHRISTINE	LES NOTAIRES MICHAUD CHARBONNEAU HEPPPELL INC.	1555, BOUL. JACQUES-CARTIER, BUR 302, C.P. 363	MONT-JOLI (QC)	G5H 3L2
LANDRY, PIERRE	NOËL & ASSOCIÉS	111, RUE CHAMPLAIN	GATINEAU (QC)	J8X 3R1
LEBEL, FRANÇOIS	LANGLOIS, AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	COMPLEXE JULES-DALLAIRE, 2820, BOUL. LAURIER, 13 ^E ÉTAGE	QUÉBEC (QC)	G1V 0C1
LEGAULT, FRANCE	GRAVEL 2 AVOCATS	489, AVENUE VICTORIA, 3 ^E ÉTAGE	SAINT-LAMBERT (QC)	J4P 2J3
LEMIEUX, MADELEINE	PARADIS, LEMIEUX, FRANCIS, S.E.N.C.	1, RUE DE LA RIVIÈRE	BEDFORD (QC)	J0J 1A0
LEPAGE, MAGALI	LEPAGE CARETTE S.N.A.	500, PLACE D'ARMES, BUREAU 2830	MONTREAL (QC)	H2Y 2W2
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE, S.E.N.C.R.L.	1134, GRANDE ALLÉE OUEST, BUREAU 600	QUÉBEC (QC)	G1S 1E5
PASQUIER, ARIANE	BÉLANGER SAUVÉ	5, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 900	MONTREAL (QC)	H3B 2G2
ROBERGE, MICHEL	DUMAS GAGNÉ THÉBERGE	400, BOUL. JEAN-LESAGE, BUREAU 310	QUÉBEC (QC)	G1K 8W1
SCHNEIDER, PHILIP	SCHNEIDER & ASSOCIÉS	375, CHEMIN BORD-DU LAC LAKESHORE	DORVAL (QC)	H9S 2A5
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	SYLVESTRE & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	1600 RUE GIROUARD OUEST, BUREAU 236	SAINT-HYACINTHE (QC)	J2S 2Z8
TOUMA, NADINE	POUPART, DADOUR, TOUMA ET ASSOCIÉS	507, PLACE D'ARMES, BUREAU 1700	MONTREAL (QC)	H2Y 2W8

P.70 MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS (MTMDET)

P.70 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2015-2016 ET 2016-2017 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :

- A: LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B: DESCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C: LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D: LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2016-2017 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFÉ;
- E: LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
- F: UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

AUTRES MANDATS CONFÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE, PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE **LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS (MTMDET) POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION**, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTMDET NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFÉS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFÉS AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2016. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 29 MARS 2017.

Ministère des Transports, Mobilité durable et Électrification des transports (MTMDET)

Note 1 : Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTMDET (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :

- examen de titres;
- quittance provisionnelle;
- acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).

Note 2 : Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou vendeuse. Lorsque la personne expropriée ou vendeuse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.

Note 3 : Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

Ministère des Transports, Mobilité durable et Électrification des transports (MTMDET)

Directions territoriales (DT)

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction Montérégie
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec

Service de l'expertise immobilière (SEI)

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201164027	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2016-04-27	2016-04-27	256,00 \$	990,00 \$	1 394,25 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201264029	59099	Toussignant, Denis (notaire)	1123, 6e rue C.P. 1728 J9P 5Y9 QC	2016-05-16	2015-05-17		500,00 \$	574,88 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464000	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés in c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-05-19	2016-05-24	982,71 \$	1 270,00 \$	2 442,89 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464001	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés in c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-06-29	2016-06-29	541,82 \$	1 400,00 \$	2 151,47 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464002	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés in c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-05-19	2016-05-24	329,82 \$	960,00 \$	1 433,58 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464007	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés in c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-05-19	2016-05-24	210,69 \$	460,00 \$	739,58 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464009	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés in c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-04-19	2016-04-28	131,00 \$	147,50 \$	300,59 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464009	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés in c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-04-19	2016-04-28	208,68 \$	502,00 \$	785,85 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464011	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés in c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-04-19	2016-04-28	210,68 \$	430,00 \$	705,07 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464012	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés in c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-04-19	2016-04-28	209,68 \$	430,00 \$	704,07 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464013	19960	St-Laurent, Marie-Josée (notaire)	101, 1ere Avenue est Bureau 204 J9T 1H4 QC	2016-05-19	2016-05-24	411,72 \$	950,00 \$	1 503,98 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464032	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 Québec	2016-07-26	2016-07-26		175,00 \$	201,21 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201564005	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2015-09-17	2015-08-14	15,00 \$	260,00 \$	313,94 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201564005	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-05-11	2016-05-16	120,71 \$	409,00 \$	590,96 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664008	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-02	2016-06-02	7,00 \$	275,00 \$	323,18 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664009	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-02	2016-06-03	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664010	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-02	2016-06-03	10,00 \$	112,50 \$	139,35 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664011	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 Qc	2016-12-05	2016-11-18		230,00 \$	264,44 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664013	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-15	2016-06-20	17,70 \$	145,00 \$	184,41 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664015	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-02	2016-06-03	10,00 \$	112,50 \$	139,35 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664016	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 Qc	2016-12-05	2016-11-18		246,66 \$	283,59 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664018	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 Qc	2016-12-05	2016-11-18		230,00 \$	264,44 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664019	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 Qc	2016-12-05	2016-11-18		196,66 \$	226,11 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664020	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-02	2016-06-02	3,00 \$	125,00 \$	146,72 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664021	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 Qc	2016-12-05	2016-11-18		230,00 \$	264,44 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664022	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-29	2016-06-29		175,00 \$	201,21 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664028	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-30	2016-06-30	11,00 \$	175,00 \$	212,21 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Total DT Abitibi-Témis.-N. Québec									16 846,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6199900263	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2017-01-06	2016-12-22	138,00 \$	1 079,00 \$	1 378,58 \$
DT Bas-St-Laurent	6200204023	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2016-11-02	2016-10-26	415,00 \$	1 875,00 \$	2 570,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6200504051	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2016-11-02	2016-10-26	14,00 \$	455,00 \$	537,14 \$
DT Bas-St-Laurent	6200604136	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 bec	2016-09-09	2016-08-31	154,50 \$	875,00 \$	1 160,53 \$
DT Bas-St-Laurent	6200604146	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 bec	2016-10-28	2016-10-25	5,00 \$	350,00 \$	407,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6200604154	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-09-02	2016-08-29	5,00 \$	750,00 \$	867,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704026	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2016-10-05	2016-09-20		200,00 \$	229,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704055	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-08-22	2016-08-08	130,00 \$	1 084,00 \$	1 376,33 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704056	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-08-22	2016-07-25	132,00 \$	1 084,00 \$	1 378,33 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704057	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-02-03	2017-01-13	133,00 \$	1 054,00 \$	1 344,84 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704165	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-09-09	2016-08-31	150,75 \$	1 350,00 \$	1 702,91 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704168	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-01-23	2016-12-29	9,00 \$	500,00 \$	583,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704190	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-08-01	2016-06-16	5,00 \$	750,00 \$	867,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804004	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-12-13	2016-12-09	4,00 \$	351,80 \$	408,48 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804068	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques- Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-07-11	2016-06-20	163,00 \$	950,00 \$	1 255,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804092	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-10-05	2016-09-28	36,00 \$	1 525,00 \$	1 789,37 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804095	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-10-06	2016-09-28	49,00 \$	1 425,00 \$	1 687,39 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804146	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2016-11-10	2016-11-03		675,00 \$	776,08 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904038	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2017-03-14	2017-03-08	126,00 \$	975,00 \$	1 247,01 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Número fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Bas-St-Laurent	6200904114	201473	Côté Ouellet Thivierge Inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-12-01	2016-11-15	182,00 \$	1 725,00 \$	2 165,32 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201004065	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord c	2016-10-27	2016-10-25	172,00 \$	1 005,00 \$	1 327,50 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201004065	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord c	2016-10-27	2016-10-25		750,00 \$	862,31 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201104000	652364	Services notariaux Bouchard & Beizile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458	2016-11-28	2016-11-28	131,00 \$	1 174,00 \$	1 480,81 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201104049	12645	Briand, Christine	156, rue LePage	2016-11-07	2016-11-07	137,00 \$	600,00 \$	826,85 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201204019	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	802, 6e Avenue	2016-10-20	2016-10-13	256,00 \$	750,00 \$	1 118,31 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201204020	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	802, 6e Avenue	2016-12-07	2016-12-01	125,00 \$	500,00 \$	699,88 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201204026	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	2017-01-26	2017-01-18	122,00 \$	1 100,00 \$	1 386,73 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304001	201473	Côté Ouellet Thivierge Inc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 bec	2016-10-14	2016-10-06	120,00 \$	975,00 \$	1 241,01 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304002	201473	Côté Ouellet Thivierge Inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-09-07	2016-08-31	132,00 \$	825,00 \$	1 080,54 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304005	201473	Côté Ouellet Thivierge Inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec		2016-08-31	135,00 \$	850,00 \$	1 112,29 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304041	77065	Moyen, Édith (notaire)	76, rue de Sainte-Cécile-du-Bic Bureau 101	2016-04-22	2016-04-11	454,00 \$	969,10 \$	1 568,23 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304058	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier	2016-07-04	2016-06-15	11,00 \$	295,00 \$	350,18 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304058	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier	2016-10-19	2016-09-19	129,00 \$	401,80 \$	590,97 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304068	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-07-19	2016-06-22	12,00 \$	225,00 \$	270,69 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304077	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins	2016-08-23	2016-08-10		175,00 \$	201,21 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304080	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2017-03-17	2017-03-17	251,00 \$	1 135,00 \$	1 555,97 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304081	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-10-21	2016-10-14		225,00 \$	258,69 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304082	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-12-05	2016-11-17	118,00 \$	775,00 \$	1 009,06 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304085	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2017-03-21	2017-02-28	251,00 \$	835,00 \$	1 211,04 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304085	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-08-23	2016-08-09	4,00 \$	225,00 \$	262,69 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304089	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-07-19	2016-06-22	3,00 \$	225,00 \$	261,69 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304090	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-11-02	2016-10-26		225,00 \$	258,69 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201304092	367006	Odile Charest Inc.	84, Avenue Gaétan-Archambault	2017-01-06	2016-12-22	132,00 \$	1 079,00 \$	1 372,58 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)

Période du 2016-04-01 au 2017-03-29

Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201304094	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-07-20	2016-06-21	13,00 \$	225,00 \$	271,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304094	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-03-21	2017-03-03	251,00 \$	865,00 \$	1 245,53 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304095	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2017-02-20	2017-02-06		175,00 \$	201,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304095	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2016-07-20	2016-06-27	0,00 \$	175,00 \$	201,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404008	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2017-02-10	2017-01-24	257,00 \$	1 019,00 \$	1 428,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404009	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-12-02	2016-11-18	136,00 \$	650,00 \$	883,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404013	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2017-03-03	2017-02-28	137,00 \$	1 594,88 \$	1 970,71 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404030	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-03-21	2017-03-14	120,00 \$	373,54 \$	549,48 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404042	487981	Ross Boudreau notaires [2011] inc.	287, rue Pierre-Saindon, bureau 501 G5L 9A7 Québec	2016-08-22	2016-07-20	251,00 \$	950,00 \$	1 343,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404044	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-07-26	2016-06-15	257,00 \$	910,00 \$	1 303,27 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404053	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2016-04-29	2016-04-15	444,50 \$	1 500,00 \$	2 169,13 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404054	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2016-04-29	2016-04-20	141,00 \$	825,00 \$	1 089,54 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404056	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-11-02	2016-10-31	140,00 \$	1 054,00 \$	1 351,84 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504004	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-05-19	2016-04-29	130,00 \$	650,00 \$	877,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504011	483295	Me Marc St-Laurent, notaire inc.	285, avenue Saint-Jérôme G4W 3A8 Québec	2016-11-21	2016-08-28	20,00 \$	250,00 \$	307,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504013	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-07-19	2016-06-16	133,00 \$	650,00 \$	880,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504016	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-07-22	2016-07-13	13,00 \$	295,00 \$	352,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504017	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-07-22	2016-07-13	13,00 \$	295,00 \$	352,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504018	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-12-12	2016-11-22	13,00 \$	296,80 \$	354,25 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504022	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-06-16	2016-06-07	5,00 \$	225,00 \$	263,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504022	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-12-16	2016-11-21	118,00 \$	885,00 \$	1 135,53 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504023	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-05-24	2016-05-06	4,00 \$	225,00 \$	262,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504023	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-12-06	2016-11-21	118,00 \$	625,00 \$	836,59 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504024	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2016-10-13	2016-10-03	131,00 \$	979,00 \$	1 256,61 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facturation	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201504025	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-12-09	2016-05-27	0,00 \$	225,00 \$	258,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504025	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-12-09	2016-11-28	118,00 \$	625,00 \$	836,59 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504028	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2016-04-06	2016-03-30	168,55 \$	1 010,00 \$	1 329,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504034	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2016-09-07	2016-08-31	158,75 \$	825,00 \$	1 107,29 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504035	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2016-08-25	2016-08-12	133,00 \$	875,00 \$	1 139,03 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504037	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2016-09-07	2016-08-31	126,00 \$	1 005,00 \$	1 281,50 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504044	689415	Pierrette Couillard, notaire inc.	Pierrette Couillard, notaire inc. 120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville, bur. 101 Case postale 1442 G5R 4M1 Québec	2016-09-09	2016-08-24	133,00 \$	835,00 \$	1 093,04 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504045	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2016-09-13	2016-08-31	129,00 \$	1 005,00 \$	1 284,50 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604002	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-03-21	2017-03-14	122,00 \$	404,80 \$	587,42 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604002	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-08-29	2016-08-29	9,00 \$	296,80 \$	350,25 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604004	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2016-10-17	2016-10-12		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604005	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-02		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604006	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-09-12	2016-09-07		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604007	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-10	2017-03-01	256,60 \$	1 480,00 \$	1 958,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604007	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-28		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604008	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2017-03-08	2017-02-28	124,00 \$	987,00 \$	1 258,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604009	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-11-01	2016-10-17		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604010	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-23	2016-08-02		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604011	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-29		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604011	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-21	2017-03-16	256,60 \$	1 480,00 \$	1 958,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604012	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-28		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604013	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-02		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604015	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-03		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604016	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-22	2017-03-16	262,35 \$	1 600,00 \$	2 101,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604016	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-03		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604017	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-28		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604018	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-03	2017-02-27	256,60 \$	1 480,00 \$	1 958,23 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)

Période du 2016-04-01 au 2017-03-29

Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facturation	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201604018	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-10-05	2016-09-27		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604020	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-26		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604021	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-23	2016-08-04		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604022	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-29		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604024	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-04		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604025	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-25		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604025	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-03	2017-02-28	124,75 \$	1 200,00 \$	1 504,45 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604026	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-25		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604026	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-21	2017-03-14	262,35 \$	1 450,00 \$	1 929,49 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604028	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-28		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604030	708157	ME Julie Marquis, notaire Inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2016-12-06	2016-11-23	0,00 \$	250,00 \$	287,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604031	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-22	2017-03-15	256,60 \$	1 580,00 \$	2 073,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604031	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-27		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604032	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-10	2017-03-02	119,00 \$	780,00 \$	1 015,81 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604032	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-27		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604035	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-03		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604037	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-26		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604037	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-02-24	2017-02-23	124,75 \$	800,00 \$	1 044,55 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604038	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-23	2017-03-15	395,35 \$	1 500,00 \$	2 119,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604038	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-29		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604041	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-04		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604042	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-26		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604042	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-25		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604044	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-21	2017-03-14	263,35 \$	1 680,00 \$	2 194,93 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604046	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-23	2016-08-01		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604048	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-09-16	2016-08-01		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604048	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-27		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604050	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-10	2017-08-03	256,60 \$	1 200,00 \$	1 636,30 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604051	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-23	2016-08-01		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604051	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2017-03-08	2017-02-28	138,00 \$	505,00 \$	718,62 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604051	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2016-10-21	2016-10-17		275,00 \$	316,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604053	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2016-10-21	2016-10-17		375,00 \$	431,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604053	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2017-03-09	2017-02-28	128,00 \$	500,00 \$	702,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604054	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-12-16	2016-12-09	5,00 \$	400,00 \$	484,90 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201604054	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-02-23	2017-02-13	124,75 \$	1 150,00 \$	1 446,96 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604055	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-25	2016-08-15		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604062	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 Québec	2016-10-13	2016-09-19	14,00 \$	275,00 \$	330,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604066	42036	Organisation Serge Bernier inc.	330, rue d'Amours G4W 2X9 Québec	2017-01-12	2016-12-20	0,00 \$	200,00 \$	229,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604068	42036	Organisation Serge Bernier inc.	330, rue d'Amours G4W 2X9 Québec	2017-01-12	2016-12-20	0,00 \$	200,00 \$	229,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604071	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-02-03	2017-01-25		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604073	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-02-23	2017-02-17	5,00 \$	400,00 \$	464,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604074	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2017-03-22	2017-03-16	133,00 \$	1 450,00 \$	1 800,14 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604077	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-03-09	2017-02-28	123,00 \$	1 004,00 \$	1 277,35 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604078	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-03-09	2017-02-28	123,00 \$	1 004,00 \$	1 277,35 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604080	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-02-10	2017-01-31	8,00 \$	295,00 \$	347,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604081	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-02-07	2017-02-01	8,00 \$	295,00 \$	347,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604095	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 Québec	2016-11-11	2016-11-01	157,00 \$	980,00 \$	1 283,76 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604096	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-02-15	2017-01-25	251,00 \$	1 125,00 \$	1 544,47 \$
Total DT Bas-St-Laurent									
DT Chaudière-Appalaches	6200512144	141094	Roy, Brigitte (notaire)	1079 route Bégin G0R 2N0 QC	2016-11-11	2016-08-25	306,56 \$	620,00 \$	1 019,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200812206	595912	Toussignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-05-09	8,00 \$	685,00 \$	795,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200812208	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 Québec		2016-06-07	134,00 \$	864,99 \$	1 128,52 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912113	595912	Toussignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-04-15		605,00 \$	695,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912119	595912	Toussignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-11-02	128,00 \$	586,29 \$	802,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912120	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 Québec		2016-12-08	124,00 \$	880,80 \$	1 136,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912121	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 Québec		2016-12-08	12,00 \$	745,00 \$	868,56 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912171	577003	Ménard, Jacques (notaire)	32, rue Turgeon, C.P. 9 G0R 1A0 Québec		2016-04-12	161,40 \$	650,00 \$	908,74 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912173	577003	Ménard, Jacques (notaire)	32, rue Turgeon, C.P. 9 G0R 1A0 Québec		2016-04-12	161,12 \$	675,00 \$	937,20 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012014	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2017-02-01	228,75 \$	1 427,53 \$	1 870,06 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201012038	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-11-28		210,00 \$	241,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112009	133713	Mario Mathieu, notaire	1-B, rue de la Clinique	2016-08-18	2016-07-11	133,00 \$	1 052,50 \$	1 343,12 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112009	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202		2016-12-08	24,00 \$	445,00 \$	535,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112050	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202		2017-02-21	136,00 \$	1 065,97 \$	1 361,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112051	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 ébec		2017-01-31		540,00 \$	620,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112052	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-05-12	3,00 \$	280,00 \$	324,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112053	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-18	254,00 \$	700,00 \$	1 058,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112056	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2017-01-13	5,00 \$	305,00 \$	355,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112096	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-19	121,00 \$	470,00 \$	661,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112097	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-09-01	122,00 \$	520,00 \$	719,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112101	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-13	121,00 \$	880,54 \$	1 133,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112102	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-05-31	6,00 \$	355,00 \$	414,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112107	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-13	121,00 \$	495,00 \$	690,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112111	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-03-24		555,00 \$	639,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112184	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-12	3,00 \$	355,00 \$	411,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112188	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-14	121,00 \$	495,00 \$	690,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112189	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-02-19		265,00 \$	304,68 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112193	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	2016-10-18	2016-10-05	124,00 \$	670,00 \$	894,33 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212000	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2017-01-13	2,00 \$	180,00 \$	208,96 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212025	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	2016-10-18	2016-09-22	2,00 \$	205,00 \$	237,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212026	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-05-12	3,00 \$	255,00 \$	296,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212028	78326	Soucy, Roy, Gauvreau, notaires, S.E.N.C.R.L.	3075, chemin des Quatres-Bourgeois Bureau 301		2016-05-09	6,00 \$	558,34 \$	647,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212032	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-05-27	131,50 \$	570,00 \$	786,86 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212038	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-05-31	134,50 \$	570,00 \$	789,86 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212075	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud		2016-04-13	114,00 \$	3 786,83 \$	4 487,91 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212077	136201	Voyer, Claude	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 E 1M3 QC	G6	2016-09-20	128,00 \$	180,00 \$	334,96 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212095	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale	2016-08-17	2015-12-09	114,00 \$	487,34 \$	674,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212095	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale	2016-01-06	2015-12-09		250,00 \$	287,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212095	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale	2016-01-06	2015-12-09	129,00 \$	657,35 \$	894,79 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Número fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facturation	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201212233	328999	Lacroix, Thibaulteau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-06-20	2 708,41 \$	945,00 \$	3 794,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212236	577003	Ménard, Jacques (notaire)	32, rue Turgeon, C.P. 9 G0R 1A0 Québec		2016-04-01	122,00 \$	500,00 \$	696,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212237	577003	Ménard, Jacques (notaire)	32, rue Turgeon, C.P. 9 G0R 1A0 Québec		2016-04-12	170,40 \$	500,00 \$	745,28 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312004	141289	Gestion Denys Quirion Inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2017-02-16		180,00 \$	206,96 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312023	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud G0N 1H0 QC		2015-01-21	114,00 \$	2 337,01 \$	2 800,98 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312041	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8Québec		2016-12-08	136,00 \$	680,80 \$	918,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312056	636580	Gaston Vachon notaire Inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Québec		2016-12-15	128,00 \$	554,80 \$	765,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312079	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8Québec		2016-12-07	134,00 \$	696,00 \$	934,23 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312082	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-05-03	141,00 \$	791,10 \$	1 050,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312091	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-06-21	130,00 \$	771,10 \$	1 016,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312094	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC		2015-01-13	146,00 \$	375,00 \$	577,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312094	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC		2015-01-13	145,00 \$	575,00 \$	806,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312107	741289	Roy, Sylvie (029)	3510, avenue Saint-Augustin G6Z 8G8 Québec		2016-10-17	136,70 \$	240,00 \$	412,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312108	738382	Pierre Samson (notaire)	5255, boulevard Guillaume-Couture, #161 G6V 4Z4 Lévis		2017-01-27	168,00 \$	1 012,50 \$	1 332,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	328999	Lacroix, Thibaulteau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-12-05		300,00 \$	344,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	328999	Lacroix, Thibaulteau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec	2016-11-11	2016-11-24	20,00 \$	430,00 \$	514,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	328999	Lacroix, Thibaulteau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2017-01-25		300,00 \$	344,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	602141	Guillaume Fleury notaire	11, rue de la Cathédrale, bureau 201, suite no 4 G4X 2V9 Québec		2016-06-15		240,00 \$	275,94 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312111	328999	Lacroix, Thibaulteau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-05-05	277,20 \$	725,00 \$	1 110,77 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312112	201120	Charest, Luc A. (notaire)	3100, rue de la Forest, bureau 202 G1W 1L8 QC		2016-12-16	12,40 \$	380,00 \$	449,31 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312113	452859	Bergeron Larocheille, société de notaires [SENCRL]	1186, rue Principale G0S 1Z0 Québec		2017-01-09	275,63 \$	639,46 \$	1 010,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312113	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin G0S 2H0 QC		2017-02-22	16,00 \$	300,00 \$	360,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312116	409599	Hamel, Nathalie (notaire)	1323, rue St-Jacques G2E 2W7 QC	2016-10-18	2016-10-03		320,50 \$	366,50 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201312117	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame G6E 3Z5 Québec		2016-05-09		708,74 \$	814,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312117	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame G6E 3Z5 Québec	2016-10-20	2016-09-21	128,00 \$	1 702,04 \$	2 084,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312119	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec	2016-08-18	2016-07-19	170,00 \$	955,00 \$	1 268,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312125	82659	Vézina, Michel (notaire)	1160, rue Rebecca G1Y 3P8 Québec		2016-04-12	9,00 \$	500,00 \$	583,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312126	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec	2016-08-18	2016-07-22	146,00 \$	550,00 \$	778,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312127	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec		2016-12-21	286,00 \$	1 367,75 \$	1 858,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312127	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec	2016-08-18	2016-08-04	305,00 \$	1 035,25 \$	1 495,28 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312138	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-11-07	425,83 \$	810,00 \$	1 357,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412000	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 Québec		2016-12-08	2,00 \$	295,00 \$	341,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412000	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 Québec		2016-12-07	31,00 \$	790,00 \$	939,30 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412006	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-05-26	181,72 \$	520,00 \$	779,59 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412007	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-10-13	128,00 \$	320,00 \$	495,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412010	764325	Morin & Bloudeau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud G5V 3N4 Québec		2016-03-31	498,40 \$	923,75 \$	1 560,48 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412015	543415	Gascon & associés S.E.N.C.R.L.	1100, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 700 H3B 4N4 Québec		2016-08-17	10,00 \$	1 363,87 \$	1 578,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412032	750805	LGD NOTAIRES INC.	2820, boulevard Laurier, bureau 1050 Québec		2016-04-26	118,00 \$	62,50 \$	189,86 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412032	750805	LGD NOTAIRES INC.	2820, boulevard Laurier, bureau 1050 Québec		2016-04-26	35,00 \$	342,50 \$	428,79 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412073	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2016-11-11	2016-10-21	123,00 \$	305,00 \$	473,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512024	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-08-17	137,50 \$	345,00 \$	534,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512041	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101 G0S 1V0 QC		2016-02-08	455,00 \$	810,00 \$	1 386,30 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512042	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud G0N 1H0 QC		2016-02-23	139,00 \$	2 161,89 \$	2 624,63 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512044	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud G0N 1H0 QC		2016-02-23	130,00 \$	2 106,67 \$	2 552,14 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512051	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2016-03-29	2,00 \$	273,33 \$	316,26 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512056	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC		2016-03-01	365,28 \$	850,00 \$	1 342,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512057	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-05-31	139,50 \$	370,00 \$	564,91 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512058	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-05-17	3,00 \$	330,00 \$	382,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512060	59765	Ballargeon, Franchine	1574, route 277, suite A G0R 1S0 QC		2016-03-17	137,00 \$	808,33 \$	1 066,38 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201512062	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2016-12-14	261,00 \$	785,00 \$	1 163,55 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512063	764325	Morin & Biloiseau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud G5V 3N4 Québec		2017-02-08	423,20 \$	801,75 \$	1 345,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512065	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8Québec		2016-12-08	120,00 \$	515,00 \$	712,12 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512066	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-05-18	123,00 \$	255,00 \$	416,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512081	594408	Pelletier, Marie-Pier (notaire)	225, de Gaspé Ouest G0R 3G0 Québec		2016-04-06	317,79 \$	392,50 \$	769,07 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512082	594408	Pelletier, Marie-Pier (notaire)	225, de Gaspé Ouest G0R 3G0 Québec		2016-05-02	308,79 \$	392,50 \$	760,07 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512083	651436	Olivier Pelletier, notaire Inc.	259, boulevard Nilus-Leclerc G0R 2C0 Québec		2016-02-19	264,00 \$	534,00 \$	877,97 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512085	642010	LNTP notaires Inc.	212-F, 2e avenue G0R 1S0 Québec	2016-08-18	2016-06-28	143,00 \$	525,42 \$	747,10 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512086	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2016-10-27	332,00 \$	909,08 \$	1 377,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512087	59765	Baillargeon, Francine	1574, route 277, suite A G0R 1S0 QC		2016-06-21	264,00 \$	784,00 \$	1 165,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512088	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M1Y0 Québec	2016-08-18	2016-07-12	136,00 \$	976,64 \$	1 258,89 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512090	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2016-10-18	2016-09-20	157,00 \$	998,73 \$	1 305,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512090	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2016-08-18	2016-07-14	383,00 \$	3 041,68 \$	3 880,17 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512091	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont G6Z 1N8 Québec		2016-08-08	385,00 \$	975,00 \$	1 506,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512096	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC		2016-02-29	151,00 \$	442,40 \$	659,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512097	792639	Me Stéphanie Morasse, notaire et conseiller juridique	1025, boulevard du Lac G3B 0X1 Québec		2016-03-31	229,42 \$	625,00 \$	948,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512098	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 Québec		2016-07-18	251,00 \$	845,00 \$	1 222,54 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512100	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2016-08-18	2016-07-15	271,00 \$	910,00 \$	1 317,27 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512101	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2016-04-19	10,00 \$	425,00 \$	498,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512102	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2017-01-19	126,00 \$	670,00 \$	896,33 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512103	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2017-01-23	124,00 \$	565,00 \$	773,61 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512104	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2016-12-20	123,00 \$	565,00 \$	772,61 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512107	141289	Gestion Denys Quirion Inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2016-10-18	2016-09-22	125,00 \$	295,00 \$	464,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512111	199602	Vachon, Stéphanie (notaire)	733, boulevard Frontenac Ouest Bureau 103 G6G 7X9 QC		2016-05-12	123,00 \$	550,00 \$	755,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512113	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2016-09-08	126,00 \$	625,00 \$	844,59 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512114	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont G6Z 1N8 Québec	2016-08-18	2016-07-27	267,00 \$	731,25 \$	1 107,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512115	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M1Y0 Québec		2016-04-08	123,00 \$	553,42 \$	759,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512116	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M1Y0 Québec		2016-03-21	121,00 \$	553,42 \$	757,29 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201512117	586305	Aubert & Morency, notaires	846, avenue Champlain g0n 1e0 Québec		2016-10-05	138,00 \$	560,00 \$	781,86 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512118	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC		2017-01-24	439,00 \$	742,20 \$	1 292,34 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512119	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC		2016-10-21	650,00 \$	826,66 \$	1 600,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612000	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2016-05-19	130,00 \$	532,50 \$	742,25 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612007	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC		2016-11-30	153,41 \$	453,60 \$	674,94 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612011	582890	Roger Plante Inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec	2016-08-18	2016-07-28	175,75 \$	987,50 \$	1 311,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612013	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8Québec		2017-02-21	139,00 \$	570,00 \$	794,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612019	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2016-10-18	2016-10-03	30,00 \$	753,34 \$	896,16 \$
Total DT Chaudière-Appalaches									117 970,85 \$
DT Côte-Nord	6200708005	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC		2016-03-16	181,00 \$	900,00 \$	1 215,78 \$
DT Côte-Nord	6200708033	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-03-29	2016-03-16	242,22 \$	700,00 \$	1 047,05 \$
DT Côte-Nord	6200908064	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-12-20	2016-11-21	105,00 \$	600,00 \$	794,85 \$
DT Côte-Nord	6201308004	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2017-01-24	2017-01-02	138,00 \$	769,00 \$	1 022,16 \$
DT Côte-Nord	6201308008	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2016-04-12	2016-04-01		100,00 \$	114,98 \$
DT Côte-Nord	6201308008	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-12-06	2016-11-29	341,22 \$	1 100,00 \$	1 605,95 \$
DT Côte-Nord	6201308010	654938	PME Inter Notaires Bale-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 Qc	2017-01-24	2017-01-16	306,00 \$	2 407,00 \$	3 073,45 \$
DT Côte-Nord	6201308012	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-11-10	2016-10-12	28,00 \$	700,00 \$	832,83 \$
DT Côte-Nord	6201308012	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-11-10	2015-03-10	392,26 \$	1 800,00 \$	2 461,83 \$
DT Côte-Nord	6201308013	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naline G5A 1M4 QC	2016-06-21	2016-02-16	129,00 \$	650,00 \$	876,34 \$
DT Côte-Nord	6201308018	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2016-04-12	2016-04-01		75,00 \$	86,23 \$
DT Côte-Nord	6201308025	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-03-24	2016-03-16	151,00 \$	800,00 \$	1 070,80 \$
DT Côte-Nord	6201308026	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-03-30	2016-03-16	151,00 \$	500,00 \$	725,88 \$
DT Côte-Nord	6201508005	654938	PME Inter Notaires Bale-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 Qc	2016-06-08	2016-06-07	145,00 \$	730,00 \$	984,32 \$
DT Côte-Nord	6201508034	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2019-09-28	2016-09-13		200,00 \$	229,95 \$
Total DT Côte-Nord									16 142,40 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200644033	337000	Étude des notaires Allard & Corbeil inc.	5425, boul. Laurier ouest, bureau 100 J2S 3V6 Québec	2016-10-04	2016-08-23	2,00 \$	755,75 \$	870,93 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200644037	607558	Steve Rodier notaire inc.	755, avenue du Palais J2S 5C6 Québec		2016-09-07	175,73 \$	500,00 \$	750,61 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Est-de-la-Montérégie	6201244054	24974	Rodier, Steve	755, avenue du Palais	J2S 5C6 QC	2016-11-11	694,59 \$	1 082,50 \$	1 939,15 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244085	491700	Pétrin, Pierre (002)	636, Chemin des Patriotes, bureau 101	J0H 1K 0 QC	2017-02-14	118,00 \$	475,00 \$	664,13 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201344026	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation	J0H 2E0 Québec	2017-02-03	128,00 \$	368,75 \$	551,97 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201344027	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation	J0H 2E0 Québec	2017-02-03	128,00 \$	319,25 \$	495,06 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201344029	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation	J0H 2E0 Québec		464,18 \$	380,00 \$	901,09 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444024	323048	Larivière, Josée (notaire)	201, Sir Wilfrid Laurier	J3G 4G8 Québec	2017-01-24	138,00 \$	553,75 \$	774,68 \$
Total DT Est-de-la-Montérégie									
DT Estrie	6200260070	59251	Bélanger, Denis (015)	212, 5e Avenue	G0M 1H0 QC		129,00 \$	1 500,00 \$	1 853,63 \$
DT Estrie	6200444060	749896	Étude notariale Désourdy	779, rue Shefford	J2L1C4 Québec	2016-05-12		1 200,00 \$	1 379,70 \$
DT Estrie	6200444062	749896	Étude notariale Désourdy	779, rue Shefford	J2L1C4 Québec	2016-05-12		1 050,00 \$	1 207,24 \$
DT Estrie	6200960070	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201	J1G 5G6 Québec	2016-03-22	127,00 \$	500,00 \$	701,88 \$
DT Estrie	6200960108	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100	J1H 1M3 Québec	2016-06-27		200,00 \$	229,95 \$
DT Estrie	6201160080	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110	J1A 2B1 QC	2016-06-23		304,00 \$	349,52 \$
DT Estrie	6201244052	73672	Dalpé, Annick (notaire)	59, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2016-11-06	142,00 \$	673,00 \$	915,78 \$
DT Estrie	6201260015	375868	Guilbeault, Patrick (notaire)	80, rue Principale Est	J0B 1M0 QC	2016-04-20		350,00 \$	402,41 \$
DT Estrie	6201260039	691318	Fredette Gauvreau Ruel notaires inc.	165, rue Heneker	J1J 3G2 Québec	2017-01-23	271,00 \$	850,00 \$	1 248,29 \$
DT Estrie	6201260046	350377	Demers, Descoteaux, notaires, S.E.N.C.R.	2727, rue King Ouest, bureau 210	J1L 1C2 Québec	2017-01-30	128,00 \$	450,00 \$	645,39 \$
DT Estrie	6201260048	81358	Lachance, Dany (notaire)	2984, rue Des Chênes, app. 205	J1L1Y1 QC	2016-04-08	14,00 \$	250,00 \$	301,44 \$
DT Estrie	6201360016	627519	Émilie Benjamin, notaire inc.	145, rue de Sherbrooke, bureau 205	J2K 5E7 Québec	2016-03-04	136,00 \$	721,04 \$	965,01 \$
DT Estrie	6201460000	430272	Coderre, Roch (notaire)	195A, rue St-Hilaire, C.P. 636	J0B 1R0 QC	2016-04-06	130,00 \$	550,00 \$	762,36 \$
DT Estrie	6201460000	430272	Coderre, Roch (notaire)	195A, rue St-Hilaire, C.P. 636	J0B 1R0 QC	2016-04-06	131,00 \$	350,00 \$	533,41 \$
DT Estrie	6201560011	564370	Caron, André (notaire)	497, rue Principale Ouest	J1X 2B2 QC	2016-09-08	128,00 \$	400,00 \$	587,90 \$
DT Estrie	6201560017	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	J0B 2H0 QC	2016-08-09	266,00 \$	525,00 \$	869,62 \$
DT Estrie	6201560017	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	J0B 2H0 QC	2016-06-02	123,00 \$	466,53 \$	669,40 \$
DT Estrie	6201560018	553239	Marier, Marie (notaire)	2984, rue des Chênes, bureau 205	J1L 1Y1 QC	2017-02-15		357,19 \$	410,68 \$
DT Estrie	6201560022	369634	Ludie Lavallée Notaire Inc.	550, rue de l'Église	J0E 2L0 Québec	2016-05-11	172,65 \$	600,00 \$	862,50 \$
DT Estrie	6201560029	81710	Lafontaine, Alain (notaire)	3428, rue Laval	G6B 1A4 QC	2017-02-01	251,00 \$	876,96 \$	1 259,29 \$
DT Estrie	6201560029	81710	Lafontaine, Alain (notaire)	3428, rue Laval	G6B 1A4 QC	2016-07-21	133,00 \$	305,87 \$	484,67 \$
DT Estrie	6201660001	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110	J1A 2B1 QC	2016-09-15	332,00 \$	964,00 \$	1 440,36 \$
DT Estrie	6201660004	472112	Kathleen Blanchard (notaire)	292, rue Notre-Dame	J0C 1K0 Québec	2016-09-08	251,00 \$	1 350,00 \$	1 803,16 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Estrie	6201660005	441772	Drouin, Michel (notaire)	601, boul. Simoneau J1T 4G7 QC		2016-05-06	138,00 \$	575,00 \$	799,11 \$
DT Estrie	6201660006	441772	Drouin, Michel (notaire)	601, boul. Simoneau J1T 4G7 QC		2016-05-06	420,00 \$	905,00 \$	1 460,52 \$
DT Estrie	6201660007	553239	Marier, Marie (notaire)	2984, rue des Chênes, bureau 205 J1L 1Y1 QC		2016-06-22	129,00 \$	450,00 \$	646,39 \$
DT Estrie	6201660008	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2017-02-20		350,00 \$	402,41 \$
DT Estrie	6201660008	484542	Comtois, Julie (notaire)	1152, rue King Ouest J1H 1S2 QC		2017-02-24	164,00 \$	1 375,00 \$	1 744,91 \$
DT Estrie	6201660008	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2017-02-20		375,00 \$	431,16 \$
DT Estrie	6201660009	265223	Chagnon, Serge (notaire)	C-251 1er Avenue J1T 1Y6 QC		2016-08-25	300,88 \$	617,97 \$	1 011,39 \$
DT Estrie	6201660011	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2016-06-17	128,00 \$	325,00 \$	501,67 \$
DT Estrie	6201660012	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-08-02	118,00 \$	664,00 \$	881,43 \$
DT Estrie	6201660013	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-08-10	118,00 \$	663,00 \$	880,28 \$
DT Estrie	6201660015	59551	Tétreault, Marcel	29, rue Principale Nord JOE 2K0 QC		2016-10-20	145,00 \$	250,00 \$	432,44 \$
DT Estrie	6201660017	627519	Émilie Benjamin, notaire inc.	145, rue de Sherbrooke, bureau 205 J2K 5E7 Québec		2016-09-20	296,00 \$	1 021,04 \$	1 469,94 \$
DT Estrie	6201660039	59339	Ménard, Roseline	15, rue Rivière JOJ 1A0 QC		2017-01-23	125,00 \$	785,00 \$	1 027,55 \$
Total DT Estrie									31 562,79 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6198802689	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-08-25	2016-08-09		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200400082	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-03-20	2017-03-07	7,00 \$	350,00 \$	409,41 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200800027	602141	Guillaume Fleury notaire	11, rue de la Cathédrale, bureau 201, suite no 4 G4X 2V9 Québec	2016-09-01	2016-08-22		210,00 \$	241,45 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200800050	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 QC	2016-07-25	2016-06-22	120,00 \$	770,30 \$	1 005,66 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200900050	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-07-12	2016-04-15	257,00 \$	1 050,00 \$	1 464,24 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200900063	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-28	2016-09-23	6,00 \$	250,00 \$	293,44 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200900093	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-01-26	2016-12-30	372,95 \$	500,00 \$	947,83 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200900100	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2016-04-29	2016-04-26	267,00 \$	1 350,00 \$	1 819,16 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201000039	58600	Bonneville, Noël (notaire)	251, 1re Avenue Ouest C.P. 788 G4V1E3 QC	2016-05-11	2016-04-27	109,00 \$	375,00 \$	540,15 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201000040	58600	Bonneville, Noël (notaire)	251, 1re Avenue Ouest C.P. 788 G4V1E3 QC	2016-05-10	2016-03-30	109,00 \$	375,00 \$	540,15 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201000048	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-22	2016-09-11	345,00 \$	1 500,00 \$	2 069,63 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201000063	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 QC	2016-11-04	2016-11-01	119,00 \$	1 200,00 \$	1 498,70 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201000071	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-14	2016-09-11	252,00 \$	1 500,00 \$	1 976,63 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201100005	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-20	2016-08-31		50,00 \$	57,49 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201100011	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-07-19	2016-06-27	8,00 \$	350,00 \$	410,41 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200000	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-05-11	2016-05-03	115,00 \$	900,00 \$	1 149,78 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200004	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-04-14	2016-04-05		360,00 \$	413,91 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200009	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-04-14	2016-04-05		360,00 \$	413,91 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200017	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-06	2016-06-16	5,00 \$	430,00 \$	499,40 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200018	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-01-09	2016-12-20	137,00 \$	830,00 \$	1 091,30 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200018	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-06	2016-06-16	5,00 \$	380,00 \$	441,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200019	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-12-15	2016-10-31	263,00 \$	1 450,00 \$	1 930,14 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200020	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-18	2016-06-15	464,00 \$	1 400,00 \$	2 073,65 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200025	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-01-24	2016-12-20	136,00 \$	832,00 \$	1 092,60 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200025	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-06	2016-06-16	3,00 \$	380,00 \$	439,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200029	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-12-07	2016-11-22	234,00 \$	630,00 \$	958,35 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200035	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-12-09	2016-12-05	130,00 \$	738,35 \$	978,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200036	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-12-07	2016-11-22	133,00 \$	630,00 \$	857,35 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200038	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-08-22	2016-02-05	19,00 \$	500,00 \$	593,88 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200039	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-11-10	2016-11-07	265,00 \$	1 120,00 \$	1 552,70 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200039	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-04-07	2016-03-14	3,00 \$	280,00 \$	324,95 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200041	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-04-11	2016-03-17	6,00 \$	450,00 \$	523,39 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200043	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-18	2016-06-27	6,00 \$	280,00 \$	327,95 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200043	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-01-13	2016-12-28	266,00 \$	1 092,00 \$	1 521,50 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200044	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-04-07	2016-03-14	6,00 \$	280,00 \$	327,95 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200044	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-01-09	2016-12-20	133,00 \$	630,00 \$	857,35 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200047	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-01-13	2016-12-28	267,00 \$	1 180,00 \$	1 623,70 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200049	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-04-07	2016-03-14	3,00 \$	380,00 \$	439,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200050	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-08-22	2016-02-08	10,00 \$	425,00 \$	498,64 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200051	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-09-14	2016-09-08	1,00 \$	430,00 \$	495,40 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200054	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-01-05	2016-12-06	146,00 \$	1 650,00 \$	2 043,09 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200056	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-04-08	2016-03-14	4,00 \$	430,00 \$	498,40 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200056	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-12-08	2016-12-05	134,00 \$	930,00 \$	1 203,30 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200058	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-19	2016-06-13	512,00 \$	1 110,00 \$	1 785,20 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200059	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-06-06	2016-06-06	135,00 \$	800,00 \$	1 054,80 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200060	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-06	2016-06-16	2,00 \$	380,00 \$	436,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200060	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-02-10	2017-01-30		74,35 \$	85,45 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200060	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-02-10	2016-12-08	279,00 \$	1 310,00 \$	1 785,20 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200061	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2016-08-26	2016-07-18	9,00 \$	200,00 \$	236,95 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200063	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-07-21	2016-07-11	14,00 \$	425,00 \$	502,64 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200069	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-08-25	2016-08-17	2,00 \$	400,00 \$	461,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200069	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-11-29	2016-11-17	133,00 \$	630,00 \$	857,35 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200073	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-08-22	2015-12-03	128,00 \$	1 154,00 \$	1 454,81 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200075	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-06-03	2016-05-23	3,00 \$	430,00 \$	497,40 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200077	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-04-07	2016-03-14	6,00 \$	200,00 \$	235,95 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200078	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-07-21	2016-07-11	5,00 \$	425,00 \$	493,64 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200079	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-08-25	2016-08-08	6,00 \$	405,00 \$	471,65 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200080	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-08-23	2016-06-16	7,00 \$	500,00 \$	581,87 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200082	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-12-09	2016-12-05	135,00 \$	780,00 \$	1 031,80 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200082	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-06	2016-02-16	2,00 \$	380,00 \$	438,90 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200084	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-02-03	2017-01-30	126,00 \$	600,00 \$	815,85 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200084	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-06-09	2016-05-30	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200090	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-29	2016-09-26	5,00 \$	200,00 \$	234,95 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-06-01	2016-05-16	3,00 \$	375,00 \$	434,16 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-12-07	2016-12-02	119,00 \$	525,00 \$	722,62 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200126	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Verrière G4T 3E6 Québec	2016-10-31	2016-10-20	271,00 \$	925,00 \$	1 334,52 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200144	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2016-05-26	2016-05-11	144,00 \$	954,70 \$	1 241,67 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200145	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2016-06-13	2016-05-04	420,00 \$	1 644,00 \$	2 310,19 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200162	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-13	2016-09-09	129,00 \$	450,00 \$	646,39 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300008	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Verrière G4T 3E6 Québec	2017-01-09	2016-12-14	128,00 \$	830,00 \$	1 082,29 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300020	60091	Roy, Nancy (002)	552, route 132, C.P. 83 G0C 2G0 Québec	2016-08-23	2016-08-11	271,00 \$	1 120,00 \$	1 558,72 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300021	60091	Roy, Nancy (002)	552, route 132, C.P. 83 G0C 2G0 Québec	2016-08-22	2016-08-11	265,00 \$	1 120,00 \$	1 552,72 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300035	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Verrière G4T 3E6 Québec	2016-08-23	2016-07-20	128,00 \$	800,00 \$	1 047,80 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300085	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-09	2016-08-30	257,00 \$	950,00 \$	1 349,26 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300086	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-01-05	2016-12-22	257,00 \$	750,00 \$	1 119,31 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300087	515138	Adams & Bélanger notaires	1000, 6e Avenue, bureau 206 G0R 1Z0 Québec	2017-03-14	2017-03-13	494,00 \$	1 100,00 \$	1 758,73 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300088	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-11-10	2016-10-28	123,00 \$	900,00 \$	1 157,78 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300089	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-11-04	2016-10-27	458,00 \$	800,00 \$	1 377,80 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300091	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-06-16	2016-05-25	252,00 \$	825,00 \$	1 200,54 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-20	2016-08-30	257,00 \$	950,00 \$	1 349,26 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300094	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-06-16	2016-06-08	253,00 \$	950,00 \$	1 345,26 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300095	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-06-07	2016-05-31	119,00 \$	550,00 \$	751,36 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300101	59413	Calssy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 1Y0 Québec	2017-03-10	2017-03-06	140,00 \$	993,07 \$	1 281,78 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300102	203005	Tremblay, Barriault, notaires S.E.N.C.	119B, boulevard Perron Ouest 1Y0 Québec	2016-07-06	2016-05-11	263,00 \$	900,00 \$	1 297,78 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300103	59413	Calssy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 1Y0 Québec	2016-05-10	2016-03-13	15,00 \$	500,00 \$	589,88 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300105	59413	Calssy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 1Y0 Québec	2017-03-17	2017-03-08	138,00 \$	993,07 \$	1 279,78 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300106	59413	Calssy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 1Y0 Québec	2017-03-16	2017-03-08	142,00 \$	993,07 \$	1 283,78 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300107	59413	Calssy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 1Y0 Québec	2017-03-16	2017-03-08	284,00 \$	1 295,00 \$	1 772,93 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300108	669234	Tremblay & Barriault, notaires Inc.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-08-22	2016-07-27	306,87 \$	900,00 \$	1 341,65 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300108	669234	Tremblay & Barriault, notaires Inc.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-04-06	2016-03-09		500,00 \$	574,88 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400002	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-07-12	2016-06-14	253,00 \$	825,00 \$	1 201,54 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400019	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-07-22	2016-07-15	368,20 \$	525,00 \$	971,82 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400031	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-01-18	2016-12-19	0,00 \$	225,00 \$	258,69 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400039	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2016-05-12	2016-04-01	126,00 \$	1 000,00 \$	1 275,75 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400057	653623	Me Cécile Lacasse notaire Inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 Québec	2016-10-20	2016-10-20	116,00 \$	970,00 \$	1 231,26 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400059	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2016-09-07	2016-08-26	128,00 \$	1 000,00 \$	1 277,75 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400060	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-10-07	2016-09-29	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400061	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-23	2016-09-20	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400061	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-04-08	2016-03-21	12,00 \$	300,00 \$	366,93 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400062	602141	Guillaume Fleury notaire	11, rue de la Cathédrale, bureau 201, suite no 4 G4X 2V9 Québec	2016-09-01	2016-08-17		210,00 \$	241,45 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201500008	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-05-12	2016-03-30	130,00 \$	830,00 \$	1 084,30 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201500009	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Verrière G4T 3E6 Québec	2016-10-31	2016-10-12	329,21 \$	825,00 \$	1 277,75 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201500025	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-01-20	2017-01-10	5,00 \$	350,00 \$	407,41 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fin de la période	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201500026	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-02-23	2017-02-21	5,00 \$	450,00 \$	522,39 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201500027	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-01-20	2017-01-10	11,00 \$	350,00 \$	413,41 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201500029	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2016-04-07	2016-03-13	16,00 \$	500,00 \$	590,88 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201500030	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2017-03-16	2017-03-09	142,00 \$	993,07 \$	1 283,78 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201500031	514851	Boudreau & Couture notaire	153, Grande Allée Est, C.P. 758 G0V1V0 Qué bec	2016-08-23	2016-06-23		250,00 \$	287,44 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201500032	514851	Boudreau & Couture notaire	153, Grande Allée Est, C.P. 758 G0V1V0 Qué bec	2016-11-30	2016-11-23	118,00 \$	715,00 \$	940,07 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600011	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-07-19	2016-06-27	8,00 \$	350,00 \$	410,41 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600014	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 Québec	2017-03-27	2017-02-24	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600016	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-11-01	2016-10-23	4,00 \$	300,00 \$	348,93 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600019	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-11-01	2016-10-22	13,00 \$	425,00 \$	501,64 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600023	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 QC	2017-02-10	2016-01-26	6,00 \$	300,00 \$	350,95 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600038	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-02-28	2017-02-17		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600039	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-03-06	2017-02-07	1,00 \$	300,00 \$	345,93 \$
DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine	6201600063	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-02-16	2017-02-07	4,00 \$	400,00 \$	463,90 \$
Total DT Gaspésie-Iles-de-Madeleine									104 199,32 \$
DT Ile-de-Montréal	6200040016	584658	Solomon & Malus S.E.N.C.	3500, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1690 H3Z 3C1 QC		2017-01-23	322,00 \$	4 362,00 \$	5 337,21 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840008	620557	Gagné, Carole (Carole Gagné, notaire)	615, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 300 H3B 1P5 Québec		2016-04-14	15,00 \$	500,00 \$	589,88 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840008	620557	Gagné, Carole (Carole Gagné, notaire)	615, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 300 H3B 1P5 Québec		2016-07-05	5,00 \$	500,00 \$	579,88 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940000	545382	Martial Lavoie Inc.	3131, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T 2Z5 Québec	2017-01-09	2017-01-05	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940016	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 Québec		2016-05-03	180,50 \$	2 018,35 \$	2 501,10 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940019	584658	Solomon & Malus S.E.N.C.	3500, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1690 H3Z 3C1 QC		2017-01-23		0,00 \$	0,00 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)

Période du 2016-04-01 au 2017-03-29

Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Ile-de-Montréal	6200940023	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 10 50 H3Z 3C1 Qc	2017-02-08	2017-02-02		350,00 \$	402,41 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940023	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 10 50 H3Z 3C1 Qc		2016-02-03		350,00 \$	402,41 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940027	545382	Martial Lavoie Inc.	3131, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T 2Z5 Québec		2016-05-31	118,00 \$	3 500,00 \$	4 142,13 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940028	341551	Rhéaume, Esther (notaire)	3778, avenue du Parc-Lafontaine H2L 3M5 Québec		2016-11-03	205,19 \$	2 137,50 \$	2 662,79 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940029	777859	Dugas & Dugas, notaires	15981, boul. Gouin Ouest H9H 1C7 QC		2016-08-03	128,00 \$	720,00 \$	955,82 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040002	766255	Barbe & Cimon Notaires Inc.	101, boulevard Saint-Joseph Ouest H2T 2P7 Qc		2016-06-08		205,00 \$	235,70 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140005	564658	Solomon & Malus S.E.N.C.	3500, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1690 H3Z 3C1 QC		2010-12-03	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6201240002	693161	Prévost notaires Inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 Qc		2016-05-13		791,67 \$	910,22 \$
DT Ile-de-Montréal	6201240004	432594	Lapointe Rosenstein Marchand Melançon, S.E.N.C.R.L.	1, Place Ville-Marie, bureau 1300 H3B 0E6 QC		2015-09-30	138,50 \$	4 433,00 \$	5 235,34 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540001	70231	Bélanger Sauvé, S.E.N.C.R.L.	5, Place Ville-Marie, bureau 900 H3B 2G2 QC	2016-11-23	2016-11-08	0,00 \$	125,00 \$	143,72 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540006	385557	André Cloutier notaire Inc.	1868, boulevard des Sources bureau 100 5R2 Qc		2015-12-01	277,00 \$	850,00 \$	1 254,29 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540011	545382	Martial Lavoie Inc.	3131, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T 2Z5 Québec		2016-12-13	336,30 \$	1 100,00 \$	1 601,03 \$
Total DT Ile-de-Montréal									27 646,81 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200852172	533408	Étude du notaire Mario Pilon Inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec		2016-05-24	146,00 \$	1 000,00 \$	1 295,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952078	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2017-01-17	126,00 \$	1 850,00 \$	2 253,04 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052129	451430	La Salle Villeneuve & associés, Notaires inc.	540, rue Charbonneau J8E 3H4 Québec		2016-10-24		50,00 \$	57,49 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152009	567588	Massé, Mario (Masse notaire-conseil)	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A1 Qc		2016-09-22		190,00 \$	218,45 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152063	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152065	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152069	744042	Hogue, Fortier, Fréchette Inc.	7160, boulevard Pie-IX H2A 2G4 Qc		2017-02-24	30,00 \$	200,00 \$	259,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152071	617303	Doucet, Kelley, Paquin Inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2017-01-31	262,00 \$	1 100,00 \$	1 526,73 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152072	470761	Edith Perreault notaire Inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	315,00 \$	1 045,00 \$	1 516,49 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152073	617303	Doucet, Kelley, Paquin Inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2017-01-31	138,00 \$	741,96 \$	991,07 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152076	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152077	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201152080	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2016-06-23	267,00 \$	850,00 \$	1 244,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152081	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152082	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-14	175,00 \$	525,00 \$	778,62 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152083	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	175,00 \$	535,00 \$	790,12 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152089	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	456,00 \$	850,00 \$	1 433,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152095	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-06-29	315,00 \$	800,00 \$	1 234,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152101	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	315,00 \$	800,00 \$	1 234,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152110	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	315,00 \$	800,00 \$	1 234,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152111	484068	Laporte et associés notaires (inactif)	340, rue Fontenac J0K 1A0 Québec		2016-05-18	421,00 \$	900,00 \$	1 455,78 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152112	533244	Barthe, Pierrette (notaire)	265, Guèvremont J0K 2P0 Québec		2016-06-23	299,35 \$	1 500,00 \$	2 023,98 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152118	617303	Doucet, Kelley, Paquin inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2016-11-03	131,00 \$	755,00 \$	999,06 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152122	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	175,00 \$	525,00 \$	778,62 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152123	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152130	360499	Notaires Beauchamp, Cyr Inc.	242, boul. Sainte-Rose H7L 1L6 Québec		2017-01-31	35,00 \$	500,00 \$	609,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152137	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152173	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152188	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2016-06-29	270,00 \$	850,00 \$	1 247,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152193	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152202	617303	Doucet, Kelley, Paquin inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2017-01-31	281,00 \$	1 100,00 \$	1 545,73 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152224	617303	Doucet, Kelley, Paquin inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2017-01-31	265,00 \$	1 100,00 \$	1 529,73 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152240	617303	Doucet, Kelley, Paquin inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2016-11-02	283,00 \$	1 100,00 \$	1 547,73 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152256	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2016-06-10	169,00 \$	270,00 \$	479,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152256	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2016-06-10	169,00 \$	270,00 \$	479,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152256	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2016-06-10	130,00 \$	990,00 \$	1 268,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152256	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2016-06-10	125,00 \$	352,25 \$	530,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252043	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SEN CRL] notaires et cons.juridiques ébec	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Qu		2017-02-13	139,00 \$	575,00 \$	800,11 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252066	767178	Me Angela Di Beneditto, notaire	3425, avenue Ridgewood bureau 103 H3V 1B6 Qc		2016-06-15	626,00 \$		626,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252086	764163	Hamel, Brunet & Villemaire, Notaires, s.e.n.c	532, rue de la Madone J9L 1S5 Qc		2016-06-01	116,00 \$	725,00 \$	949,57 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352009	456712	Dionne, Jacques (notaire)	115, rue Beaudry Nord J6E 6A4 Qc		2017-02-10	128,00 \$	500,00 \$	702,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352020	430174	Léonard Pagé Chailfoux Piché notaires inc.	109, rue Saint-Vincent J8C 2A8 Québec		2016-06-03	119,00 \$	350,00 \$	521,41 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201436002	553609	Notaire Giammarella Inc.	5152, rue Jean-Talon Est H1S 1K7 Qc	2015-11-02	2015-11-05	135,00 \$	373,87 \$	564,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452005	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2016-06-23	126,00 \$	480,00 \$	677,88 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201452006	141911	Société Coutu & Comtois [SNC]	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 Qc	2016-02-22	2016-02-22	123,00 \$	831,15 \$	1 078,62 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452007	618530	Baril, Jean-François (Études d'avocats et de notaires)	341, rue des Loisirs J0K 2M0 Qc		2016-05-13	146,00 \$	900,00 \$	1 180,78 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452011	83486	Dufresne, André	655, Promenade du Centropolis bureau 210 T 0A3 Qc		2016-05-18	150,49 \$	450,00 \$	667,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452015	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SEN CRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Québec		2016-08-02	130,00 \$	605,00 \$	825,60 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452019	577948	Lefebvre, Pénélope (notaire)	3635, rue Queen J0K 1S0 Qc		2016-11-01	321,00 \$	1 150,00 \$	1 643,21 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452020	664633	Diamond notaire inc.	2984, chemin Sainte-Marie J7K 1N7 Qc		2016-11-08	236,33 \$	600,00 \$	926,18 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452022	790257	Thuy Truong, Kathy (notaire)	8565, boul. Saint-Laurent, suite 320-D H2P 2M9 Qc		2016-11-25	272,79 \$	750,00 \$	1 135,10 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452023	577948	Lefebvre, Pénélope (notaire)	3635, rue Queen J0K 1S0 Qc		2016-11-22	178,00 \$	750,00 \$	1 040,31 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452024	776847	Parent, Michel (notaire)	201, rue St-Joseph J6W 2Z1 Qc		2016-08-23	134,00 \$	454,00 \$	655,99 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452025	428148	Dumais & Gird notaires inc.	5777, rue Sherbrooke Est, bureau 201 5 Québec		2016-09-29	178,77 \$	375,00 \$	609,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452028	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SEN CRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2016-05-18	134,00 \$	785,00 \$	1 036,55 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452029	369990	Lacoste, Pierre (notaire)	5574, rue Laurendeau H4E 3W3 Qc		2016-06-02	302,47 \$	900,00 \$	1 337,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452040	493229	Étude notariale Sicard inc.	418, rue Léonard J7Z 4L5 Qc		2016-07-19	116,00 \$	180,00 \$	322,96 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452079	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SEN CRL] notaires et cons.juridiques	125, rue Saint-Jacques J0K 2R0 Qc		2016-11-21	128,00 \$	500,00 \$	702,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452085	76651	Me Céline Thibert	6955 boulevard Taschereau bureau 3 J4Z 1A7 QC		2016-06-01		550,00 \$	632,36 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452086	554798	Lèvesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2017-01-26	130,00 \$	990,00 \$	1 268,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452086	554798	Lèvesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2017-01-26	175,00 \$	270,00 \$	485,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452087	554798	Lèvesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2017-01-27	130,00 \$	990,00 \$	1 268,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452087	554798	Lèvesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2017-01-27	175,00 \$	270,00 \$	485,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452100	758295	Dwyer, Sarah (Notaires Lachute)	385, rue Principale J8H 1Y1 Canada		2016-08-30	136,00 \$	627,00 \$	856,89 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552002	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	206, rue Béthany J8H 2M5 Québec		2016-05-18	307,00 \$	1 105,00 \$	1 577,47 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552003	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1Y3 Québec		2016-06-01	119,00 \$	750,00 \$	981,31 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552004	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	206, rue Béthany J8H 2M5 Québec		2016-06-03	458,00 \$	1 230,00 \$	1 872,19 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552005	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N.C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2016-06-03	325,56 \$	1 450,00 \$	1 992,72 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552014	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N.C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2016-11-22	316,29 \$	1 450,00 \$	1 983,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552015	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	199, rue Principale J0V 1J0 Québec		2016-06-30	156,00 \$	1 050,00 \$	1 363,24 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201552016	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	206, rue Béthany J8H 2M5 Québec		2016-06-14	307,00 \$	1 175,00 \$	1 657,96 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552026	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Sidore J5M 2V5 Qc		2016-11-22	130,00 \$	990,00 \$	1 268,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552028	73671	Laliberté & Fondacaro notaires senc.	7076, boul. St-Laurent H2S 3E2 Québec		2016-11-02	135,00 \$	500,00 \$	709,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552029	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 Qc		2016-11-22	118,00 \$	484,45 \$	674,99 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552030	415025	Dutrisac, Dugas et Demers, notaires S.E.N.C.R.L.	831, boulevard Décarie, bureau 301 H4L 3L8 Québec		2016-09-22	128,00 \$	650,00 \$	875,34 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552035	790618	Daoust Poltras Déziel Inc.	590, rue Saint-Viateur, bureau 101 J6E 3B6 Qc		2016-11-25	187,00 \$	1 000,00 \$	1 336,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552036	566864	Dauphin & Lauzon [SENCRL] Notaires	100, 1re Avenue J6E 1S2 Québec		2017-01-12	5,00 \$	350,00 \$	407,41 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552036	566864	Dauphin & Lauzon [SENCRL] Notaires	100, 1re Avenue J6E 1S2 Québec		2017-01-12	124,00 \$	560,00 \$	767,86 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552037	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Québec		2016-12-05	138,00 \$	575,00 \$	799,11 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552039	653618	Marsolais, Perreault, Notaires	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A1 Qc		2017-02-20	251,00 \$	1 250,00 \$	1 688,19 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552042	763817	Janique-A. Daults, notaire Inc.	91, rue Saint-Eustache, suite 101 J7R 2L3 Qc		2016-05-30	116,00 \$	575,00 \$	777,11 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552049	764163	Hamel, Brunet & Villemaire, Notaires, s.e.n.c	532, rue de la Madone J9L 1S5 Qc		2017-02-14	128,00 \$	590,00 \$	806,35 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552050	764163	Hamel, Brunet & Villemaire, Notaires, s.e.n.c	532, rue de la Madone J9L 1S5 Qc		2017-02-13	128,00 \$	590,00 \$	806,35 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552052	766391	Charon, Ronald (notaire)	71, rue Turgeon J7E 3H5 Qc		2016-06-10	164,59 \$	400,00 \$	624,49 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552092	598999	Me Anne-Julie Bergeron, notaire	24, rue Saint-Joseph J7E 3L6 Qc		2016-11-18	146,72 \$	650,00 \$	894,06 \$
Total DT Laurentides-Lanaudière									79 951,16 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436006	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc	2016-07-05	2016-07-05	162,86 \$	830,00 \$	1 117,15 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436007	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc	2016-07-05	2016-07-05	138,00 \$	610,00 \$	839,35 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436013	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc	2016-05-26	2016-06-08	559,00 \$	2 090,00 \$	2 961,98 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436017	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc		2016-07-05	457,86 \$	1 600,00 \$	2 297,46 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436021	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc	2016-04-21	2016-04-21	136,00 \$	555,00 \$	774,11 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436034	745542	Gougeon, Anne-Marie (expropriation)	152, Grande Côte J7A 1H3 Qc	2016-08-11	2016-09-23	149,14 \$	775,00 \$	1 040,20 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436035	73475	Turgeon & Sansoucy, notaires, S.E.N.C.	1150, boulevard de la Grande-Allée, bureau 101 J7G 2T4 Qc		2016-06-17	258,00 \$	1 452,87 \$	1 928,43 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436053	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W2 Qc	2016-05-26	2016-06-08	348,49 \$	987,00 \$	1 483,29 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436059	745230	LRV notaires	3215, boulevard de la Pinière J6X 4P7 Qc	2017-02-02	2017-02-03	118,00 \$	676,76 \$	896,11 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201536001	746967	Malek & Drolet, notaires	2183, boul. des Laurentides H7K 2J3QC	2016-09-26	2016-08-12	286,00 \$	614,49 \$	992,51 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201536016	763384	Aubé, Sylvie (notaire)	3380, boulevard de la Concorde Est Bureau 400 H7E2C2 Qc	2016-12-08	2016-12-08	151,00 \$	872,50 \$	1 154,16 \$
Total DT Laval-Mille-Îles									15 484,75 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Montérégie	6200844022	388715	Centre notarial Francine Denicourt	2230, boul. Lapinière, #200 J4W 1M3 QC		2016-03-14		425,00 \$	488,64 \$
Total DT Montérégie									
DT Métropolitaine de Montréal	6200448078	75948	Me Jean-Michel Philie	50 RUE JACQUES-CARTIER, # 101 J6T 4R3 QC		2016-03-31	14,00 \$	294,00 \$	352,03 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6200740042	777859	Dugas & Dugas, notaires	15981, boul. Gouin Ouest H9H 1C7 QC		2016-07-14	126,00 \$	1 120,00 \$	1 413,72 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6200944039	573552	Gronclin, Sébastien (notaire)	785, Chemin de Chambly, bureau 104 J4H 3M2 QC	2016-07-21	2016-07-12	133,00 \$	237,52 \$	406,09 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201448009	62424	Bédard, Conrad	3339, DE LA GARE J7V 8W5 QC		2016-08-08	268,00 \$	790,00 \$	1 176,30 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201448009	62424	Bédard, Conrad	3339, DE LA GARE J7V 8W5 QC		2016-08-08	268,00 \$	830,00 \$	1 222,29 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201548001	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC		2016-07-19	182,00 \$	1 800,00 \$	2 251,55 \$
Total DT Métropolitaine de Montréal									
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348177	67156	Notaires Lupien, Patenaude, Vinet, Gougeon S.E.N.C.	39, rue Jacques-Cartier Bureau 101 J6T 4R1 QC		2016-07-27		350,00 \$	402,41 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148010	756904	Archambault, Pierre (notaire)	589, rue St-Thomas J4H 3A7 Québec		2016-03-23	459,51 \$	1 625,00 \$	2 327,85 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148023	616510	Me René Thérien, notaire inc.	11, rue Bridge J0S 1K0 Québec		2016-10-20	127,60 \$	595,00 \$	811,70 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148061	548689	Leroux, François (003)	894, chemin du Fleuve J7T 1B2 QC		2016-10-04	135,00 \$	425,00 \$	623,64 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148061	548689	Leroux, François (003)	894, chemin du Fleuve J7T 1B2 QC		2016-12-14	139,02 \$	875,00 \$	1 145,05 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148062	59533	Bougie, Pierre	152, MONTEE DU COMTE J7X 1A2 QC		2017-01-09	596,21 \$	622,50 \$	1 311,93 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148076	141137	Pharand, Diane (notaire)	32, rue Saint-Jean-Baptiste Est J0P1P0 QC		2016-02-12	294,23 \$	637,25 \$	1 026,91 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148087	58605	Lemyre, Henri	75, St-Jean-Baptiste, bureau 200 J6J 3H6 QC		2016-11-28	271,00 \$	700,00 \$	1 075,83 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148088	140521	Marcil, Arthur (notaire)	5868, Notre-Dame J0S 1R0 QC		2016-08-19	271,00 \$	625,00 \$	989,60 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248006	174588	Caroline Bessette Notaire inc.	5435, Grande-Allée J4Z 3H1 Québec		2015-11-23	297,00 \$	1 300,00 \$	1 791,68 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248016	756904	Archambault, Pierre (notaire)	589, rue St-Thomas J4H 3A7 Québec		2016-03-23	177,00 \$	825,00 \$	1 125,54 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248064	465249	Me Hélène Lanarre, notaire en fidéicommiss	950, Sault St-Louis J5R 1E1 QC		2016-08-10	133,00 \$	612,76 \$	837,52 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248065	76557	Légaré, Robert (notaire)	40 RUE MAURICE J0L 2L0 QC		2016-07-15	140,43 \$	408,33 \$	609,91 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348019	749902	Me Patrick Lesieur, notaire	250, boulevard Poliquin J3P 7Y9 Québec		2016-04-18	273,00 \$	378,50 \$	708,19 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348019	749902	Me Patrick Lesieur, notaire	250, boulevard Poliquin J3P 7Y9 Québec		2016-04-18	2,00 \$	527,04 \$	607,96 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348028	130915	Pilon, Dolorès (notaire)	11, King J0S 1H0 QC		2016-08-14	367,50 \$	1 250,00 \$	1 804,69 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348028	130915	Pilon, Dolorès (notaire)	62, RUE CHATEAUGUAY J0S 1H0 QUEBEC		2015-11-18	149,53 \$	525,00 \$	753,15 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348029	489067	Daoust, Nathalie (Pilon & Daoust, notaires)	11, KING J0S 1H0 QC		2016-04-26	587,75 \$	1 530,00 \$	2 346,87 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201448017	46933	Côté, Bernard	184, RUE SAINT-JOSEPH J0S 1V0 QC		2016-05-24	129,99 \$	1 170,00 \$	1 475,20 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201448021	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 Québec		2016-02-16	148,00 \$	965,00 \$	1 257,51 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201448023	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 Québec		2016-03-14	287,00 \$	698,91 \$	1 080,58 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548011	525807	Lavoie, Martin (notaire)	notaire en fidéjournis 455, rue King Ouest, bureau 610 J1H 6E9 QC		2016-10-04	135,00 \$	425,00 \$	623,64 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548019	558835	Notaires Piché et Rivest, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC		2016-06-14	118,00 \$	280,00 \$	439,93 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548020	558835	Notaires Piché et Rivest, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC		2016-06-14	266,00 \$	284,00 \$	592,53 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548031	140013	Malouin, Maurice (notaire)	2003, boulevard Sainte-Marie Bureau 201 J6T 3B5 QC		2016-09-21	138,00 \$	850,00 \$	1 115,29 \$
Total DT Ouest-de-la-Montérégie									
DT Outaouais	6200256108	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-11-30	2016-11-24	118,00 \$	76,25 \$	205,68 \$
DT Outaouais	6200256108	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-01-25	2016-11-14	118,00 \$	1 011,29 \$	1 280,73 \$
DT Outaouais	6200656051	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-08-29	2016-07-06		488,46 \$	561,60 \$
DT Outaouais	6200656059	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-06-20	2016-03-21	160,00 \$	2 154,25 \$	2 636,84 \$
DT Outaouais	6200656059	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-07-27	2016-07-12	133,00 \$	400,00 \$	592,90 \$
DT Outaouais	6200656069	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-01-25	2016-11-18	741,00 \$	1 559,38 \$	2 533,91 \$
DT Outaouais	6200656107	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-08-18	2016-05-19	118,00 \$	837,28 \$	1 080,67 \$
DT Outaouais	6200656120	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-11-22	2016-11-15	118,00 \$	489,39 \$	680,68 \$
DT Outaouais	6201056022	493725	Goudreault, Kristel (notaire)	57, boul. Montclair J8Y 2E8 QC	2017-01-23	2016-12-13	125,00 \$	531,01 \$	735,53 \$
DT Outaouais	6201056047	59267	Marquis, Bernard (notaire et conseiller juridique)	200, rue Principale J9H 6J4 QC	2016-07-27	2016-07-15		310,00 \$	356,42 \$
DT Outaouais	6201056051	494249	Foucault, Viviane (notaire)	465, boul. de la Gappe Unité 102 J6T0A2 QC	2016-10-06	2016-10-03		245,00 \$	281,69 \$
DT Outaouais	6201056062	496138	Lebel, Daniel (notaire)	198, rue des Forgerons J8J 2N9 QC	2017-01-05	2016-12-22	3,00 \$	500,00 \$	577,88 \$
DT Outaouais	6201056063	496138	Lebel, Daniel (notaire)	198, rue des Forgerons J8J 2N9 QC	2017-01-05	2016-12-22	4,00 \$	560,00 \$	647,86 \$
DT Outaouais	6201156010	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-12-01	2016-11-23		487,93 \$	561,01 \$
DT Outaouais	6201156022	459101	Riel, Stéphane (notaire)	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400 J8T 8J 1 QC	2017-03-02	2017-02-22	10,00 \$	586,67 \$	684,52 \$
DT Outaouais	6201156025	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-11-22	2016-11-17		388,36 \$	446,52 \$
DT Outaouais	6201156026	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-01-25	2016-11-17		412,52 \$	474,30 \$
DT Outaouais	6201356044	693899	Lafrèrère, Jean (notaire)	245, Bellhumeur J8T 8N8 Québec	2017-03-02	2017-02-28	160,00 \$	739,42 \$	1 010,15 \$
DT Outaouais	6201556000	307984	Monnet, Bernard (notaire)	117, rue Front Suite 206, C.P. 100 J9H 5E4 QC	2016-04-07	2016-01-14	126,00 \$	367,13 \$	548,11 \$
DT Outaouais	6201556001	307984	Monnet, Bernard (notaire)	201, rue Principale, C.P. 1005 J0X 1V0 Québec	2016-04-07	2016-01-14	126,00 \$	290,00 \$	459,43 \$
DT Outaouais	6201556004	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-11-30	2016-11-17	582,00 \$	563,52 \$	1 229,92 \$
DT Outaouais	6201556004	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-05-03	2016-04-28		192,50 \$	209,83 \$
DT Outaouais	6201556005	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-01-25	2016-11-16	118,00 \$	786,17 \$	1 021,90 \$
DT Outaouais	6201556005	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-05-03	2016-04-27		182,50 \$	209,83 \$
DT Outaouais	6201556010	745213	Étude Notariale Lamerre Inc.	57, rue de Portneuf J8V 3J1 Québec	2017-02-06	2017-01-08	118,00 \$	589,49 \$	795,76 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Outaouais	6201656002	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2017-02-24	2017-02-20	261,00 \$	930,00 \$	1 330,27 \$
DT Outaouais	6201656004	770659	Rousseau, Isabel (notaire)	175, rue Champlain J8X 3R3 QC	2016-07-07	2016-07-06		350,00 \$	402,41 \$
DT Outaouais	6201656006	690184	Lapierre, John (notaire)	188, Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 Québec	2017-02-13	2017-02-07	15,00 \$	350,00 \$	417,41 \$
DT Outaouais	6201656008	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2017-02-13	2017-01-13	118,00 \$	850,00 \$	1 095,29 \$
DT Outaouais	6201656015	780590	BDL notaires inc.	139, boul de l'hôpital, unité 5 J8T 8A3 QC	2017-01-19	2016-11-07	26,00 \$	285,83 \$	354,63 \$
Total DT Outaouais									23 423,68 \$
DT Québec	6200032018	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-11-23	180,24 \$	1 148,09 \$	1 500,25 \$
DT Québec	6200032093	729108	Charlevoix notaires inc.	4, rue du Moulin, bureau 201 G3Z 2R8 Québec		2017-02-23	131,00 \$	1 785,00 \$	2 183,30 \$
DT Québec	6200532225	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie Inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec		2016-11-18	366,00 \$	225,00 \$	624,69 \$
DT Québec	6200532322	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie Inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec		2016-09-19	5,00 \$	112,50 \$	134,35 \$
DT Québec	6200532335	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue GTJ 3N3 QC		2016-09-07		145,00 \$	166,71 \$
DT Québec	6200532363	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau 212 G0A 3C0 QC	2016-06-10	2016-05-24	25,18 \$	700,00 \$	830,01 \$
DT Québec	6200532376	313010	Lise Dion, notaire	6780, 1re avenue, bureau 280 G1H 2W8 QC		2016-08-09	75,48 \$	930,00 \$	1 144,75 \$
DT Québec	6200532391	135884	Morin Simard S.E.N.C.R.L	Jean Morin 1170 boulevard Lebourgneuf Bureau 304 G2K 2E3 Québec		2016-11-23	5,00 \$	275,00 \$	321,18 \$
DT Québec	6200532415	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-07-04	128,00 \$	1 012,56 \$	1 292,19 \$
DT Québec	6200532418	140666	Pouliot, Louis (003)	6780 1ère Avenue Bureau 280 G1H 2W8 QC	2015-10-19	2016-05-27	119,00 \$	430,00 \$	613,39 \$
DT Québec	6200632043	483725	Cain Lamarre Casgrain Wells, S.E.N.C.R.	1067, boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 Québec		2016-10-31		1 218,81 \$	1 401,33 \$
DT Québec	6200632045	483725	Cain Lamarre Casgrain Wells, S.E.N.C.R.	1067, boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 Québec		2016-10-31		425,95 \$	489,74 \$
DT Québec	6200632069	743091	Rue Notaires inc., La	295, chemin Sainte-Foy G1R 1T5 Québec		2016-09-30	125,00 \$	500,00 \$	699,88 \$
DT Québec	6200832001	483725	Cain Lamarre Casgrain Wells, S.E.N.C.R.	1067, boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 Québec		2016-11-17		1 854,00 \$	2 131,64 \$
DT Québec	6200832018	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue GTJ 3N3 QC		2016-09-13		115,00 \$	132,22 \$
DT Québec	6200832021	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires S ENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec		2016-09-30	138,00 \$	395,00 \$	592,15 \$
DT Québec	6200832022	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires S ENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec		2016-09-30	138,00 \$	395,00 \$	592,15 \$
DT Québec	6200832029	419538	Durocher, Simon (notaire)	2795, boulevard Laurier, bureau 490 QC	2016-04-13	2016-04-01		480,00 \$	551,88 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Québec	6200832050	197726	Bollard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-02-02	2,00 \$	125,00 \$	145,72 \$	
DT Québec	6200832054	352794	Gasse et Chevalier, notaires Inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec	2016-06-06	2016-05-27	133,00 \$	400,00 \$	592,90 \$	
DT Québec	6200832071	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2016-05-25	2016-05-19	125,00 \$	483,14 \$	680,49 \$	
DT Québec	6200932049	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie Inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec	2016-05-26	2016-01-20	272,92 \$	320,00 \$	640,84 \$	
DT Québec	6201032008	355745	Loiselle, François (notaire)	4950, rue Verdin H4G 1N3 Québec		2017-01-08	370,38 \$	241,67 \$	648,24 \$	
DT Québec	6201032019	741916	CST notaires Inc.	605, boulevard de Comporté (C.P. 246) T8 Québec	G5A1	2016-09-16	414,00 \$	1 116,66 \$	1 697,88 \$	
DT Québec	6201032022	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naima G5A 1M4 QC		2016-04-01	115,00 \$	390,00 \$	563,40 \$	
DT Québec	6201232066	352794	Gasse et Chevalier, notaires Inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec	2016-06-09	2016-05-27	264,00 \$	425,00 \$	752,64 \$	
DT Québec	6201232111	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naima G5A 1M4 QC		2013-12-13	134,00 \$	440,00 \$	639,89 \$	
DT Québec	6201332011	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec		2016-05-06	261,00 \$	1 089,00 \$	1 513,08 \$	
DT Québec	6201332030	197726	Bollard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2016-11-25	123,00 \$	450,00 \$	640,39 \$	
DT Québec	6201332032	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC		2016-09-26	122,00 \$	1 025,00 \$	1 300,49 \$	
DT Québec	6201332033	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec		2016-09-23	144,00 \$	875,75 \$	1 150,90 \$	
DT Québec	6201332035	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec		2016-09-23	370,00 \$	1 139,25 \$	1 679,85 \$	
DT Québec	6201332036	320411	Stein Monast S.E.N.C.R.L.	70, rue Dalhousie, bureau 300 G1K 4B2 Québec	2016-05-24	2016-05-01	124,00 \$	1 095,00 \$	1 382,98 \$	
DT Québec	6201332045	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naima G5A 1M4 QC		2014-09-05	134,00 \$	415,00 \$	611,15 \$	
DT Québec	6201432004	766679	Audrey Alain-Rochette, notaire Inc.	4656, boulevard de l'Auvergne G2C 2B5 Québec		2016-11-01	143,00 \$	204,00 \$	377,55 \$	
DT Québec	6201432034	792636	Notarié Inc.	4846, route Marie-Victorin G0S 2C0 Québec		2016-11-04	376,00 \$	511,50 \$	964,10 \$	
DT Québec	6201432035	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie Inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec		2016-09-21	140,00 \$	365,00 \$	559,66 \$	
DT Québec	6201432036	625297	Me Louis Laliberté notaire Inc.	1305, boul. Lebourgneuf, suite 105 G2K 2E4 QC		2016-11-03	261,00 \$	665,00 \$	1 025,58 \$	
DT Québec	6201432040	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2016-04-04	2016-03-29	120,00 \$	925,00 \$	1 183,52 \$	
DT Québec	6201432041	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2016-05-02	2016-04-25	120,00 \$	1 522,14 \$	1 870,08 \$	
DT Québec	6201432045	334540	Gosselin, Laqueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 G6V 6R8 Québec		2016-11-10	149,00 \$	923,80 \$	1 211,14 \$	
DT Québec	6201432049	197726	Bollard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-01-31	286,00 \$	600,00 \$	975,85 \$	
DT Québec	6201432050	197726	Bollard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-02-16	126,00 \$	350,00 \$	528,41 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)

Période du 2016-04-01 au 2017-03-29

Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6201432051	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-01-13	269,00 \$	350,00 \$	671,41 \$
DT Québec	6201432056	34543	Billodeau, Geneviève	189, rue John-Naima G5A 1M4 QC		2015-08-28	124,00 \$	455,00 \$	647,14 \$
DT Québec	6201532000	9766	Hardy Goyette & associes, notaires	785, Chemin de Chambly, bureau 101 J4H3M2 Québec	2016-02-22	2016-02-09	240,00 \$	704,56 \$	1 050,07 \$
DT Québec	6201532000	9766	Hardy Goyette & associes, notaires	785, Chemin de Chambly, bureau 101 J4H3M2 Québec		2016-08-05	133,00 \$	737,02 \$	980,39 \$
DT Québec	6201532009	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires S ENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec		2016-01-12	119,00 \$	182,77 \$	329,14 \$
DT Québec	6201532010	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires S ENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec		2016-01-12	254,00 \$	322,77 \$	625,11 \$
DT Québec	6201532017	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC		2016-09-26	122,00 \$	825,00 \$	1 070,54 \$
DT Québec	6201532035	712003	Annie Dion, notaire inc.	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 Québec		2016-10-28	163,00 \$	2 424,00 \$	2 949,99 \$
DT Québec	6201532036	712003	Annie Dion, notaire inc.	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 Québec		2016-09-30	143,00 \$	1 499,50 \$	1 867,06 \$
DT Québec	6201532037	371378	Walsh, Morin, Lafamme, notaires	577, rue de Bernières G7A 1E5 Québec		2016-03-31	168,00 \$	706,25 \$	980,01 \$
DT Québec	6201532038	712003	Annie Dion, notaire inc.	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 Québec		2016-09-30	143,00 \$	1 701,00 \$	2 098,72 \$
DT Québec	6201532039	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 Québec		2017-02-07	177,00 \$	2 653,14 \$	3 227,45 \$
DT Québec	6201532049	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-08-30	24,00 \$	615,00 \$	731,10 \$
DT Québec	6201532051	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-08-02	84,00 \$	2 065,00 \$	2 458,23 \$
DT Québec	6201532053	775466	Fortin & Fortin, notaires	3555, boulevard Wilfrid-Hamel G1P 2J4 Québec		2016-09-12	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Québec	6201532054	462729	Aubin & Desbiens Notaires inc.	2750, chemin Sainte-Foy bureau 243 G1V 1V6 Québec		2016-11-08		210,00 \$	241,45 \$
DT Québec	6201532055	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2017-01-18	1,00 \$	880,00 \$	1 012,78 \$
DT Québec	6201532055	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-08-31	37,00 \$	490,00 \$	600,38 \$
DT Québec	6201532056	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-09-01	35,00 \$	690,00 \$	828,33 \$
DT Québec	6201532060	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC		2016-09-26	122,00 \$	925,00 \$	1 185,52 \$
DT Québec	6201632004	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-02-17	424,00 \$	720,00 \$	1 251,82 \$
DT Québec	6201632014	88079	Brochu, Ysa (notaire)	885, Route 138 G0A 2R0 QC		2016-08-29	260,00 \$	896,79 \$	1 291,08 \$
DT Québec	6201632015	59781	Delisle, Guy	2980, boulevard Laurier, bureau 101 G1V 4S1 QC		2016-09-28	284,56 \$	1 175,00 \$	1 635,52 \$
DT Québec	6201632016	806509	Maryline Lefebvre, notaire inc.	200, rue Commerciale, bureau 202 G3M 1W1 Québec		2016-12-22	121,00 \$	450,92 \$	639,45 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Québec	6201632027	59618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC		2016-12-23	150,00 \$	900,00 \$	1 184,78 \$	
DT Québec	6201632029	59618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC		2017-01-10	300,00 \$	1 350,00 \$	1 852,16 \$	
DT Québec	6201632030	59618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC		2016-12-23	150,00 \$	1 000,00 \$	1 299,75 \$	
DT Québec	6201632039	73499	Bourget, Chantale (notaire)	10 516, boulevard Ste-Anne, bureau 212 G0A 3C0 QC		2017-02-14	271,00 \$	1 100,00 \$	1 535,73 \$	
DT Québec	6201632040	138167	Marceau, Denis (notaire)	5000 3ième Avenue Ouest Suite 201 QC	G1H 7J1	2017-02-03	251,00 \$	919,00 \$	1 307,62 \$	
DT Québec	6201632043	792128	Me Pierre Duhamel, notaire et conseiller juridique	55A, rue Fusey G8T 2T8 Québec		2017-02-23	120,00 \$	612,88 \$	824,65 \$	
Total DT Québec										
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6,20022E+12	780889	Étude Christine Gagnon, notaire inc.	184, rue Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 Qc	2016-09-14	2016-09-13	202,00 \$	1 275,00 \$	1 667,93 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216062	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2016-09-29	2016-09-20	736,00 \$	285,00 \$	1 063,68 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416017	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-11-10	2016-11-03	118,00 \$	920,00 \$	1 175,77 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416018	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest Bureau 5 G8B 1M2 QC	2016-09-20	2016-09-01	128,00 \$	711,66 \$	946,23 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416019	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest Bureau 5 G8B 1M2 QC	2017-01-20	2016-12-20	122,00 \$	799,96 \$	1 041,76 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416022	692284	Me Cathy Savard, notaire inc.	1571, boulevard Wallberg G8L 1H5 Qc	2016-12-06	2016-11-16	373,00 \$	2 135,34 \$	2 828,11 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416026	736868	Cantin Blais Notaires et Ass.	1452, boulevard Wallberg G8L 1H4 Qc	2016-04-25	2016-04-18	166,40 \$	258,33 \$	463,42 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416026	736868	Cantin Blais Notaires et Ass.	1452, boulevard Wallberg G8L 1H4 Qc	2016-04-25	2016-04-18	17,00 \$	218,75 \$	268,51 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416058	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-09-20	2016-07-12	133,00 \$	475,00 \$	679,13 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416058	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-09-14	2016-07-12	155,00 \$	810,00 \$	1 086,30 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416059	161725	Hudon, Néron, Brassard, notaires	265, rue Collard ouest, bureau 1 G8B 1M8 Qc	2016-09-28	2016-09-21	128,00 \$	900,00 \$	1 162,78 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416061	161725	Hudon, Néron, Brassard, notaires	265, rue Collard ouest, bureau 1 G8B 1M8 Qc	2016-10-27	2016-09-23	128,00 \$	700,00 \$	932,83 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416062	762274	Christel Simard-Monast notaire inc.	104-65, rue Saint-Joseph Sud G8B 6V4 Qc	2016-05-05	2016-04-29	134,00 \$	665,00 \$	898,58 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416071	73683	Tremblay, Gratien	155, rue Saint-Joseph Sud G8B 3E7QC	2016-06-27	2016-06-10	157,00 \$	1 590,00 \$	1 985,10 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416074	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest Bureau 5 G8B 1M2 QC	2017-01-24	2016-12-20	315,00 \$	1 440,00 \$	1 970,64 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416076	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest Bureau 5 G8B 1M2 QC	2017-01-12	2016-12-21	152,00 \$	1 135,00 \$	1 466,97 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416080	170231	Linda Beaulac, Notaire	65, boul. St-Joseph Sud, bureau 104 G8B 6V4 QC	2016-07-28	2016-06-15	178,00 \$	800,00 \$	1 097,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416083	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-11-15	2019-09-22	156,00 \$	800,00 \$	1 075,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416083	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-11-15	2016-09-22	133,00 \$	475,00 \$	679,13 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416088	161725	Hudon, Néron, Brassard, notaires	255, rue Collard ouest, bureau 1	G8B 1M8 Qc	2017-03-15		350,00 \$	402,41 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416094	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2017-02-22	251,00 \$	1 293,81 \$	1 738,56 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416095	344263	Nancy, Emond (notaire)	155, rue Armand Ouest	G8B 4B6 QC	2016-12-01	145,00 \$	310,00 \$	501,42 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416096	170231	Linda Beaulac, Notaire	2344, avenue du Pont Sud	G8B 5V2 Qc	2017-01-11	128,00 \$	1 350,00 \$	1 680,16 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416098	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-11-15	127,00 \$	800,00 \$	1 046,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416098	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-12-19	133,00 \$	475,00 \$	679,13 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416098	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-11-15	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416099	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-03-07	352,00 \$	1 075,00 \$	1 587,98 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416106	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2019-11-08	155,00 \$	800,00 \$	1 074,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416106	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-11-08	133,00 \$	475,00 \$	679,13 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516015	736868	Cantin Blais Notaires et Ass.	1452, boulevard Wallberg	G8L 1H4 Qc	2016-09-20	163,00 \$	377,50 \$	597,04 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616006	702399	Maltais, Labrecque & Tremblay, notaires SENCLR (inactif)	497, Racine Est Bureau 200	G7H 1T8Qc	2016-08-04	127,00 \$	629,87 \$	851,19 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616007	330120	Savard, Cathy (notaire)	1571, boul. Wallberg	G8L 1H5 QC	2016-08-09	254,00 \$	500,51 \$	829,47 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616008	330120	Savard, Cathy (notaire)	1571, boul. Wallberg	G8L 1H5 QC	2016-08-10	120,00 \$	364,00 \$	538,51 \$	
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est									35 731,87 \$	
Région de la Mauricie	6200928002	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin	G0X 3H0 QC	2017-01-31	57,00 \$	550,00 \$	689,36 \$	
Région de la Mauricie	6200928008	321078	Massicotte, Michel (médiateur)	25, rue des Forges Bureau 410	G9A 6A7 Qc	2016-04-06		635,00 \$	730,09 \$	
Région de la Mauricie	6201028029	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin	G0X 3H0 QC	2016-06-22	198,00 \$	401,25 \$	659,33 \$	
Région de la Mauricie	6201128007	414965	Béland, Bernard (notaire)	415, avenue Sainte-Marie	J5V 1G2 QC	2016-06-21	148,00 \$	616,67 \$	857,01 \$	
Région de la Mauricie	6201228029	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale	J0K 3M0 QC	2017-02-24	131,00 \$	800,00 \$	1 050,80 \$	
Région de la Mauricie	6201228030	140404	Notaires Leblanc Martin & associés,Conseillers juridiques inc., Les	Place Royale 1350, rue Royale, bureau 1000	G 9A 4J4 Québec	2016-06-21	161,00 \$	585,00 \$	833,60 \$	
Région de la Mauricie	6201228031	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale	J0K 3M0 QC	2017-02-24	131,00 \$	733,00 \$	973,77 \$	
Région de la Mauricie	6201328020	210005	Desaulniers Gervais Parenteau Sylvestre	540, Avenue de Grand-Mère	G8T 2H2 Québec		296,00 \$	406,46 \$	763,32 \$	
Région de la Mauricie	6201428006	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin	G0X 3H0 QC	2016-06-22	338,84 \$	723,75 \$	1 170,97 \$	
Région de la Mauricie	6201428012	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau	G8T 7A7 Québec	2017-01-27	144,00 \$	633,33 \$	872,17 \$	
Région de la Mauricie	6201428031	462869	Ward & associés S.E.N.C.R.L.	190, rue Fusey	G8T 2V8 Québec	2016-06-22	141,00 \$	350,00 \$	543,41 \$	
Région de la Mauricie	6201428032	462869	Ward & associés S.E.N.C.R.L.	190, rue Fusey	G8T 2V8 Québec	2016-06-22	141,00 \$	350,00 \$	543,41 \$	
Région de la Mauricie	6201428033	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale	J0K 3M0 QC	2017-02-24	131,00 \$	808,00 \$	1 059,99 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Région de la Mauricie	6201528012	140404	Notaires Leblanc Martin & associés, Cons eillers juridiques inc., Les	Place Royale 1350, rue Royale, bureau 1000 9A 4J4 Québec	2016-06-22	2016-04-29	163,00 \$	610,00 \$	864,35 \$
Région de la Mauricie	6201528015	196673	Pépin, Nathalie (notaire)	3220, boulevard Saint-Jean G9B 2M1 Québec	2017-01-27	2016-12-19	125,00 \$	875,00 \$	1 131,03 \$
Région de la Mauricie	6201528038	800525	Gervais, Bélanger, notaires S.E.N.C.R.L.	2460, avenue St-Marc G9N 2J7 Québec	2017-01-26	2016-10-31	124,00 \$	269,16 \$	433,47 \$
Région de la Mauricie	6201528055	369354	Barbeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Québec	2017-01-26	2016-11-30	32,00 \$	685,00 \$	819,58 \$
Région de la Mauricie	6201528061	369354	Barbeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Québec		2016-12-15	17,00 \$	400,00 \$	476,90 \$
Région de la Mauricie	6201528063	369354	Barbeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Québec	2016-12-02	2016-11-22	8,00 \$	400,00 \$	467,90 \$
Total Région de la Mauricie									14 940,46 \$
Région du centre du Québec	6200624014	466600	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2016-06-21	2015-09-03	210,00 \$	308,33 \$	564,51 \$
Région du centre du Québec	6201324012	669411	Étude notariale MHR	85, rue Notre- Dame, bureau 101 J3T 1V8 Québec	2017-02-03	2016-03-29	116,00 \$	150,00 \$	288,46 \$
Région du centre du Québec	6201324012	669411	Étude notariale MHR	85, rue Notre- Dame, bureau 101 J3T 1V8 Québec	2017-02-03	2016-03-29	148,00 \$	340,00 \$	538,92 \$
Région du centre du Québec	6201324024	543833	Matte, Claude (notaire)	88, boulevard Gall J2C 1H6 Québec	2017-02-06	2016-05-05	285,00 \$	750,00 \$	1 147,31 \$
Région du centre du Québec	6201424013	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation J0H 2E0 Québec	2016-06-22	2015-11-30	533,69 \$	266,41 \$	840,00 \$
Région du centre du Québec	6201424020	613023	Germain & Rivest notaires S.E.N.C.R.L.	6455, Jean- Talon Est, bureau 103 H1S 3E8 Qc	2016-06-01	2015-12-10	141,00 \$	807,00 \$	1 068,84 \$
Région du centre du Québec	6201424029	715300	Guay Giguère & Beaumont inc.	235, rue Hériot, bureau 470 J2C 6X5 Québec	2015-12-29	2015-09-23	126,00 \$	739,00 \$	975,67 \$
Région du centre du Québec	6201424034	330202	Boudreau & associés SENCRL	296, rue Notre-Dame Est G6P 4A3 Québec	2017-03-02	2016-07-29	131,00 \$	1 840,00 \$	2 246,54 \$
Région du centre du Québec	6201524002	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-06-02	2015-12-11	10,00 \$	550,52 \$	642,96 \$
Région du centre du Québec	6201524003	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-06-22	2015-12-11	126,00 \$	600,08 \$	815,94 \$
Région du centre du Québec	6201524008	615899	St-Pierre, Jules (notaire)	85, rue Notre- Dame Bureau 101 J3T 1V8 Québec	2016-06-22	2016-05-09	121,00 \$	1 000,00 \$	1 270,75 \$
Région du centre du Québec	6201524014	217238	Giguère, Yves (notaire)	250, rue Notre-Dame Est G6P 4A1 Québec	2017-01-31	2016-03-21	0,00 \$	300,00 \$	344,93 \$
Région du centre du Québec	6201524019	466218	Nicole Provancher	517, rue St-Georges, C.P. 9 G0X 1V0 QC	2017-01-27	2017-01-04	126,00 \$	475,00 \$	672,13 \$
Région du centre du Québec	6201524022	204478	Bolvin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St- Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 Québec	2017-01-26	2016-12-06	266,00 \$	625,00 \$	984,59 \$
Région du centre du Québec	6201624016	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-10-31	2016-10-25	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$
Région du centre du Québec	6201624018	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-10-31	2016-10-25	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$
Région du centre du Québec	6201624019	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-10-31	2016-10-25	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$
Région du centre du Québec	6201624022	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-10-31	2016-10-25	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Total Région du centre du Québec									12 973,43 \$
Total général							110 811,73 \$	545 773,99 \$	738 315,85 \$
Total Directions territoriales									738 315,85 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Service de l'expertise immobilière (SEI)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Service expertise immobilière	6200568008	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-11-04	118,00 \$	1 694,00 \$	2 065,68 \$
Service expertise immobilière	6200668018	79101	Raymond, Benoît	2424, rue King Ouest, bureau 110 J 1J 2E8 QC		2016-09-08		250,00 \$	287,44 \$
Service expertise immobilière	6200768038	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	1300, boulevard de la Rivière- Sud Bureau 303 G6W 5M6 Québec		2016-01-29	157,00 \$	1 080,25 \$	1 399,01 \$
Service expertise immobilière	6200768069	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCR L] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J 6E 5G1 Québec		2016-03-22	128,00 \$	437,50 \$	631,02 \$
Service expertise immobilière	6200768070	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCR L] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J 6E 5G1 Québec		2016-03-22	128,00 \$	817,50 \$	1 067,93 \$
Service expertise immobilière	6200868000	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2016-07-21		165,00 \$	189,71 \$
Service expertise immobilière	6201016028	382538	Carmen Harvey Notaire	5382, Ave du Pont Nord G8E 1V1 QC		2017-03-08		1 174,98 \$	1 350,93 \$
Service expertise immobilière	6201268011	458330	Lafond, notaires Inc.	1101- 3030, boul. Le Carrefour Québec		2016-07-26	176,00 \$	2 271,42 \$	2 787,56 \$
Service expertise immobilière	6201268038	496540	Lajole Lemieux notaires S.E.N.C.R.L.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G 7J 1G8 Qc		2016-12-30	4,00 \$	585,00 \$	676,60 \$
Service expertise immobilière	6201316031	483725	Gain Lamarre Casgrain Wells, S.E.N.C.R.L.	1067, boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 Québec		2016-02-09	265,00 \$	1 167,31 \$	1 607,12 \$
Service expertise immobilière	6201368094	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul. Femand-Lafontaine, bureau 102 J4G 2R8 Québec		2016-04-12	93,00 \$	414,40 \$	569,46 \$
Service expertise immobilière	6201416091	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires Inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc		2017-01-26	266,00 \$	890,50 \$	1 289,86 \$
Total général							1 335,00 \$	10 947,86 \$	13 922,32 \$
Total Service de l'expertise immobilière:									13 922,32 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BOIES, CLAUDE (ME)	94.14\$ H		ASSURER LE SUIVI DES DÉBATS EN LIEN AVEC LE PROJET DE LOI NO. 59 À L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET FAIRE RAPPORT À LA COMMISSION	2 730,00 \$
MELOCHE, FRANCIS (ME) 800 SQUARE VICTORIA BUREAU 720 MONTRÉAL (QUÉBEC) H4Z 1C3	150 \$ H		SERVICES CONSEIL ET REPRÉSENTATION EN RELATIONS DE TRAVAIL ET DANS LE TRAITEMENT DES GRIEFS	10 542,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
M ^E STÉPHANE POULIN STÉPHANE POULIN AVOCAT INC. 47, RUE DALHOUSIE QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8S3	DÉROGATOIRE 180 \$	JUILLET 2015	REPRÉSENTER UN JUGE DANS LE CADRE D’UNE POURSUITE EN RESPONSABILITÉ CIVILE ALORS QU’IL EXERÇAIT SES FONCTIONS DE SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL.	11 497,66 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

MANDATAIRES	TAUX	PÉRIODE	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ARSENAULT CABINET D'AVOCATS INC.	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
CAZA, MARCO-PIERRE (MÉDIATEUR)	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	236,00 \$
CENTRE DE MÉDIATION ST-HUBERT INC.	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	547,00 \$
CHABOT, PRÉVENTION ET RÉSOLUTION DES CONFLITS INC.	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
COUTURIER, DAVID	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
DE CARDILLAC, FRANÇOISE (MÉDIATEUR)	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	143,00 \$
GAGNON, MARIE, MÉDIATEUR	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	404,00 \$
HALLÉ, ANNIE, AVOCATE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	236,00 \$
IMBEAULT, NATHALIE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
LANEVILLE, YVES, MÉDIATEUR	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	261,00 \$
MARTIN, SUZANNE, MÉDIATRICE FAMILIALE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	547,00 \$
MESSIER, MARYSE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
MORIN, YANNICK	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	261,00 \$
N'Kaa Bibi BATERA, CLARISSE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
PINARD, BRIGITTE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
POITRAS, RICHARD (ME RICHARD POITRAS AVOCAT)	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	143,00 \$
SAUVÉ, ALAIN (MÉDIATEUR)	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	143,00 \$

MANDATAIRES	TAUX	PÉRIODE	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
SCIASCIA, ANTONIO	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	DU 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
SONNENSCH EIN, SOLOMON (MÉDIATEUR)	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	DU 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	404,00 \$
TREMBLAY, JOSÉE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	DU 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
JACQUES LAROCHELLE AVOCAT INC.	200 \$/ HEURE	2016-07	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LES INSTANCES JUDICIAIRES	27 052,60 \$
BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	200 \$/ HEURE	2016-06	REPRÉSENTER UN MEMBRE OU UN EMPLOYÉ DEVANT LES INSTANCES JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES	5 283,50 \$
ME LUCIEN LEBLANC	FORFAIT DE 717 \$	2016-10	CONFÉRENCE PORTANT SUR LES ASPECTS JURIDIQUES DU DOUBLE STATUT.	717,00 \$
LEVESQUE LAVOIE AVOCATS INC.	180 \$/ HEURE	2016-04	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	16 316,00 \$
LEVESQUE LAVOIE AVOCATS INC.	130 \$/ HEURE	2016-08	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	1 907,35 \$
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L, S.R.L	180 \$/ HEURE	2016-11	REPRÉSENTER LE TRIBUNAL DEVANT LES INSTANCES JUDICIAIRES	7 918,46 \$

--

MINISTÈRE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GÉLINAS, CLAUDE	100 \$/H	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE ET PARTICIPER À LA RÉDACTION DES PROJETS DE RÈGLEMENT POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION.	0,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			0.00\$

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BOIES, CLAUDE (Me)	94.14\$ L'HEURE	ASSURER LE SUIVI DES DÉBATS EN LIEN AVEC LE PROJET DE LOI NO. 59 À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET FAIRE RAPPORT À LA COMMISSION	2 730,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			2 730,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME LOUISE PROVOST	FORFAITAIRE	JOURNÉE DE FORMATION AUX PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE TENUE LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	3 000,00 \$
ME JEAN-FRANÇOIS ROBERGE	250 \$ / HEURE	SOUTIEN ET CONSEIL STRATÉGIQUE DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DU PROJET DE LOI SUR LES SOINS BUCCODENTAIRES	9 750,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			12 750,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.72 LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.

MINISTÈRE	
AUCUN.	
ORGANISMES	
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE	
AUCUN.	
COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	
AUCUN.	
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
AUCUN.	
FONDS D' AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES	
AUCUN.	
OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	
AUCUN.	
OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC	
AUCUN.	
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	
AUCUN.	

P.73 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) :

- A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;
- B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2015-2016 ET 2016-2017, EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.

MINISTÈRE

NOM DU MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
LANDRY, PIERRE	100 \$/H ³	AGIR À TITRE DE CORRESPONDANT DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE.	15 483,00 \$	MJQ-DGAJL
MONTANT DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS			15 483.00\$	

VEUILLEZ NOTER QUE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES N'EST PLUS UNE DIRECTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DEPUIS SON REMPLACEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI A ÉGALEMENT DISPARUE DÈS LA CRÉATION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EN MARS 2007, ORGANISME BUDGÉTAIRE DÉTACHÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

LÉGENDE :
H : TAUX HORAIRE
3 : MANDAT HORS QUÉBEC

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE EXPLICATIVE : CERTAINS MANDATS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS VISANT DES INDIVIDUS.

NOM DU MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
ME STÉPHANE POULIN STÉPHANE POULIN AVOCAT INC. 47, RUE DALHOUSIE QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8S3	DÉROGATOIRE 180 \$	REPRÉSENTER UN JUGE DANS LE CADRE D’UNE POURSUITE EN RESPONSABILITÉ CIVILE ALORS QU’IL EXERÇAIT SES FONCTIONS DE SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL.	11 497,66 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
MONTANT DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS			61 323,38 \$	

P.74 LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2015-2016 ET 2016-2017.

MINISTÈRE

AUCUN DOSSIER N'A ÉTÉ RÉPERTORIÉ LORS DE L'EXERCICE 2016-2017 POUR LEQUEL LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE **ET** À UNE DÉFENSE DANS UNE MÊME CAUSE.

CONCERNANT LES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES HONORAIRES ET LES DÉPENSES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE **OU** À UNE DÉFENSE, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.70 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

P.75 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2009-2010, 2010-2011 ET 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017, EN PRÉCISANT :

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.

MINISTÈRE

A. PROJETS TERMINÉS

ANNÉE 2016- 2017

NOM DU PROJET : REHAUSSEMENT SÉCURITÉ
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

BUDGET : 9,9 M\$

LIVRAISON : 2016-2017

B. PROJETS EN VOIE D’ACHÈVEMENT*

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR
PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

BUDGET : 6,0 M \$

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN PLANIFICATION
2017-2018

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

BUDGET : 66,9 M\$ ET 1,3 M\$ POUR LES COÛTS RELATIFS AU MOBILIER ET AUX ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN RÉALISATION
2018-2019

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

BUDGET : 46 M \$

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN PLANIFICATION
2019-2020

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

BUDGET : 53 M \$

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN PLANIFICATION
2020-2021

NOM DU PROJET : LONGUEUIL PHASE I – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE

BUDGET : 21,9 M\$ (SERA RÉVISÉ À LA HAUSSE À 23,6 M\$)

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN RÉALISATION (PHASE 1-A)
PROJET EN PLANIFICATION (PHASE 1-B)
2019-2020

NOM DU PROJET : LONGUEUIL PHASE 2 – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE

BUDGET : 1,3 M\$ (BUDGET POUR L'ÉTUDE)

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN PLANIFICATION
2025-2026

NOM DU PROJET : GATINEAU — AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE

BUDGET : 2,5 M\$

LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2017-2018

NOM DU PROJET : LA TUQUE — RÉAMÉNAGEMENT DU DPCP ET DU MJQ AU PALAIS DE JUSTICE

BUDGET : 1,3 M\$

LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2017-2018

C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD

AUCUN.

D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON

AUCUN.

E. PROJETS EN ATTENTE

AUCUN.

* CES PROJETS SONT INSCRITS AU PQI 2016-2026.

P.76 SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2016-2017 : 480 619,23 \$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2016-2017

DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
SAINT-MAURICE	416,88 \$	416,88 \$
BEAUHARNOIS	1 591,50 \$	1 591,50 \$
JOLIETTE	260 003,60 \$	52 726,20 \$
GASPÉ	19 135,45 \$	19 135,45 \$
MONTRÉAL	3 782 037,56 \$	391 615,36 \$
TROIS-RIVIÈRES	1 338,00 \$	1 338,00 \$
CHARLEVOIX	13 795,84 \$	13 795,84 \$
TOTAL	4 078 318,83 \$	480 619,23 \$

P.77 SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION 2016-2017 POUR L'ENSEMBLE DU MINISTÈRE

	2016-2017
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	4 995 900 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	25 689 500 \$
PROJETS	18 112 800 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	48 798 200 \$

SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017.

NOTE : IL N'EST PAS POSSIBLE DE VENTILER CES DONNÉES PAR PALAIS DE JUSTICE OU DISTRICTS JUDICIAIRES.

- P.78 PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PRÉVUS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, QU'ILS SOIENT EN RÉALISATION, EN PLANIFICATION OU À L'ÉTUDE, INCLUANT :**
- A. L'ÉCHÉANCIER PRÉVU ET DÉTAILLÉ DES TRAVAUX ET DE LA RÉALISATION DU PROJET;**
 - B. L'ESTIMATION INITIALE ET ACTUALISÉE (LA PLUS RÉCENTE) DES COÛTS;**
 - C. LISTE ET COPIE DE TOUTE ÉTUDE (INCLUANT LES ÉTUDES D'OPPORTUNITÉ ET DE BESOINS), ANALYSE, RAPPORT OU AUTRE RÉALISÉE OU COMMANDÉE PAR LE MINISTÈRE À CE JOUR;**
 - D. ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DE LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS, S'IL Y A LIEU;**
 - E. BILAN DES SOMMES INVESTIES POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2010 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.**
-

MINISTÈRE

1. PLAN QUÉBÉCOIS D'IMMOBILISATION 2016-2026

AU COURS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR LES PROJETS À INSCRIRE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2016-2026. LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2016-2026 APPROUVÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR A ÉTÉ TRANSMIS AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC LE 19 AVRIL 2016.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PLAN QUÉBÉCOIS D'IMMOBILISATION DEPUIS 2016

PROJETS EN RÉALISATION

PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉAMÉNAGER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. LE 20 MARS 2013, LE DOSSIER D'AFFAIRES INITIAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES POUR UN MONTANT DE 72,9 M\$. LE 12 FÉVRIER 2014, UNE NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D'UN DOSSIER D'AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D'EXÉCUTION.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 9 MARS 2016 POUR UN COÛT DE PROJET DE 68,23M\$. LES TRAVAUX D'ENVERGURE SUR LE PALAIS DE JUSTICE EXISTANT POURRONT DÉBUTER DÈS LE PRINTEMPS 2017 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE AU PRINTEMPS 2019.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL — PHASE 1

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES 10 PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L'AJOUT DE SALLES D'AUDIENCE, DES BUREAUX DE JUGES, UNE SALLE D'AUDIENCE AMÉNAGÉE POUR LES MÉGAPROCÈS ET LES ACTIVITÉS DU BUREAU RÉGIONAL DES INFRACTIONS ET DES AMENDES. LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 21,9 M\$ ET A ÉTÉ RÉÉVALUÉ À LA HAUSSE POUR UN MONTANT 23,6 M\$.

LA PHASE 1-A NÉCESSITE LA RELOCALISATION DU SERVICE DE PROBATION DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NÉCESSITE ENVIRON 18 MOIS DE RÉALISATION. CETTE PHASE A ÉTÉ APPROUVÉE LE 23 AOÛT 2016 AU MONTANT DE 4,9 M\$.

LA PHASE 1-B EST EN PLANIFICATION ET ELLE REQUIERT LA CONSTRUCTION D'ESPACES ATTENANTS AU PALAIS POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LA RÉALISATION DE CETTE PHASE EST ESTIMÉE À 18,7 M\$.

PROJETS EN PLANIFICATION

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT ACTUEL SERAIT PRÉSERVÉ. LE PROJET SERA ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 53,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À EFFECTUER DES RÉNOVATIONS MAJEURES AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERAIT PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET POURRAIT COMPRENDRE LA CONVERSION DES ESPACES VACANTS DU CENTRE DE DÉTENTION OU L'AGRANDISSEMENT PAR LA CONSTRUCTION D'ESPACES ADDITIONNELS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 46,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET ACCROÎTRE À L'INTERNE LES ESPACES DU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU POUR RÉPONDRE AUX BESOINS POUR UN MINIMUM DE 20 ANS. CES BESOINS SONT DUS À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE HULL. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L'AJOUT DE DEUX SALLES D'AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES.

LE PROJET A ÉTÉ AUTORISÉ LE 29 SEPTEMBRE 2015 AU COÛT DE 2,467 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2

SELON LES PROJECTIONS DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE À LONGUEUIL, IL SERAIT NÉCESSAIRE D'AGRANDIR LE BÂTIMENT ACTUEL DE FAÇON À CE QUE LES AMÉNAGEMENTS SOIENT TERMINÉS VERS 2028. CETTE PHASE VISE À RÉPONDRE AUX BESOINS SUR PLUS DE 20 ANS ET ELLE EST INSCRITE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2016-2026. LA RÉALISATION DES ÉTUDES EST ESTIMÉE À 1,3 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE

LE PROJET CONSISTE À RELOGER LES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS UNE AUTRE SECTION DU BÂTIMENT, CE QUI PERMETTRA DE RÉSOUDRE PLUSIEURS PROBLÉMATIQUES NOTAMMENT PAR L'AGRANDISSEMENT DU QUARTIER CELLULAIRE ET LA SÉPARATION DES CIRCULATIONS DES DIFFÉRENTES CLIENTÈLES.

LE COÛT DES TRAVAUX EST ÉVALUÉ À ENVIRON 3,2 M\$. L'IMPACT POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST DE L'ORDRE DE 1 M\$.

P.79 BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017. PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2016-2017 : 480 619,23 \$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2016-2017

DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
SAINT-AURICE	416,88 \$	416,88 \$
BEAUHARNOIS	1 591,50 \$	1 591,50 \$
JOLIETTE	260 003,60 \$	52 726,20 \$
GASPÉ	19 135,45 \$	19 135,45 \$
MONTRÉAL	3 782 037,56 \$	391 615,36 \$
TROIS-RIVIÈRES	1 338,00 \$	1 338,00 \$
CHARLEVOIX	13 795,84 \$	13 795,84 \$
TOTAL	4 078 318,83 \$	480 619,23 \$

NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES

AUCUNE.

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMS	COÛTS TOTAUX (\$)
		(SALAIRES, LOYERS ET AUTRES)
1	AMQUI	222 250 \$
	MATANE	264 528 \$
	MONT-JOLI	131 962 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 01 : BAS ST-LAURENT	618 740 \$
2	CHIBOUGAMAU	293 990 \$
	DOLBEAU	117 713 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 02 : SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	411 703 \$
4	LA TUQUE	216 891 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 04 : MAURICIE-BOIS-FRANCS	216 891 \$
5	GRANBY	1 615 857 \$
	MAGOG	58 420 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 05 : ESTRIE	1 674 277 \$
7	MANIWAKI	303 576 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 07 : OUTAOUAIS	303 576 \$
8	VAL D'OR	2 325 415 \$
	LA SARRE	170 077 \$
	SENNETERRE	31 697 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 527 189 \$
9	FORESTVILLE	80 781 \$
	COUR ITINÉRANTE	81 958 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 09 : CÔTE NORD	162 740 \$
10	COUR ITINÉRANTE	2 571 191 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 10 : GRAND NORD	2 571 191 \$
11	HÂVRE-AUBERT	319 165 \$
	STE-ANNE-DES-MONTS	222 941 \$
	GASPÉ	140 678 \$
	CARLETON	84 762 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 11 : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	767 546 \$
14	REPENTIGNY	9 310 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 14 : LANAUDIÈRE	9 310 \$
15	STE-AGATHE-DES-MONTS	68 465 \$
	LACHUTE	40 265 \$
	SOUS-TOTAL RÉGION 15 : LAURENTIDES	108 730 \$
TOTAL		9 371 893 \$

- P.81 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :**
- A. **CHAMBRE CIVILE;**
 - B. **CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES;**
 - C. **CHAMBRE CRIMINELLE;**
 - D. **CHAMBRE DE LA JEUNESSE.**
-

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2016 :

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIERS OUVERTS : 58 368
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES UN JOUR OU MOINS : 269
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 248
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 265

B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :

DOSSIERS OUVERTS : 21 234
DÉLAI D'AUDITION : 304

C. CHAMBRE CRIMINELLE :

DOSSIERS OUVERTS : 111 014
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION : 60
DÉLAI D'AUDITION - ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : 198
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS : 169

D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :

DOSSIERS OUVERTS - DÉLINQUANCE : 12 131
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION DÉLINQUANCE : 36
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS DÉLINQUANCE : 46

DOSSIERS OUVERTS - PROTECTION : 8 842
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION PROTECTION : 49

DOSSIERS OUVERTS - ADOPTION : 716
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION ADOPTION : 29

P.82 NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 (OU ANNÉES CIVILES). INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2016 :

TOTAL	21 234
3 000,00 \$ ET MOINS	9 465
3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	3 119
5 000,01 \$ ET PLUS	8 650

P.83 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :

- A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS;
- B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L’EXÉCUTION DU JUGEMENT S’EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE;
- C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT;
- D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L’AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER LE JUGEMENT.

MINISTÈRE

A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L’INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L’EXÉCUTION DU JUGEMENT S’EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L’INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT

ANNÉE CIVILE 2016 :

LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL D’AVIS D’EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL.

TOTAL	4221
JANVIER	323
FÉVRIER	357
MARS	351
AVRIL	401
MAI	332
JUIN	375
JUILLET	303
AOÛT	338
SEPTEMBRE	330
OCTOBRE	349
NOVEMBRE	448
DÉCEMBRE	314

D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L’AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L’INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

P.84 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 (OU ANNÉES CIVILES).

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2016

TOTAL : 1 736

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2016 :

DOSSIERS OUVERTS, CH. CIVILE : 24 608

DOSSIERS OUVERTS, CH. DE LA FAMILLE : 24 930

P.86 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR L'ANNÉE 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017.

MINISTÈRE

	2016-2017
CÉLÉBRANTS	5 645

P.87 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANT « AD HOC ») POUR L'ANNÉE 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017.

MINISTÈRE

	2016-2017
CÉLÉBRANTS « AD HOC »	5 559

P.88 TAUX D’UTILISATION MOYEN DES SALLES D’AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

LE TAUX D’UTILISATION EST CALCULÉ À PARTIR DES SÉANCES TENUES ET ENREGISTRÉES DANS LES SALLES D’AUDIENCE POUR L’ANNÉE CIVILE 2016. LES SÉANCES DE JUILLET ET D’AOÛT NE SONT PAS CONSIDÉRÉES, PUISQU’ELLES NE REFLÈTENT PAS L’ACTIVITÉ JUDICIAIRE NORMALE. CE TAUX NE TIENT PAS COMPTE DE L’ENSEMBLE DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES, NOTAMMENT LES CONFÉRENCES DE RÈGLEMENT À L’AMIABLE.

PALAIS DE JUSTICE	NOMBRE DE SALLES D’AUDIENCE	TAUX D’UTILISATION (%)
100 : Rimouski	4	60,06%
105 : New Carlisle	3	44,25%
110 : Percé	3	23,25%
115 : Havre-Aubert	1	33,25%
120 : Amqui	1	35,00%
125 : Matane	1	52,75%
130 : Sainte-Anne-des-Monts	1	66,50%
135 : Mont-Joli	1	24,50%
140 : Gaspé	1	26,75%
145 : Carleton	1	7,75%
150 : Chicoutimi	9	47,64%
155 : Roberval	3	50,92%
160 : Alma	4	30,56%
170 : Chibougamau	2	15,50%
175 : Dolbeau – Mistassini	1	13,75%
200 : Québec	37	64,61%
200 : Québec (Cour d'appel)	2	43,38%
235 : Thetford Mines	4	27,94%
240 : La Malbaie	2	44,38%
250 : Rivière-du-Loup	5	51,75%
300 : Montmagny	3	43,58%
350 : Saint-Joseph-de-Beauce	5	46,65%
400 : Trois-Rivières	9	64,72%
405 : Drummondville	5	45,95%
410 : Shawinigan	5	38,60%
415 : Victoriaville	4	52,44%
425 : La Tuque	1	40,75%
450 : Sherbrooke	12	56,13%
455 : Cowansville	2	32,88%
460 : Granby	6	47,71%
470 : Magog	1	5,00%
480 : Lac-Mégantic	1	49,25%
500 : Montréal*	91	67,47%
500 : Montréal (Cour d'appel)	4	34,88%
505 : Longueuil	20	64,00%
525 : Montréal - chambre de la jeunesse	18	42,40%
540 : Laval	13	56,17%
550 : Gatineau	14	63,77%
555 : Campbell's Bay	2	10,88%
560 : Mont-Laurier	3	45,25%
565 : Maniwaki	2	28,50%
600 : Rouyn-Noranda	3	99,92%
605 : Amos	5	32,40%
610 : Ville-Marie	2	37,50%
615 : Val-d'Or	4	77,75%
620 : La Sarre	1	42,00%
635 : Baie d'Ungava	1	98,00%
650 : Sept-Îles	4	37,69%
655 : Baie-Comeau	4	39,69%
665 : Forestville	1	16,00%
700 : Saint-Jérôme	17	65,12%
705 : Joliette	12	60,54%

PALAIS DE JUSTICE	NOMBRE DE SALLES D'AUDIENCE	TAUX D'UTILISATION (%)
715 : Sainte-Agathe-des-Monts	1	6,00%
725 : Lachute	1	1,50%
750 : Saint-Hyacinthe	6	72,33%
755 : Saint-Jean-sur-Richelieu	5	48,65%
760 : Salaberry-de-Valleyfield	10	60,35%
765 : Sorel – Tracy	5	44,40%

*INCLUANT LES DEUX SALLES DU CENTRE JUDICIAIRE GOUIN

P.89 NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE AU 31 MARS 2017. COMPARAISON DU TOTAL DE SUBSTITUTS AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE : INSTITUÉ PAR LA *LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES* LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
QUÉBEC Québec Bureau de la directrice Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	44 10 11 16 1 4	86
CHARLEVOIX La Malbaie	1	1
MONTMAGNY Montmagny	2	2
BEAUCE Saint-Joseph-de-Beauce	4	4
RIMOUSKI Amqui Matane Mont-Joli Rimouski Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	4 5 1 2	12
KAMOURASKA Rivière-du-Loup Bureau des affaires pénales	5 1	6
GASPÉ Percé Sainte-Anne-des-Monts Bureau de service-conseil	2 1 1	4
BONAVENTURE Carleton-sur-Mer New Carlisle	4	4
BAIE-COMEAU Baie-Comeau Bureau des affaires pénales	6 1	7
MINGAN Cour itinérante Sept-Îles	5	5
ROBERVAL Roberval Bureau des affaires de la jeunesse	5 2	7
CHICOUTIMI Saguenay Bureau de service-conseil Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	7 1 2 1	11
ALMA Alma	3	3

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TROIS-RIVIÈRES Trois-Rivières Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	13 1 1 2 1	18
ARTHABASKA Victoriaville Bureau de service-conseil	4 1	5
SAINT-AURICE La Tuque Shawinigan	1 4	5
DRUMMOND Drummondville Bureau de service-conseil	4 1	5
SAINT-FRANÇOIS Sherbrooke Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	14 2 2	18
BEDFORD Cowansville Granby Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	6 1 1	8
FRONTENAC Thetford Mines	2	2
LONGUEUIL Longueuil Bureau des affaires pénales Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	35 6 1 6	48
IBERVILLE Saint-Jean-sur-Richelieu	6	6
BEAUHARNOIS Salaberry-de-Valleyfield Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	12 2 1	15
RICHELIEU Sorel-Tracy	4	4
SAINT-HYACINTHE Saint-Hyacinthe Bureau de service-conseil	7 2	9
MONTRÉAL Montréal Bureau de la directrice Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	114 3 10 5 2 17 67	218
TERREBONNE Saint-Jérôme Bureau des affaires pénales Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	28 1 2 4	35

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TÉMISCAMINGUE Ville-Marie	0	0
ABITIBI Amos Grand Nord Kuujjuaq La Sarre Matagami Senneterre Val-d'Or Chibougamau Bureau de service-conseil	13 1 5 1	20
LABELLE Maniwaki Mont-Laurier Bureau de service-conseil	1 2 1	4
PONTIAC Campbell's Bay	0	0
GATINEAU Gatineau Bureau des affaires pénales Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	24 2 1 3	30
ROUYN-NORANDA Rouyn-Noranda Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	5 1 1	7
LAVAL Laval Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	15 3 2	20
JOLIETTE Joliette Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	15 1 2	18
GRAND TOTAL	647	647

LES DONNÉES SONT EN DATE DU 17 FÉVRIER 2017.

P.90 POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDiquer LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POUR 2016-2017, NEUF PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N'EST LIÉ À CES DÉMISSIONS.

P.91 POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 17 FÉVRIER 2017, 3 PROCUREURS-CADRES ONT FAIT L'OBJET D'UNE AFFECTATION.

P.92 NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2015-2016 ET 2016-2017. (EX. : GANGS DE RUES, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2016-2017

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES	VIOLENCE CONJUGALE
QUÉBEC QUÉBEC BUREAU DE LA DIRECTRICE BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE		5 1	6	3 1	
CHARLEVOIX LA MALBAIE					
MONTMAGNY MONTMAGNY					
BEAUCE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE					
RIMOUSKI AMQUI MATANE MONT-JOLI RIMOUSKI					
KAMOURASKA RIVIÈRE-DU-LOUP					
GASPÉ PERCÉ SAINTE-ANNE-DES-MONTS					
BONAVENTURE CARLETON-SUR-MER NEW CARLISLE					
BAIE-COMEAU BAIE-COMEAU					
MINGAN COUR ITINÉRANTE SEPT-ÎLES					
ROBERVAL ROBERVAL					
CHICOUTIMI SAGUENAY					
ALMA ALMA					
TROIS-RIVIÈRES TROIS-RIVIÈRES			1	1	1
ARTHABASKA VICTORIAVILLE					
SAINT-AURICE LA TUQUE SHAWINIGAN					1

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES	VIOLENCE CONJUGALE
DRUMMOND DRUMMONDVILLE					
SAINT-FRANÇOIS SHERBROOKE BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		1 1	1		
BEDFORD COWANSVILLE GRANBY			1		
FRONTENAC THETFORD MINES					
LONGUEUIL LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		2 1		1	4
IBERVILLE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU					
BEAUHARNOIS SALABERRY-DE-VALLEYFIELD		1			
RICHELIEU SOREL-TRACY			1		
SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE		1			
MONTRÉAL MONTRÉAL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	2	13 3	14 26	7 41	11
TERREBONNE SAINT-JÉRÔME		4	2		
TÉMISCAMINGUE VILLE-MARIE					
ABITIBI AMOS GRAND NORD KUUJJUAQ LA SARRE MATAGAMI SENNETERRE VAL-D'OR CHIBOUGAMAU					
LABELLE MANIWAKI MONT-LAURIER					
PONTIAC CAMPBELL'S BAY					
GATINEAU GATINEAU	1	2	2		2
ROUYN-NORANDA ROUYN-NORANDA					
LAVAL LAVAL		1			

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES	VIOLENCE CONJUGALE
JOLIETTE JOLIETTE BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		2 1	1		
GRAND TOTAL	3	39	55	54	19

NOTA BENE : LES DONNÉES SONT AU 17 FÉVRIER 2017.

MENTIONNONS QUE PLUSIEURS PROCUREURS INCLUS DANS LA CATÉGORIE « CRIMES ÉCONOMIQUES » TRAITENT DES DOSSIERS DE CRIMINALITÉ ORGANISÉE, TELS QUE DES DOSSIERS LIÉS À DES STRATAGÈMES DE CORRUPTION ET DE MALVERSATION, À DES FRAUDES FINANCIÈRES, À DES FRAUDES FISCALES, À DU BLANCHIMENT D'ARGENT, ETC. AINSI, PARMIS LES 54 PROCUREURS DE LA CATÉGORIE « CRIMES ÉCONOMIQUES », 41 PROVIENNENT DU BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES.

ENFIN, IL S'AGIT D'UNE PHOTO DES EFFECTIFS SUR LA PAIE PRISE AU 17 FÉVRIER 2017, DONC LE NOMBRE DE PROCUREURS PEUT DIFFÉRER AU COURS DE L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE, COMME PAR EXEMPLE, LORSQU'UN POSTE DE PROCUREUR VACANT EST EN COURS DE DOTATION.

P.93 NOMBRE DE DOSSIER TRAITÉS RELATIFS AUX GANGS DE RUE EN 2015-2016 ET 2016-2017. PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATION NON DISPONIBLE.

P.94 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN TOTAL DES DOSSIERS CRIMINELS ET EN MATIÈRE PÉNALE.

MINISTÈRE

DÉLAI D’AUDITION (ANNÉE CIVILE 2016)

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
RÉGION 01			
RIMOUSKI	46,3	79,8	140,9
AMQUI	22,0	22,0	83,6
MATANE	34,5	83,8	83,8
MONT-JOLI	35,5	177,3	177,3
RIVIÈRE-DU-LOUP	30,0	75,4	171,5
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	46,9	89,8	95,3
ROBERVAL	45,4	84,5	106,8
ALMA	36,5	133,4	145,5
CHIBOUGAMAU	48,9	48,9	48,9
DOLBEAU – MISTASSINI*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 03			
QUÉBEC	90,0	60,0	45,0
LA MALBAIE	17,9	49,1	49,1
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	69,0	101,5	219,2
SHAWINIGAN	30,0	110,2	129,8
LA TUQUE	49,3	75,1	75,1
RÉGION 05			
SHERBROOKE	30,0	34,4	37,4
COWANSVILLE	35,0	51,4	115,7
GRANBY	35,0	49,8	115,7
LAC MÉGANTIC	20,3	169,3	145,7
RÉGION 06			
MONTRÉAL	77,4	313,5	334,8
RÉGION 07			
GATINEAU	45,0	173,8	173,8
CAMPBELL’S BAY	60,0	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0	120,0
MONT-LAURIER	76,4	105,7	121,3
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	65,8	173,1	173,1
AMOS	50,8	128,6	128,6
VILLE-MARIE	18,5	91,5	91,5
VAL D’OR	86,1	148,6	148,6
LA SARRE	62,7	86,4	86,4
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	136,1	115,2	167,4
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	151,8	153,0	158,0
BAIE-COMEAU	50,6	175,3	167,2
RÉGION 11			
NEW-CARLISLE	16,6	16,6	16,6
PERCÉ	60,0	47,8	45,3
HÂVRE-AUBERT	20,7	40,8	49,6
STE-ANNE-DES-MONTS	14,5	38,8	38,9
CARLETON**	67,6	N/A	N/A

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC — MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
RÉGION 12			
THETFORD-MINES	165,9	303,8	220,3
MONTMAGNY	30,0	80,0	120,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	63,8	82,5	105,0
RÉGION 13			
LAVAL	101,8	195,3	203,1
RÉGION 14			
JOLIETTE	62,9	81,5	197,3
RÉGION 15			
ST-JÉROME	60,0	188,5	217,8
STE-AGATHE-DES-MONTS*	0,0	N/A	N/A
RÉGION 16			
LONGUEUIL	45,0	194,7	188,6
ST-HYACINTHE	40,4	140,6	166,6
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	53,0	91,5	121,6
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	30,0	262,5	270,0
SOREL-TRACY	68,2	169,3	180,4
RÉGION 17			
DRUMMONDVILLE	45,0	80,4	80,4
VICTORIAVILLE	40,2	94,7	99,4

* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

** SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC — MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
RÉGION 01		
RIMOUSKI	60,5	64,2
AMQUI	61,8	61,8
MATANE	46,1	155,8
MONT-JOLI	81,8	81,8
RIVIÈRE-DU-LOUP	135,9	135,9
RÉGION 02		
CHICOUTIMI	75,3	75,3
ROBERVAL	58,3	58,3
ALMA	62,2	62,2
CHIBOUGAMAU	107,9	107,9
DOLBEAU-MISTASSINI	67,5	67,5
RÉGION 03		
QUÉBEC	60,0	60,0
LA MALBAIE	66,6	66,6
RÉGION 04		
TROIS-RIVIÈRES	102,5	124,8
SHAWINIGAN	70,0	70,0
LA TUQUE	63,9	66,8
RÉGION 05		
SHERBROOKE	45,0	59,3
COWANSVILLE	65,6	55,2
GRANBY	71,0	66,8
LAC MÉGANTIC	46,5	83,3
RÉGION 06		
MONTRÉAL	56,0	96,5
RÉGION 07		

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC — MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
GATINEAU	87,5	163,5
CAMPBELL’S BAY	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0
MONT-LAURIER	122,8	122,8
RÉGION 08		
ROUYN	143,2	143,2
AMOS	71,2	71,2
VILLE-MARIE	25,9	25,9
VAL D’OR	81,9	88,6
LA SARRE	47,8	47,8
RÉGION 09		
SEPT-ÎLES	146,0	181,9
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	155,6	160,5
BAIE-COMEAU	93,7	90,0
RÉGION 11		
NEW-CARLISLE	41,0	41,0
PERCÉ	65,0	88,3
HÂVRE-AUBERT	22,3	52,3
STE-ANNE-DES-MONTS	64,7	64,7
CARLETON	70,8	0,0
RÉGION 12		
THETFORD-MINES	127,4	131,2
MONTMAGNY	30,0	90,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	72,5	70,0
RÉGION 13		
LAVAL	176,7	184,4
RÉGION 14		
JOLIETTE	59,3	113,4
RÉGION 15		
ST-JÉROME	60,0	97,0
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A
RÉGION 16		
LONGUEUIL	44,7	204,3
ST-HYACINTHE	127,8	95,8
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	175,3	175,3
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	100,0	148,4
SOREL-TRACY	82,0	82,0
RÉGION 17		
DRUMMONDVILLE	30,0	80,2
VICTORIAVILLE	83,2	192,8

* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE, NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2016 - EN JOURS CALENDRIER

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC — MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
	2016	2016	2016
RÉGION 01			
RIMOUSKI	46,3	79,8	140,9
AMQUI	22,0	22,0	83,6
MATANE	34,5	83,8	83,8
MONT-JOLI	35,5	177,3	177,3
RIVIÈRE-DU-LOUP	30,0	75,4	171,5
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	46,9	89,8	95,3
ROBERVAL	45,4	84,5	106,8
ALMA	36,5	133,4	145,5
CHIBOUGAMAU	48,9	48,9	48,9
DOLBEAU – MISTASSINI*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 03			
QUÉBEC	90,0	60,0	45,0
LA MALBAIE	17,9	49,1	49,1
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	69,0	101,5	219,2
SHAWINIGAN	30,0	110,2	129,8
LA TUQUE	49,3	75,1	75,1
RÉGION 05			
SHERBROOKE	30,0	34,4	37,4
COWANSVILLE	35,0	51,4	115,7
GRANBY	35,0	49,8	115,7
LAC MÉGANTIC	20,3	169,3	145,7
RÉGION 06			
MONTRÉAL	77,4	313,5	334,8
RÉGION 07			
GATINEAU	45,0	173,8	173,8
CAMPBELL’S BAY	60,0	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0	120,0
MONT-LAURIER	76,4	105,7	121,3
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	65,8	173,1	173,1
AMOS	50,8	128,6	128,6
VILLE-MARIE	18,5	91,5	91,5
VAL D’OR	86,1	148,6	148,6
LA SARRE	62,7	86,4	86,4
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	136,1	115,2	167,4
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	151,8	153,0	158,0
BAIE-COMEAU	50,6	175,3	167,2
RÉGION 11			
NEW-CARLISLE	16,6	16,6	16,6
PERCÉ	60,0	47,8	45,3
HÂVRE-AUBERT	20,7	40,8	49,6
STE-ANNE-DES-MONTS	14,5	38,8	38,9
CARLETON**	67,6	N/A	N/A

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
	2016	2016	2016
RÉGION 12			
THEDFORD-MINES	165,9	303,8	220,3
MONTMAGNY	30,0	80,0	120,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	63,8	82,5	105,0
RÉGION 13			
LAVAL	101,8	195,3	203,1
RÉGION 14			
JOLIETTE	62,9	81,5	197,3
RÉGION 15			
ST-JÉROME	60,0	188,5	217,8
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 16			
LONGUEUIL	45,0	194,7	188,6
ST-HYACINTHE	40,4	140,6	166,6
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	53,0	91,5	121,6
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	30,0	262,5	270,0
SOREL-TRACY	68,2	169,3	180,4
RÉGION 17			
DRUMMONDVILLE	45,0	80,4	80,4
VICTORIAVILLE	40,2	94,7	99,4

* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

** SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
	2016	2016
RÉGION 01		
RIMOUSKI	60,5	64,2
AMQUI	61,8	61,8
MATANE	46,1	155,8
MONT-JOLI	81,8	81,8
RIVIÈRE-DU-LOUP	135,9	135,9
RÉGION 02		
CHICOUTIMI	75,3	75,3
ROBERVAL	58,3	58,3
ALMA	62,2	62,2
CHIBOUGAMAU	107,9	107,9
DOLBEAU-MISTASSINI	67,5	67,5
RÉGION 03		
QUÉBEC	60,0	60,0
LA MALBAIE	66,6	66,6
RÉGION 04		
TROIS-RIVIÈRES	102,5	124,8
SHAWINIGAN	70,0	70,0
LA TUQUE	63,9	66,8
RÉGION 05		
SHERBROOKE	45,0	59,3
COWANSVILLE	65,6	55,2
GRANBY	71,0	66,8
LAC MÉGANTIC	46,5	83,3
RÉGION 06		
MONTREAL	56,0	96,5

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC — MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
	2016	2016
RÉGION 07		
GATINEAU	87,5	163,5
CAMPBELL’S BAY	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0
MONT-LAURIER	122,8	122,8
RÉGION 08		
ROUYN	143,2	143,2
AMOS	71,2	71,2
VILLE-MARIE	25,9	25,9
VAL D’OR	81,9	88,6
LA SARRE	47,8	47,8
RÉGION 09		
SEPT-ÎLES	146,0	181,9
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	155,6	160,5
BAIE-COMEAU	93,7	90,0
RÉGION 11		
NEW-CARLISLE	41,0	41,0
PERCÉ	65,0	88,3
HÂVRE-AUBERT	22,3	52,3
STE-ANNE-DES-MONTS	64,7	64,7
CARLETON	70,8	0,0
RÉGION 12		
THEDFORD-MINES	127,4	131,2
MONTMAGNY	30,0	90,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	72,5	70,0
RÉGION 13		
LAVAL	176,7	184,4
RÉGION 14		
JOLIETTE	59,3	113,4
RÉGION 15		
ST-JÉROME	60,0	97,0
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A
RÉGION 16		
LONGUEUIL	44,7	204,3
ST-HYACINTHE	127,8	95,8
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	175,3	175,3
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	100,0	148,4
SOREL-TRACY	82,0	82,0
RÉGION 17		
DRUMMONDVILLE	30,0	80,2
VICTORIAVILLE	83,2	192,8

*LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE, NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

P.96 EN 2015-2016 ET 2016-2017, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DES PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

**TABEAU STATISTIQUE – NON-JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION
2016-2017**

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
VOL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	334 b)	1 782	38,4
POSSESSION SIMPLE D’UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS	4 (1) (5)	1 824	39,3
VOIES DE FAIT (PEINE)	266	335	7,2
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)a)(2)	273	5,9
DÉFAUT DE SE CONFORMER À UNE ORDONNANCE DE PROBATION	733.1	8	0,2
MÉFAIT À L’ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430 (1)	154	3,3
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE SOMMATION	145 (4)b)	0	0
FRAUDE À L’ÉGARD D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	380 (1)b)	70	1,5
ENTRAVER VOLONTAIREMENT UN AGENT DE LA PAIX DANS L’EXÉCUTION DE SES FONCTIONS	129 a)	7	0,2
RECEL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	355 b)	24	0,5
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE CITATION OU UNE PROMESSE DE COMPARAÎTRE	145 (5)	0	0
INFRACTIONS DIVERSES	-	162	3,5
TOTAL		4 639	100

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017

**STATISTIQUES RELATIVES À LA NON JUDICIARISATION
2016-2017**

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
ABITIBI	605	AMOS	21	
	614	BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	9	
	170	CHIBOUGAMAU	10	
	640	GRAND NORD	26	
	620	LA SARRE	12	
	635	LG-2	19	
	625	SENNETERRE	8	
	615	VAL D'OR	37	
				142
ALMA	160	ALMA	58	
				58
ARTHABASKA	415	VICTORIAVILLE	130	
				130
BAIE-COMEAU	655	BAIE-COMEAU	15	
				15
BEAUCE	350	ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	121	
				121
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	149	
				149
BEDFORD	455	COWANSVILLE	13	
	460	GRANBY	50	
				63
BONAVENTURE	105	NEW CARLISLE	32	
				32
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	18	
				18
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	211	

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
				211
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	49	
				49
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	54	
				54
GASPÉ	115	HAVRE AUBERT	5	
	110	PERCÉ	14	
	130	STE-ANNE-DES-MONTS	10	
				29
GATINEAU	550	GATINEAU	340	
				340
IBERVILLE	755	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	51	
				51
JOLIETTE	705	JOLIETTE	231	
				231
KAMOURASKA	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	93	
				93
LABELLE	565	MANIWAKI	22	
	560	MONT-LAURIER	26	
				48
LAVAL	540	LAVAL	314	
				314
LONGUEUIL	505	LONGUEUIL	228	
				228
MÉGANTIC	480	LAC MÉGANTIC	1	
				1
MINGAN	652	COUR ITINÉRANTE	11	
	650	SEPT-ÎLES	22	
				33
MONTMAGNY	300	MONTMAGNY	31	
				31
MONTRÉAL	500	MONTRÉAL	81	
	850	VILLE DE MONTRÉAL	436	
				517
PONTIAC	555	CAMPBELL'S BAY	11	
				11
QUÉBEC	200	QUÉBEC	512	
				512
RICHELIEU	765	SOREL	64	
				64
RIMOUSKI	120	AMQUI	9	
	125	MATANE	18	
	135	MONT JOLI	6	
	100	RIMOUSKI	45	
				78
ROBERVAL	155	ROBERVAL	49	
				49
ROUYN-NORANDA	600	ROUYN	29	
				29
SAINT-FRANÇOIS	450	SHERBROOKE	155	
				155
SAINT-HYACINTHE	750	SAINT-HYACINTHE	118	
				118
SAINT-MAURICE	425	LA TUQUE	26	
	410	SHAWINIGAN	89	
				115
TÉMISCAMINGUE	610	VILLE-MARIE	6	
				6
TERREBONNE	700	SAINT-JÉRÔME	421	
				421
TROIS-RIVIÈRES	400	TROIS-RIVIÈRES	123	
				123
GRAND TOTAL :				4 639

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III
2016-2017 :	
TOTAL DES HONORAIRES VERSÉS:	2 905 395 \$
TOTAL DES DÉBOURSÉS VERSÉS :	90 386 \$

MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES :
LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ASSURE, DEPUIS LE 9 SEPTEMBRE 2010 EN VERTU DU CHAPITRE III DE LA LOI, LA GESTION DES HONORAIRES DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE QUI AGISSENT DANS LES MÉGAPROCÈS ET DONT LES CLIENTS SONT ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE OU QUI ONT OBTENU UNE ORDONNANCE JUDICIAIRE ENJOIGNANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL D'ASSUMER LES ÉMOLUMENTS DE CES PROCUREURS. DE PLUS, LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES GÈRE LES HONORAIRES DES AVOCATS QUI AGISSENT DANS LE CADRE D'UNE DÉSIGNATION D'AVOCAT ORDONNÉE EN VERTU DU CODE CRIMINEL.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN SYSTÈME INFORMATIQUE PERMETTANT D'OBTENIR CES INFORMATIONS.

P.98 LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

P.99 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2015-2016 ET 2016-2017. INDiquer LES CoûTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDiquer LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2017-2018.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOMBRE DE RENCONTRES EN 2016-2017 : 2

DATES	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
Du 26 AU 29 AVRIL 2016	SAINT-JEAN (TERRE-NEUVE)	MES ANNICK MURPHY ET SONIA PAQUET	3 006 \$
Du 25 AU 27 OCTOBRE 2016	HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE)	MES ANNICK MURPHY, SONIA PAQUET, LOUIS BOUTILLIER ET NATALIE BRISSETTE (ME BOUTILLIER ÉTAIT LE RÉCIPiendaIRE DU PRIX POUR LA LOYAUTÉ ENVERS L'IDÉAL DE JUSTICE 2016. LUI ET ME BRISSETTE N'ONT PAS PARTICIPÉ AUX RENCONTRES)	4 362 \$

P.100 BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDiquer LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIVENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE QUI VISE À APPORTER DES SOLUTIONS PÉRENNES À L'ENJEU DES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE ET À ASSURER QUE LES CITOYENS ET PARTICULIÈREMENT LES VICTIMES PUISSENT MAINTENIR LEUR CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE ET DES ACTEURS QUI LE COMPOSENT.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

DÉPENSES EN RÉMUNÉRATION ET EN FONCTIONNEMENT POUR LES PROCÈS RELIÉS À SHARQC :

L'AVOCAT AFFECTÉ À TEMPS PLEIN À SHARQC A TERMINÉ SON MANDAT LE 14 AOÛT 2015.

DÉPENSES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LES PROCÈS RELIÉS À SHARQC :

	SHARQC. I	SHARQC. II
2016-2017 :		
TOTAL DES HONORAIRES VERSÉS :	103 225 \$	320 100 \$
TOTAL DES DÉBOURSÉS VERSÉS :	0 \$	2 766 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

OPÉRATION SHARQC	
2016-2017	
DÉPENSES	MONTANT (\$)
RÉMUNÉRATION	421 215 \$
COTISATIONS PROFESSIONNELLES	6 422 \$
LOCATION DE STATIONNEMENTS	1 131 \$
FRAIS DE DÉPLACEMENT	6 712 \$
LOYER ET AMÉNAGEMENT	257 100 \$
MATÉRIEL ET FOURNITURE	1 847 \$
SERVICES AUXILIAIRES	11 \$
TOTAL	694 458 \$

P.102 CONCERNANT LA RESTRUCTURATION AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP),
INDIQUER :

- A. LE NOMBRE DE PERTE D’EMPLOI ET DE RELOCALISATION D’EMPLOI EN 2016-2017 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, VENTILÉ PAR TYPE D’EMPLOI (OCCASSIONNEL, TEMPS PLEIN, PERMANENT, ETC.) ET PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS;
- B. LE NOMBRE DE DÉMISSION POUR 2016-2017;
- C. LE NOMBRE DE TRANSFERTS CONSENSUELS ET FORCÉS AINSI QUE LEURS COÛTS;
- D. LES COÛTS TOTAUX DE LA RESTRUCTURATION DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE;
- E. PORTRAIT ACTUEL DES AFFECTATIONS PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS;
- F. L’ÉTAT D’AVANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- A. LE NOMBRE DE PERTE D’EMPLOI ET DE RELOCALISATION D’EMPLOI EN 2016-2017 CONCERNANT LA RESTRUCTURATION AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, VENTILÉ PAR TYPE D’EMPLOI (OCCASSIONNEL, TEMPS PLEIN, PERMANENT, ETC.) ET PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS :

PERTE D'EMPLOI : AUCUNE
RELOCALISATION D'EMPLOI: AUCUNE

- B. LE NOMBRE DE DÉMISSIONS POUR 2016-2017 LIÉES À LA RESTRUCTURATION :
AUCUNE

- C. LE NOMBRE DE TRANSFERTS CONSENSUELS ET FORCÉS AINSI QUE LEURS COÛTS :
- NOMBRE : AUCUN
COÛT : AUCUN

- D. LES COÛTS TOTAUX DE LA RESTRUCTURATION DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE :
AUCUN

- E. PORTRAIT ACTUEL DES AFFECTATIONS PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS :

EFFECTIFS DU BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES 2017-03-22					
CLASSIFICATION DES EMPLOIS	RÉGULIER		OCCASIONNEL		TOTAL
	EN POSTE	VACANT	EN POSTE	VACANT (ACCEF)	
PROCUREUR EN CHEF	1				1
PROCUREUR EN CHEF ADJOINT	4	1			5
PROCUREUR	56	9	3	3	71
CADRE	1				1
PROFESSIONNEL	3	1			4
TECHNICIEN JURIDIQUE	12	10	2	1	25
PERSONNEL DE BUREAU	3	11	1	1	16
TOTAL	80	32	6	5	123

SOURCE: BASE DE DONNÉES DE LA DRH

- F. L’ÉTAT D’AVANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION : TERMINÉS

MINISTÈRE

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	156158 CANADA INC ET AL C. PGQ	DÉCLARATION DE CULPABILITÉ RENDUE PAR LA COUR DU QUÉBEC À L'ÉGARD D'INFRACTIONS AUX ARTICLES 51, 52 ET 58 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE. APPEL REJETÉ PAR LA COUR SUPÉRIEURE, PERMISSION D'APPEL ACCUEILLIE PAR LA COUR D'APPEL (2016-06-03) . L'ENJEU PORTE SUR LA CONSTITUTIONNALITÉ DES DISPOSITIONS PRÉVOYANT LA PRÉDOMINANCE DU FRANÇAIS DANS L’AFFICHAGE COMMERCIAL. LES DÉFENDEURS ESTIMENT QUE LA DONNE A CHANGÉ ET QUE LA LIMITE PORTÉE À LEURS DROIT À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EST CONTRAIRE À LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS ET NE PEUT ÊTRE JUSTIFIÉE.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	9128-1683 QUÉBEC INC. C. PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCUEILLANT UNE REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE VISANT L’INTERPRÉTATION DE LA NOTION DE DROITS ACQUIS DE L’ARTICLE 8.1 DE LA LOI SUR LE TABAC SUITE À UN TRANSFERT DU SALON DE CIGARES.	INTIMÉE	EXPOSÉ À PRODUIRE LE 28-04-2017		
COUR D'APPEL	CHEMIN DE FER QUÉBEC-GATINEAU C. PGQ	APPEL D’UN JUGEMENT EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL CONCLUANT QUE LES RELATIONS DE TRAVAIL DE L’ENTREPRISE RELÈVENT DE LA COMPÉTENCE PROVINCIALE.	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	CLEAN HARBORS QUÉBEC INC. C. CSST, CLP ET PGQ (COUR D'APPEL)	RÉVISION JUDICIAIRE - ENTREPRISE DE TRANSPORT INTERPROVINCIAL ET INTERNATIONAL DE DÉCHETS DANGEREUX - QUALIFICATION DE L’ENTREPRISE (AVIS 95 CPC)	MISE EN CAUSE			

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	DANIELLE DURANSEAU c. DPCP ET PGQ	APPEL D'UNE CONDAMNATION PÉNALE À 104 CONSTATS D'INFRACTION POUR ACHAT ET VENTE ILLÉGALE DE POISSON- DÉFENSE FONDÉE SUR LA CHARTE CANADIENNE ET LES DROITS DES AUTOCHTONES À PRATIQUER LA PÊCHE À DES FINS DE SUBSISTANCE.	INTERVENANTE			
COUR D'APPEL	Z c. Y LE NOM DES PARTIES EN MATIÈRE FAMILIALE NE PEUT ÊTRE PUBLICISÉ.	DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE DIVORCE, MONSIEUR SOUHAITE QUE SON MARIAGE QUI A ÉTÉ CÉLÉBRÉ PAR UN MINISTRE DU CULTE AUTORISÉ SOIT DÉCLARÉ NUL, CE QUI LE LIBÉRERAIT DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU MARIAGE (PARTAGE DU PATRIMOINE FAMILIAL ET SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS). IL INVOQUE SA LIBERTÉ DE RELIGION ET SON DROIT À L'ÉGALITÉ.	MISE EN CAUSE	MÉMOIRE PGQ À DÉPOSER LE 13-04-17		2016-02-02
COUR D'APPEL	ERICH CHEMAMA c. LA REINE ET P.G.Q.	APPEL DE JUGEMENTS DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT UNE REQUÊTE HABEAS CORPUS ET DÉCLARANT L'APPELANT PLAIDEUR QUÉRULENT VEXATOIRE AU CRIMINEL ET AU CIVIL.	INTIMÉE	MÉMOIRE A PRODUIRE		
COUR D'APPEL	FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL c. PGQ	CONTESTATION DE L'ASSUJETTISSEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE DES POLICIERS À LA LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE (Loi 15)	INTIMÉE	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT		
COUR D'APPEL	FUN CLUB INTERNATIONAL FCI c. PGQ		INTIMÉE	MÉMOIRE A DÉPOSER LE 28-04-17		2016-07-19
COUR D'APPEL	G. CORNEAU c. PGQ (ET 9 AUTRES DOSSIERS CONNEXES)	RECOURS JUDICIAIRE VISANT À FAIRE RECONNAÎTRE DES COMMUNAUTÉS MÉTISSES ET LEURS DROITS ANCESTRAUX.	INTIMÉE	AUDITION LES 15 ET 16 MAI 2017		2015-02-10
COUR D'APPEL	GHISLAIN CORNEAU c. PGQ ET COMMUNAUTÉ MÉTISSE DU DOMAINE DU ROY ET DE LA SEIGNEURIE DE MINGAN ET AL		INTIMÉE	AUDITION LES 15 ET 16 MAI 2017		
COUR D'APPEL	GROUPE CRH c. PGQ	APPEL D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE REJETÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE. NÉCESSITÉ D'OBTENIR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'AGRANDISSEMENT D'UNE AIRE D'EXPLOITATION POUR UNE CARRIÈRE AYANT DES DROITS ACQUIS. INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT SUR LES CARRIÈRES ET SABLIÈRES.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	GUY LAFLEUR C. PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE ACTION EN DOMMAGE RÉSULTANT D'UNE ARRESTATION ET D'UNE ACCUSATION INJUSTIFIÉE.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	INTER-CITÉ CONSTRUCTION C. PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT CONDAMNANT LE MTQ À VERSER LA SOMME DE 1, 3M\$ EN DOMMAGES RÉSULTANT DU DÉFAUT DE NE PAS AVOIR DONNÉ SUITE À UN APPEL D'OFFRES PAR LA SIGNATURE D'UN CONTRAT DE CONSTRUCTION.	APPELANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	JEAN-PAUL TREMBLAY C ME BOURASSA ET AL	APPEL D'UNE DÉCISION DU JUGE LACOUSIÈRE À LA SUITE DU REJET DU RECOURS. POURSUITE DU POLICIER ET DES PROCUREURS DU DPCP QUI ONT D'UNE PART PORTÉES DES ACCUSATIONS ET D'AUTRE PART TENUES LE PROCÈS JUSQU'EN COURS D'APPEL QUI A PAR LA SUITE ACQUITTÉ LE DEMANDEUR. ILS DEMANDENT DE RENDRE INCONSTITUTIONNELLE EN REGARD DE LA CHARTE L'IMMUNITÉ DONT BÉNÉFICIE LES PPCP.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	LES UASHAUNNUAT (LES INNUS DE UASHAT ET DE MANI-UTENAM) ET AL. C. COMPAGNIE MINIERE IOC INC. (IRON ORE COMPANY OF CANADA) ET AL. (APPEL À LA CA)	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT LA REQUÊTE EN RADIATION D'ALLÉGATIONS DES DÉFENDERESSES ET DE L'INTERVENANT PROCUREUR GÉNÉRAL DE TERRE-NEUVE ET LABRADOR	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	PGQ C. 3563308 CANADA INC (HÉRITAGE TERREBONNE)	DÉTERMINATION DE LA SUPERFICIE DES MILIEUX HUMIDES SITUÉS AU NORD DE L'ÉCHANGEUR DES PIONNIERS.	APPELANTE	SUSPENDU		
COUR D'APPEL	PGQ C. AIR CANADA	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION -APPLICABILITÉ DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ - DOSSIER DE SÉLECTION ET EMBAUCHE D'UN AGENT DE BORD - ENTREPRISE FÉDÉRALE- ENTRAVE	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	PGQ c. COUR DU QUÉBEC ET NORMAN MONTCALM ET LAMARRE LINTEAU & MONTCALM	IDEM (VOIR TREMBLAY c. COUR DU QUÉBEC (CAI))	APPELANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	PGQ c. PGC	RENOI RELATIF À LA CONSTITUTIONNALITÉ DE LA MISE EN PLACE D'UNE RÉGLEMENTATION PANCANADIENNE DES VALEURS MOBILIÈRES SOUS LA GOUVERNE D'UN ORGANISME UNIQUE.	APPELANTE	EN DÉLIBÉRÉ	2016-11-07	
COUR D'APPEL	RABHA SOUBAI c. PATRICE ROCHEMONT	DANS LE CADRE D'UNE INSTANCE DE DIVORCE, PARALLÈLE À UNE AUTRE INSTANCE DE DIVORCE ENTRE LES MÊMES PARTIES INTRODUITE DANS UN PAYS ÉTRANGER, ON ATTAQUE LA CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 3167 C.c.Q. AU MOTIF QU'IL ENTRERAIT EN CONFLIT AVEC UNE DISPOSITION DE LA LOI FÉDÉRALE SUR LE DIVORCE	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	2017-03-14	
COUR D'APPEL	RAMZI DANIEL c. PGQ ET VILLE DE MONT ST-HILAIRE ET GENIVAR	MONT ST-HILAIRE - DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL - MARÉCAGES ET MILIEUX HUMIDES - INFORMATIONS ERRONÉES TRANSMISES AU MDDEFP - DÉPLACEMENT DE RUISSEAU - DIMINUTION DE DE VALEUR DE L'IMMEUBLE NON EXPROPRIÉ	INTIMÉE	EXPOSÉ À DÉPOSER LE 21-04-17		
COUR D'APPEL	REINE c. JAVANIMARDI ET PGQ	DANS LE CADRE D'UNE ACCUSATION DE NÉGLIGENCE AYANT CAUSÉ LA MORT, LA NATUROPATHE QUI A FAIT UNE INJECTION INTRAVEINEUSE (ACTÉ RÉSERVÉ AUX MEMBRES DU COLLÈGE DES MÉDECINS) SOULEVE L'INVALIDITÉ DES ARTICLES 220 (B), 234 ET 236 DU CODE CRIMINEL, POUR LE MOTIF QU'IL NE PEUT Y AVOIR NÉGLIGENCE ÉTANT DONNÉ QUE DANS D'AUTRES PROVINCES LES NATUROPATHES SÉRAIENT AUTORISÉS POSER CE GENRE D'ACTES. L'ACCUSÉE A ÉTÉ ACQUITTÉE EN PREMIÈRE INSTANCE ET LE PRINCIPE DE LA RETENUE JUDICIAIRE A ÉTÉ RESPECTÉ.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	2017-03-22	
COUR D'APPEL	RICKY HANCKEY c. REINE	CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 719 (3.1) C. CR. SOULEVÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS EN APPEL- REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER DE LA PEINE- RÉDUCTION DE PEINE- MAJORATION DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE	INTERVENANTE	8 MAI 2017 CONFÉRENCE DE GESTION POUR MISE EN ÉTAT		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	ROBBY ALKHALIL C. R. ET PGQ	HABEAS CORPUS - ERREUR MANIFESTE DU JUGE DE PREMIÈRE INSTANCE	INTIMÉE	MÉMOIRE À PRODUIRE		
COUR D'APPEL	SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET PARAPUBLIQUE DU QUÉBEC C. PGQ	COMPÉTENCE DE L'ARBITRE À DÉCIDER D'UN GRIEF PORTANT SUR LE NON-RESPECT D'UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ.	INTIMÉE			
COUR D'APPEL	SYNDICAT DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS MUNICIPAUX DE MONTRÉAL C. PGQ	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DE LA LOI 15 - LOI MODIFIANT LES RÉGIMES DE RETRAITES DU SECTEUR MUNICIPAL - ARBITRAGE OBLIGATOIRE - APPEL DE LA SUSPENSION DE L'ARBITRAGE PRÉVU À LA LOI 15	INTIMÉE	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT		
COUR D'APPEL	TREMBLAY C. COUR DU QUÉBEC (CAI)	APPEL SUR LA QUESTION DE LA PORTÉE ET DE L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 33(2) DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS À LA SUITE D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE RENDU LE 7 MAI 2015 CONCLUANT QUE L'ENSEMBLE D'UN MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES EST ACCESSIBLE À L'EXCEPTION DES RECOMMANDATIONS DE LA PARTIE CONFIDENTIELLE, SOUS RÉSERVE DE LA PROTECTION DU SECRÉT PROFESSIONNEL DE L'AVOCAT ET D'AUTRES RESTRICTIONS D'ACCÈS POUVANT ÊTRE APPLICABLES.	DEMANDERESSE			
COUR D'APPEL	TRÉPANIER ET FMSQ C. PGQ	CONTESTATION DE LA VALIDITÉ DES ART. 333.1, 333.3 ET 333.6 DE LA L.S.S.S., DES ART. 34 ET 35 DE LA LOI CONCERNANT LES CENTRES MÉDICAUX SPÉCIALISÉS ET DE L'ART. 3 DU RÈGLEMENT SUR LES TRAITEMENTS MÉDICAUX SPÉCIALISÉS.	DÉFENDERESSE	EN DÉLIBÉRÉ		
COUR D'APPEL	YVAN HOUDE ET AL. ET JEAN COUTURE ET AL ET PGQ	LAC AYLMER, PROPRIÉTÉ DE LA BANDE DE TERRAIN SUBMERGÉ EN FRONT DU LOT 11 RANG 4 SUD OUEST, CANTON DE STRATFORD.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	ALBERTINE LECLERC C. VILLE DE LÉVIS ET P.G.Q.	APPEL À LA COUR D'APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE (CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE) CONCLUANT À L'INAPPLICABILITÉ CONSTITUTIONNELLE DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE AUX ACTIVITÉS DE PARACHUTISME ET DE FORMATION DE PARACHUTISME TENUES SUR LA PROPRIÉTÉ DE L'APPELANTE.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	APIGQ c. PGQ	RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA CRT ORDONNANT AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE CESSER D'ENTRAVER LES ACTIVITÉS SYNDICALES DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES INGÉNIEURS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET ORDONNANT AUX SYNDIQUÉS D'INCLURE UN MESSAGE À LEURS COURRIELS. JUGEMENT CS FAVORABLE PORTÉ EN APPEL.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	CAROLANN COLL c. LA REINE ET PGQ	DEMANDE DE PERMISSION D'APPELER D'UNE DÉCISION DE LA COUR DU QUÉBEC REPORTÉE DEVANT LE BANC EN MÊME TEMPS QUE L'AUDITION SUR LE FOND. LA COUR DU QUÉBEC, EXERÇANT LA RETENUE JUDICIAIRE, AVAIT REJETÉ LES AVIS DE 95 C.P.C. CONTESTANT LA PEINE MINIMALE DE L'ARTICLE 344 C.CR. (PEINE CRUELLE ET INUSITÉE/VOL QUALIFIÉ AVEC UTILISATION D'UNE ARME À FEU PROHIBÉ AU PROFIT D'UNE ORGANISATION CRIMINELLE)	MISE EN CAUSE	AUDITION FIXÉE AU 9 JUIN 2017		
COUR D'APPEL	L'HONORABLE PETER BRADLEY c. CONSEIL DE LA MAGISTRATURE ET PGQ	POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE EN COUR D'APPEL DEMANDANT LA NULLITÉ DE LA RECOMMANDATION ET DE LA DÉCISION DE DESTITUER UN JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC, ALLÉGUANT QUE DES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES SERAIENT INVALIDES PARCE QUE ATTENTATOIRES À L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE, À L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE ET AU DROIT À UNE DÉFENSE PLEINE ET ENTIÈRE (SANS PRÉAVIS FORMEL DE 76 C.P.C.)	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	MOTARD GENEVIÈVE ET AL c. PGC	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 16-02-2016, REJETANT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DE G. MOTARD ET P. TAILLON, DANS LAQUELLE ILS DEMANDAIENT AU TRIBUNAL DE DÉCLARER LA LOI SUR LA SUCCESSION AU TRÔNE ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT FÉDÉRAL ET SANCTIONNÉE LE 27 MARS 2013 INCONSTITUTIONNELLE AU MOTIF QU'ELLE N'À PAS ÉTÉ ADOPTÉE SELON LA PROCÉDURE DE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE APPROPRIÉE.		EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAUL DE MONTMINY c. PGQ		INTIMÉE		2017-06-07	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	PAPIER WHITE BIRCH C. UNIFOR ET PGQ	REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE / DÉCISION DE L'ARBITRE DE GRIEF SUR LE QUANTUM DÙ A UN SALARIÉ CONGÉDIÉ / AVIS SELON 95 CPC / DEMANDERESSE SOUS LA PROTECTION DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS (LACC) / VENTE DES ACTIFS A UN ACHETEUR / ACHETEUR PRÉTEND QUE L'ARBITRE N'A PAS COMPÉTENCE POUR FIXER LE QUANTUM ET SI OUI LE CODE DU TRAVAIL ENTRAVE LA LACC	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	PGQ c. FRANÇOISE BOUCHARD ET COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCUEILLANT LE POURVOI EN RÉVISION JUDICIAIRE DE MADAME BOUCHARD D'UNE DÉCISION DE LA CFP ACCUEILLANT LA RÉVISION POUR CAUSE DE L'EMPLOYEUR ET CASSANT UNE DÉCISION DE LA CFP SUR LE QUANTUM SUITE À LA PLAINTÉ ACCUEILLIE PAR LA CFP PORTANT SUR UNE MESURE DISCIPLINAIRE DÉGUISÉE.	APPELANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	PGQ c. IMTT-Québec Inc ET ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA	LA COUR SUPÉRIEURE A DÉCLARÉ QUE LA LQE ÉTAIT INAPPLICABLE À UNE ENTREPRISE LOCATAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET ELLE A DÉCLARÉ QUE LE TERRITOIRE DÉFINI DANS UNE LOI PRÉ-CONFÉDÉRATIVE DE 1858, SOIT LE FLEUVE ST-LAURENT SITUÉ ENTRE LA RIVIERE CAP-ROUGE ET MONTMORENCY EST UNE PROPRIÉTÉ PUBLIQUE FÉDÉRALE. CE JUGEMENT PORTE SUR DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LQE À UNE ENTREPRISE LOCATAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET LA PROPRIÉTÉ PROVINCIALE OU FÉDÉRALE DU TERRITOIRE OÙ CETTE ENTREPRISE EXERCE SES ACTIVITÉS	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
		CE JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE PORTE SUR 2 RECOURS: REQUÊTE EN JUGEMENT DECLARATOIRE DE IMTT Québec INC ET ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC c. PGQ CONCERNANT L'APPLICATION DE LA L.Q.E. AUX ACTIVITÉS D'IMTT-Québec INC., LOCATAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC. PROPRIÉTÉ : LE FLEUVE ST-LAURENT ENTRE CAP ROUGE ET L'ÎLE D'ORLÉANS EST-T-IL UNE PROPRIÉTÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC OU DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL?. REQUÊTE EN INJONCTION DE LA PGQ c. IMT -Québec INC VISANT A FAIRE APPLIQUER LE PROCESSUS D'AUTORISATION DE LA LQE A IMTT-Québec INC.				
COUR D'APPEL	RAYMOND CHABOT INC. c PGQ	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR DU QUÉBEC ACCUEILLANT UNE RÉCLAMATION DU M.R.N. CONTRE UN CONTRÔLEUR POUR FAUTE LOURDE.	INTIMÉE		2017-06-15	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	RAYNALD GRENIER c. PGQ	REQUÊTE EN NULLITÉ DES ARTICLES 84 À 90 DU RÈGLEMENT DE PROCÉDURE CIVILE DE LA COUR SUPÉRIEURE / CONSTITUTIONNALITÉ / CHARTES / DÉCLARATIONS DE QUÉRULANCE / INSCRIPTION À UN REGISTRE PUBLIC	INTIMÉE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	SOPHIE VAILLANCOURT c. MUN DE SAINTE-CROIX ET SYLVAIN BOISVERT ET ANGÈLE DUBOIS ET PGQ MISE EN CAUSE	POURVOI CONTRE UN JUGEMENT DE LA CS DU 3 AOÛT 2016 QUI A REJETÉ LA DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN INJONCTION PERMANENTE, ACTION EN NULLITÉ ET REQUÊTE EN VERTU DE L'ARTICLE 227 DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME.	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE DU RÉSULTAT SUR UN POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE		
		IMMEUBLE CONSTRUIT EN CONTRAVENTION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE DE SAINTE-CROIX QUI INCORPORE LES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LA POLITIQUE DE PROTECTION DES RIVES, DU LITTORAL ET DES PLAINES INONDABLES. PAR L'EXERCICE DE LA DISCRÉTION DU TRIBUNAL EN VERTU DE L'ARTICLE 227 DE LA LAU, CELUI-CI REJETTE LA REQUÊTE PRÉSENTÉE CONSIDÉRANT SE TROUVER DANS UN CAS RARE ET EXCEPTIONNEL DONT LES CIRCONSTANCES LE PERMETTENT. DANS CE LITIGE, RAPPELONS QUE LE MANDAT DE LA PGQ N'ÉTAIT PAS D'INTERVENIR ACTIVEMENT, MAIS DE REMETTRE LES DOCUMENTS DEMANDÉS PAR LA DEMANDERESSE ET/OU PERMETTRE L'INTERROGATOIRE D'UN EMPLOYÉ DU MDDELCC DANS LE CADRE DU RECOURS EN INJONCTION. UN ACTE DE REPRÉSENTATION A ÉTÉ DÉPOSÉ AU DOSSIER.		CONTESTANT LA VALIDITÉ DE LA MODIFICATION À LA RÉGLEMENTATION DE SAINTE-CROIX PERMETTANT LA DÉROGATION		
COUR D'APPEL	YVES DENIS ET DENIS LEFEBVRE c. REINE ET PGQ	APPEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU À LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ART. 5 DE LA LOI SUR L'ADÉQUATION DE LA PEINE ET DU CRIME PAR CERTAINS DES ACCUSÉS DANS LE DOSSIER ÉCREVISSE (CALCUL DE LA DÉTENTION PRÉSENTIELLE)/CHARTRE CANADIENNE ART 11 I)	MISE EN CAUSE		2017-04-04	
COUR SUPRÊME DU CANADA	BARREAU DU QUÉBEC c. PGQ	APPEL D'UN ARRÊT DE LA COUR D'APPEL CONFIRMANT LA POSITION DE LA PGQ À L'EFFET QU'UN NON AVOCAT PEUT REPRÉSENTER LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE EN PRÉPARANT DES PROCÉDURES DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC		EN DÉLIBÉRÉ	2017-03-27	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR SUPRÊME DU CANADA	ÉRABLIÈRE LA GRANDE COULÉE INC. ET ANGÈLE GRENIER C. FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS ACÉRIQUES DU QUÉBEC ET PGQ	DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL À LA C.S.C. D'UNE DÉCISION DE LA C.A.Q. CONCLUANT À L'APPLICABILITÉ DU RÉGIME QUÉBÉCOIS DE MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS ACÉRIQUES AU COMMERCE INTERPROVINCIAL VU LE LIBELLÉ DU DÉCRET FÉDÉRAL SUR L'EAU D'ÉRABLE ET LE SIROP D'ÉRABLE DU QUÉBEC.	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR SUPRÊME DU CANADA	COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL C. ALAIN CARON ET AL.	AVIS DE 76 CPC - INTERPRÉTATION CHARTRE - SIGNIFICATION AVIS - ARTICLE 240 LATMP	INTERVENANTE	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS 30-03-2017		
COUR SUPRÊME DU CANADA	PGQ C. RONALD GUÉRIN	LA LOI SUR L'ASSURANCE-MALADIE A INSTAURÉ UN RÉGIME DE NÉGOCIATION COLLECTIF POUR LES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ. M. GUÉRIN VEUT UN ACCÈS DIRECT À L'ARBITRAGE DE DIFFÉRENDS ALORS QU'IL DEVRAIT ÊTRE REPRÉSENTÉ PAR SA FÉDÉRATION, CE QU'ELLE REFUSE DE FAIRE.	APPELANTE	EN DÉLIBÉRÉ	2017-01-11	

P.104 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.

MINISTÈRE

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<p><u>LA SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC (SÉPAQ) CONTRE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON ET LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC</u></p>	<p>LA SÉPAQ A ENTREPRIS UN RECOURS POUR DEMANDER L'ANNULATION DE RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ADOPTÉS PAR LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON ET TARIFANT ABUSIVEMENT LA SÉPAQ POUR LES IMMEUBLES DONT ELLE EST PROPRIÉTAIRE DANS LE « PARC NATIONAL DE POINTE-TAILLON » POUR LA FOURNITURE EN EAU POTABLE. CONFORMÉMENT À L'ANCIEN ARTICLE 95 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE, LA SÉPAQ A MIS EN CAUSE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC (PGQ).</p> <p>LA PGQ A REÇU LE MANDAT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE (MAMOT) DE DEMANDER AUSSI LA NULLITÉ DES RÈGLEMENTS VISÉS. EN EFFET, LE MAMOT VERSE DES COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES QUI INCLUENT AUSSI DES COMPENSATIONS TENANT LIEU DES MODES DE TARIFICATION. PUISQUE L'ÉTAT POSSÈDE DES IMMEUBLES DANS LE PARC, LE MAMOT VERSE DONC DES COMPENSATIONS TENANT LIEU DE CETTE TARIFICATION QUI, EN L'OCCURRENCE, EST ABUSIVE. LE MAMOT DEMANDE LE REMBOURSEMENT D'UN MONTANT D'ENVIRON 30 000 \$ QUI N'AURAIT PAS DÛ ÊTRE RÉCLAMÉ PAR LA MUNICIPALITÉ ET VERSÉ À CELLE-CI.</p> <p>LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON INVOQUE LA TARDIVETÉ DU RECOURS ET DEMANDE QUE LES REQUÊTES DU MAMOT ET DE LA SÉPAQ SOIENT REJETÉES.</p>	<p>UNE TRANSACTION EST INTERVENUE ENTRE LES PARTIES AU MOIS D'AOÛT 2016 CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2631 DU CODE CIVIL DU QUÉBEC. LA REQUÊTE DU MAMOT VISAIT LES ANNÉES 2011 À 2015. PAR CETTE TRANSACTION, LE MAMOT RENONCE AUX COMPENSATIONS VERSÉES POUR CES ANNÉES. POUR L'ANNÉE 2016, ET AFIN DE MINIMISER LES IMPACTS FINANCIERS D'UN BUDGET DÉJÀ ADOPTÉ PAR LA MUNICIPALITÉ, LA SÉPAQ ET LA PGQ S'ENGAGENT À ACQUITTER LES SOMMES SUIVANTES AUPRÈS DE LA MUNICIPALITÉ : 12 412, 20 \$ POUR LA SÉPAQ ET 24 284, 00 \$ POUR LA PGQ. À TITRE DE COMPENSATION POUR LA DIFFÉRENCE ENTRE LES SOMMES PAYÉES PAR LA SÉPAQ ET LA PGQ POUR L'ANNÉE 2016 ET CE QU'ELLES AURAIENT DÛ PAYER CONFORMÉMENT À L'ENTENTE INTERVENUE, LA MUNICIPALITÉ S'EST ENGAGÉE À VERSER LES SOMMES SUIVANTES AU PLUS TARD LE 31 JANVIER 2017: 10 320, 87 \$ À LA SÉPAQ ET 13 841,71 \$ À LA PGQ. POUR L'ANNÉE 2017 ET LES ANNÉES SUBSÉQUENTES, LES PARTIES ONT CONVENU QUE LA MUNICIPALITÉ EXIGERAIT UNE TARIFICATION BASÉE SUR LA CONSOMMATION RÉELLE EN EAU POTABLE DES IMMEUBLES EN CAUSE SELON LES PARAMÈTRES DÉCRITS DANS LA TRANSACTION.</p> <p>LE 21 DÉCEMBRE 2016, UN CHÈQUE DE 13 841, 71 \$ A ÉTÉ REÇU PAR LE MAMOT. CONSÉQUEMMENT, LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ.</p>

P.105 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.106 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D’ÉLU MUNICIPAL. INDiquer LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.

MINISTÈRE

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<p><u>PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER ET MUNICIPALITÉ DE PREISSAC</u></p> <p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL PRÉSENTÉE LE 5 DÉCEMBRE 2012 PAR LE PGQ CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER, MAIRESSE DE LA MUNICIPALITÉ DE PREISSAC.</p>	<p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ INTENTÉE PAR LA PGQ CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER, MAIRESSE DE LA MUNICIPALITÉ DE PREISSAC. LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE LE 5 DÉCEMBRE 2012.</p> <p>UNE DÉCISION A ÉTÉ RENDUE À L’AUTOMNE 2016. L’APPEL DU PGQ A ÉTÉ REJETÉ. LE DOSSIER EST FERMÉ.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>
<p><u>LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC CONTRE JEAN-CLAUDE GINGRAS ET VILLE DE L’ASSOMPTION</u></p> <p>REQUÊTE INTRODUCTIVE D’INSTANCE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL SIGNIFIÉE LE 25 JUIN 2015.</p>	<p>LE 22 OCTOBRE 2014, LE DPCP A DÉPOSÉ DES ACCUSATIONS CONTRE M. GINGRAS LUI REPROCHANT D’AVOIR COMMIS UN ABUS DE CONFIANCE RELATIVEMENT À SES FONCTIONS DE SA CHARGE ENTRE LE 14 NOVEMBRE 2013 ET LE 21 OCTOBRE 2014, COMMETTANT AINSI L’ACTE CRIMINEL PRÉVU À L’ARTICLE 122 DU CODE CRIMINEL. AU TERME DE L’ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE S’ÉTANT TERMINÉE LE 27 JANVIER 2016, DE NOUVELLES ACCUSATIONS D’ENTRAVE, DE MENACES, REPRÉSAILLES ET D’INTIMIDATION ONT ÉTÉ AJOUTÉES. LE PROCÈS A ÉTÉ FIXÉ AU MOIS DE MAI 2018.</p> <p>LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC A ÉGALEMENT RENDU UN RAPPORT LE 30 AVRIL 2015 DANS LEQUEL ELLE RECOMMANDE AU GOUVERNEMENT DE METTRE LA VILLE DE L’ASSOMPTION EN TUTELLE, CE QUI A ÉTÉ FAIT LE 30 MAI 2015. ELLE RECOMMANDE ÉGALEMENT À LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC D’INTENTER UN RECOURS EN INHABILITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 306 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS CONTRE M. JEAN-CLAUDE GINGRAS, MAIRE DE LA VILLE DE L’ASSOMPTION DEPUIS LE 3 NOVEMBRE 2013.</p> <p>LE 25 JUIN 2015, UNE REQUÊTE INTRODUCTIVE D’INSTANCE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ A DONC ÉTÉ SIGNIFIÉE À M. GINGRAS. ELLE VISE À FAIRE DÉCLARER M. GINGRAS INHABILE À OCCUPER SA CHARGE D’ÉLU MUNICIPAL AU MOTIF QU’IL A SCIEMMENT PROFITÉ DE SON POSTE POUR COMMETTRE UN ABUS DE CONFIANCE OU UNE INCONDUITE VISÉE PAR L’ARTICLE 306 LERM.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
	<p>PARALLÈLEMENT À CE RECOURS, LA VILLE DE L'ASSOMPTION A ÉGALEMENT DÉPOSÉ UNE REQUÊTE VISANT L'OBTENTION D'UNE DÉCLARATION D'INCAPACITÉ PROVISOIRE CONTRE M. GINGRAS. LE 6 DÉCEMBRE 2016, M. GINGRAS A TOUTEFOIS ACQUIESCÉ SANS RÉSERVE À LA DEMANDE DE LA VILLE VISANT À LE FAIRE DÉCLARER PROVISOIREMENT INCAPABLE. À CETTE MÊME DATE, M. GINGRAS A ÉGALEMENT PRIS L'ENGAGEMENT SOLENNEL DE NE BRIGUER AUCUN POSTE ÉLECTIF MUNICIPAL AU QUÉBEC D'ICI LE 31 MAI 2019.</p> <p>LE DOSSIER IMPLIQUANT M. GINGRAS ET LA PGQ A POUR SA PART ÉTÉ FIXÉ DU 5 AU 9 JUIN 2017, OÙ M. GINGRAS TÉMOIGNERA POUR SA DÉFENSE.</p>	

P.107 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.108 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D’ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POURSUITE INTENTÉE POUR 2016-2017

NO. DE DOSSIER	ACCUSÉ	ACCUSATION
652-01-01778-138	CAMIL FEQUET	380(1)A) ET 122 C. CR.

P.109 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2016 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ-RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	100	34	0	2	136	2,1 %
BAS-SAINT-LAURENT	142	37	1	1	181	2,7 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	323	73	1	3	400	6,0 %
CÔTE-NORD	20	10	0	0	30	0,5 %
ESTRIE	395	87	1	18	501	7,6 %
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	25	15	0	1	41	0,6 %
ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 097	269	5	27	1 398	21,1 %
LANAUDIÈRE	384	100	2	0	486	7,3 %
LAURENTIDES	373	124	2	3	502	7,6 %
LAVAL	177	41	0	8	226	3,4 %
LONGUEUIL	266	81	0	3	350	5,3 %
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	479	96	2	3	580	8,8 %
OUTAOUAIS	200	30	0	2	232	3,5 %
QUÉBEC	501	131	5	3	640	9,7 %
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	133	52	1	1	187	2,8 %
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	179	56	1	2	238	3,6 %
VALLEYFIELD	110	23	2	1	136	2,1 %
YAMASKA	238	69	2	2	311	4,7 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	25	14	0	0	39	0,6 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	5	1	0	0	6	0,1 %
TOTAL	5 172	1 343	25	80	6 620	100 %
POURCENTAGE	78,1%	20,3 %	0,4 %	1,2 %	100 %	

NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2016 PAR RÉGION

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2016	PRESTATIONS VERSÉES EN 2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	143	2 322 229,07 \$
BAS-SAINT-LAURENT	194	3 249 076,48 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	501	4 394 224,35 \$
CÔTE-NORD	42	789 798,20 \$
ESTRIE	564	6 144 615,03 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	46	1 233 464,23 \$
ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 578	23 222 274,30 \$
LANAUDIÈRE	577	9 349 729,90 \$
LAURENTIDES	597	9 413 287,87 \$
LAVAL	274	4 771 433,27 \$
LONGUEUIL	430	6 525 658,74 \$
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	661	7 986 498,27 \$
OUTAOUAIS	264	4 396 072,17 \$

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2016	PRESTATIONS VERSÉES EN 2016
QUÉBEC	775	9 670 176,79 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	223	3 326 500,98 \$
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	257	3 558 768,07 \$
VALLEYFIELD	162	2 979 129,67 \$
YAMASKA	377	4 621 118,45 \$
EXTÉRIEUR DU CANADA	47	554 050,94 \$
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	9	1 589 466,65 \$
TOTAL	7721	110 097 573,43 \$

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	2016
ASSISTANCE MÉDICALE	17 299 271,03 \$
RÉADAPTATION	14 340 640,37 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	35 427 023,93 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 114 365,57 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	37 705,98 \$
FRAIS FUNÉRAIRES	150 544,08 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	40 717 955,34 \$
TOTAL DES PRESTATIONS	110 087 506,30\$
FRAIS D'ADMINISTRATION	15 335 151,33 \$
TOTAL	125 422 657,63\$

DÉTAIL	2016
FRAIS DE PSYCHO- THÉRAPIE VICTIMES	10 284 417,61 \$
FRAIS DE PSYCHO- THÉRAPIE PROCHES	203 647,86 \$

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2016

	2016		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	8		12 412,98 \$
ENFANT ÉTUDIANT MAJEUR	3		11 538,01 \$
MÈRE ENFANT MINEUR		2	23 425,00 \$
PÈRE ENFANT MINEUR		1	17 462,00 \$
VEUF SANS ENFANT	2		8 116,17 \$
VEUVE SANS ENFANT	1		5 698,00 \$
TOTAL	14	3	78 652,16 \$

NOTE : LA COLONNE « MONTANT TOTAL » COMPREND LES MONTANTS D’ALLOCATION SPÉCIALE, LES INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET LES FRAIS FUNÉRAIRES.

P.110 BILAN AU 31 MARS 2017 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2016-2017

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET (\$)
ABITIBI	JUIN 2002	15	1 054 070 \$
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	18	1 232 030 \$
CENTRE DU QUÉBEC	AVRIL 2003	12	940 010 \$*
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	13	772 580 \$
CRI	JANVIER 2008	3	278 147 \$
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	15,5	974 530 \$
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	9	608 490 \$
LANAUDIÈRE	MARS 1998	18	1 323 080 \$
LAURENTIDES	DÉCEMBRE 1992	16	1 036 610 \$
LAVAL	MARS 1991	12	801 040 \$*
MAURICIE	FÉVRIER 1990	20	1 248 370 \$
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	25	1 505 380 \$
MONTRÉAL	NOVEMBRE 1988	37,5	1 837 450 \$
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	8	776 197 \$
OUTAOUAIS	NOVEMBRE 1989	17	1 268 790 \$*
QUÉBEC	JUIN 1988	24	1 389 590 \$
SAGUENAY	JANVIER 1989	18	1 288 250 \$

* LES SUBVENTIONS OCTROYÉES À CES ORGANISMES INCLUENT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL.

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2016-2017

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
QUÉBEC	1	23	24
MONTRÉAL	1	36,5	37,5
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1	17	18
OUTAOUAIS	1	16	17
BAS-SAINT-LAURENT	1	17	18
MAURICIE	1	19	20
MONTÉRÉGIE	1	24	25
LAVAL	1	11	12
ESTRIE	1	14,5	15,5
LAURENTIDES	1	15	16
LANAUDIÈRE	1	17	18
CÔTE-NORD	1	12	13
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	14	15
GASPÉSIE/ ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	8	9

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	11	12
INUIT	1	7	8
CRI	1	2	3
TOTAL	17	264	281

P.111 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D’OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

MINISTÈRE

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

DESCRIPTION	2016-2017
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
SOS VIOLENCE CONJUGALE	839 210 \$
AQPV	265 631 \$*
CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700 \$
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	755 841 \$
QUÉBEC & MONTRÉAL	
AFPAD	185 000 \$
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	65 000 \$
SERVICES RÉCURRENTS – TOTAL PARTIEL	2 531 382 \$
PROJETS SPÉCIAUX	
ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	9 900 \$
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	50 000 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES	50 000 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	39 338 \$
CALACS DE L’OUEST DE L’ÎLE	50 000 \$
CALACS DE LA RIVE-SUD	55 637 \$
C.A.P.A.C.S. D’ABITIBI-OUEST	4 876 \$
CAVAC DE L’ESTRIE	147 796 \$
CAVAC DE L’ESTRIE	26 303 \$
CAVAC DE LANAUDIÈRE	40 000 \$
CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	37 000 \$
SERVICE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS MARTHE VAILLANCOURT	25 000 \$
CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	50 000 \$
CENTRE D’INTERVENTION EN ABUS SEXUELS POUR LA FAMILLE	35 000 \$
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	166 065 \$
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	50 000 \$
COMITÉ DE JUSTICE SOCIALE D’OPITCIWAN	29 475 \$
CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L’EXPLOITATION SEXUELLE	47 000 \$
LA MAISON DE MARTHE	98 825 \$
LA MAISON JEAN-MONBOURQUETTE	15 000 \$
LA MAISON D’HÉBERGEMENT L’ÉGIDE (2 ^E ÉTAPE)	49 750 \$
POINT D’APPUI	21 361 \$
REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	50 000 \$
REGROUPEMENT DES MAISONS POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE	75 460 \$
REGROUPEMENT MAMIT INNUAT INC.	7 505 \$
RESSOURCE POUR HOMMES DE LA HAUTE-YAMASKA	10 000 \$
REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	28 950 \$
SATURVIIT INUIT WOMEN’S ASSOCIATION	64 995 \$
SOUTIEN AUX HOMMES ABUSÉS SEXUELLEMENT DURANT L’ENFANCE SHASE	24 374 \$
SOCIÉTÉ MAKIVIK	40 210 \$
TRÊVE POUR ELLES CALACS	50 000 \$
VIA L’ANSE	50 000 \$
PROJETS SPÉCIAUX – TOTAL PARTIEL	1 499 820 \$
GRAND TOTAL	4 031 202 \$

* LA SUBVENTION OCTROYÉE COMPREND UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL.

P.112 LE DÉFICIT ACTUARIEL (COÛT POUR TOUT PAYER D’UN COUP) DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2017 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

LE RÉGIME N’EST PAS CAPITALISÉ ET LES DÉPENSES SONT PAYÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ. L’ÉVALUATION PLUS RÉCENTE DE L’TVAC INDIQUE QU’IL EN COÛTERAIT 803,5 M\$ AU 31 DÉCEMBRE 2013 S’IL FALLAIT RACHETER L’ENSEMBLE DES RENTES.

P.113 LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉE, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉ SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

	2016		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	8		12 412,98 \$
ENFANT ÉTUDIANT MAJEUR	3		11 538,01 \$
MÈRE ENFANT MINEUR		2	23 425,00 \$
PÈRE ENFANT MINEUR		1	17 462,00 \$
VEUF SANS ENFANT	2		8 116,17 \$
VEUVE SANS ENFANT	1		5 698,00 \$
TOTAL	14	3	78 652,16 \$

NOTE : LA COLONNE « MONTANT TOTAL » COMPREND LES MONTANTS D'ALLOCATION SPÉCIALE, LES INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET LES FRAIS FUNÉRAIRES.

P.114 LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2003 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2017. INDiquer LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDiquer S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.

MINISTÈRE

L'INFORMATION À L'EFFET QU'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE N'EST PAS DISPONIBLE.

LE TABLEAU CI-DESSOUS PRÉSENTE LE MONTANT ET LE NOMBRE DE SURAMENDE PAR DISTRICT JUDICIAIRE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017.

NOTE : DONNÉES AU 2 MARS 2017

Montant et nombre de suramende par district judiciaire et par mois 2016-2017													
		mois											
NM_DISTR_JUDCR	Valeurs	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Total général
ABITIBI	Montant peine	69 992 \$	110 535 \$	57 367 \$	94 373 \$	96 414 \$	68 935 \$	98 625 \$	142 280 \$	107 122 \$	80 364 \$	100 207 \$	1 026 212 \$
	Nombre de dossiers	362	498	257	434	435	285	449	628	436	326	476	4 586
ALMA	Montant peine	23 040 \$	23 510 \$	18 085 \$	300 \$	31 878 \$	14 403 \$	15 483 \$	15 445 \$	10 680 \$	16 705 \$	8 595 \$	178 123 \$
	Nombre de dossiers	85	97	67	2	102	64	67	68	39	65	36	692
ARTHABASKA	Montant peine	13 438 \$	17 853 \$	22 858 \$	13 440 \$	8 445 \$	13 093 \$	11 295 \$	14 226 \$	12 895 \$	30 740 \$	19 793 \$	178 074 \$
	Nombre de dossiers	72	89	110	55	45	61	46	68	56	151	109	862
BAIE-COMEAU	Montant peine	11 450 \$	35 613 \$	2 300 \$	12 360 \$	23 700 \$	19 985 \$	26 375 \$	9 705 \$	5 100 \$	31 195 \$	24 553 \$	202 335 \$
	Nombre de dossiers	42	101	10	50	71	64	74	25	19	116	89	661
BEAUCE	Montant peine	29 908 \$	19 745 \$	2 375 \$	14 683 \$	51 040 \$	35 668 \$	31 325 \$	15 694 \$	18 625 \$	23 000 \$	33 195 \$	275 257 \$
	Nombre de dossiers	121	91	8	63	199	154	130	64	76	91	115	1 112
BEAUHARNOIS	Montant peine	90 485 \$	116 190 \$	24 435 \$	107 970 \$	92 355 \$	72 765 \$	62 670 \$	136 555 \$	76 033 \$	71 628 \$	67 793 \$	918 877 \$
	Nombre de dossiers	357	492	105	491	448	330	282	594	316	327	309	4 051
BEDFORD	Montant peine	33 295 \$	29 275 \$	16 568 \$	25 960 \$	21 088 \$	27 720 \$	26 790 \$	27 414 \$	23 685 \$	22 970 \$	33 383 \$	288 146 \$
	Nombre de dossiers	153	139	118	143	125	139	149	137	143	123	183	1 552
BONAVENTURE	Montant peine	1 850 \$	8 030 \$	9 530 \$	6 520 \$	3 090 \$	15 070 \$	14 325 \$	17 745 \$	5 970 \$	17 195 \$	11 515 \$	110 840 \$
	Nombre de dossiers	10	32	43	28	15	56	66	71	25	76	43	465
CHARLEVOIX	Montant peine	12 183 \$		15 673 \$	3 750 \$	1 410 \$		13 345 \$		5 643 \$	3 030 \$	9 220 \$	64 253 \$
	Nombre de dossiers	57		70	22	9		64		28	12	41	303
CHICOUTIMI	Montant peine	51 920 \$	45 413 \$	45 460 \$	50 395 \$	40 898 \$	54 836 \$	62 757 \$	62 083 \$	32 030 \$	68 936 \$	37 990 \$	552 717 \$
	Nombre de dossiers	226	184	197	177	170	236	244	264	130	278	171	2 277
DRUMMOND	Montant peine	14 663 \$	32 335 \$	15 490 \$	26 167 \$	21 150 \$	31 445 \$	21 470 \$	30 590 \$	33 405 \$	25 300 \$	32 395 \$	284 410 \$
	Nombre de dossiers	70	148	78	97	101	139	104	145	129	114	115	1 240
FRONTENAC	Montant peine	18 684 \$	8 713 \$	4 955 \$	9 855 \$	10 580 \$	12 285 \$	16 908 \$	13 470 \$	10 095 \$	15 785 \$	8 963 \$	130 291 \$
	Nombre de dossiers	82	44	27	38	46	65	78	61	45	69	30	585
GASPE	Montant peine	11 300 \$	25 655 \$	5 600 \$	14 800 \$	15 055 \$	17 915 \$	20 285 \$	19 560 \$	13 945 \$	21 260 \$	14 435 \$	179 810 \$
	Nombre de dossiers	46	117	27	63	64	63	84	83	58	89	59	753
GATINEAU	Montant peine	67 843 \$	70 955 \$	82 638 \$	86 328 \$	91 930 \$	63 285 \$	75 223 \$	94 910 \$	35 771 \$	129 975 \$	122 760 \$	921 616 \$
	Nombre de dossiers	393	390	407	501	437	343	370	513	201	666	552	4 773
IBERVILLE	Montant peine	25 670 \$	28 325 \$	32 435 \$	27 260 \$	11 620 \$	16 550 \$	12 683 \$	45 073 \$	13 193 \$	25 438 \$	37 145 \$	275 390 \$
	Nombre de dossiers	119	139	177	152	58	88	58	235	60	142	135	1 363
JOLIETTE	Montant peine	65 483 \$	180 689 \$	68 113 \$	78 483 \$	56 064 \$	54 810 \$	83 673 \$	69 348 \$	75 078 \$	82 973 \$	71 500 \$	886 211 \$
	Nombre de dossiers	286	820	340	334	284	283	376	316	349	347	337	4 072
KAMOURASKA	Montant peine	28 043 \$	24 425 \$	14 123 \$	23 620 \$	12 630 \$	21 605 \$	18 448 \$	13 835 \$	27 603 \$	44 885 \$	6 299 \$	235 514 \$
	Nombre de dossiers	119	99	72	89	63	89	92	44	125	192	20	1 004
LABELLE	Montant peine	17 855 \$	17 559 \$	17 370 \$	9 245 \$	18 200 \$	9 090 \$	29 518 \$	20 750 \$	12 610 \$	22 878 \$	20 230 \$	195 304 \$
	Nombre de dossiers	98	94	108	57	87	45	158	100	62	103	109	1 021
LAVAL	Montant peine	39 365 \$	82 410 \$	33 645 \$	40 523 \$	83 002 \$	53 950 \$	71 545 \$	49 332 \$	28 828 \$	57 423 \$	67 580 \$	607 602 \$
	Nombre de dossiers	206	373	146	176	425	261	340	211	156	241	305	2 840
LONGUEUIL	Montant peine	83 814 \$	84 175 \$	60 968 \$	77 345 \$	89 520 \$	140 470 \$	125 573 \$	140 744 \$	77 830 \$	177 932 \$	123 925 \$	1 182 294 \$
	Nombre de dossiers	390	423	279	385	457	599	583	585	367	818	515	5 401
MEGANTIC	Montant peine	4 250 \$	5 245 \$	3 500 \$	4 020 \$	1 535 \$	3 480 \$	2 520 \$	600 \$	4 575 \$	1 200 \$	1 950 \$	32 875 \$
	Nombre de dossiers	20	19	22	14	7	18	13	1	21	7	15	157
MINGAN	Montant peine	13 325 \$	33 373 \$	40 480 \$	31 196 \$	2 600 \$	13 720 \$	13 100 \$	21 158 \$	15 373 \$	50 630 \$	22 728 \$	257 681 \$
	Nombre de dossiers	46	160	193	136	6	62	51	107	71	217	80	1 129
MONTMAGNY	Montant peine	20 065 \$	16 310 \$	14 618 \$	11 273 \$	14 333 \$	16 550 \$	15 875 \$	17 405 \$	15 010 \$	17 225 \$	7 060 \$	165 723 \$
	Nombre de dossiers	69	52	56	34	61	51	58	60	44	66	31	582
MONTREAL	Montant peine	133 392 \$	225 441 \$	259 111 \$	202 450 \$	161 895 \$	264 265 \$	233 911 \$	264 909 \$	157 845 \$	253 165 \$	229 659 \$	2 386 041 \$
	Nombre de dossiers	558	955	1 104	889	723	1 151	588	1 271	706	1 148	986	10 079
PONTIAC	Montant peine	1 705 \$	2 250 \$	4 715 \$	1 650 \$	2 925 \$	3 465 \$	2 035 \$	1 900 \$	400 \$	6 270 \$	4 150 \$	31 465 \$
	Nombre de dossiers	13	16	16	7	14	20	11	10	1	32	17	157
QUEBEC	Montant peine	150 013 \$	171 805 \$	157 828 \$	164 600 \$	121 778 \$	186 568 \$	148 146 \$	187 710 \$	130 995 \$	151 343 \$	170 355 \$	1 741 139 \$
	Nombre de dossiers	625	663	695	697	495	775	650	720	557	660	668	7 205
RICHELIEU	Montant peine	27 675 \$	22 278 \$	20 955 \$	23 965 \$	15 610 \$	9 125 \$	33 145 \$	20 830 \$	7 460 \$	20 315 \$	2 075 \$	203 433 \$
	Nombre de dossiers	122	106	70	85	75	43	152	85	31	106	12	887
RIMOUSKI	Montant peine	31 715 \$	25 478 \$	27 705 \$	26 195 \$	28 315 \$	21 375 \$	47 286 \$	46 265 \$	29 523 \$	17 335 \$	29 413 \$	330 603 \$
	Nombre de dossiers	123	96	114	106	103	85	210	164	129	75	128	1 333
ROBERVAL	Montant peine	36 240 \$	13 615 \$	23 033 \$	37 140 \$	24 218 \$	15 205 \$	24 758 \$	29 798 \$	28 805 \$	7 710 \$	33 355 \$	273 875 \$
	Nombre de dossiers	144	71	96	155	88	64	109	114	114	40	110	1 105
ROUYN-NORANDA	Montant peine	9 680 \$	500 \$	14 525 \$	6 515 \$	8 930 \$	7 715 \$	8 140 \$	13 481 \$	11 100 \$	19 810 \$	10 440 \$	110 836 \$
	Nombre de dossiers	34	2	56	24	33	26	29	56	48	86	51	445
SAINT-FRANCOIS	Montant peine	64 390 \$	73 473 \$	74 678 \$	53 480 \$	59 240 \$	30 530 \$	76 813 \$	67 113 \$	94 043 \$	91 598 \$	58 750 \$	744 106 \$
	Nombre de dossiers	325	389	363	272	324	154	426	342	360	480	274	3 709
SAINT-HYACINTHE	Montant peine	35 185 \$	13 200 \$	68 395 \$	13 185 \$	36 320 \$	45 345 \$	36 275 \$	54 817 \$	29 255 \$	58 113 \$	42 420 \$	432 510 \$
	Nombre de dossiers	148	47	320	65	145	212	179	216	137	223	199	1 891
SAINT-MAURICE	Montant peine	13 923 \$	17 041 \$	33 423 \$	12 895 \$	1 657 \$	29 380 \$	31 157 \$	25 956 \$	21 573 \$	18 446 \$	35 538 \$	240 986 \$
	Nombre de dossiers	75	87	147	58	15	125	145	121	113	70	165	1 121
TEMISCAMINGUE	Montant peine	2 815 \$	6 015 \$	5 555 \$	17 825 \$	3 871 \$	1 805 \$	1 900 \$	8 780 \$	3 560 \$	6 965 \$	4 510 \$	63 601 \$
	Nombre de dossiers	19	28	22	59	15	13	7	34	13	27	15	252
TERREBONNE	Montant peine	106 340 \$	99 493 \$	62 528 \$	37 763 \$	127 280 \$	141 478 \$	123 683 \$	122 147 \$	57 700 \$	58 955 \$	155 601 \$	1 092 965 \$
	Nombre de dossiers	546	531	317	125	706	738	631	631	281	277	802	5 585
TROIS-RIVIERES	Montant peine	54 143 \$	59 479 \$	39 759 \$	52 878 \$	49 560 \$	58 507 \$	45 444 \$	58 994 \$	40 385 \$	54 712 \$	54 402 \$	568 261 \$
	Nombre de dossiers	237	269	179	243	190	234	220	251	138	235	190	2 386
Total Montant peine		1 415 131 \$	1 746 396 \$	1 400 789 \$	1 420 403 \$	1 440 133 \$	1 592 390 \$	1 682 497 \$	1 880 616 \$	1 273 739 \$	1 803 398 \$	1 713 878 \$	17 369 370 \$
Total Nombre de dossiers		6398	7861	6 416	6 326	6 641	7 135	7 293	8 395	5 584	8 095	7 492	77 636

P.115 BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017 :

- A. **NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D’INFORMATION;**
- B. **NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE;**
- C. **NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.**

MINISTÈRE

STATISTIQUES EN MÉDIATION FAMILIALE

	2016-2017
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE.	
• NOMBRE DE SÉANCES	787
• NOMBRE DE PARTICIPANTS	12 382
EXEMPTION DE PARTICIPATION À LA SÉANCE D’INFORMATION SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE EN RAISON DE VIOLENCE CONJUGALE	27
NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.*	13 788

* À NOTER QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX RAPPORTS DE MÉDIATION REÇUS AU SERVICE DE MÉDIATION FAMILIALE AVANT LE 28 FÉVRIER 2017.

P.116 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2015-2016 ET 2016-2017 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2016-2017 (DU 1^{ER} AVRIL AU 28 FÉVRIER 2017)
CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS)
52	4
58	3
63	1
TOTAL	8

ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 58 : AFFICHAGE PUBLIC
ARTICLE 63 : AFFICHAGE DU NOM DE L'ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS

SUIVI DES CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	1
PROCÈS	0
EXPÉDIÉ	4
EN ATTENTE DE SIGNIFICATION	2
PRÊT À TRANSFÉRER	1
TOTAL	8

MINISTÈRE

2016-2017
(DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 MARS 2017)
NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES - LANGUE D'ENSEIGNEMENT : 37

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE
1.	2014 SAS-Q-199495-1402	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
2.	2014 SAS-M-229036-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 1 ^{ER} AVRIL 2016 DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 7 JUIN 2016	ART. 73 (2°)
3.	2015 SAS-Q-207283-1502	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
4.	2015 SAS-M-236832-1504	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 30 MAI 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (1°)
5.	2015 SAS-M-236862-1504	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 30 MAI 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (1°)
6.	2015 SAS-M-237960-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 8 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
7.	2015 SAS-Q-209379-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE SUR LE BANC LE 21 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 85
8.	2015 SAS-Q-209767-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 2 AOÛT 2016 RELATIVEMENT À LA REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ DE LA PGQ EN LIEN AVEC LA COMPÉTENCE DU TAQ DÉCLARANT L'IRRECEVABILITÉ DU RECOURS INTRODUIT PAR LE PARENT ET RETOURNANT LE DOSSIER AU MINISTRE POUR QU'UNE DÉCISION SOIT RENDUE RELATIVEMENT À LA DEMANDE D'ADMISSIBILITÉ	ART. 73 (1 ^o)
		REQUÊTE EN RÉVISION POUR CAUSE SUIVANT L'ARTICLE 154 DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DE LA DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 2 AOÛT 2016	PARTIE REQUÉRANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	N/A
		REQUÊTE EN SURSIS D'EXÉCUTION DE LA DÉCISION RENDUE LE 2 AOÛT 2016		DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 8 NOVEMBRE 2016 DÉCLARANT QU'IL N'A PAS COMPÉTENCE POUR STATUER SUR LA REQUÊTE EN SURSIS D'EXÉCUTION DE LA DÉCISION DU 2 AOÛT 2016 ET RETOURNANT LE DOSSIER AU SECRÉTARIAT DU TAQ AFIN QU'UNE DATE D'AUDIENCE SOIT FIXÉE RELATIVEMENT À LA REQUÊTE EN RÉVISION PRÉSENTÉE EN VERTU DE L'ARTICLE 154 DE LA <i>LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</i>	N/A
9.	2015 SAS-Q-209905-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 13 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (2 ^o)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
10.	2015 SAS-Q-210129-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 14 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
11.	2015 SAS-Q-210331-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT – TAQ 15 AVRIL 2016	ART. 73 (2°)
12.	2015 SAS-M-239284-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 1 ^{ER} AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (2°)
13.	2015 SAS-M-239616-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 8 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
14.	2015 SAS-M-239940-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 20 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
15.	2015 SAS-Q-211281-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 31 MAI 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
16.	2015 SAS-M-240914-1509	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 10 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
17.	2015 SAS-M-241038-1509	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 27 MAI 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (2°)
18.	2015 SAS-Q-212277-1510	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 13 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (2°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
19.	2015 SAS-M-243092-1512	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 8 JUILLET 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 85
20.	2015 SAS-M-214421-1512	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 14 OCTOBRE 2016	ART. 73(2°)
21.	2016 SAS-M-246454-1603	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE AVIS SELON L'ARTICLE 76 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE - ALLÉGATION D'UNE VIOLATION DU DROIT À L'ÉGALITÉ PROTÉGÉ PAR L'ARTICLE 10 DE LA CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT – TAQ 19 MAI 2016	ART. 81
22.	2016 SAS-M-247772-1604	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
23.	2016 SAS-M-248056-1605	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE AVIS SELON L'ARTICLE 76 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE - ATTAQUE DE LA CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ALINÉA 3 DE L'ARTICLE DU RÈGLEMENT SUR L'EXEMPTION DE L'APPLICATION DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 72 DE LA CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE QUI PEUT ÊTRE ACCORDÉE AUX ENFANTS SÉJOURNANT AU QUÉBEC DE FAÇON TEMPORAIRE PARCE QU'IL VIOLERAIT LE DROIT GARANTI PAR L'ARTICLE 7 DE LA CHARTRE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 85

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
24.	2016 SAS-M-248656-1605	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
25.	2016 SAS-M- 249474-1606	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 76 ET 73 (1°)
26.	2016 SAS-M-251092-1608	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE QUI DÉCLINE COMPÉTENCE AU REGARD DE LA DEMANDE INVOQUANT UNE SITUATION GRAVE D'ORDRE FAMILIAL ET HUMAINITAIRE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 28 NOVEMBRE 2016	ART. 85.1
27.	2016 SAS-M-252576-1609	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
28.	2016 SAS-M-252776-1610	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
29.	2016 SAS-M- 253688-1610	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 76 ET 73 (1°)
30.	2016 SAS-M-253812-1610	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
		REQUÊTE EN ORDONNANCE DE SAUVEGARDE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT - TAQ 16 MARS 2017	
31.	2017 SAS-M-255858-1612	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 76 ET 73 (2°)
32.	2017 SAS-M-256372-1701	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
33.	2017 SAS-M-256570-1701	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°)
34.	2017 SAS-M-258672-1703	CONTESTATION D'UNE LETTRE TRANSMISE LE 19 JANVIER 2017 AU PARENT PAR LA DIRECTRICE DE LA DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ET RESPONSABLE DE L'ADMISSIBILITÉ À L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	N/A

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
35.	2006 500-17-033805-063	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006	PARTIE MISE EN CAUSE	LE DOSSIER EST TOUJOURS SUSPENDU DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN
36.	2007 500-17-040428-073	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 22 NOVEMBRE 2007	PARTIE MISE EN CAUSE	LE DOSSIER EST TOUJOURS SUSPENDU DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN
37.	2008 500-17-043476-087	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 25 MAI 2008	PARTIE MISE EN CAUSE	LE DOSSIER EST TOUJOURS SUSPENDU DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN

P.118 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, AVEC VENTILATION PAR TYPE D'INFRACTION.

MINISTÈRE

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20	
	Année 2016-2017
Nombre de constats émis	7796
Amendes (1)	3 894 235 \$
Frais (2)	1 281 532 \$
Total amendes et frais	5 175 767 \$
Montant payé (3)	1 530 589 \$
Plaidoyers de culpabilité	2738
% Plaidoyers de culpabilité	35,12%

NOTES :

1. IL S'AGIT DE LA VALEUR DE L'AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
2. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
3. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N'INCLUT PAS LES MONTANTS D'AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

P.119 VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ)

	2016-2017
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	839 210 \$

	2016-2017
FRAIS DE LA LIGNE 1-800- VIOLENCE CONJUGALE	5 563 \$ ¹

	2016-2017
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	8 057 420 \$ ²

¹ POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2016 AU 31 JANVIER 2017. LE MONTANT POUR LES MOIS DE FÉVRIER ET MARS 2017 SERONT CONNUS AU COURS D'AVRIL 2017. CE MONTANT NE PEUT TOUTEFOIS DÉPASSER ANNUELLEMENT 10 000 \$. CE MONTANT EST ÉGALEMENT INCLUS DANS LE MONTANT DE 839 210\$ OCTROYÉ À SOS VIOLENCE CONJUGALE.

² POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017. LE MONTANT POUR LE MOIS DE MARS 2017 SERA CONNU AU COURS D'AVRIL 2017. CE MONTANT INCLUT LA VIOLENCE CONJUGALE ET LA VIOLENCE FAMILIALE.

- DIX MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 135 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. ILS SONT RÉPARTIS EN DEUX VOILETS : GÉNÉRAL ET AUTOCHTONE.
- L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS PERMET DE POURSUIVRE LES EFFORTS POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES VICTIMES ET DES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE, DE MÊME QUE LE TRAVAIL EN VUE DE RESPONSABILISER D'AVANTAGE LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS.
- LE VOLET AUTOCHTONE PERMET DE RÉPONDRE AUX BESOINS PARTICULIERS DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS.
- LE MJQ EST RESPONSABLE DE PLUS D'UN TIERS DES MESURES INSCRITES DANS LE PLAN D'ACTION (34 MESURES DU VOLET GÉNÉRAL, 13 MESURES DU VOLET AUTOCHTONE ET 10 DU VOLET GÉNÉRAL SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE).
- PARMI LES MESURES STRUCTURANTES DE CE PLAN D'ACTION, SOULIGNONS LES ENGAGEMENTS DU MJQ EN MATIÈRE DE MÉDIATION FAMILIALE, DE MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU QUÉBEC POUR ÉTENDRE LE DÉLAI DE PRESCRIPTION DE 10 À 30 ANS DES ACTIONS EN RESPONSABILITÉ CIVILE VISANT LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE DÉCOULANT D'UN CRIME COMMIS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. DE PLUS, LE DÉLAI POUR PRÉSENTER UNE DEMANDE EN MATIÈRE D'INDEMNISATION DES VICTIMES EST PASSÉ D'UN AN À DEUX ANS. CES DEUX DÉLAIS SONT EN VIGUEUR DEPUIS LE 23 MAI 2013. SOULIGNONS AUSSI LA CONSOLIDATION DES SERVICES POUR LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA RÉALISATION DE TRAVAUX EN MATIÈRE DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS PAR LES MINISTÈRES DE LA FAMILLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE. NOTONS ÉGALEMENT LES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PROMOTION DES MODÈLES RELATIONNELS FONDÉS SUR LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE, LES RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET LE RESPECT DES DIFFÉRENCES ET DES RAPPORTS ÉGALITAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE MÊME QU'ENTRE LES GARÇONS ET LES FILLES.
- ENFIN, LE PLAN D'ACTION INCLUT DE NOMBREUX ENGAGEMENTS POUR LES GROUPES PLUS VULNÉRABLES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE : PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES HANDICAPÉES, PERSONNES IMMIGRANTES OU ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, MINORITÉS SEXUELLES ET HOMMES VICTIMES.
- LES SOMMES AFFECTÉES À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE SONT ESTIMÉES À UN PEU PLUS DE 57 M\$ SUR CINQ ANS POUR LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES.
- AFIN D'ASSURER LA POURSUITE DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 A ÉTÉ PROLONGÉE JUSQU'À L'ADOPTION DES NOUVELLES MESURES.

RÉPARTITION DES COÛTS ESTIMÉS

MINISTÈRES ET ORGANISMES	ESTIMATION SUR 5 ANS
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	50 000 \$
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	13 962 500 \$
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	125 000 \$
MINISTÈRE DE LA FAMILLE	204 100 \$
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	18 346 870 \$
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	17 970 000 \$
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	4 775 000 \$
SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE	678 000 \$
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	1 200 000 \$
TOTAL	57 311 470 \$

P.120 SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS SEXUELLES POUR 2015-2016 ET 2016-2017 NOTAMMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D’AGRESSIONS SEXUELLES, ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018. BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU’À MAINTENANT.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

	2016-2017
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES DE MONTRÉAL (RESPONSABLE DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE DE RÉFÉRENCE SANS FRAIS EN AGRESSION SEXUELLE)	755 841 \$
CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700 \$
RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	3 538 535 \$ ¹

NOTE 1 : POUR LA PÉRIODE COUVERTE D’AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017. LE MONTANT POUR LE MOIS DE MARS 2017 SERA CONNU AU COURS D’AVRIL 2017.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DU PLAN D’ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE :

LE RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 25 NOVEMBRE 2014. IL A ÉTÉ ÉLABORÉ EN COLLABORATION AVEC TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNÉS. LES RÉSULTATS RAPPORTÉS DANS CE DOCUMENT PERMETTENT DE CONSTATER LES EFFORTS CONSENTIS POUR LA RÉALISATION DES 100 MESURES DU PLAN DURANT LA PÉRIODE COUVERTE D’AVRIL 2008 AU 31 MARS 2014, SOIT PLUS DE 149 M\$ AU TOTAL. PARMI LES PRINCIPALES RÉALISATIONS, SOULIGNONS :

- L’IMPLANTATION ET LA PROMOTION DE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE SANS FRAIS 1 888 933-9007 PERMETTANT D’ORIENTER LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE ET LEURS PROCHES, AINSI QUE LES INTERVENANTES ET LES INTERVENANTS CONCERNÉS, VERS DES SERVICES APPROPRIÉS DANS L’ENSEMBLE DES RÉGIONS DU QUÉBEC;
- LA RÉALISATION DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION AUX AGRESSIONS SEXUELLES PERMETTANT DE FAIRE CONNAÎTRE À LA POPULATION LES ASPECTS OBJECTIFS DE CE TYPE D’AGRESSIONS (QUI EN SONT LES VICTIMES ET LES AGRESSEURS) ET DE L’INFORMER SUR LES SERVICES OFFERTS AUX VICTIMES. DANS LE CADRE DE CETTE CAMPAGNE, LES PERSONNES IMMIGRANTES, LES PERSONNES ÂÎNÉES, LES PERSONNES SOUFFRANT D’UN HANDICAP ONT PU BÉNÉFICIER D’UN MESSAGE ADAPTÉ À LEURS RÉALITÉS;
- LA RÉALISATION DES SESSIONS D’INFORMATION SUR LA PORTÉE DE LA *LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EU ÉGARD À LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS EN VUE D’ASSURER LA PROTECTION DES PERSONNES*;
- LA DIFFUSION D’INFORMATIONS CONCERNANT L’OBLIGATION DE SIGNALER SANS DÉLAI LA SITUATION D’UN ENFANT AU SUJET DUQUEL IL Y A UN MOTIF DE CROIRE QU’IL A ÉTÉ VICTIME D’UNE AGRESSION SEXUELLE;
- LA MISE EN PLACE DES DIFFÉRENTES MESURES VISANT À SÉCURISER DAVANTAGE LES VICTIMES ET À VENIR EN AIDE AUX AGRESSEURS SEXUELS AFIN DE CONTRER LA RÉCIDIVE;
- LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES D’INFORMATION AUX PERSONNES VICTIMES;
- LA SENSIBILISATION, LA FORMATION ET L’OUTILLAGE DU PERSONNEL DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L’ENFANCE DU QUÉBEC, AUX FINS DE L’AJUSTEMENT DES PRATIQUES ÉDUCATIVES FAVORISANT UNE SOCIALISATION ÉGALITAIRE DÈS LA PETITE ENFANCE;
- LA FORMATION ET LE SOUTIEN DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DANS LES RÉSEAUX DES CINQ MINISTÈRES COSIGNATAIRES DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D’ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D’UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE;
- LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES OU DES ABSENCES D’EMPÊCHEMENT, QUE CE SOIT DANS LE RÉSEAU SCOLAIRE, DU LOISIR ET DU SPORT OU DANS LE RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE;
- LA MISE À JOUR DE LA FORMATION DESTINÉE AUX FUTURS POLICIERS ET POLICIÈRES;
- LA PUBLICATION ANNUELLE DES STATISTIQUES POLICIÈRES CONCERNANT LES INFRACTIONS SEXUELLES AU QUÉBEC;
- LE FINANCEMENT D’ORGANISMES VENANT EN AIDE AUX VICTIMES ET À LEURS PROCHES AINSI QU’AUX AGRESSEURS (NOTAMMENT CALACS, CAVAC, CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT, CRIPHASE).

EN MILIEU AUTOCHTONE, CE PLAN D’ACTION A JETÉ LES BASES PERMETTANT AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DE DISCUTER DES PROBLÉMATIQUES RELATIVES AUX AGRESSIONS SEXUELLES.

LE 20 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A LANÇÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. CETTE STRATÉGIE EST EN VIGUEUR JUSQU’EN 2021. ELLE PRÉVOIT UN INVESTISSEMENT DE 44 MILLIONS SUR UNE PÉRIODE DE 5 ANS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS PRÉVUES.

**P.121 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D’HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS
TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 437 DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX EN 2015-2016 ET
2016-2017, VENTILÉ PAR RÉGION.**

MINISTÈRE

AUCUN.

P.122 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

2016-2017 : 1 428 700 \$

P.123 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2015-2016 ET 2016-2017. INDiquer LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIE UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS-VERBAUX. INDiquer LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2016-2017	10 JUIN 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (INVITÉE) SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE
	23 AOÛT 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION
	22 SEPTEMBRE 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
	11 OCTOBRE 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
	3 NOVEMBRE 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE
	24 NOVEMBRE 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

P.124 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES CJP POUR 2016-2017 (EN \$)

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	49 859	354 251	73 600
RIMOUSKI	24 521	234 844	36 900
MONTRÉAL	71 200	358 719	31 700
OUTAOUAIS	51 257	238 788	32 300
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	25 610	238 817	36 750
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	33 500	238 404	28 300
TOTAL	255 947	1 663 823	239 550

NOTE : PRENDRE NOTE QU’IL S’AGIT DE L’ENTIÈRETÉ DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT, MONTANT QUI EST PLUS ÉLEVÉ QUE LA SUBVENTION ACCORDÉE, PUISQUE CE MONTANT TIENT COMPTE DES SURPLUS RÉCUPÉRÉS DE L’EXERCICE PRÉCÉDENT.

* LE 19 DÉCEMBRE 2016, L'IMPLANTATION DE DEUX NOUVEAUX CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉS A ÉTÉ ANNONCÉE POUR LE NUNAVIK ET LA MONTÉRÉGIE.

P.125 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2015-2016 ET 2016-2017, ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2016-2017

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
RIMOUSKI	4	-	7
QUÉBEC	6	-	16
MONTRÉAL	6	-	18
OUTAOUAIS	4	-	20
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA- MADELEINE	4	-	7
SAGUENAY-LAC-SAINT- JEAN	4	-	10
TOTAL	28	-	78

P.126 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDES CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2015-2016 ET 2016-2017.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS EN 2016-2017

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE
RIMOUSKI	3 331
QUÉBEC	5 641
MONTRÉAL	4 410
OUTAOUAIS	2 521
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1 202
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2 150
TOTAL	19 255

NOTE 1 : DONNÉES DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017

NOTE 2 : DONNÉES CUMULATIVES AU 28 FÉVRIER 2017 DEPUIS LA MISE EN OPÉRATION DES CJP : 96 547

P.127 NOMBRE, COÛT ET NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.

MINISTÈRE

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2016-2017		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
QUÉBEC (ACTIF DANS TOUTE LA PROVINCE)	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 371 600 \$
MONTÉRÉGIE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	60 000 \$
SAINT-LAURENT (QUÉBEC)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	260 000 \$
LA TUQUE (QUÉBEC)	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	107 500 \$
KAHNAWAKE (QUÉBEC)	MOHAWK OF KAHNAWAKE	52 500 \$
AKWESASNE (QUÉBEC)	MOHAWK OF AKWESASNE	23 575 \$
KAWAWACHIKAMACH (QUÉBEC)	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	22 500 \$
LISTUGUJ (QUÉBEC)	MI’GMAQ DE LISTUGUJ	35 000 \$
OPITCIWAN (QUÉBEC)	CONSEIL DES ATIKAMEKW D’OPITCIWAN	27 730 \$
MANIWAKI (QUÉBEC)	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 \$
MONTRÉAL (QUÉBEC)	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	19 540 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE
MONTANT TOTAL : 1 000 000 \$

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2016-2017		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
CAPITALE-NATIONALE	L’AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
CAPITALE-NATIONALE	CLINIQUE D’ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	48 350 \$
CAPITALE-NATIONALE	AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES	40 000 \$
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	18 035 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	L’INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE SUD INC.	15 000 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE NORD/ÎLES-DE-LA MADELEINE INC.	40 000 \$
LAURENTIDES	MESURES ALTERNATIVES DES BASSES-LAURENTIDES	15 000 \$
LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL	30 000 \$
MAURICIE	L’ALTER ÉGAUX, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
MAURICIE	AVENUES CITOYENNES, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE DU SUROIT	15 000 \$

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2016-2017		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION	14 000 \$
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE PIERRE-DE-SAUREL INC.	15 000 \$
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE RICHELIEU-YAMASKA	15 000 \$
MONTÉRÉGIE	ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DU QUÉBEC	49 737 \$
MONTÉRÉGIE	CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE-EST	50 000 \$
MONTÉRÉGIE	COLLECTIF DE DÉFENSE DES DROITS DE LA MONTÉRÉGIE	49 450 \$
MONTÉRÉGIE	LE PETIT PONT	16 954 \$
MONTÉRÉGIE	CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	25 000 \$
MONTRÉAL	TRAJET	15 000 \$
MONTRÉAL	MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL	35 832 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	49 350 \$
MONTRÉAL	REPÈRE, RELATION D'ENTRAIDE POUR UNE PATERNITÉ RENOUVELÉE	28 076 \$
MONTRÉAL	SERVICES JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES DE POINTE-ST-CHARLES ET DE PETITE BOURGOGNE	40 183 \$
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	48 775 \$
MONTRÉAL	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	22 425 \$
MONTRÉAL	ACEF CENTRE DE MONTRÉAL	45 000 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE DROITS DEVANTS	50 000 \$
MONTRÉAL	CENTRE PRO BONO QUÉBEC	37 226 \$
MONTRÉAL	INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL ¹	49 158 \$
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	32 449 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	JUSTICE ALTERNATIVE LAC-SAINT-JEAN	15 000 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	JUSTICE ALTERNATIVE SAGUENAY	15 000 \$

¹ PORTEUR DU PROJET « OBSERVATOIRE INTERDISCIPLINAIRE EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE » EN REMPLACEMENT DU CENTRE DE RECHERCHE DE L'HÔPITAL DOUGLAS, VU LE CHANGEMENT DE POSTE DE LA CHERCHEURE PRINCIPALE AU PROJET.

FINANCEMENT À LA MISSION DE BASE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ
MONTANT TOTAL : 2 019 934 \$

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2016-2017		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	266 733 \$
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	476 342 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	436 487 \$
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L’OUTAOUAIS	313 305 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	269 768 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	257 299 \$

- P.128 POUR 2015-2016 ET 2016-2017, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :**
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
 - B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**
-

MINISTÈRE

- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
- POUR LES DOSSIERS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION P.94.
- B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**
- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

- P.129 CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES ÉLABORÉ AVEC LA COUR DU QUÉBEC, INDiquer :**
- A. **TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L'ANNÉE 2016-2017;**
 - B. **LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE;**
 - C. **LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE;**
 - D. **LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2017-2018;**
 - E. **LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.**

MINISTÈRE

A. LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE*

0 \$

B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE

62 768 \$

C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE

LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE VISE UNE MEILLEURE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN LIMITANT LE TEMPS INVESTI PAR TOUS LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE À GÉRER ET À ENTENDRE DES RECOURS ABUSIFS. IL PERMET ÉGALEMENT DE PROTÉGER LES INTÉRÊTS DES PERSONNES VISÉES PAR LES RECOURS DU PLAIDEUR SUJET À AUTORISATION OU DE LA PERSONNE DÉCLARÉE QUÉRULENTE.

D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC 2016-2017

0,89 ETC

E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES PAR LA COUR DU QUÉBEC

29

*LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR SUPÉRIEURE) ET LE REGISTRE DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES (COUR DU QUÉBEC) ET LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR D'APPEL) ONT ÉTÉ RÉALISÉS À L'INTÉRIEUR D'UN SEUL PROJET. LES COÛTS D'ENTRETIEN ET D'ADMINISTRATION DE CES REGISTRES SONT DONC REGROUPÉS.

- P.130 CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCESSIBLE EN LIGNE, INDIQUER :**
- A. **TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L'ANNÉE 2016-2017;**
 - B. **LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE;**
 - C. **LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE;**
 - D. **LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2017-2018;**
 - E. **LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.**

MINISTÈRE

A. LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE

0 \$*

B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE

62 768 \$*

C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE

LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE VISE UNE MEILLEURE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN LIMITANT LE TEMPS INVESTI PAR TOUS LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE À GÉRER ET À ENTENDRE DES RECOURS ABUSIFS. IL PERMET ÉGALEMENT DE PROTÉGER LES INTÉRÊTS DES PERSONNES VISÉES PAR LES RECOURS DU PLAIDEUR SUJET À AUTORISATION OU DE LA PERSONNE DÉCLARÉE QUÉRULENTE.

D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC 2016-2017

0,89 ETC

E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES PAR LA COUR SUPÉRIEURE

233

*LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJET À AUTORISATION (COUR SUPÉRIEURE), LE REGISTRE DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES (COUR DU QUÉBEC) ET LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR D'APPEL) ONT ÉTÉ RÉALISÉS À L'INTÉRIEUR D'UN SEUL PROJET. LES COÛTS D'ENTRETIEN ET D'ADMINISTRATION DE CES REGISTRES SONT DONC REGROUPÉS.

P.131 CONCERNANT LE REGISTRE DES VENTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, INDIQUER :

- A. **LES COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE DES VENTES;**
- B. **LES RECETTES ANNUELLES DE CES VENTES;**
- C. **LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2017-2018;**
- D. **LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS À DES FIRMES EXTERNES POUR LA MISE SUR PIED DE CE REGISTRE (CONTRAT, COÛTS, ETC.).**

MINISTÈRE

FONDS DES REGISTRES

A. COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DU REGISTRE DES VENTES

LES COÛTS RÉELS POUR L'EXERCICE 2016-2017 NE SONT PAS ENCORE CONNUS.

LE BUDGET TOTAL DE DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2016-2017 EST DE 868,7 K\$ INCLUANT LES DÉPENSES NON CAPITALISABLES LIÉES À LA MISE SUR PIED DU REGISTRE, L'AMORTISSEMENT DU DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES AINSI QUE LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT.

B. RECETTES ANNUELLES

POUR L'EXERCICE 2016-2017, LES REVENUS SONT DE 1 635,8 K\$ (DONNÉE PRÉLIMINAIRE).

C. RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018

AUCUN ETC ADDITIONNEL N'A ÉTÉ ALLOUÉ AU FONDS DES REGISTRES POUR LA MISE SUR PIED ET LA TENUE DU REGISTRE DES VENTES.

D. LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS POUR LA MISE SUR PIED DU REGISTRE

LA MISE SUR PIED DU REGISTRE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LES RESSOURCES SUIVANTES :

- EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION (RÉMUNÉRATION);
- FOURNISSEUR TECHNOLOGIQUE (GROUPE CGI INC.) DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION : À MÊME LE CONTRAT RELATIF À L'EXPLOITATION, AU DÉVELOPPEMENT, À L'ENTRETIEN ET AU SUPPORT À LA GESTION DES SYSTÈMES ET DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION;
- FOURNISSEUR RETENU (AXON INTÉGRATION ET DÉVELOPPEMENT INC.) SUITE À UN APPEL D'OFFRES PUBLIC : CONTRAT RELATIF À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE PROGRAMMATION ET D'ESSAIS DU REGISTRE DES VENTES. CE CONTRAT EST D'UNE VALEUR MAXIMALE DE 1 284 750 \$.

P.132 CONCERNANT LE RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION DU NUNAVIK PUBLIÉ LE 18 FÉVRIER 2016, VEUILLEZ FOURNIR LES BUDGETS ET LES ETC PRÉVUS POUR 2016-2017 POUR METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS. VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LE PLAN D’ACTION ET L’ÉCHÉANCIER DU GOUVERNEMENT EN CETTE MATIÈRE. VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

CE DOSSIER EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CONFORMÉMENT AU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A COLLABORÉ À L’ÉLABORATION D’UN PLAN DE TRAVAIL POUR LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS TOUT EN S’ASSURANT D’INFORMER LE PROTECTEUR DU CITOYEN QUANT À L’AVANCEMENT DE CE PLAN. LE MINISTÈRE PARTICIPE ÉGALEMENT AUX TRAVAUX DU COMITÉ DE LIAISON POUR LE SUIVI DU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LE NUNAVIK.

P.133 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2015-2016 ET 2016-2017. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	TOTAL 2016-2017 ¹
ÂGE	45	8	6	9	0	68
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	34	0	1	0	0	35
AUTRES	0	0	0	0	4	4
CONDITION SOCIALE	3	12	4	2	0	21
CONVICTIONS POLITIQUES	2	0	0	1	0	3
ÉTAT CIVIL	15	0	3	0	0	18
EXPLOITATION	0	0	1	0	29	30
GROSSESSE	23	1	0	0	0	24
HANDICAP	147	25	50	43	2	267
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE ²	1	1	2	1	1	6
LANGUE	3	0	1	0	0	4
ORIENTATION SEXUELLE	4	3	0	0	2	9
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	72	26	41	18	7	164
RELIGION	17	3	9	1	0	30
SEXE	18	2	7	1	2	30
TOTAL	384	81	125	76	49	713
% 2016-2017	54%	11%	17%	11%	7%	100%

SELON LA PROJECTION RÉALISÉE À PARTIR DES RÉSULTATS AU 28 FÉVRIER 2017, L’ANNÉE 2016-2017 SE TERMINE AVEC UNE AUGMENTATION PROJETÉE DU NOMBRE DE PLAINTES D’UN PEU MOINS DE 1% EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LE NOMBRE DE FOIS OÙ LE MOTIF DE DISCRIMINATION « HANDICAP » A ÉTÉ INVOQUÉ EST TOUTEFOIS EN HAUSSE DE 1%, SOIT DANS 37% DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. IL EST IMPORTANT DE PRÉCISER QUE 54% DE CES PLAINTES SONT LIÉES AU SECTEUR DE L’EMPLOI.

AU DEUXIÈME RANG, ON RETROUVE LES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE DANS 23% DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. LE NOMBRE DE PLAINTES LIÉES À CES MOTIFS EST EN HAUSSE DE 19%, EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

IL FAUT MENTIONNER QUE LE MOTIF FONDÉ SUR L’ÂGE (75) REPRÉSENTE 10% DES MOTIFS DE PLAINTES INVOQUÉS, CE QUI LE PLACE AU TROISIÈME RANG.

¹ PROJECTION DE L’ANNÉE FINANCIÈRE : DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017

² NOUVEAU MOTIF DE DISCRIMINATION (ARTICLE 10 DE LA CHARTE)

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D’ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE

	2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	25
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	18
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	161
CÔTE-NORD	6
ESTRIE	35
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	147
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	90
MONTÉRÉGIE	221
MONTRÉAL ET LAVAL	607
OUTAOUAIS	40
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	26
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS	53
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE	1429

AU 28 FÉVRIER 2017, LES 1429 DEMANDES D’ENQUÊTE ONT MENÉ À L’OUVERTURE DE 713 DOSSIERS DE PLAINTE, UN TAUX DE RÉTENTION DE 50%.

LES TABLEAUX SUIVANTS PRÉSENTENT LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET FERMÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

	2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	9
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	86
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	17
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	77
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	30
MONTÉRÉGIE	113
MONTRÉAL ET LAVAL	318
OUTAOUAIS	21
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	11
NE S’APPLIQUE PAS*	20
TOTAL DOSSIERS OUVERTS CHARTE	713

*DOSSIERS DONT LE PLAIGNANT N’HABITE PAS AU QUÉBEC

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

	2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	8
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	11
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	75
CÔTE-NORD	3
ESTRIE	22
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	84
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	38
MONTÉRÉGIE	107
MONTRÉAL ET LAVAL	319
OUTAOUAIS	27
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	8
NE S’APPLIQUE PAS	20
TOTAL DOSSIERS FERMÉS CHARTE	722

NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

AU 28 FÉVRIER 2017, LA COMMISSION A REÇU 174 DEMANDES RELATIVES À DES SITUATIONS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES, SOIT 22% DE MOINS QUE L’AN DERNIER. DES MESURES DE PROTECTION ONT ÉTÉ MISES EN PLACE DANS 52% DES CAS PERMETTANT DE RÉGLER LA SITUATION ET 25% DES DEMANDES ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉES À L’ENQUÊTE. DE CE NOMBRE, 12 DOSSIERS ONT ÉTÉ OUVERTS DE L’INITIATIVE DE LA COMMISSION, DONT 7 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES.

	2016-2017
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	7
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	5
TOTAL	12

LE NOMBRE DE DOSSIERS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 28 FÉVRIER 2017 EST DE 37 DEMANDES INTRODUCTIVES D’INSTANCE ET DE 5 REQUÊTES INTERLOCUTOIRES. À NOTER QUE DANS UN DES DOSSIERS, LA COMMISSION REPRÉSENTE 160 PERSONNES.

NOMBRE DE DEMANDES D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

LES DEMANDES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE SONT RÉFÉRÉES AU SERVICE CONSEIL EN ACCOMMODEMENT RAISONNABLE (SCAR) DE LA COMMISSION. L’ANNÉE 2016-2017, AU 28 FÉVRIER, SE TERMINE AVEC UNE DIMINUTION DE 34% DE CES DEMANDES. PARMI LES DEMANDES REÇUES PRÉSENTÉES AU TABLEAU SUIVANT, LE MOTIF INVOQUÉ EST, DANS 52% DES DEMANDES, LE HANDICAP ET DANS 33% DES CAS, LA RELIGION.

	2016-2017
ÂGE	0
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0
CONDITION SOCIALE	0
CONVICTIONS POLITIQUES	0
ÉTAT CIVIL	0
EXPLOITATION	0
GROSSESSE	1
HANDICAP	28
LANGUE	2
ORIENTATION SEXUELLE	1
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	2
RELIGION	18
SEXE	0
NON PRÉCISÉ, DONNÉES EN TRAITEMENT	2
TOTAL	54

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- 1. SUIVI EN COURS
- 2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
- 3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS (2016-2017)	
○ LETTRE – LE PROJET DE SYSTÈME LÉGER SUR RAILS POUR LA RÉGION DE MONTRÉAL ET L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVE ENVOI LE 3 MAI 2016 CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC	1
○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE DÉCLARATION D'ANTANANARIVO <ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDE ENVOI LE 11 MAI 2016 MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	2
○ LETTRE – PROJET DE LOI N° 103, LOI VISANT À RENFORCER LA LUTTE CONTRE LA TRANSPHOBIE ET À AMÉLIORER NOTAMMENT LA SITUATION DES MINEURS TRANSGENRES <ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDE ENVOI LE 6 JUIN 2016 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2
○ LETTRE – PROJET DE LOI N° 105, LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVE ENVOI LE 7 JUILLET 2016 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT	2
○ LETTRE – CONSULTATION SUR LA PLANIFICATION DE L'IMMIGRATION AU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2017-2019 <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVE ENVOI LE 11 JUILLET 2016 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	1
○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE LOI N° 108, LOI FAVORISANT LA SURVEILLANCE DES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS ET INSTITUANT L'AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVE ENVOI LE 16 AOÛT 2016 COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES MINISTÈRE RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE ET DE LA RÉVISION PERMANENTE DES PROGRAMMES	1
○ LETTRE – CONSULTATION SUR LE PLAN D'ACTION CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022 <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVE ENVOI LE 31 AOÛT 2016 MINISTÈRE DE LA JUSTICE (RESPONSABLE DE LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE)	1
○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE LOI N° 92, LOI VISANT À ACCROÎTRE LES POUVOIRS DE LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVE ENVOI LE 21 SEPTEMBRE 2016 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	3
○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 99, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET D'AUTRES DISPOSITIONS <ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 21 SEPTEMBRE 2016 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	1
○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 62, LOI FAVORISANT LE RESPECT DE LA NEUTRALITÉ RELIGIEUSE DE L'ÉTAT ET VISANT NOTAMMENT À ENCADRER LES DEMANDES D'ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX DANS CERTAINS ORGANISMES <ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 1 ^{ER} NOVEMBRE 2016 COMMISSION DES INSTITUTIONS	1
○ MÉMOIRE SUR LE DOCUMENT DE CONSULTATION INTITULÉ « POUR UNE POLITIQUE DE LA RÉUSSITE SCOLAIRE » <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVE ENVOI LE 14 NOVEMBRE 2016 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	1

<ul style="list-style-type: none">○ MÉMOIRE PRÉSENTÉ À LA COMMISSION SUR L'ÉDUCATION À LA PETITE ENFANCE DANS LE CADRE DES AUDIENCES PUBLIQUES NATIONALES<ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 7 DÉCEMBRE 2016 COMMISSION SUR L'ÉDUCATION À LA PETITE ENFANCE	2
<ul style="list-style-type: none">○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 115, LOI VISANT À LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS ET TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ<ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 18 JANVIER 2017 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS	1
<ul style="list-style-type: none">○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 113, LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE D'ADOPTION ET DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS<ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDE ENVOI LE 9 FÉVRIER 2017 COMMISSION DES INSTITUTIONS	1

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

1. LES PLAINTES EN CHARTE

AU 28 FÉVRIER 2017, LA COMMISSION A REÇU 10 747 DEMANDES (PROJECTION DE 11 787 EN FIN D'ANNÉE) POUR LE SECTEUR DES DROITS DE LA PERSONNE OU À PORTÉE GÉNÉRALE. LE NOMBRE DE DEMANDES CONSIDÉRÉES COMME DES PLAINTES SOUMISES À UN EXERCICE RIGOUREUX DE RECEVABILITÉ QUANT À NOTRE COMPÉTENCE D'ENQUÊTE A AUGMENTÉ DE 1% EN COMPARAISON AVEC CELUI DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

	2016-2017
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	1 429

UNE FOIS L'EXERCICE DE RECEVABILITÉ COMPLÉTÉ, LES DEMANDES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE.

2. DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS MENANT AU PROCESSUS D'ENQUÊTE A AUGMENTÉ DE PRÈS DE 1% PAR RAPPORT À L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

	2016-2017
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	713

3. DOSSIERS FERMÉS

UN DOSSIER FERMÉ EST UN DOSSIER TRAITÉ ET FINALISÉ SELON UN RÉSULTAT SPÉCIFIQUE, ALLANT DU DÉSISTEMENT DE LA PERSONNE, À LA FERMETURE EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DE PREUVE, DU RÈGLEMENT INTERVENU ENTRE LES PARTIES PAR LE PROCESSUS DE MÉDIATION OU ENCORE, L'OBTENTION D'UN JUGEMENT D'UN TRIBUNAL.

	2016-2017
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	722

LE NOMBRE PROJETÉ DES DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L'ANNÉE 2016-2017 A DIMINUÉ DE 11% EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

4. DOSSIERS ACTIFS

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017, LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS A DIMINUÉ DE 5% PAR RAPPORT AU NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS À LA FIN DE L'EXERCICE 2015-2016.

	2016-2017
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	1 128

5. LES DÉLAIS

LA COMMISSION S’EST FIXÉE COMME OBJECTIF DE FAIRE CONNAÎTRE AUX PARTIES SA DÉCISION DANS UNE PÉRIODE MAXIMALE DE QUINZE MOIS (457 JOURS) SUIVANT LE DÉPÔT DE LA PLAINTÉ QUI RELÈVE DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE, SAUF SITUATIONS EXCEPTIONNELLES LIÉES À LA COMPLEXITÉ DE CERTAINS DOSSIERS. LA PROPORTION DES DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS QUI RESPECTE L’ENGAGEMENT DE LA COMMISSION QUANT AU DÉLAI DE TRAITEMENT MAXIMAL DE QUINZE MOIS EST DE 63%.

LE CALCUL DU DÉLAI DE TRAITEMENT D’UN DOSSIER DE PLAINTÉ SE FAIT DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ SIGNÉE À LA DATE À LAQUELLE LA COMMISSION, PAR L’ENTREMISE DE SON COMITÉ DES PLAINTES, REND SA DÉCISION. LE CONTRÔLE DU DÉLAI N’ÉTANT PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION UNE FOIS CETTE DÉCISION RENDUE, LE CALCUL DU DÉLAI EXCLUT LES ÉTAPES DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER.

SANS JUDICIARISATION	2016-2017*
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	492

* EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017

LA DIMINUTION DU NOMBRE DE FERMETURES (DE 894 À 722) DE DOSSIERS AINSI QUE LA HAUSSE DU DÉLAI DE TRAITEMENT (DE 450 JOURS À 492 JOURS) S’EXPLIQUENT NOTAMMENT :

- PAR LES EFFORTS CONSENTIS À FERMER LES DOSSIERS COMPLEXES AYANT CUMULÉS LES PLUS LONGS DÉLAIS, CE QUI A UN IMPACT SUR LE CALCUL DU DÉLAI MÉDIAN;
- PAR LE HAUT TAUX DE ROULEMENT DU PERSONNEL (33% DU PERSONNEL PROFESSIONNEL DU SERVICE DE L’ÉVALUATION DES PLAINTES ET 61% DU PERSONNEL PROFESSIONNEL DU SERVICE DES ENQUÊTES).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE
AU 28 MARS 2017

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CÉDRICO INC.
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE
TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN
TOTAL : 3

RA03 : QUÉBEC

ABB BOMEM INC.
BPR INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ENGLOBE CORP.
ENTREPRISES JULIEN INC.
EXFO INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE INC.
GFS QUÉBEC INC.
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE
INDUSTRIES MAIBEC INC.
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
J.B. DESCHAMPS INC.
LEVIO CONSEILS INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NEXINNOVATIONS INC.
NURUN INC.
R3D CONSEIL INC.
ROCHE LTÉE, GROUPE-CONSEIL
SSQ VIE
STADACONA S.E.C.
TECHNOCONSEIL (TC) INC
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.
WSP CANADA INC.
TOTAL : 23

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

DUCHESNE & FILS LTÉE
G.A. BOULET INC.
MEUBLES CANADEL INC.
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.
TOTAL : 4

RA05 : ESTRIE

SIGNALISATION LAURENTIENNE INC., DIV. GROUPE SIGNALISATION
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
ALIMENTS PARMALAT INC.(LES)DIVISION PARMALAT CANADA
AUTODESK CANADA INC.
BEAUDOIN HURENS INC.
CAISSE CENTRALE DESJARDINS
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
DOMTAR INC.
DOUBLETEX
ÉQUIPEMENT SMS INC.
ERNST & YOUNG
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
GHD CONSULTANTS LTÉE
GROUPE CGI INC.
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
GROUPE CONSEIL OSI INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CIE
IBM CANADA LTÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
JOHNSON & JOHNSON INC.
KPMG
KRUGER INC.
LAFARGE CANADA INC. USINE DE ST-CONSTANT
LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.
LES SERVICES EXP INC.
LINDE CANADA LIMITÉE
MÉDISOLUTION INC.
MICHAEL ROSSY LTÉE
MPB COMMUNICATIONS INC.
NCR CANADA LTÉE
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE
PRICEWATERHOUSECOOPERS
QUEBECOR WORLD INC.QUEBECOR WORLD MONTRÉAL
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO
SÉCURITÉ KOLOSSAL INC.
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SHELL CANADA LIMITÉE
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
TECHNOLOGIES NEXXLINK INC.
TELAV INC.
TETRA TECH QI INC.
TRANSELEC/COMMON INC.
ULTRAMAR CANADA INC.
UNISOURCE CANADA INC.
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.
XEROX CANADA LTÉE

TOTAL : 59

RA07 : OUTAOUAIS

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

BEN DESHAIES INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.
UNIBOARD CANADA INC.
TOTAL : 5

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
GROUPE CANAM INC.
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
IPL INC.
LAINAGES VICTOR LTÉE
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MONTEL INC.
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON
TOTAL : 12

RA13 : LAVAL

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
IDÉAL MÉTAL INC.
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TRIMAX SÉCURITÉ INC
TOTAL : 8

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

DOWTY CANADA LTÉE/DIV. DOWTY AÉROSPATIALE MONTRÉAL
PG SOLUTIONS INC.
REVERA HEALTH SERVICES HOMECARE LP
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON
TOTAL : 5

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC.
ALIMPLUS INC.
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.
BOULANGERIE GADOUA LTÉE
CORPORATE EXPRESS CANADA INC.
GOODFELLOW INC.
GROUPE ABS INC.
GROUPE LACASSE INC.
IMPRIMERIE INTERWEB INC.
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE
MOORE WALLACE INC.
SICO INC.

RA16 : MONTÉRÉGIE (SUITE)

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARMTEC
UNI-SELECT INC.
TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CONSULTANTS MESAR INC.
FAFARD & FRÈRES LTÉE
P.H. VITRES D'AUTOS INC.
TOTAL : 3

GRAND TOTAL : 145

**LISTE DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI
AU 31 MARS 2016**

ÉDUCATION - CÉGEPS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA
TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

CÉGEP DE LIMOILOU
CÉGEP DE SAINTE-FOY
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU
TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
COLLÈGE SHAWINIGAN
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE
JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE
TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS
HERITAGE COLLEGE
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON
CÉGEP DE THETFORD
TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

COLLÈGE MONTMORENCY
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE DE VALLEYFIELD
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT
TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE
TOTAL : 2

ÉDUCATION — COLLÈGES PRIVÉS

RA03 : QUÉBEC

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE MÉRICI
TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COLLÈGE LAFLÈCHE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE SAINTE-ANNE
TOTAL : 4

ÉDUCATION — COMMISSIONS SCOLAIRES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP
COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES
COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS
TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS
TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE
COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF
COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES
TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS
TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC
TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA
TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
COMMISSION SCOLAIRE DU FER
COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL
TOTAL : 4

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs
COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES
COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE
TOTAL : 4

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEUCE-ETCHEMIN
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES
COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS
TOTAL : 4

RA13 : LAVAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER
TOTAL : 2

RA14 : LANAUDIÈRE

COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS
COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES
COMMISSION SCOLAIRE PIERRE-NEVEU
TOTAL : 4

RA16 : MONTÉRÉGIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS
COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE
TOTAL : 11

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES
TOTAL : 3

ÉDUCATION — UNIVERSITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL
TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL
TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

ÉDUCATION – ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES - SECONDAIRES

RA03 : QUÉBEC

COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS
TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.
VILLA MARIA
TOTAL : 17

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COLLÈGE DE LÉVIS
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

COLLÈGE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS
TOTAL : 4

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

VILLE D'ALMA
VILLE DE SAGUENAY
TOTAL : 2

RA03 : QUÉBEC

VILLE DE QUÉBEC
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT
TOTAL : 9

RA07 : OUTAOUAIS

VILLE DE GATINEAU
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR
TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD

VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES
TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

VILLE DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE
TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME
TOTAL : 7

RA16 : MONTÉRÉGIE

VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE SAINT-BRUNO
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VAUDREUIL-DORION
TOTAL : 14

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIAVILLE
TOTAL : 2

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE

RA15 : LAURENTIDES

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON
TOTAL : 2

SANTÉ — CENTRE DE SANTÉ

RA06 : MONTRÉAL

CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES
TOTAL : 1

SANTÉ — CENTRES DE RÉADAPTATION

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
VILLA MÉDICA INC.
TOTAL : 2

SANTÉ – CENTRES HOSPITALIERS

RA03 : QUÉBEC

CHU DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL
TOTAL : 8

SANTÉ – CENTRES JEUNESSE

RA03 : QUÉBEC

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE GOUIN INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT VINCENZO-NAVARRO INC.
CENTRE LE CARDINAL INC.
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD CHANOINE-AUDET
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
PAVILLON STE-MARIE INC.
RÉSIDENTE ANGELICA
RÉSIDENTE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE
TOTAL : 15

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.
TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

VILLA SOLEIL
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

CHSLD ARGYLE INC
TOTAL : 1

SANTÉ – CISSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT
TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS

CISSS DE L'OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CISSS DE LA CÔTE-NORD
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CISSS DE LA GASPÉSIE
CISSS DES ÎLES
TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CISSS DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CISSS DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CISSS DES LAURENTIDES
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

CISSS DE LA MONTÉRÉGIE OUEST
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST
TOTAL : 3

SANTÉ - CIUSS

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

CIUSSS DE L'ESTRIE-CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
TOTAL : 5

SANTÉ - CSSS

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE QUÉBEC
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

R RA03 : QUÉBEC

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
TOTAL : 10

RA06 : MONTRÉAL

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC
RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOQUIJ
TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC
TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 330

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION DES ORGANISMES (À L'EXCEPTION DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX)

IL Y A 330 ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS À L’ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS. DE CE NOMBRE, 61* SE RETROUVENT DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (RSSS), QUI A FAIT L’OBJET D’UNE IMPORTANTE RESTRUCTURATION NÉCESSITANT LE DÉVELOPPE-MENT D’UNE NOUVELLE STRATÉGIE D’IMPLANTATION DES PROGRAMMES D’ACCÈS À L’ÉGALITÉ EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE RÉSEAU. À L’EXCLUSION DES 61 ÉTABLISSEMENTS DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, 269 ORGANISMES SONT ASSUJETTIS À LA LOI DANS LES DIVERS AUTRES RÉSEAUX.

Au 28 février 2017		Note : tous les pourcentages ont été arrondis.																							
		Total des organismes autres ceux du RSSS		Cégeps		Commissions scolaires		Collèges privés		Institution d'enseignements privés prim.-sec.		Universités		Sociétés d'État		Municipalités		Sociétés de transport		Régie intermunicipale de police		Sûreté du Québec			
Pour les quatre premiers groupes visés	Phases	Total		48		70		7		31		19		27		55		8		3		1			
		N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%		
	Analyse des effectifs	1	0%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	13%	--	--	--	--		
	Détermination de la sous-représentation	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
	Élaboration du programme	6	2%	--	--	--	--	1	14%	--	--	--	--	2	7%	1	2%	1	13%	1	33%	--	--		
	Évaluation du rapport d'élaboration	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
	Maintien de la représentation (1 ^{re} période de trois ans)	2	1%	--	--	--	--	--	--	--	2	7%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
Implantation du programme (1 ^{re} période de trois ans)	5	2%	--	--	--	--	--	--	--	1	3%	--	--	1	4%	1	2%	--	--	2	67%	--	--		
Évaluation du rapport d'implantation (1 ^{re} période de trois ans)	15	6%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	9	47%	2	7%	4	7%	--	--	--	--	--	--		
Maintien de la représentation (2 ^e période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
Implantation du programme (2 ^e période de trois ans)	240	89%	48	100%	70	100%	6	86%	28	90%	10	53%	22	82%	49	89%	6	75%	--	--	1	100%			

Note : tous les pourcentages ont été arrondis.

Au 28 février 2017	Total des organismes autres ceux du RSSS															
	Cégeps		Commissions scolaires		Collèges privés		Institution d'enseignements privés prim.-sec.		Universités		Sociétés d'État		Municipalités		Sociétés de transport	
	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%	N ^b re	%
Phases	48		70		7		31		19		27		55		8	
Analyse des effectifs	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	13%
Détermination de la sous-représentation	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Élaboration du programme	5	2%	--	--	1	14%	1	3%	--	--	2	7%	--	1	--	33%
Évaluation du rapport d'élaboration	16	6%	--	--	--	--	--	--	9	47%	--	--	6	11%	1	13%
Maintien de la représentation (1 ^{re} période de trois ans)	2	1%	--	--	--	--	1	3%	--	--	--	--	--	--	--	--
Implantation du programme (1 ^{re} période de trois ans)	217	81%	48	100%	6	86%	29	94%	10	53%	3	11%	44	80%	5	63%
Évaluation du rapport d'implantation (1 ^{re} période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Maintien de la représentation (2 ^e période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Implantation du programme (2 ^e période de trois ans)	28	10%	--	--	--	--	--	--	--	--	22	82%	5	9%	1	13%

Pour les personnes handicapées

Note : tous les pourcentages ont été arrondis.

Pour les cinq groupes visés	Phases	Total		Total des établissements du RSSS		Centres de santé		Centres de réadaptation		Centres hospitaliers		CISSS		CIUSSS		CLSC - CHSLD		CRSSS	
		1		2		10		13		9		25		1					
		Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Analyse des effectifs	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Détermination de la sous-représentation	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Élaboration du programme	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Évaluation du rapport d'élaboration	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Maintien de la représentation (1 ^{re} période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Implantation du programme (1 ^{re} période de trois ans)	61	100%	1	100%	2	100%	10	100%	13	100%	9	100%	25	100%	1	100%	100%	100%
	Évaluation du rapport d'implantation (1 ^{re} période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Maintien de la représentation (2 ^e période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	Implantation du programme (2 ^e période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE PROCESSUS DE DEMANDES ET DE PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ASSURE DES ACTIONS AFIN DE GARANTIR LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE.

AINSI, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN LITIGE. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QU'EST UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER TENTERA PAR SES INTERVENTIONS DE FACILITER UNE RENCONTRE ENTRE LES PARTIES ET AINSI PERMETTRE UNE SOLUTION À LA SATISFACTION DE TOUS.

CES INTERVENTIONS SONT DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, PLUS PARTICULIÈREMENT LA DISCRIMINATION RACIALE OU ENCORE FONDÉ SUR LE HANDICAP, ET À LEURS OBLIGATIONS QUANT À LA LOCATION D'UN LOGEMENT.

POUR L'ANNÉE 2016-2017 (AU 28 FÉVRIER), 81 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, DONT 25 SOULEVAIENT LE HANDICAP ET 26 LA RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE COMME MOTIF DE DISCRIMINATION.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION PUBLIE LE DÉPLIANT « DROIT AU LOGEMENT SANS DISCRIMINATION » QUI EST DISPONIBLE POUR LE PUBLIC ET DONT L'INFORMATION EST ACCESSIBLE SUR LE SITE WEB DE LA COMMISSION.

POUR L'ANNÉE 2016-2017, LA COMMISSION A OFFERT UNE FORMATION SUR LE THÈME DU LOGEMENT, L'ACTIVITÉ ÉTAIT INTITULÉE *LOGEMENT : CONNAISSEZ-VOUS VOS DROITS?*

P.138 NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2015-2016 ET 2016-2017.
NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDE D’INTERVENTION EN JEUNESSE

SITUATIONS	2016-2017
APPLICATION D’UNE MESURES DE PROTECTION IMMÉDIATE	7
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI	
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI (LSJPA)	
AUTRE	
ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION	18
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT	61
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (LSJPA)	
PROJET DE VIE PERMANENT	
SERVICES EN RESSOURCES D’HÉBERGEMENT	38
SERVICES EN RESSOURCES D’HÉBERGEMENT (LSJPA)	
TRAITEMENT D’UN SIGNALEMENT	9
TOTAL	133

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (NOUVEAU REGROUPEMENT DES MOTIFS)

MOTIFS D’INSATISFACTION	2016-2017	PROJECTION 2016-2017 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	53	58
DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT	19	21
DPJ	3	3
ENTENTE PROVISOIRE	2	2
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	10	11
ÉVALUATION ET ORIENTATION	18	20
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	7	8
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	1	1
LSJPA SERVICES SOCIAUX	1	1
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	3	3
MILIEU SUBSTITUT	5	5
ORDONNANCE	13	14
SERVICES SOCIAUX	33	36
SIGNALEMENT	16	18
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	1	1
NON PRÉCISÉ	14	15
TOTAL	199	218

TOTAL DES DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (ADDITION DES ANCIENS ET NOUVEAUX MOTIFS D’INSATISFACTION)

	2016-2017	PROJECTION 2016-2017 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017
DEMANDES D’INTERVENTION TOTALES	332	364

DANS LE CADRE D’UNE DÉMARCHE DE RÉVISION DES PROCESSUS, LA COMMISSION A CETTE ANNÉE ENTièrement REVU LES DESCRIPTEURS ASSOCIÉS AUX DEMANDES D’INTERVENTION. ELLE EST AINSI DANS L’OBLIGATION DE PRÉSENTER DES DONNÉES ISSUES DES ANCIENS ET DES NOUVEAUX DESCRIPTEURS. NOTONS D’ABORD QUE LE NOMBRE DE DEMANDES D’INTERVENTION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017 EST DE 332 DEMANDES, COMPARATIVEMENT À 222 EN 2015-2016. IL S’AGIT D’UNE AUGMENTATION DE 49,5%. COMME LES NOUVEAUX REGROUPEMENTS NE SONT PAS MUTUELLEMENT EXCLUSIFS AVEC LES ANCIENS, IL EST DIFFICILE DE PRÉCISER QUELLES SONT LES SITUATIONS POUR LESQUELLES LA COMMISSION A ÉTÉ LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE. DANS LE CADRE DES ANCIENS DESCRIPTEURS, IL S’AGIT DE LA PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (46%). DANS LE CAS DES NOUVEAUX DESCRIPTEURS, IL S’AGIT DES COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES (27%) ET DES SERVICES SOCIAUX RENDUS AUX ENFANTS (16,6%).

DEMANDE D’ENQUÊTE JEUNESSE

	2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11
BAS-SAINT-LAURENT	4
CAPITALE-NATIONALE	25
CHAUDIÈRE-APPALACHES	11
CÔTE-NORD	3
ESTRIE	21
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	3
LANAUDIÈRE	20
LAURENTIDES	25
LAVAL	20
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	45
MONTÉRÉGIE	42
MONTRÉAL	58
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	2
NORD-DU-QUÉBEC	14
OUTAOUAIS	11
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	17
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE	332

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES D’ENQUÊTES SELON LA RÉGION, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D’INTERVENTION SONT MONTRÉAL (17,4%), MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (13,4%) ET MONTÉRÉGIE (12,7%). SOULIGNONS QUE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE A CONNU UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DES DEMANDES D’INTERVENTION (14 À 42 DEMANDES; 200% D’AUGMENTATION), AINSI QUE CELLE DE LA MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (28 À 45 DEMANDES; 60,7% D’AUGMENTATION).

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

	2016-2017
Abitibi-Témiscamingue	5
Bas-Saint-Laurent	2
Capitale-Nationale	20
Chaudière-Appalaches	10
Côte-Nord	3
Estrie	14
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0
Lanaudière	15
Laurentides	18
Laval	22
Mauricie-et-Centre-du-Québec	31
Montréal	24
Montréal	34
Nord-du-Québec	14
Outaouais	9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	15
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	236

LES DONNÉES PERMETTENT DE CONSTATER UNE HAUSSE DE 31,8% DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017. DES 332 DEMANDES REÇUES, 236 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D’ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 71,1%.

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

	2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5
BAS-SAINT-LAURENT	3
CAPITALE-NATIONALE	11
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	17
CHAUDIÈRE-APPALACHES	10
CÔTE-NORD	5
ESTRIE	15
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1
LANAUDIÈRE	12
LAURENTIDES	21
LAVAL	18
MONTÉRÉGIE	25
MONTRÉAL	47
NORD-DU-QUÉBEC	17
OUTAOUAIS	9
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	8
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	224

ENTRE LE 1ER AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, 224 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE HAUSSE DE 26,5% PAR RAPPORT À L’ANNÉE 2015-2016.

LE NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 8.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (ANCIEN REGROUPEMENT DES MOTIFS)

SITUATIONS	2016-2017	PROJECTION 2016-2017
APPLICATION D’UNE MESURE DE PROTECTION IMMÉDIATE	7	8
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI		
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI (LSJPA)		
AUTRE		
ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION	18	20
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT	61	67
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (LSJPA)		
PROJET DE VIE PERMANENT		
SERVICES EN RESSOURCES D’HÉBERGEMENT	38	42
SERVICES EN RESSOURCES D’HÉBERGEMENT (LSJPA)		
TRAITEMENT D’UN SIGNALEMENT	9	10
TOTAL	133	146

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (NOUVEAU REGROUPEMENT DES MOTIFS)

MOTIFS D’INSATISFACTION	2016-2017	PROJECTION 2016-2017
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	53	58
DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT	19	21
DPJ	3	3
ENTENTE PROVISOIRE	2	2
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	10	11
ÉVALUATION ET ORIENTATION	18	20
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	7	8
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	1	1
LSJPA SERVICES SOCIAUX	1	1
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	3	3
MILIEU SUBSTITUT	5	5
ORDONNANCE	13	14
SERVICES SOCIAUX	33	36
SIGNALEMENT	16	18
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	1	1
NON PRÉCISÉ	14	15
TOTAL	199	218

TOTAL DES DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (ADDITION DES ANCIENS ET NOUVEAUX MOTIFS D’INSATISFACTION)

	2016-2017	PROJECTION 2016-2017
DEMANDES D’INTERVENTION TOTALES	332	364

DANS LE CADRE D’UNE DÉMARCHE DE RÉVISION DES PROCESSUS, LA COMMISSION A CETTE ANNÉE ENTIÈREMENT REVU LES DESCRIPTEURS ASSOCIÉS AUX DEMANDES D’INTERVENTION. ELLE EST AINSI DANS L’OBLIGATION DE PRÉSENTER DES DONNÉES ISSUES DES ANCIENS ET DES NOUVEAUX DESCRIPTEURS. NOTONS D’ABORD QUE LE NOMBRE DE DEMANDES D’INTERVENTION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017 EST DE 332 DEMANDES, COMPARATIVEMENT À 222 EN 2015-2016. IL S’AGIT D’UNE AUGMENTATION DE 49,5%. COMME LES NOUVEAUX REGROUPEMENTS NE SONT PAS MUTUELLEMENT EXCLUSIFS AVEC LES ANCIENS, IL EST DIFFICILE DE PRÉCISER QUELLES SONT LES SITUATIONS POUR LESQUELLES LA COMMISSION A ÉTÉ LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE. DANS LE CADRE DES ANCIENS DESCRIPTEURS, IL S’AGIT DE LA PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (46%). DANS LE CAS DES NOUVEAUX DESCRIPTEURS, IL S’AGIT DES COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES (27%) ET DES SERVICES SOCIAUX RENDUS AUX ENFANTS (16,6%).

DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2016-2017	PROJECTION *2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11	12
BAS-SAINT-LAURENT	4	4
CAPITALE-NATIONALE	25	27
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	45	50
CHAUDIÈRE-APPALACHES	11	12
CÔTE-NORD	3	3
ESTRIE	21	23
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	3	3
LANAUDIÈRE	20	22
LAURENTIDES	25	27
LAVAL	20	22
MONTÉRÉGIE	42	46
MONTRÉAL	58	64
NORD-DU-QUÉBEC	14	15
OUTAOUAIS	11	12
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	17	19
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	2	2
TOTAL	332	364

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES D’ENQUÊTES SELON LA RÉGION, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D’INTERVENTION SONT MONTRÉAL (17,4%), MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (13,4%) ET MONTÉRÉGIE (12,7%). SOULIGNONS QUE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE A CONNU UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DES DEMANDES D’INTERVENTION (14 À 42 DEMANDES; 200% D’AUGMENTATION), AINSI QUE CELLE DE LA MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (28 À 45 DEMANDES; 60,7% D’AUGMENTATION).

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2016-2017	PROJECTION *2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	5
BAS-SAINT-LAURENT	2	2
CAPITALE-NATIONALE	20	22
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	31	34
CHAUDIÈRE-APPALACHES	10	11
CÔTE-NORD	3	3
ESTRIE	14	15
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0
LANAUDIÈRE	15	16
LAURENTIDES	18	20
LAVAL	22	24
MONTÉRÉGIE	24	26
MONTRÉAL	34	37
NORD-DU-QUÉBEC	14	15
OUTAOUAIS	9	10
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	15	16
TOTAL	236	259

LES DONNÉES PERMETTENT DE CONSTATER UNE HAUSSE DE 31,8% DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017. DES 332 DEMANDES REÇUES, 236 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D’ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 71,1%.

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2016-2017	PROJECTION *2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	5
BAS-SAINT-LAURENT	3	3
CAPITALE-NATIONALE	11	12
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	17	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	10	11
CÔTE-NORD	5	5
ESTRIE	15	16
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	1
LANAUDIÈRE	12	13
LAURENTIDES	21	23
LAVAL	18	20
MONTÉRÉGIE	25	27
MONTRÉAL	47	52
NORD-DU-QUÉBEC	17	19
OUTAOUAIS	9	10
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	8	9
TOTAL	224	246

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, 224 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE HAUSSE DE 26,5% PAR RAPPORT À L’ANNÉE 2015-2016.

LE NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 8.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

2016-2017		
TOTAL		
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	332	

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 332 DOSSIERS EN MATIÈRE JEUNESSE, CE QUI CONSTITUE UNE AUGMENTATION DE 49,5% PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

2016-2017		
TOTAL		
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	236	

NOUS REMARQUONS UNE HAUSSE DE 31,8% DU NOMBRE DE DOSSIERS QUE LA COMMISSION A OUVERT ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. DES 332 DEMANDES QUE LA COMMISSION A REÇUES, 236 ONT ÉTÉ ORIENTÉES EN ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ 71,1%.

DOSSIERS FERMÉS

2016-2017		
TOTAL		
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	224	

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, LA COMMISSION A FERMÉ 224 DOSSIERS, CE QUI REPRÉSENTE UNE HAUSSE DE 26,5% PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2015-2016.

DOSSIERS ACTIFS

2016-2017		
TOTAL		
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	95	

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017, NOUS AVONS 95 DOSSIERS ACTIFS, COMPARATIVEMENT À 88 L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LES DÉLAIS

2016-2017		
TOTAL		
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	126	

POUR L'ANNÉE 2016-2017, LE DÉLAI DE TRAITEMENT GLOBAL S'ÉLÈVE À 126 JOURS, CE QUI REPRÉSENTE UNE DIMINUTION DE 20 JOURS PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. CE DÉLAI COMPREND LES DOSSIERS FERMÉS AU COURS DE LA PÉRIODE POUR LA RECEVABILITÉ, L'ENQUÊTE ÉTAPE 1 ET L'ENQUÊTE ÉTAPE 2.

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2016-2017	
	DÉLAI PRESCRIT	DÉLAI ATTEINT
RECEVABILITÉ	15	25
ÉVALUATION	35	96
ENQUÊTE	130	323

CE TABLEAU INDIQUE LES DÉLAIS PAR ÉTAPE, POUR TOUS LES DOSSIERS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017. PRÉCISONS QUE CERTAINS DOSSIERS INCLUS DANS LE CALCUL NE SONT PAS ENCORE FERMÉS. À LA RECEVABILITÉ, LE DÉLAI ATTEINT EST DE 25 JOURS, CE QUI SE RAPPROCHE DU DÉLAI PRESCRIT DE 15 JOURS. CECI CONSTITUE UNE NETTE DIMINUTION PAR RAPPORT À L’ANNÉE 2015-2016.

À L’ENQUÊTE ÉTAPE 1, LE DÉLAI ATTEINT EST DE 96 JOURS.

À L’ENQUÊTE ÉTAPE 2 LE DÉLAI ATTEINT EST DE 323 JOURS. IL EST NÉCESSAIRE DE PRÉCISER QU’UN CERTAIN NOMBRE DE DOSSIERS À CETTE ÉTAPE (9) NE S’EST PAS RENDU AU COMITÉ DES ENQUÊTES.

88,4% DES DOSSIERS ONT ÉTÉ RÉGLÉS À LA PREMIÈRE ÉTAPE DE L’ENQUÊTE, AINSI QU’À LA 2^E ÉTAPE (LES 9 DOSSIERS MENTIONNÉS PRÉCÉDEMMENT).

B. LES DÉLAIS SELON LE TYPE OU LE MOTIF DE FERMETURE

	2016-2017
SITUATION CORRIGÉE	363
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	801
DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES	447

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, 59 RAPPORTS ONT ÉTÉ DÉPOSÉS AU COMITÉ DES ENQUÊTES ET ÉTUDIÉS PAR CE DERNIER. PARMI CES DOSSIERS, 34 D’ENTRE EUX CONSTITUENT UN SUIVI DES RECOMMANDATIONS, DONT CERTAINS SONT ENCORE ACTIFS EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

LES DÉLAIS ILLUSTRÉS DANS LE TABLEAU CONCERNENT 26 DOSSIERS, QUI ONT ÉTÉ FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017. ILS INDIQUENT QUE POUR LES SITUATIONS CORRIGÉES, LE DÉLAI EN 2016-2017 S’ÉLÈVE À 363 JOURS, CE QUI CONSTITUE UNE DIMINUTION DE 27 JOURS COMPARATIVEMENT À L’AN DERNIER. LE DÉLAI CONCERNANT LE MOTIF « ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT » EST DE 801 JOURS. CERTAINS DOSSIERS SONT DE NATURE EXCEPTIONNELLE, ET CEUX-CI CONTRIBUENT À FAIRE AUGMENTER LA MOYENNE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2016-2017	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2017 (POSTES OCCUPÉS)
CADRES	12	10
PROFESSIONNELS		
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	4	4
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION – JEUNESSE	1	1
AGENT D'INFORMATION	3	4
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS (EXPERT)	2	2
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	2	2
ANALYSTE EN INFORMATIQUE (EXPERT)	1	0
CHERCHEUR	2	3
CHERCHEUR – JEUNESSE	1	1
CHERCHEUR (EXPERT)	2	2
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	9	9
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	9	8
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS (EXPERT)	1	1
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	1	1
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (EXPERT)	1	1
CONSEILLER JURIDIQUE – CONTENTIEUX	8	8
CONSEILLER JURIDIQUE - ENQUÊTES	1	1
CONSEILLER JURIDIQUE – JEUNESSE	1	1
CONSEILLER JURIDIQUE – RECHERCHE	4	4
CONSEILLER JURIDIQUE – SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	2	2
COORDONNATEUR DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	2	2
COORDONNATEUR DE L'ACCUEIL ET DE L'ÉVALUATION	1	1
COORDONNATEUR DES COMMUNICATIONS	1	1
COORDONNATEUR DES ENQUÊTES CHARTE	3	2
ENQUÊTEUR CHARTE	9	16
ENQUÊTEUR JEUNESSE	3	4
MÉDIATEUR	4	3
MÉDIATEUR (EXPERT)	1	1
TOTAL	80	86

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2016-2017	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2017 (POSTES OCCUPÉS)
TECHNICIENS ET EMPLOYÉ(E)S DE BUREAU		
AGENTE DE BUREAU – CLASSE PRINCIPALE	7	7
BIBLIOTHECHNIEN	1	1
SECRÉTAIRE	3	4
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	5	5
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	15	14
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	3
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN ADMINISTRATION	2	3
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN INFORMATIQUE DE GESTION	1	1
TOTAL	40	41
GRAND TOTAL	132	137

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS. EN EFFET, LES DEUX MOTIFS MENTIONNÉS DANS LA QUESTION (INTIMIDATION ET RISQUE SUICIDAIRE) NE SONT PAS INCLUS AU NOMBRE DES MOTIFS DE SIGNALEMENT PRÉVUS À LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE*. CES QUESTIONS DEVRAIENT S'ADRESSER AUX COMMISSIONS SCOLAIRES QUI DOIVENT MAINTENANT PRODUIRE DES STATISTIQUES POUR DOCUMENTER LE PHÉNOMÈNE DE L'INTIMIDATION DEPUIS QUE LA *LOI VISANT À PRÉVENIR ET À COMBATTRE L'INTIMIDATION À L'ÉCOLE* A ÉTÉ ADOPTÉE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS CES DONNÉES. IL EST POSSIBLE DE LES OBTENIR AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI LES COMPILE.

P.144 NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017:

- A. À LA SUITE D’UNE PLAINTÉ;
- B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;

INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :

- C. L’OBJET DE LA POURSUITE;
- D. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;
- E. LES SUITES ACCORDÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AU COURS DE L'ANNÉE 2016-2017, DIX CONSTATS D'INFRACTION ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN REGARD DE QUATORZE DOSSIERS SOUMIS RELATIVEMENT À LA *LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME* (L.R.Q., c. T-11.011) TRANSMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME. LE TABLEAU SUIVANT PRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS PAR ARTICLE DE LOI.

NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS PAR ARTICLE DE LOI

	2016-2017
ARTICLE 8	
ARTICLE 16	2
ARTICLE 16	3
ARTICLE 25	5
TOTAL	10

ARTICLE 8 : TOUT LOBBYISTE VISÉ PAR LA PRÉSENTE LOI DOIT ÊTRE INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE LA PRÉSENTE SECTION.

L'INSCRIPTION EST FAITE, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE-CONSEIL, PAR LE LOBBYISTE LUI-MÊME ET, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE D'ENTREPRISE OU D'UN LOBBYISTE D'ORGANISATION, PAR LE PLUS HAUT DIRIGEANT DE L'ENTREPRISE OU DU GROUPEMENT POUR LE COMPTE DUQUEL LE LOBBYISTE EXERCE SES ACTIVITÉS.

ARTICLE 15 : TOUT CHANGEMENT AU CONTENU DE LA DÉCLARATION RELATIVE À UN LOBBYISTE, Y COMPRIS CELUI RÉSULTANT DE LA FIN DE SON ENGAGEMENT ET CELUI RÉSULTANT DE L'EXERCICE DE NOUVELLES ACTIVITÉS DE LOBBYISME, DOIT, AU PLUS TARD LE TRENTIÈME JOUR SUIVANT LE CHANGEMENT, FAIRE L'OBJET D'UN AVIS DE MODIFICATION PRÉSENTÉ AU REGISTRE.

ARTICLE 16 : TOUT LOBBYISTE VISÉ PAR LA PRÉSENTE LOI DOIT RENOUVELER SON INSCRIPTION AU REGISTRE DES LOBBYISTES CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE LA PRÉSENTE SECTION.

LE RENOUVELLEMENT EST FAIT, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE-CONSEIL, AU PLUS TARD LE TRENTIÈME JOUR SUIVANT LA DATE ANNIVERSAIRE DE SA PREMIÈRE INSCRIPTION, ET, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE D'ENTREPRISE OU D'UN LOBBYISTE D'ORGANISATION, AU PLUS TARD LE SOIXANTIÈME JOUR SUIVANT LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE OU DU GROUPEMENT.

ARTICLE 25 : NUL NE PEUT EXERCER DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME AUPRÈS D'UN TITULAIRE D'UNE CHARGE PUBLIQUE S'IL N'EST INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES RELATIVEMENT À CES ACTIVITÉS.